

THE VENICE CHARTER LA CHARTE DE VENISE

1964 - 1994

Charte de Venise - 1964
Le but d'un monument comprend, non seulement la création architecturale
soignée, mais aussi le cadre où il s'insère. Le monument est inséparable de
l'histoire où il se situe et de l'histoire dont il est le témoin. En conséquence, les
mesures monumentales doivent tenir un grand compte des conditions architecturales, qu'elles
soient matérielles ou non, acquises, avec le temps, sous l'impulsion historique
et humaine.

1. La conservation et la restauration des monuments constituent une discipline
qui fait appel à toutes les sciences et techniques qui peuvent contribuer à
l'étude et à la sauvegarde des faits et monuments.

Elle vise à sauvegarder tout autant l'œuvre d'art que le témoin d'un site.

La conservation des monuments est toujours favorisée par leur affectation
à une fonction utile à la société, mais cette affectation ne peut altérer
leur valeur.

C'est dans ce limite qu'il faudra concevoir et que l'on pourra autoriser la
modification ou la restauration des monuments, en tenant compte de leur
fonction.

2. La conservation des monuments impose d'abord le respect de leur
authenticité.

La restauration est une opération qui doit garder son caractère
inséparable. Elle vise à conserver et à révéler le mieux possible le
monument. Elle s'appuie sur le respect de la substance
originelle ou de documents authentiques et s'écrit en conséquence
l'hypothèse. Au cas où, tout travail de conservation implique une action
de comparaison à l'architecture ou l'œuvre de l'époque.



INTERNATIONAL COUNCIL ON MONUMENTS AND SITES
CONSEIL INTERNATIONAL DES MONUMENTS ET DES SITES
CONSEJO INTERNACIONAL DE MONUMENTOS Y SITIOS

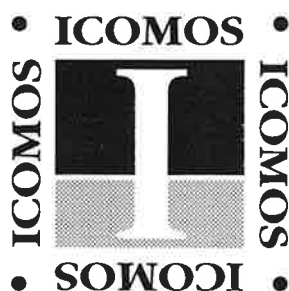
Scientific Journal

Journal scientifique

THE VENICE CHARTER

LA CHARTE DE VENISE

1964 - 1994



INTERNATIONAL COUNCIL ON MONUMENTS AND SITES
CONSEIL INTERNATIONAL DES MONUMENTS ET DES SITES
CONSEJO INTERNACIONAL DE MONUMENTOS Y SITIOS

1994

President / Président

Roland Silva

Secretary General / Secrétaire Général

Jean Louis Luxen

Editorial Board / Comité éditorial

Sherban Cantacuzino, Chairman / Président

Carmen Anón Felió

Natalya Douchkina

Mohaman Hamah

Jan Jessurun

Raymond Lemaire

Joseph Phares

Andras Roman

Roland Silva

Giara Solar

V Trutzschler

Coordinating Editors / Editeurs coordinateurs

Sita Pieris

Cathelijne Broers

Project Coordinator / Coordinateur du projet

Hiroshi Ratnaweera

Type Setting/Composition

Lazer Print and Guilhem Beugnon

ICOMOS (Sri Lanka)

Printing /Impression

Andras Roman

ICOMOS (Hungary)

Scientific Journal / Journal scientifique

No. 4 (July-Dec 1994)

© ICOMOS

The views expressed in the articles
are those of the respective author / authors

Les opinions exprimées dans les articles
sont celles des auteurs respectifs

ISSN 1391 - 1147

Director

ICOMOS

Hôtel Saint Aignan

75, Rue du Temple

75003 Paris

Cover: First page of the original manuscript of the Venice Charter

Frontispiece: Pages from the manuscript of the original Venice Charter, Archives, University of Leuven

7. La consolidation d'un monument peut être assurée en faisant appel à toute les techniques modernes de conservation et de construction dont l'efficacité aura été garantie par l'expérience.

8. Les additions destinées à remplacer les parties manquantes doivent s'intégrer esthétiquement à l'ensemble, tout en se distinguant des parties originales, afin que la restauration ne constitue pas la falsification d'un document d'art et d'histoire.

9. Les contributions de toutes les époques à l'édification d'un monument doivent être respectées, la réalisation de l'unité de style ~~est~~ ^{n'étant} pas un but à atteindre à l'occasion d'une restauration.

Lorsque, dans un même édifice, deux compositions architecturales ou décoratives se superposent, le dégagement du premier état, entraînant la destruction du second, ne se justifie que lorsque la valeur du second état ne présente guère d'intérêt et que, par contre, l'état premier constitue un témoignage de haute valeur historique, archéologique ou esthétique et que sa conservation est jugée suffisante. Toute décision sur la valeur des éléments en question et sur les éliminations à opérer doit être examinée avec soin et non pas confiée à l'opinion personnelle de l'auteur de projet.

10. Les adjonctions qui seraient reconnues indispensables, soit pour une reconstitution totale ou partielle, soit pour l'utilisation pratique du monument, doivent se limiter au minimum. Elles doivent respecter tous les parties intéressantes de l'édifice, son cadre traditionnel, l'équilibre de sa composition et sa relation avec le milieu environnant nécessaire à la pleine expression artistique du monument.

11. Le respect du monument implique celui du cadre traditionnel
où il s'insère, lequel ne pourra être compromis par des constructions
nouvelles qui en altèrent les rapports de mesure et de couleur.
12. Qu'ils soient urbains ou ruraux, les sites historiques qui possèdent
un témoignage d'une civilisation particulière, d'un événement significatif
ou d'une évolution qui a constitué un ensemble de valeurs artistiques
ou documentaires, doivent faire l'objet de soins particuliers visant à
sauvegarder leur intégrité et à assurer leur accès librement, leur
aménagement et leur mise en valeur. Tout élément architectural ou autre
qui compromettrait leur équilibre ou leur échelle devra, en conséquence,
être évité ou éliminé.
13. Les travaux de fouilles de tous s'effectueront conformément aux normes
définies par [illegible]. Ils doivent être méthodiquement
et immédiatement suivis de l'aménagement de ruines et de lieux
visuels à la conservation et à la protection permanente des éléments
architecturaux et de objets découvertes; ils comprennent, en outre, toutes
les initiatives propres à faciliter la compréhension du monument dès à
jour sans jamais en dénaturer la signification. Tout travail de
reconstruction devra cependant, en général, être limité à fournir et à ne
pas fournir l'usage qui la possibilité de l'analyse, c'est-à-dire de la reconstruction
de parties en ruines mais demeurer, avec l'adoption éventuelle
d'éléments d'intégration toujours reconnaissables respectant le
niveau de visibilité pour assurer la continuité de conservation
de l'édifice et rétablir la continuité de forme.

14. Les travaux ^{de conservation, de restauration et de fouille} ~~de fouille et de restauration~~ accompagnent toujours
de la construction d'une œuvre monumentale ^{les} sous forme de
rapports ^{critiques et} ~~analytiques~~, illustrés de dessins et de photographies. Toute
la phase de travaux de dégagement, de consolidation, de
recomposition et d'intégration, ainsi que les éléments techniques
et formes identifiés grâce à ces travaux seront ainsi consignés
d'une manière permanente et certaine. La publication de ces
documents est ~~indispensable~~ recommandée.

Lorsqu'un édifice comporte plusieurs stratifications superposées, le dégagement
d'un état sous-jacent ne se justifie qu'exceptionnellement et à condition
que les éléments entiers ou partiels antérieurs existent, tandis que la composition
trouvée à jour constitue un témoignage de haute valeur historique, archéologique,
ou esthétique et que son état de conservation est jugé suffisant.

art 1

La restauration est une opération qui doit garder un caractère exceptionnel. Elle a pour but de conserver et de révéler les valeurs esthétiques et historiques du monument et se fonde sur le respect de la substance ancienne et de documents authentiques. Elle s'arrête là où commence l'hypothèse ; sur le plan des reconstitutions conjecturales tout travail de complément reste indéfinissable pour des raisons esthétiques ou techniques relatives de la composition architecturale et perdure la marque de notre temps. La restauration sera toujours précédée et accompagnée d'une étude archéologique et historique du monument.

Contents

	Page
Foreword/Avant-propos	13
Introduction	17
I	
History of the Venice Charter	20
Historique de la Charte de Venise	22
II	
The Venice Charter under Review, Ankara, 1977	24
<i>Cevat Erder</i>	
Regard sur la Charte de Venise, Ankara, 1977	32
<i>Cevat Erder</i>	
III	
The Significance of the Venice International Charter for the Conservation and Restoration of Monuments and Sites, with Special Reference to Eastern Countries, Basle, 1983	40
<i>Roland Silva</i>	
Importance de la Charte Internationale de Venise pour la conservation et la restauration des monuments et des sites particulièrement dans les pays d'Asie, Basle, 1983	45
<i>Roland Silva</i>	
IV	
The Actuality of the Venice Charter Summary report of the 9th General Assembly and International Symposium at Lausanne, October 6-11, 1990.....	50
Actualité de la Charte de Venise Compte-rendu de la 9e Assemblée Générale et du Colloque International de Lausanne, 6-11 Octobre 1990.....	53

	Page	
V		
A propos de la Charte de Venise, 1995	56	
<i>Raymond Lemaire</i>		
VI		
The Application of the Venice Charter	59	
Application de la Charte de Venise	60	
VII		
Comments on the Venice Charter with illustrations, 1994	61	
<i>M. Jukka Jokilehto</i>		
VIII		
Countries listed in this volume and charter in use	77	
Pays présentés dans cet ouvrage et version de la charte utilisée	78	
IX		
The Translations of the Venice Charter in Alphabetical order		
Traductions de la Charte de Venise dans l'ordre alphabétique	79	
1. Arabic/Arabe	9. Finnish/Finlandais	19. Lithuanian/Lithuanien
2. Bahasa Indonesia/ Bahasa Indonésien	10. French/Français	20. Portuguese/Portugais
3. Bulgarian/Bulgare	11. Georgian/Géorgien	21. Romanian/Roumain
4. Czech/Tchèque	12. German/Allemand	22. Russian/Russe
5. Danish/Danois	13. Greek/Grec	23. Sinhalese/Cinghalais
6. Dutch/Flemmisch/ Néerlandais/Flamand	14. Hebrew/Hébreux	24. Spanish/Espagnol
7. English/Anglais	15. Hindi/Hindî	25. Swedish/Suédois
8. Estonian/Estonien	16. Hungarian/Hongrois	26. Thai/Thaï
	17. Italian/Italien	27. Turkish/Turc
	18. Japanese/Japonais	28. Ukranian/Ukrainien
X		
List of Specific Charters (national doctrines) used in the different countries besides the Venice Charter		
Liste de chartes nationales en usage dans les différents pays parallèlement à la Charte de Venise	212	
1. Australia/Australie	6. Dominican Republic/ République Dominicaine	11. New Zealand/ Nouvelle Zélande
2. Brasil/Brésil	7. Ecuador/Equateur	12. Russia/Russie
3. Canada	8. Germany/Allemagne	13. Tunisia
4. Costa Rica	9. Guatemala	14. U.S.A.
5. Denmark/Danemark	10. Italy/Italie	

FOREWORD

Foreword

Venice Charter

Dear Colleagues,*

In view of the fact that we have heard the term 'Venice Charter' for thirty long years, we have now at the very least, read it. We also presume that some of us have digested its meaning and have assimilated its substance. But the question that we raise now is: How many nations do, in fact, apply it in practice? How many professionals have transmitted these principles to the technicians and the craftsmen who apply these to the monuments and sites and have taken meaningful steps towards this end? And how many of us, with an element of conscience, can truly say that we in our country do follow the *Venice Charter* and have taken steps to interpret the *Venice Charter* to its logical end in keeping with the special conditions in our own country? This obligation, indeed prompts our message and proposed course of action in the thirtieth year of the *Venice Charter*.

Dear Colleagues, we as members of ICOMOS, are both the teachers and practitioners in the art of healing and caring for the monuments of heritage. It is, indeed, our bounden duty to fulfil this obligation to the best of our ability for the sake of those who created such heritage and those who have expectations of enjoying such heritage in the future. Let us not deprive the creators of these monuments of the homage due to them by future generations. For Ruskin has over a hundred years ago, woken us to our responsibilities when he said that, this heritage does not belong to us, it belongs partly to those that created them and partly to those that are yet unborn. He underlined the fact that we are only the custodians and no more. It is, indeed in this spirit, that we wish to stir the conscience of each of the 5000 most senior members of this profession of conservation in ICOMOS, to re-examine their own ethics and in this thirtieth year of the *Venice Charter*, ask ourselves the questions that we have spelt out above. Do we follow the Venice Charter? Does our country follow it? Have we taken every step within our power, to enable the folk that work with us on monuments and sites, to follow it?

The *Venice Charter* was not a divine intervention. It was a man-made code of ethics concerning monuments and sites. However there were prophetic thoughts on the subject by enlightened conservators at national level, especially scholars, in Sweden, as early as 1666. There were yet others in such personages as Ruskin and Viollet-le-Duc, during the past century. International interest began with the League of Nations consequent to World War I. This stimulus, drew on attempts made before and after World War I at an international level, to safeguard the Heritage of Mankind at a regional or multinational level. The Hague was always conscious of the consequences of damage to cultural property. Naval bombardments, resulted in two conventions from this capital, one at the turn of the century in 1899 and the other in 1907. This was superseded by a major effort in 1954, where UNESCO itself took the lead role and formulated *The Convention on the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict*. We see for the first time that other agencies of destruction are also

mentioned in Athens in 1931. Here, a group of museologists interested in the immovable artefacts of monuments, met in 1931 and even the aspect of pollution was considered. Thoughts on authenticity and the avoidance of restoration, were also considered. The strong recommendation, to pool the resources of knowledge in conservation was indeed, the most forward looking step taken at this meeting. The recommendations on this occasion were accepted by the League of Nations, as the *Athens Charter - 1931* covering historic buildings. Not long after, a somewhat incomplete declaration, took place in Athens at an assembly of architects, to govern the townscapes of historic areas. They also accepted the principle that modern architecture in the neighbourhood of monuments and sites should be appropriately integrated. Although, in theory, this acceptance may be treated as the *Town-planning Charter - 1933* also from Athens, it was not adequately formalised, for it was reviewed in 1941 and 1957, by such stalwarts as Le Corbusier. A similar accord of the same period, was the *Washington Pact - 1935*.

The final steps towards the setting up of the *Venice Charter* was in 1957. An International Congress was convened in Paris for the first time by architects and specialists of historic buildings. At this meeting, a number of important recommendations were made such as an independent organisation for the protection of historic buildings in each country. At the same time, they found the need for the creation of an international assembly of architects and specialists for historic buildings. It also resolved that architects and archaeologists should co-operate in looking after monuments and that architects and Town Planners should co-ordinate the integration of historic buildings in a city context. It also stressed, that an organised system of training be launched for the upgrading of the skills of workmen in the field and that they should be properly remunerated. In regard to the latter, UNESCO had already taken meaningful steps towards the setting up of ICCROM as the training centre in Rome. At this meeting Prof. Piero Gazzola wisely invited all the participants at this Paris get-together to re-convene in Venice. Accordingly, *The Second Congress of Architects and Specialists of Historic Buildings - 1964*, was held in Venice. This meeting had many resolutions accepted, but the first two were the most important, namely:

1. *International Restoration Charter - 1964* or *The Venice Charter - 1964*;
2. The creation of ICOMOS - 1965.

With 30 years behind us, in terms of the *Venice Charter*, it is now our objective, to campaign strongly for this charter to be a working tool rather than a relic for worship. Accordingly, the following steps have been taken:

(i) Translate the *Venice Charter - 1964*, to as many working and indigenous languages as there are regions with monuments and sites. (ii) Devote a volume or more of the Scientific Journal of ICOMOS to publish these translations of the *Venice Charter - 1964* with off prints and have these disseminated to all craftsmen and technicians working on monuments and sites throughout the world. (iii) Request the ICOMOS National Committee Chairmen of the 78 member states to have at least one seminar during 1994 to disseminate the details of the *Venice Charter - 1964*. (iv) Encourage the publication of commentaries to explain, elaborate and further define the subtleties of interpretation under local conditions, the principles of the Venice Charter and even supplement any shortcomings in the Charter where such situations occur. (v) Encourage regions that prefer to have their own Charters, with details of conservation studied in greater depth, to do so. (vi) Encourage allied disciplines such as, Ancient Town and Village Centres, Cultural Tourism, Archaeological Heritage Management, Mural Conservation, Earthen Structure, etc., to have more Charters in the respective disciplines. (vii) Promote international seminars on the *Venice Charter* as is being organised by ICOMOS-Italy, or on aspects of the Venice Charter such as Authenticity by ICOMOS-Japan, ICOMOS-Czech Republic, etc.

Dear Colleagues, we trust that you in your own country and region will, in this thirtieth year of the Venice Charter, do your very best to carry the message of the Charter to grass root levels in order to sustain the monuments, that we are committed to safeguard and protect.

Roland Silva

* President's message, *ICOMOS NEWS*, Vol 4 No. 2, July 1994 (second edition)

Avant Propos

La Charte de Venise

Chers Collègues,*

Avoir entendu parler de la *Charte de Venise* pendant 30 longues années nous a donné l'occasion de la lire. Je suppose que certains l'ont également digérée puis en ont assimilé la substance. La question qui se pose maintenant est de savoir combien de nations réussissent à la mettre en pratique ? Combien de professionnels en ont transmis les principes aux techniciens et aux artisans qui, en les mettant en oeuvre sur les monuments et les sites, progressent vers l'objectif final de la Charte ? Combien d'entre-nous peuvent, en conscience, déclarer que leur pays respecte la *Charte de Venise* en cherchant à l'interpréter sans la trahir tout en l'adaptant aux spécificités de leur pays ? Pour les trente ans de la *Charte de Venise*, notre message et notre action portent sur ces questions.

Chers collègues, en tant que membres de l'ICOMOS, nous sommes les pédagogues et les praticiens de l'art de soigner et de protéger les monuments du Patrimoine. Notre premier devoir est de nous soumettre à cette obligation au mieux de nos compétences au nom de ceux qui ont créé ce patrimoine et pour ceux qui, demain, auront la joie d'en profiter. Ne négligeons ni les créateurs de ces trésors ni les bénéficiaires ; c'est ce que Ruskin a cherché à nous faire comprendre il y a maintenant un siècle en déclarant que ce patrimoine ne nous appartient pas mais qu'il appartient en partie à ceux qui l'ont créé et en partie à ceux qui ne sont pas encore nés. Nous en sommes les gardiens, rien de plus. C'est dans cet esprit que nous nous adressons à la conscience des 5000 membres "seniors", professionnels de la conservation au sein de l'ICOMOS afin que ceux-ci se penchent sur leur propre éthique et que, pour les trente ans de la *Charte de Venise*, ils répondent aux questions posées plus haut. Suivons-nous les principes de la *Charte de Venise* ? Notre pays les suit-il ? Avons-nous fait tout ce qui était possible pour que les artisans qui travaillent avec nous sur les monuments et les sites les suivent ?

Nous savons tous que la *Charte de Venise* n'est pas le résultat d'une intervention divine mais un code de bonne conduite élaboré par les hommes et destiné aux monuments et aux sites. Déjà en Suède en 1666, des conservateurs éclairés avaient réfléchi sur le sujet. Puis, au siècle dernier, des amoureux des belles choses tels Ruskin et Viollet-de-Duc ont oeuvré pour la sauvegarde du patrimoine.

Mais l'engouement international est vraiment apparu après la Première Guerre Mondiale avec la Ligue des Nations. Les premières tentatives pour la mise en place d'une politique nationale et multi-nationale de sauvegarde du Patrimoine de l'Humanité au niveau international remontent juste avant et juste après la guerre de 1914-1918. La Haye a toujours été consciente des atteintes portées au patrimoine culturel. Les bombardements navals subis par La Haye eurent pour résultat deux Conventions élaborées à ce sujet dans cette ville, l'une en 1899 et l'autre en 1907. En 1954, l'UNESCO prit la tête du mouvement et formula la *Convention pour la Protection du Patrimoine Culturel dans des situations de conflits armés*. Concernant la destruction des monuments et des sites, nous pouvons voir que d'autres agents de destruction sont également mentionnés à Athènes en 1931. Un groupe de Muséologues intéressés par la pérennité des monuments s'était réuni en 1931 et avait même traité des problèmes de la pollution. Ils avaient également réfléchi au concept d'authenticité et de restauration. En outre, la nécessité de rassembler les compétences en matière de conservation fut le principe le plus important souligné lors de cette réunion. Les

recommandations relatives aux monuments historiques furent acceptées par la Ligue des Nations comme la Charte d'Athènes - 1931. Peu de temps après, une autre déclaration relativement incomplète portant sur l'environnement des lieux historiques fut élaborée à Athènes par une assemblée d'architectes. Il y était précisé que l'architecture moderne à proximité des monuments devait être considérée comme une *Charte d'Urbanisme d'Athènes* - 1933, n'ayant pas été officialisé il sera repris en 1941 et en 1957 par des inconditionnels comme Le Corbusier. Un accord comparable date de la même période : le *Pacte de Washington* - 1935. La dernière étape avant la *Charte de Venise* fut le Congrès International de Paris en 1957 où se réunirent pour la première fois des architectes et des spécialistes des monuments historiques. Lors de cette réunion un grand nombre de recommandations importantes traitèrent de la nécessité de créer dans chaque pays une organisation indépendante chargée de la protection des monuments historiques ainsi qu'une assemblée internationale d'architectes et de spécialistes des monuments historiques. Il fut également précisé qu'architectes et archéologues devaient coopérer à la protection des monuments et qu'architectes et urbanistes devaient coordonner l'intégration des monuments historiques dans le tissu urbain. Au cours de cette réunion, il a également été souligné qu'il était nécessaire qu'un programme de formation soit lancé pour parfaire les connaissances des artisans et leur assurer ainsi un statut adéquat. A ce égard, l'UNESCO a pris des dispositions pour que l'ICCROM soit un important centre de formation à Rome. En conclusion de cette réunion, le Professeur Piero Gazzola a invité les participants à se retrouver à Venise. Le second Congrès des Architectes et Spécialistes des Bâtiments Historiques fut organisé en 1964 à Venise. De nombreuses résolutions furent acceptées ; les deux premières sont les plus importantes

1. *Charte Internationale de la Restauration* ou *Charte de Venise* - 1964;

2. Création de l'ICOMOS - 1965.

Après 30 ans d'existence, la *Charte de Venise* mérite nos efforts ; elle doit devenir un outil de travail et cesser d'être un objet de culte. Pour ce faire, les dispositions suivantes ont été prises :

(i) Traduction de la *Charte de Venise* en autant de langues de travail et de langages nationaux qu'il y a de pays possédant des monuments et des sites à protéger. (ii) Publication en un ou plusieurs numéros du Journal Scientifique de l'ICOMOS de ces traductions de la Charte et distribution de ce(s) numéro(s) aux artisans et techniciens travaillant sur ces monuments et ces sites dans le monde entier. (iii) Demande aux Présidents des Comités Nationaux des 78 Etats Membres d'organiser au moins un séminaire en 1994 pour faire connaître les grands principes de la *Charte de Venise*. (iv) Encourager les observations et commentaires susceptibles d'expliquer et de définir les possibles interprétations de la *Charte de Venise* en fonction des conditions locales et également pour palier les manques de la Charte s'il y a lieu. (v) Assistance aux pays qui préfèrent adopter leur propre Charte sous forme d'informations précises sur la conservation. (vi) Incitation des entités spécialisées telles Villes et Villages Anciens, Tourisme Culturel, Gestion du Patrimoine Archéologique, Conservation de l'Art Mural, Structures en Terre etc. à adopter des chartes plus spécifiques adaptées à leurs disciplines respectives. (vii) Promotion de séminaires internationaux portant sur la Charte de Venise comme celui qu'organise l'ICOMOS-Italie ou sur certains aspects de la Charte - en particulier l'authenticité comme ceux qu'organisent l'ICOMOS-Japon ou l'ICOMOS-République Tchèque.

Chers collègues, nous avons confiance qu'à l'occasion des trente ans de la Charte de Venise, dans votre pays et dans votre région, vous ferez le maximum pour que son message se propage et qu'il profite aux monuments que nous nous sommes engagés à sauvegarder et à protéger.

Roland Silva

* Message du Président, *ICOMOS NOUVELLES*, volume 4 N° 2 Juillet 1994 (second numéro)

Introduction

The year 1994 is the thirtieth anniversary of the ratification of the Venice Charter. It is therefore appropriate that this occasion be remembered. To celebrate this occasion the July-December 1994 issue is entirely devoted to the Venice Charter.

The adoption of the Venice Charter went hand in hand with the establishment of ICOMOS. It actually represents its first set of principles. All over the world, the Charter now serves as a basis for the current theory and as the safeguard of cultural heritage. A great number of symposia and meetings provided an opportunity to adapt the application of these basic principles to suit different situations and conform to changing knowledge and needs.

This Scientific Journal marks the thirtieth anniversary of the Venice Charter; and as such it is a fitting moment to overview its history and to consider the application of the Charter by the ICOMOS National Committees in the different countries.

The Journal is divided into two parts. The first part contains an article devoted to the history of the Venice Charter and several articles concerning the Venice Charter under review during the last 30 years. It begins with an article written by Mr. Cevat Erder in 1977 and concludes with the Symposium Summary Report of the 9th General Assembly (1990) in Lausanne where the Venice Charter was again a point of discussion.

The second part has been set off for the translations made of the Venice Charter sent in by the ICOMOS National Committees and the application of the Venice Charter in the different countries.

Twenty-eight different translations of the Venice Charter have been gathered together in one volume with the aim of making the texts which have been elaborated by the ICOMOS National Committees over the past years available more widely to the professional public. Hopefully this issue of the Scientific Journal will become a useful, image-strengthening and "historic" document.

In addition to the Venice Charter many ICOMOS National Committees have created their complementary and specific national doctrines. To publicise the existence of these texts, often unknown outside their national territory, the volume concludes with a list of these documents. It is necessary to note that all of these are available in the ICOMOS Documentation Centre in Paris.

Introduction

L'année 1994 est marquée par le 30^{ème} anniversaire de la ratification de la Charte de Venise. Afin que cet anniversaire ne soit pas oublié, nous avons souhaité consacrer entièrement l'édition d'octobre/décembre 1994 à cette charte.

Son adoption est allée de pair avec la création de l'ICOMOS. Il représente en fait sa première série de principes. A travers le monde, la Charte sert maintenant de base aux réflexions actuelles et comme garant de la sauvegarde du patrimoine mondial. Un grand nombre de séminaires et de réunions ont permis d'adapter l'application de ses principes de base à des situations différentes en tenant compte de l'évolution des connaissances et des besoins.

Ce journal est divisé en deux parties. La première renferme un article consacré à l'histoire de la Charte de Venise et plusieurs autres concernant la Charte de Venise pendant les 30 dernières années. Tout d'abord un article écrit par M. Cevart ERDER en 1977 et en conclusion le rapport récapitulatif du Symposium de la 9^{ème} Assemblée générale (1990) à Lausanne pendant laquelle la Charte de Venise a été à nouveau au coeur des débats.

La seconde partie a été réservée à la présentation des diverses traductions de la Charte de Venise envoyées par les Comités Nationaux de l'ICOMOS et à son application dans les différents pays.

Vingt-six traductions différentes de la Charte de Venise ont été rassemblées dans ce volume avec la volonté que ces textes, élaborés par les Comités Nationaux de l'ICOMOS durant les années passées, soient plus facilement accessibles au public spécialisé. Nous espérons que cette édition du Journal Scientifique deviendra un document "historique" utile et qui renforcera l'image de l'ICOMOS.

En plus de la Charte de Venise, de nombreux Comités Nationaux de l'ICOMOS ont créé leurs doctrines nationales spécifiques et complémentaires. Afin d'éclairer l'existence de ces textes, souvent mal connus hors de leur territoire national, une liste en est insérée à la fin de cette édition. Tous sont disponibles au Centre de Documentation de l'ICOMOS à Paris.

History of the Venice Charter

The need to create an association of specialists independent of the already existing association of museologists became urgent. The development of conservation and restoration techniques required qualified specialists, but at the same time, this very development represented a new threat to historic buildings in general.

In 1931, the International Museum Office organized, at the Athens Conference, a meeting of conservationists of historic buildings. It was not until 1957 that the architectural specialists themselves organized their own congress in Paris.

Specialists grew aware of a new fact: the sole listing and safeguarding of major historic buildings were not enough. These were, in principle, out of danger, being works of art preserved in situ. It was essential to place the architectural heritage in its real context and the historic buildings in their environment.

The First International Congress of Architects and Specialists of Historic Buildings, Paris 1957

The Congress strongly recommended:

1. that the countries which still lack a central organization for the protection of historic buildings provide for the establishment of such an authority,
2. that the creation of an international assembly of architects and specialists of historic buildings should be considered,
3. that a specialized professional training of all categories of personnel should be promoted so as to secure highly qualified workmanship and that remuneration should be commensurate with such qualifications,
4. that the hygrometric problems relating to historic buildings should be discussed in a symposium,
5. that contemporary artists should be requested to contribute to the decoration of monuments,
6. that close cooperation should be established among architects and archaeologists,

7. that architects and town-planners cooperate so as to secure integration of historic buildings into town-planning.

Finally, UNESCO invited all member states to join the Rome Restoration Centre (ICCROM).

The Congress ended with the invitation of Mr. Piero Gazzola to hold the second Congress in Venice.

The Venice Charter 1964

At the Second Congress of Architects and Specialists of Historic Buildings held in Venice in 1964, 13 resolutions were adopted. The first resolution is known as the *International Restoration Charter* or the Venice Charter.

The second resolution, which was put forward by UNESCO, provided for the creation of ICOMOS.

Five major principles sum up the Charter:

The concept of historic buildings - this concept has been extended as regards both isolated buildings and groups of buildings.

Conservation - in order to secure the conservation of a building, its use is actually necessary, but no change of lay-out or decoration should be permitted. The surroundings should be protected. No transfer should be allowed nor any removal of ornaments (except in case of emergency).

Restoration - will be undertaken only when necessary. *No reconstruction should be admitted*; the structure and authenticity of materials must be respected. Any new element should be distinguishable. Whenever traditional techniques prove to be inadequate recourse may be made to modern but well-tried techniques.

Elements of value of any period should be respected.

Falsification in replacing missing parts is to be ruled out.

Archaeology - Excavations should be carried out only by specialists.

Rehabilitation of archeological sites should not alter the buildings to enhance understanding.

Documentation and publication - any action taken should be accompanied by a report to be deposited with the public archives.

Publication is recommended.

A comparison of the 1931 and the 1964 texts bears witness to the long evolution of ideas and actions. To begin with, the concept of 'monument' has been extended. Also, a greater importance is attached to the need to keep a building 'in situ'.

Finally, unlike the Athens Charter, the use of modern materials is subject to restrictions whereas traditional techniques are recommended.

However, a number of concepts still remain unformulated:

- The concept of site which also applies to historic landscapes and gardens
- The concept of reversibility in restoration
- The social and financial issues

In subsequent years, the scope of action of specialists has been extended and with the proliferation of investigations a greater number of symposia took place; they gave birth to resolutions and recommendations whose purpose was to create a consciousness among specialists with regard to their responsibility.

Historique de la Charte de Venise

La nécessité de constituer une association de professionnels et de spécialistes indépendante de celle des muséologues se fait de plus en plus pressante. D'une part les techniques de conservation et de restauration font des progrès et, de ce fait requièrent des spécialistes, d'autre part le progrès technique lui-même constitue une nouvelle menace pour tous les monuments.

En 1931, l'Office International des Musées organisait à Athènes la réunion des professionnels de la conservation des monuments. Il faudra attendre 1957 pour que les professionnels de l'architecture prennent l'initiative d'organiser, à Paris, leur propre rencontre internationale.

Ils sont conscients d'un fait nouveau : il ne s'agit plus, seulement, de répertorier et de sauvegarder les grands monuments du passé; en effet ceux-ci sont, *en principe*, hors de danger, comme des pièces de musée conservées in situ. Il faut donner au patrimoine sa vraie dimension et aux monuments leur environnement.

Premier Congrès International des Architectes et Techniciens des Monuments Historiques, Paris 1957

Ce Congrès a formulé les vœux suivants:

1. Que les pays ne disposant pas encore d'une organisation gouvernementale de protection des monuments prévoient une structure de tutelle.
2. Que la constitution d'une assemblée internationale des architectes et techniciens des Monuments Historiques soit envisagée.
3. Qu'une formation professionnelle spécialisée du personnel (cadres, ouvrier-artisans) soit étudiée et qu'il soit assuré à cette main-d'oeuvre spécialisée une rémunération répondant à ses aptitudes.
4. Que les problèmes hygrométriques que posent les Monuments Historiques fassent l'objet d'un colloque.
5. Que l'on fasse appel à la contribution d'artistes contemporains pour la décoration des monuments.

6. Que les architectes et les archéologues collaborent étroitement.

7. Que les architectes et les urbanistes collaborent pour assurer l'intégration des monuments dans l'aménagement de villes.

Un dernier vœu est présenté au nom de l'UNESCO :

Que tous les états membres de l'UNESCO adhèrent au Centre de Restauration de Rome (ICCROM).

Le congrès se clôture sur l'invitation de M. Piero Gazzola à tenir le deuxième congrès à Venise.

Charte de Venise 1964

Au deuxième Congrès International des Architectes et Techniciens des Monuments Historiques tenu à Venise en 1964, 13 résolutions seront adoptées par les congressistes. La première sera la *Charte Internationale de la Restauration*, plus connue sous le nom de Charte de Venise.

La seconde sera la création du Conseil International des Monuments et des Sites (ICOMOS) sur proposition de l'UNESCO.

Les principes de la Charte de Venise, dont le texte est bien connu, peuvent se résumer en cinq points.

Concept de Monument Historique : le concept de Monument historique est considérablement élargi tant en ce qui concerne l'édifice isolé que les ensembles.

Conservation : un monument doit être utilisé afin d'en assurer sa conservation, mais sans altération. Ses abords doivent être protégés. Il ne doit pas être déplacé ni privé de ses décorations (sauf cas extrême).

Restauration : elle ne doit être entreprise que par nécessité.

Pas de reconstruction, on doit respecter la structure et l'authenticité des matériaux. Tout élément nouveau doit être reconnaissable. Quand les techniques traditionnelles sont inadéquates on peut, alors, avoir recours à des techniques modernes éprouvées.

Les apports valables de toutes les époques doivent être respectés.

Aucune falsification ne doit tolérée pour remplacer les parties manquantes.

Archéologie : les fouilles ne doivent être effectuées que par des professionnels.

L'aménagement des sites archéologiques ne doit pas altérer le monument pour en faciliter la compréhension.

L'anastylose peut être tolérée, mais pas la reconstruction.

Documentation et publication : toute intervention doit être accompagnée d'une documentation fournie et déposée dans des archives publiques.

La publication des travaux est recommandée.

En comparant les textes de 1931 et 1964 on s'aperçoit du chemin parcouru. Tout d'abord, la notion de Monument est plus large. Ensuite, on insiste sur la nécessité de conserver un monument intégralement in situ. Enfin, on est plus prudent

dans l'emploi des matériaux modernes en préconisant l'emploi des techniques traditionnelles, à l'inverse de ce que demandait la Charte d'Athènes.

Cependant, certains concepts ne sont pas encore formulés tels que:

- le site, comprenant le paysage historique et le jardin historique
- le principe de réversibilité en matière de restauration
- la dimension sociale et financière.

Le champ d'action des professionnels s'est élargi dans les années qui ont suivi. Elles furent marquées par un foisonnement de recherches donnant lieu à de très nombreuses réunions scientifiques afin d'élaborer des résolutions et des recommandations destinées à guider les professionnels vers une meilleure connaissance de leurs responsabilités.

The Venice Charter under Review*

Cevat Erder

Ankara, 1977

The explosion in the demands of contemporary society and their impingement on the historic environment have sparked activities, concern and controversy on the place of cultural heritage in the value systems of the twentieth century world. The Venice Charter was set forth as the cornerstone of international principles regarding the historic environment barely more than a decade ago. These very principles are now under vigorous criticism. The cause is clear; technological change and concepts of the historic environment have multiplied with such force that the Charter provides fewer and fewer answers to demands for guiding principles under these new conditions. The solution, however, is not so apparent. As camps form to press one view or another for inclusions, revisions and expansions I will make a radical proposal. Let us preserve the Venice Charter as an historic monument.

Abstract

The Venice Charter has provided a set of guiding principles for the protection of historic monuments and sites since its adoption in 1964 at the Second International Congress of Architects and Technicians of Historic Monuments. That meeting expanded and further advanced those concepts set forth in the Athens Charter of 1931 which had, in effect, led to the development of major institutions for international activity in the cultural field.

In recent years, increasing interest in the protection of historic quarters and sites has led some experts to propose that the Venice Charter might well be expanded or changed further to reflect the broader interests in historic conservation which have continued to emerge over the past decade.

The author discusses the pros and cons of this argument by conducting a critical review of the Venice Charter in order to point out why and in what respects the charter is now effective and ineffective. After a general evaluation of the charter, each article of the charter is examined through a set of examples.

In conclusion the author states that the explosion in contemporary activities and the growing interest in conservation make it difficult to write another charter which will be as comprehensive and effective as the Venice Charter has been. Thus, he concludes that the Charter should be preserved as it stands, as an historic monument itself. The Charter's approach in itself may represent a form of idealism which has little place in a discipline.

The Background

When the International Congress of Architects and Technicians of Historic Monuments met in Venice in 1964 to review the Athens Charter, that Charter, accepted in 1931, was thirty-three years old. Only ten years have elapsed since the Venice Charter was prepared and proclaimed at the meeting but it is already under even more serious attack. In fact, there are even proponents of changing the Charter

altogether. Consequently, a new Charter was prepared on the occasion of the 'European Cultural heritage Year' which was directed to the members of the Council of Europe. Why is the Venice Charter considered inadequate? What factors have produced this attack after such a short period of acceptance? This is the place to discuss them by reviewing the Charter itself.

The authors of the Venice Charter without a doubt performed a tour de force at the time. Following the meeting most countries incorporated its principles into their own national laws and regulations: a significant indicator of wide approbation. Recent reactions however show that the Venice Charter does not completely meet the demands of contemporary society.

Proponents and critics (opponents) of the Charter may be grouped in general into three separate camps. One defends the Venice Charter as it stands. In this camp are also those who defend the Charter with the condition that regional Charters form an adjunct to the present document. The second proposes changing those articles which fail to meet current demands and introducing supplementary articles to complete it. The third insists that a new charter be prepared to replace the Venice Charter altogether.

The Challenge to the Charter

What lies behind this controversy? Why does such a vocal majority argue for change, favour updating and want this to be accomplished as speedily as possible? One reason may lie in the Charter's very success. The Venice Charter has been disseminated and has become known on a scale that far surpasses that experienced during the years following the preparation of the Athens Charter.

International meetings bear witness to the way the tendency to conserve historic monuments has spread.

The Congress where the Venice Charter was developed represented only the second international meeting of technicians and architects concerned with historic monuments following a first meeting in Paris in 1957. After the Venice meeting a series of international and national meetings focused their attention on the historic environment and thus opened the way to an increasingly rich, critical evaluation of the concepts of the historic monument and their place in contemporary societies. One could compile a large catalogue listing only those meetings organized by UNESCO, the responsible organ of the United Nations in this area, as well as regional, national, local or private groups. ICOMOS formed as a result of the Venice meeting and encompassing 57 member countries, has played a particularly central role in all these meetings. ICOMOS possesses virtually no budget of its own, but nevertheless has performed a catalytic function. Its growth and influence itself warrant close evaluation.

The compass, intensity of work, and diversity of these meetings have already reached far beyond the principles of the Venice Charter. It is probable that much of the insistence on change has originated in these meetings. Earlier, European countries formed the core of these activities but today in terms of the number of participants, interest, and actual work undertaken the compass has spread far beyond Europe. A range in natural and climatic conditions, cultural, economic

and social differences have provoked a variety of issues, applications, results and in short, a variety of views. In addition technical advances and the possibilities for widespread application have led to a new set of circumstances. This has heightened concern. Concern about the destructive forces of modernization, and its accompanying industrial effluent and air pollution which even threaten human life, have combined with and intensified the concern about the protection of monuments and sites.

The geographical region represented by a group of scholars and technicians who wrote the Venice Charter is a narrowly defined one. A large majority of the participants at the meeting as well as those who drafted the Charter represented European countries.

Twenty three of the people who drafted the Charter, were representatives of international organizations; seventeen of the twenty three participants were Europeans. Of the remaining three, one was Tunisian, one Peruvian and the other a Mexican. It is natural that the Venice Meeting, which represents the beginning of International Relations in this field, should have been heavily influenced by European attitudes and views. It is natural to accept this situation. When criticizing the Venice Charter, however, one should keep this influence in mind.

It is now easier to criticize the Venice Charter because the subject has spread and grown more diversified since 1964 and has also reflected the viewpoint of only a specific group. For those outside attitudes and traditions accepted in Europe, evaluation is even easier. They can see the contradictions in the basic principles of the Charter, (especially when those principles are examined not as a whole but as they have been applied in one case after another). Inadequacy is apparent not only in compass but in concepts.

If the Venice Charter's inadequacy has become strikingly apparent in only a brief ten years then we must be especially cautious when directly addressing the question of how the subject is likely to develop if our criticisms are to be constructive ones. For if its principles are to be meaningful they must incorporate not only the results of recent experiences but also take into account concepts and scope which are likely to emerge with new developments.

One of the necessary features for effective principles is, for them to be general guidelines rather than weighed down with details and specifications. This forces principles to remain general and to avoid the cut and dried expressions of laws. Those who have wanted to use the Venice charter as laws have been disillusioned.

The Venice Charter must be evaluated and understood as a whole. Instead each of its articles has often been taken and interpreted separately and this has led in many cases to contradictory applications. Unlike a law, each article cannot be taken out of its context.

Another practical deficiency should be remembered. the original French version when translated into English, Spanish and Russian produced differences in interpretation, deviation and deficiencies in the second languages. For example, we have identified four or five different versions of the Venice Charter in Turkish, each produced by a different translator and each translated from a different language; all show clear differences in explanation and understanding. In fact, there

are observable differences between the original French and the English version, and these are known to have increased still further in the Russian text.

In general we observe throughout the Charter an effort to prevent general errors made in implementation prior to 1960, to make up for inadequacies, and to address current issues. This is noticeable in the main headings on definitions, aim, conservation, restoration, historic sites, archaeological excavations and publications as well as in each one of the individual articles.

Definitions:

Article 1 The concept of an historic monument embraces not only the single architectural work but also the urban or rural setting in which is found the evidence of a particular civilisation, a significant development or a historic event. This applies not only to great works of art but also to more modest works of the past which have acquired cultural significance with the passing of time.

Article 2 The conservation and restoration of monuments must have recourse to all the sciences and techniques which can contribute to the study and safeguarding of the architectural heritage.

These first two articles under the heading of 'Definitions' in the Venice Charter are examples that stress the reparation of supposed inadequacies and the inclusion of new characteristics.

Perhaps it would have been more appropriate to call the section which includes these two articles not 'Definitions' but 'Completions' or 'Preliminary' Principles. In fact, the first article of the Charter rather than addressing the questions of what constitutes a historic monument proceeds on the assumption that this definition is simply taken for granted and lists the features missing in this definition. The intention may have been to proceed from these separate characteristics to the whole. If this was the intention, no claim can be advanced for its success.

The definition develops a conceptual approach which is believed either to exist or, if not, should exist. The monumentality of a single structure is put down as a concept and then visual extensions are added to the concept to encompass urban and rural settlements. Among the values introduced to this more multifaceted definition of a monument is the notion that it should show evidence of a particular civilisation, be part of a historical development or event. It does not stop here, however. Among the deficiencies of the concept of an historic monument a new quality is stressed in the second sentence of the definition.

The former emphasis on the visual appearance of pomp and splendour in a monument when assigning it value should be put aside. Not just magnificent and clearly important structures, but modest buildings and clusters of buildings have a place in this definition.

Placing Article 2 in the section on 'Definitions', at the head of the Charter was a sound move. The role of science and technology in the conservation of cultural property had previously been neglected and relegated to a corner position. This definition addresses the deficiencies which had been

clearly felt primarily in the implementation of conservation projects. It makes it manifest that assistance from branches of science and technology must be actively sought in the solution of conservation problems. As such it comes out squarely against those who opposed the notion that the field could have a scientific and technological dimension.

Aim:

Article 3 The intention in conserving and restoring monuments is to safeguard them no less as works of art than as historical evidence.

This article evolved after considerable debate and represents a major change in viewpoint. In a sense it opposes giving special weight in the evaluation and classification of historical monuments to their artistic aspects, their beauty, uniqueness and aesthetic qualities. Art and history are given equal weight in the evaluation and there is an effort to create a balance between the two. This is an effort to terminate the long disagreement between those who value a structure primarily for its aesthetic qualities, (architects, restorers, aestheticians, conservators, etc.) and those who value a monument largely for its historical qualities (archaeologists, art historians and historians). The incorporation of this article in our opinion, has led to a new stage in conservation.

The articles handled below and divided in the Charter into the subheadings 'Restoration' and 'Conservation' are in fact difficult to distinguish from each other. We shall handle them as listed in the Charter. Under the heading 'Conservation' there are five articles which give a set of conceptual principles, required features for decision-making and approaches. The five articles under 'Restoration' addresses principles for implementation, general matters at a technical level and methodology.

Conservation:

Article 4 It is essential to the conservation of monuments that they be maintained on a permanent basis.

This article stresses a principle whose validity is definite and here to stay. The only solution is the continued protection of a monument and maintenance measures for its conservation. Conservation measures following restoration must be a part of all programs and projects. Those restoration projects which do not provide for maintenance frequently fail to conserve, or worse, cause actual damage.

Article 5 The conservation of monuments is always facilitated by making use of them for some socially useful purpose. Such use is therefore desirable but it must not change the lay-out or decoration of the building.

It is within these limits only that modifications demanded by a change of function should be envisaged and may be permitted.

It is clear that for a monument to survive it must take a role in the function of society. In order to ensure their existence monuments must be assigned or provided with a function. The conservation projects themselves determine the way in which the monument will be used. When decisions on functions are made, the conservator, technician and administrator should seek assistance from other fields in order to determine the set

of functions which can take place and survive in the building as part of a larger societal setting. This article is restricted to orienting some intervention and remains somewhat obscure. It is consequently limited and inadequate.

It is obvious in the article that the refunctioning of a structure must not affect its layout, plan or decoration. On the other hand, in order to avoid the dangers in wholesale refunctioning it points out that changes maybe made in function and achieved with some ease as long as the structure is not put under necessary stress.

The article does not make it clear, however, that it applies to cases where the structures themselves have already lost their original function. In the event that the monument maintains its original function, then it is assumed that it will continue to do so and thus this was not inserted in the article. One should recall that there are efforts, usually unrealistic, to restore the old functions to a monument. The contradiction between proposing a new function and forcing the resumption of an old function weakens this article. This contradiction may be witnessed frequently in Turkey when functions are debated after the restoration of Ottoman baths (hamam) and caravanarais (kervansaray) which had long ago fallen into disuse.

Article 6 The conservation of a monument implies preserving a setting which is not out of scale. Wherever the traditional setting exists, it must be kept. No new construction, demolition or modification which would alter the relation of mass and colour must be allowed.

This article reflects one of the features that has emerged from the rejection of protecting monuments as separate entities and the acceptance that the monument must be evaluated as a part of a larger environment. But the article certainly does not offer a clear-cut solution. In fact the issue of protecting the monument with its environment was partly transferred to the next article.

We have witnessed a variety of standards for the area to be protected around a monument ranging from 10,50,500 meters, etc. Just as each monument represents a separate problem, so does the environment which surrounds it. It soon became obvious that to set legal standards for a circumference around a historic area was not a solution because of the great variation between different historic settings. A general approach was thus deemed preferable and if there was a historic environment surrounding the moment it was to be kept as it stood. It opposes any destruction, new construction or reorganization that would disturb the harmony of colours and the environment as an aggregate whole.

Here terms such as the 'breakdown of harmony' and the 'scale of the structure' are not resolved and this naturally leads to contradictions in implementation.

Article 7 A monument is inseparable from the history to which it bears witness and from the setting in which it occurs.

The moving of all or part of a monument cannot be allowed except where the safeguarding of that monument demands it or where it is justified by national or international interests of paramount importance.

A separate article was devoted to the monument in its setting because of the recent importance of this issue. There had also been a rising number of examples of moving monuments from one location to another. In particular, the construction of the High Aswan Dam and the international campaign launched to save the monuments to be flooded by its waters had international reverberations. Efforts of this kind turned into an international competition and somewhat influenced the formulation of this article.

Criticism arose not only over the relocation of monuments, such as those at Abu Simbel, which were removed from the lake area to other locations in Egypt but even more so over those temples that were taken to other countries; the results were neither satisfying nor encouraging. At the Venice Meeting arguments over this project were intense and the situation gained such importance as to lead to the insertion of a special article for such cases.

Article 8 Items of sculpture, painting or decoration which form an integral part of a monument may only be removed from it if this is the sole means of ensuring their preservation.

Article 8 is difficult to consider separately from the preceding article; the decorative pieces of a monument are hardly to be thought of as independent entities. Again we are confronted with developments in the implementation of conservation projects.

In Europe, in particular, there had been a growing number of cases where the statuary and decorative reliefs of churches had become serious conservation questions because of the ravages of time and air pollution. The decoration especially on the exterior of these structures had been subject to deterioration and, in the face of no other solution for the protection of the stone *in situ*, many items had been removed and stored in depots or displayed in museums while the empty spaces they left behind were filled by copies. There has been virtually a competition in the development and application of techniques for this operation. As little progress was made in a scientific solution for halting the deterioration of stone *in situ* and as removal solutions grew increasingly numerous and widespread, the writers of the Charter felt they had to draw a hard line expeditiously. This strengthened the focus of the Charter on current issues but damaged its period of validity as the fashion itself passed.

This article completed the listing of conceptual principles for the conservation of monuments and acceptable methods for their application. Methods for restoration are then listed in five articles. These may be viewed as the main lines to be followed in conservation work: the bases for projects or their implementation.

Restoration:

Article 9 The process of restoration is a highly specialized operation. Its aim is to preserve and reveal the aesthetic and historic value of the monument and is based on respect for original material and authentic documents.

It must stop at the point where conjecture begins and in this case moreover any extra work which is indispensable must be distinct from the

architectural composition and almost bear a contemporary stamp. The restoration in any case must be preceded and followed by an archaeological and historical study of the monument.

The first sentence proposes the acceptance of a principle. It insists that conservation requires knowledge of a special quality, comprises a discipline and a separate profession. Those who lack this knowledge and experience, no matter how well placed their intentions, are not in a position to undertake and succeed in a restoration project. This is still an object of contention. Individuals with different professional preparation and lacking any practical experiences in the discipline continue to undertake the restoration of historic monuments in many countries. It is natural to find that the bitter results of such projects became the targets of special emphasis in this first principle.

For some reason it was deemed necessary that a branch of expertise should be stressed once again when it came to the objectives of application. Highlighting historic and aesthetic values together was to draw attention to the respect for conservation and the need to keep away from partial, amateur solutions. The basic objective here was to defend values as a whole and to press for projects based on realistic and dependable documentation of original material. The intention was to bring a halt immediately to additions during restoration since the time of Viollet-le-Duc which were not based on existing evidence.

While transfers by hypothesis, imputations, the probability of resemblance to other examples have been one of the most interesting aspects of actual projects, they have also proved to be especially misleading and damaging. There is a patent desire to avoid this. If additions and the completion of structures cannot be prevented for technical and aesthetic reasons, the article definitely prescribes the way these should be handled. The features required are simple. Additions to the structure should be easily visible and should bear the stamp of the period when they were made. The documentation of work should be carried out before, during and after restoration with archaeological and historical investigations. It is stressed that restoration is clearly a category distinct from the interventions performed on other structures.

Article 10 Where traditional techniques prove inadequate, the consolidation of a monument can be achieved by the use of any modern technique for conservation and construction, the efficacy of which has been shown by scientific data and proved by experience.

Technique referred to in the second Article of the Charter is repeated once again here. Definitions as they relate to implementation are also repeated in the preceding article. Here, however, they focus on details. After priority has been given to traditional techniques and they have been found unsatisfactory, then it is permissible to turn to modern techniques. It is expected, however, that the preference for modern techniques of intervention will be backed up by scientific and experimental evidence. Damage by the application of modern techniques without a pretesting of traditional ones has been witnessed in one restoration project after another. The most prominent example is the Parthenon

on the Athenian Acropolis.

The application of a modern technique, a combination of iron and cement, for the protection of this structure led more to its decomposition than its strengthening.

Article 11 The valid contributions of all periods to the building of a monument must be respected, since unity of style is not the aim of a restoration. When a building includes the superimposed work of different periods, the revealing of the underlying state can only be justified in exceptional circumstances and when what is removed is of little interest and the material which is brought to light is of great historical, archaeological or aesthetic value, and its state of preservation good enough to justify the action. Evaluation of the importance of the elements involved and the decision as to what maybe destroyed cannot rest solely on the individual in charge of the work.

The dominant desire, once again best advanced by Viollet-le-Duc, to present an historic monument in its original form or in the form it took during its period of greatest contribution within a 'unity of style' takes its place here in the design and implementation of restoration projects. This passion has produced innumerable examples in Europe. Innumerable unfortunate examples in England at one time gave 'restoration' such a bad name that the term began to be used only in a derogatory fashion.

It is unnecessary to pause over the desire to envisage structures as a whole in terms of the findings of archaeologists and documents of historians and to make an effort to ensure their survival in these terms. It is impossible to suggest that finds from periods that do not interest the restorer should be discarded in favour of the period or periods which can alone concern him. When it comes to application, however, the practical means for ensuring the preservation and display of this evidence are hazy. An exaggerated example of this problem might be the case where one historical section of the fortification walls of Istanbul would be painted white. The restorer who undertook such a procedure would easily open himself to criticism. Examples of such procedures are numerous.

There are a large number of restorers who have sought to effect a 'unity of style'. Even today there are those who adhere to this approach. Although interesting and even necessary in the design process, this approach must be given direction when it comes to the actual implementation of a project.

The most current warning is to respect the traces of additions made to a monument in different periods. As specific examples come to mind it grows more difficult to propose a more detailed and decisive principle. One should underline that the ultimate objective is not to create a unity of style. The most salient part of this article is contained in the final sentence. The ultimate decision does not rest with the restorer in charge of the work. Thus, the aim is to ensure a control mechanism. This is a warning that the subject is multifaceted. In spite of the fact that the restoration of monuments is a separate area of expertise, it comprises a large number of disciplines and thus necessitates team-work.

Article 12 Replacement of missing parts must integrate

harmoniously with the whole, but at the same time must be distinguishable from the original so that restoration does not falsify the artistic or historic evidence.

This article repeats with some more specifications the principle set out in article 9 with regard to additions to the original structure. This article, however, has been repeatedly applied and criticized since the Venice Charter was passed.

In centuries where pressures have been brought to bear by investments in the tourist industry aimed at economic development we find hurried restoration projects undertaken on long-neglected historic monuments. These present a host of examples where there is little or no consistency in the approach to ensure harmony between the original structure as a whole and additions carried out during the process of restoration. It should not be difficult to consider what specific measures can be taken to ensure harmony on the one hand and the ability to distinguish additions if the general principles of the Charter as a whole are kept in mind.

Article 13 Additions cannot be allowed except in so far as they do not detract from the interesting parts of the building, its traditional setting, the balance of its composition and its relation with its surroundings.

Comments made on the preceding article are especially applicable to this one. The architect has the power and responsibility to restrict his additions by respecting the interesting parts of the building and its setting. He should restrain himself from damaging its surroundings by respecting the structure at all times. The subject has sparked widespread discussion and criticism which can be followed by reviewing the debates held at recent meetings.

Historic Sites:

Article 14 The sites of monuments must be the object of special care in order to safeguard their integrity and ensure that they are cleared and presented in a seemly manner. The work of conservation and restoration carried out in such places should be inspired by the principles set forth in the foregoing articles.

Criticism in recent years has centred primarily on this article which treats the safeguarding of historic sites and monument clusters. It was impossible to predict the concentrated effort that would be made after World War II to revive the value of historic settlements destroyed during the war. Over ten to fifteen years before the writing of the Venice Charter the issues involved in this massive reconstruction had not fully emerged. Monuments had been virtually abstracted from their settlements and restored according to the principles applicable to individual monuments. The inadequacy of the article reflects the state of affairs at the time.

These issues have now taken on totally new dimensions as villages and whole towns have joined the class of aggregate structures which are considered as parts of settlements to be protected.

When not just historic centres or destroyed sections of a city are considered for conservation, the number and scale of settlements for protection have expanded radically. In addition to technical and economic issues, a whole set of psychological

and social questions which had hardly been thought of have entered the arena.

In the case of the protection of extensive settlements, not only monetary and investment issues became paramount but also problems of examining in conjunction with them, the implications for change in social structures. One could not be abstracted from the others.

This article has lost its significance as these issues have become part of broader questions of urban and regional planning as well as environmental conservation, all of which form parts of overall national planning policies. If protection procedures are restricted to the guidelines of this article, projects are doomed to avoid the real issues and would turn into a farce. Contradictions that are evident in individual monuments and the difficulties that arise later when they are evaluated in an historic ensemble are bound to intensify still further when projects become part of this more complex scale of operations. If one adheres to the article when dealing with individual monuments within a settlement, one must remain constantly aware that the solution is not necessarily appropriate when viewed on the scale of the settlements as a whole. The problem of handling settlements as an aggregate unit has long bypassed the brief principles set out in this article.

In our view an advance in methodology rather than a change in basic principles is now in order.

Excavations:

Article 15 Excavations should be carried out in accordance with scientific standards and the recommendation defining international principles to be applied in the case of archaeological excavation adopted by UNESCO in 1956.

Ruins must be maintained and measures necessary for the permanent conservation and protection of architectural features and objects discovered must be taken. Furthermore, every means must be taken to facilitate the understanding of the monument and to reveal it without ever distorting its meaning. All reconstruction work should however be ruled out a priori. Only anastylosis, that is to say, the reassembling of existing but dismembered parts can be permitted. The material used for integration should always be recognisable and its use should be the least that will ensure the conservation of a monument and the reinstatement of its form.

Towards the end of the nineteenth century structures within archaeological sites were relegated to a separate, artificial category termed 'dead monuments'. Here, however, we want to address the case of monuments which have been brought to light as a result of archaeological excavations and have then taken on a particular appearance because of their conservation after exposure.

In our opinion, archaeological research carried out over the last century for scientific purposes has brought forward and revealed the importance of this phenomenon. This constitutes a special case because of the conservation techniques applied both during the process of excavation and after the work itself has been totally brought to light.

Otherwise the research and protection methods for works

that have remained standing since the Greek, Roman and Byzantine periods as well as the Middle Ages would not necessitate distinct protection and evaluation measures. There has been a concerted effort, however, to specify and apply fundamental principles in archaeological methods and this has played a leading role in these developments.

The series of proposals incorporated in this article were actually specified by UNESCO in 1956 and are a set quite apart from the other articles of the Charter. The second paragraph, however, reveals an effort to summarize and reduce to a general principle the protection of archaeological ruins.

For superficial reasons there may be a rationale for separating the use, ordering, upkeep and evaluation of ruins which are situated on an archaeological site. The distinction which attracts particular attention here, however, is the passion to reconstruct archaeological sites. This devotion to revivification finds its principles set forth in Article 11 where the question of principles related to the unity of style are handled. But archaeological ruins have confronted us with circumstances that go far beyond the provisions envisaged in this article. The fashion for constructing antique buildings virtually from the ground level up has opened the way to a continued debate. The general opinion is that restrictive measures must and can be taken. These restrictions would produce scientific as well as aesthetic benefits.

Structures revealed by archaeological excavations are rare and unique. From a historical point of view they constitute important reference points for agencies and as such should be handled with the utmost care. Consequently, the usual proposal is to conserve them as originally found. Only one principle is proposed for their reconstruction. If all their component parts may be found and reinstated with confidence then anastylosis is permitted. For anastylosis application that fall outside these requirements we refer the reader to the section of article 9 which deals with hypotheses and imputations.

Reconstruction on archaeological sites which has not conformed to the principles of anastylosis has generally damaged the balance of the site or in combination with the inadequacies of the environment as a whole has done little more than produce the appearance of a disorganized open-air museum.

Publication:

Article 16 In all works of preservation, restoration or excavation, there should always be precise documentation in the form of analytical and critical reports, illustrated with drawings and photographs.

Every stage of the work of clearing, consolidation, rearrangement and integration, as well as technical and formal features identified during the course of the work, should be included.

This record should be placed in the archives of a public institution and made available to research workers. It is recommended that the report should be published.

If there is one principle to be singled out as not subject to debate it is the documentation and publication of studies. That

era has passed for those who look upon the subject as a simple one of 'repair' or for those who give no value or importance to completed projects.

Just as all completed scientific studies are published so that they may be used for educational and research purposes, so should conservation and restoration projects be presented for the criticism and evaluation of a wider audience. The documentation of historic monuments, conservation research and study methodologies form an integral part of current education in conservation and without exception have a place in the programs of all such organizations.

Conclusion

The object of this review has been to examine the Venice Charter article by article as it has been subject to increasingly intense doubts and criticism. We have selected those aspects which we believe have deserved especial attention for their narrowness of vision and superficiality, in an effort, at least, to draw the attention of public opinion to these aspects. It is only to be expected that certain important parts of the articles of the Venice Charter, if not as a whole, have grown inadequate during a period when the concept of historic monuments and sites has been undergoing a highly radical process of change and revision.

Throughout this examination it has become manifest that the list of principles found in the Charter do not deserve to be relegated to the status of objects to be 'tossed aside or sold'. On the other hand, to correct their inadequacies and produce a new Charter is a demanding and perhaps unnecessary task. Under current circumstances it appears obvious that any new Charter will be even more rapidly outdated.

Although the field has not evolved the necessary qualities to constitute a branch of scientific inquiry (it is difficult to oppose categorically those who claim that there will eventually be a branch of science termed 'The Science of Cultural Property'), we are confined to accepting it as an area of expertise. One wonders how many such branches, if any, expect to have their fields defined and directed by a Charter such as the Venice Charter. If there are many then there is reason to make a concerted effort to draw up a new Charter. Otherwise the effort will have been in vain.

Our present opinion is that the Venice Charter, with its stated qualities, has performed a function since it was first drawn up and passed. As such, its influence is still prevalent and it should be reviewed as an historic document. The Charter is worthy of the respect devoted to an historic document and should be preserved according to the principles proposed for the preservation of an historic monument. When necessary to resort to the Charter for implementation, it should be (re) viewed as a reference point.

Among the current training programs for the protection of historic monuments it may be employed as a basic educational tool. Or if a text on concepts is to be written it would find its place among the list of 'Contents'. If otherwise left to patching, revision and repair it will eventually resemble little more than a sorely patched sack.

If we are forced to propose another, definitive solution to replace the patchwork approach, a more general review of the responsibility of the professional in the field may be more in

order. In medicine the professional's responsibility is the conservation and repair of individual human beings. In architectural conservation there is a similar relationship between the restorer and his monument or site. If one accepts this comparison, one might propose a Charter along the lines of the oath of Hippocrates, born on the island of Cos in 460 B.C., for candidate doctors when turned from students to professional doctors:

"The regimen I adopt shall be for the respect and the benefit of my monuments according to my ability and

judgement, and not for their hurt or for any wrong. I will give no deadly treatment to any, though it be asked of me, nor will I counsel such, and especially I will not aid to demolish whatever monument I enter. There I will go for its benefit and the benefit of society, refraining from all wrong doing and corruption, and especially from any act of seduction. And I will document and publish every step that I take"

*Ankara, March 1977

Bibliography

Kuban, Dogan "Restorsyon Kriterleri ve Carta del Restauro", *Vakıflar Dergisi*, vol.V, Ankara: 1962, pp.149-152

ICOMOS, "International Charter for the Conservation and Restoration of Monuments and Sites", *Decision and Resolutions*, Venice 31.V.1964, ICOMOS, I, Paris: 1966.

Cevat, Erder "Venedik Tüzüğü - Uluslararası Tahiri Anıtları Onarım Kuralları", *Vakıflar Dergisi*, Vol. VII, Ankara: 1968, pp.111-115.

Dogan Kuban "Modern Restorasyon İlkeleri Üzerine Yorumlar", *Vakıflar Dergisi*, Ankara: 1969, pp.341-356.

Gazzola, Piero and Roberto Pane "Proposte per una carta internazionale del restauro", *The Monument for the Man*, Marsilio Editori, Padova: 1972, pp.14-19.

Lemaire, Raymond "Rapport Général", *The Monument of Man*, Marsilio Editori, Padova: 1972, pp.147-152.

Lemaire, Raymond "Irreplaceable Treasures", *Education and Culture*, Review of the Council of Cultural Cooperation of the

Council of Europe and of the European Cultural Foundation, No.18, 1972, pp.14-19.

Lemaire, Raymond and Parent Michel "European Charter for the Preservation and Rehabilitation of the Architectural Heritage", *Council of Europe, DELA/MS (73) 27*, Strasbourg: 1974.

Erder, Cevat *Tarihi Çevre Bilinci*, ODTÜ Mimarlık Facültesi, No. 24, Ankara: 1975, pp. 277-289.

Schmind, Alfred et al. "Avant Projet de Charte", *Council of Europe, DELA/MS/Inf. (75) 5*, Strasbourg: 1975.

Council of Europe "Declaration of Amsterdam", *Congress on the European Architectural Heritage*, Amsterdam: 21-25 October 1975.

ICOMOS "Venice Charter under review by ICOMOS", *ICOMOS Newsletter*, No.8, Paris:1976, p.2.

Cevat, Erder "Training Personnel for Architectural Conservation", *Journal of the Faculty of Architecture*, Middle East Technical University, Vol.1, No.3, 1977, pp.63-83.

Regard sur la Charte de Venise*

Cevat Erder

Ankara, 1977

La multiplication des exigences de la société contemporaine et leur incidence sur l'environnement historique ont généré un certain nombre d'actions, d'inquiétudes et de controverses quant à la place du patrimoine culturel dans le système de valeurs du 20ème siècle. La Charte de Venise a été élaborée il y a à peine plus de dix ans pour servir de pierre angulaire aux principes internationaux relatifs à l'environnement historique. Ces principes sont maintenant vigoureusement critiqués. La raison en est simple : les changements technologiques ainsi que les concepts de l'environnement historique se sont multipliés avec une telle rapidité que la Charte est de plus en plus rarement en mesure d'apporter des réponses aux demandes de principes directeurs adaptés à ces conditions nouvelles. La solution n'est cependant pas évidente. Alors que des groupes se constituent pour soutenir telle ou telle inscription, révision, extension de la Charte, je vais faire une proposition radicale : Préservons la Charte de Venise comme s'il s'agissait d'un monument historique.

Résumé

Depuis son adoption en 1964 lors du Second Congrès des Architectes et Techniciens des Monuments Historiques, La Charte de Venise a donné des principes pour la protection des monuments et sites historiques. Cette Charte élargissait et renforçait les concepts de la Charte d'Athènes élaborée en 1931 et qui avaient conduit à la création de grandes institutions chargées d'intervenir au niveau international dans le domaine culturel.

Récemment, l'intérêt croissant pour la protection des sites et lieux historiques a conduit certains spécialistes à proposer que la Charte de Venise soit à son tour développée ou changée pour mieux répondre aux nouvelles préoccupations qui sont apparues ces dix dernières années en matière de conservation historique.

L'auteur présente les avantages et les inconvénients de cette proposition en procédant à une étude critique de la Charte de Venise en déterminant ainsi pourquoi et jusqu'où cette Charte est efficace ou non. Après un jugement général de la Charte, les articles seront examinés l'un après l'autre et illustrés par une série d'exemples.

En conclusion, l'auteur déclare que l'explosion des activités contemporaines et l'intérêt croissant pour la conservation rendent très difficile d'élaborer une nouvelle Charte qui serait aussi large et efficace que la Charte de Venise.

Il conclut alors que la Charte doit être conservée telle quelle, comme un monument historique. La Charte peut représenter une forme d'idéalisme qui a bien peu de place dans une discipline.

Histoire

Quand le Congrès International des Architectes et Techniciens des Monuments Historiques s'est tenu à Venise en 1964 pour procéder à une révision de la Charte d'Athènes adoptée en 1931, cette dernière avait 33 ans. Dix ans seulement se sont écoulés depuis l'élaboration de la Charte et déjà, elle est sérieusement critiquée. Certains proposent même de la

remplacer purement et simplement. Une nouvelle Charte a donc été préparée à l'occasion de l'année du Patrimoine Culturel Européen et envoyée aux membres du Conseil de l'Europe. Pourquoi la Charte de Venise est-elle considérée comme inadéquate ? Quels sont les facteurs responsables de cette critique après une période de vie si courte ?

Nous allons tenter de répondre en procédant à une analyse de la Charte.

Les auteurs de la Charte de Venise ont, de toute évidence, réalisé un tour de force. Après le Congrès, de nombreux pays ont intégré ses principes à leur législation nationale, preuve du large consensus dont elle a fait l'objet. Cependant, des réactions récentes montrent que la Charte de Venise ne répond pas totalement aux attentes de la société contemporaine.

Partisans et opposants peuvent être distingués en trois groupes : le premier qui défend la Charte de Venise telle qu'elle est; dans ce groupe, on place ceux qui désirent la compléter par des chartes nationales. Le second groupe propose la modification des articles qui n'apportent pas de réponse aux demandes actuelles et l'adjonction de nouveaux articles pour la compléter. Le troisième groupe veut qu'une nouvelle charte soit préparée en remplacement de la Charte de Venise.

Le défi de la Charte

Qu'y a-t-il derrière cette controverse? Pourquoi une telle majorité orale réclame-t-elle le changement, préconise-t-elle la mise à jour et ce, dans les plus brefs délais? L'une des raisons peut tenir au succès même de la Charte. La Charte de Venise s'est propagée et a eu une reconnaissance de très loin supérieure à celle de la Charte d'Athènes. Les Congrès Internationaux témoignent de la rapidité avec laquelle le mouvement de conservation des monuments historiques s'est alors développé.

Le Congrès au cours duquel la Charte de Venise a été élaborée n'était que le deuxième congrès d'architectes et techniciens concernés par la conservation des monuments historiques, le premier ayant eu lieu à Paris en 1957. Après Venise, une série de congrès nationaux et internationaux ont concentré leurs efforts sur l'environnement historique et ont ouvert la voie à une définition extrêmement riche et constructive du concept de monuments historiques et de leur place dans les sociétés contemporaines. Il serait intéressant de préparer une liste des réunions de l'UNESCO, filiale de l'ONU responsable de la culture, et de celles organisées par des entités nationales régionales ou privées.

L'ICOMOS a joué un rôle particulièrement important dans toutes ces réunions. Formé dans le sillage de la Charte de Venise et regroupant 57 pays membres, l'ICOMOS n'a pas de budget mais joue néanmoins le rôle de catalyseur. Sa croissance et son influence sont un gage de sa qualité.

La densité des travaux et la diversité des congrès ont largement dépassé l'ambition de la Charte de Venise. Il est probable que les congrès eux-mêmes sont à l'origine du désir impérieux de changement. Dans les premières années de la Charte de Venise, l'Europe était au centre du mouvement de protection du patrimoine culturel mais aujourd'hui, il en a largement dépassé les limites, ne serait-ce que par le nombre de membres, l'intérêt et les travaux réalisés. La variété des

conditions climatiques et naturelles et les différences d'ordre culturel, économique et social ont mis à jour une multitude de problèmes, de demandes et de résultats, en un mot, une multitude de points de vue. En outre, les progrès technologiques et les possibilités de candidatures diverses ont modifié les données. Les préoccupations en ont été d'autant plus profondes. Préoccupations devant les forces destructrices du progrès avec les déchets industriels, la pollution atmosphérique et les menaces sur la survie de l'humanité qui ont d'abord justifié puis intensifié les craintes relatives à la protection des monuments et des sites.

L'espace géographique que représentait le groupe de savants et techniciens auteurs de la Charte de Venise est restreint. Une large majorité de participants au Congrès et 17 des 20 spécialistes qui élaborèrent la Charte de Venise représentaient des pays européens, quant aux trois autres, l'un était Tunisien, le second Péruvien et le dernier était Mexicain. Il est naturel que le Congrès de Venise, qui a marqué le début des relations internationales dans le domaine de la conservation, ait été fortement influencé par les points de vue et les attitudes européennes. Il est naturel également de l'accepter. Avant de décrire la Charte de Venise, il faut garder en mémoire ces influences.

Il est très facile de critiquer la Charte de Venise pour la simple raison que les sujets qu'elle abordait se sont multipliés et intensifiés depuis 1964 et qu'elle ne présente que le point de vue d'un petit groupe de spécialistes. Pour ceux qui ne partagent pas les attitudes et traditions acceptées en Europe, l'évaluation est encore plus simple. Ils détectent les contradictions contenues dans les principes de base de la Charte (en particulier si ces principes sont jugés non dans leur contenu mais au travers de cas successifs auxquels ils ont été appliqués). L'inadéquation est évidente non seulement dans leur portée mais dans les concepts.

L'insuffisance criante de la Charte de Venise est apparue dès ses dix premières années d'existence, c'est pourquoi, si nous voulons être constructifs, nous devons faire attention à envisager la réponse aux problèmes qui apparaîtront dans l'avenir. Si nous voulons adopter des principes riches de sens, ils doivent tenir compte des récentes expériences mais aussi des concepts qui sont susceptibles d'émerger.

Pour être efficaces, les principes devront être des lignes directrices et ne pas être alourdis d'une multitude de détails et de spécifications ; ils devront rester généraux et éviter les réglementations à l'emporte-pièce. Ceux qui ont voulu utiliser la Charte de Venise comme une loi ont été cruellement déçus.

La Charte de Venise doit être jugée et comprise comme un tout, alors que chacun de ses articles a souvent été considéré et interprété séparément, ouvrant ainsi la voie à de nombreuses applications contradictoires. Contrairement à une loi, ses articles ne peuvent pas être sortis de leur contexte.

Un autre élément doit être pris en compte : la version originale française a été traduite en anglais, allemand et russe donnant lieu à certaines différences d'interprétation, à certaines déformations ou lacunes dans les différentes versions traduites. Par exemple, nous avons identifié quatre ou cinq versions de la Charte de Venise en turc, chacune étant l'œuvre d'un traducteur différent à partir d'une langue de départ différente et toutes comportant de nombreuses disparités de

compréhension et d'explication. Déjà, la traduction anglaise du texte français présente des différences avec le texte original, le texte russe traduit à partir de l'anglais étant encore un peu plus loin du texte français.

En général, nous observons, dans l'ensemble de la Charte, un effort pour éviter les erreurs générales constatées avant 1960, pour pallier les lacunes et faire face aux problèmes généraux. Cet effort se constate dans les chapitres des définitions, de l'objectif, de la restauration, de la conservation, des sites historiques, des fouilles archéologiques et des publications ainsi que dans chacun des articles individuels.

Définitions :

Article 1. Le concept de monument historique comprend non seulement les oeuvres architecturales mais aussi leur environnement urbain ou rural dans lequel se trouvent des preuves d'une civilisation particulière et d'autres créations anciennes plus modestes mais qui ont acquis une signification culturelle au fil des siècles.

Article 2. la restauration et la conservation des monuments doivent avoir recours à toutes les sciences et techniques qui peuvent contribuer à l'étude et à la sauvegarde du patrimoine culturel.

Ces deux premiers articles sous le titre "Définitions" illustrent bien la façon dont il avait été prévu que les lacunes seraient corrigées et les situations nouvelles prises en compte.

Peut-être aurait-il été plus judicieux d'intituler le chapitre "principes préliminaires" ou "finalités".

En réalité, l'article premier de la Charte, plus que de répondre à la question de définir ce qu'est un monument historique, part du principe que la définition en est évidente et il ne fait que compléter les éléments qui manquent à cette évidence. L'objectif était peut-être de progresser de l'élément caractéristique vers l'ensemble. Si tel était l'objectif rien ne permet de dire qu'il ait été atteint.

La définition part d'une approche conceptuelle qui est supposée exister ou, si ce n'est pas le cas, qui devrait exister. Le caractère de monument d'une structure isolée est posé en concept auquel sont ajoutés des éléments visuels urbains ou ruraux avoisinants. Au nombre des valeurs introduites par cette définition plurielle, on trouve la notion de preuve d'une civilisation spécifique, qui a participé à un événement ou à une évolution historique. La définition ne s'arrête pas là, la deuxième phrase de la définition précise une autre qualité du monument historique. La première ayant mis l'accent sur la pompe et la splendeur visuelles d'un monument la seconde accorde une égale valeur à des bâtiments ou groupes de bâtiments modestes.

Placer l'Article 2 des définitions en tête de la Charte de Venise a fait preuve de beaucoup de bon sens. Le rôle de la science et de la technique dans la conservation avait, jusqu'alors, été terriblement négligé et relégué dans l'ombre. Cette définition souligne les carences qui avaient initialement handicapé la mise en œuvre des premiers projets de conservation. Il apparaît comme évident que les sciences et techniques doivent activement participer à la solution des problèmes de conservation. Le message était clair pour les détracteurs de cette tendance.

Objectif

Article 3. L'objectif de la conservation et de la restauration des monuments est de les sauvegarder autant pour leur qualité d'œuvre d'art que pour leur nature de vestige historique.

Cet article a évolué après de vives discussions et exprime un important changement de point de vue. Dans un sens, il refuse de donner un poids déterminant, dans l'évaluation et la classification des monuments historiques, à leur qualités artistiques et esthétiques, à leur caractère unique ou à leur beauté. L'art et l'histoire sont à armes égales mettant ainsi un terme au désaccord entre ceux qui privilégient les qualités esthétiques (architectes, restaurateurs, conservateurs ...) et ceux qui reconnaissent la valeur d'un monument à ses qualités historiques (historiens, archéologues, historiens de l'art ...). Cet article de la Charte de Venise a ouvert une nouvelle ère de la conservation.

Les articles suivants intitulés "Restauration" et "Conservation" sont difficiles à distinguer. Nous les appréhenderons comme ils apparaissent dans la Charte. Sous le titre "Conservation", on trouve cinq articles qui présentent les principes conceptuels, les éléments nécessaires à la prise de décision et les diverses approches. Les cinq articles du Chapitre "Restauration" concernent la mise en œuvre, les sujets généraux du point de vue de la technique et de la méthode.

Conservation:

Article 4: Il est essentiel à la conservation d'un monument que celle-ci puisse être poursuivie de façon permanente.

Cet article souligne un principe dont la validité est absolue et intemporelle. La seule solution consiste en la protection continue d'un monument et au maintien des mesures devant assurer sa conservation. Les mesures de conservation faisant suite à la restauration doivent faire partie intégrante de tous les programmes et projets. Les projets de restauration qui ne prennent pas en compte l'entretien ne parviennent pas à assurer la conservation et sont souvent préjudiciables au monument.

Article 5: La conservation des monuments est toujours facilitée si ceux-ci reçoivent une utilisation au plan social. Une telle utilisation, si elle est désirable, ne doit pas obliger à une modification de la disposition et de la décoration des bâtiments. C'est à cette condition que doivent être envisagés et autorisés les changements de destination d'un monument.

Il est clair que la survie d'un monument exige qu'il reçoive une fonction sociale. Il est donc nécessaire de leur en attribuer une. Les projets de conservation doivent déterminer de quelle façon seront utilisés les monuments. Quand les décisions sont prises, le conservateur, le technicien et l'administrateur doivent avec l'aide d'autres secteurs déterminer une série d'activités qui auront lieu dans le bâtiment et qui y demeureront dans le cadre de sa fonctionnalité sociale. Cet article se limite à orienter certaines interventions et reste quelque peu obscure. Il est donc restreint et inadéquat.

Il est évident dans cet article que la réutilisation d'une structure ne doit pas affecter sa disposition, son plan ni sa décoration.

D'autre part, afin d'éviter le danger d'une réutilisation totale, il souligne que des changements pourront être apportés à condition qu'ils ne mettent pas la structure en danger.

Il n'est pas clair que cet article ne concerne que les structures qui ont déjà perdu leur destination originelle. Dans les cas où les monuments ont gardé leur fonction première, il est évident qu'ils la conserveront, c'est pourquoi il n'y a pas été fait référence dans l'article. Il doit être rappelé que souvent trop d'efforts sont déployés pour redonner aux monuments anciens leur fonction originelle. La contradiction entre proposer une nouvelle utilisation et retrouver l'ancienne affaiblit cet article. Cette contradiction est souvent constatée en Turquie où la destination d'un monument est abordée après la restauration de sites en "Bains" ou "Caravanserais" alors qu'ils avaient perdu cette fonction depuis fort longtemps.

Article 6: La conservation d'un monument implique la préservation d'un cadre de dimension raisonnable. Là où l'environnement traditionnel existe, il doit être conservé. Aucune autre construction, démolition ou modification qui risquerait d'altérer les relations de volumes et de couleurs ne doit être autorisée.

Cet article reflète l'un des points de discussion qui sont apparus du refus de protéger les monuments isolément et de la reconnaissance qu'un monument doit être pris comme faisant partie d'un ensemble plus vaste.

Cet article n'apporte cependant pas de solution tranchée. En réalité, la question de protéger un monument et son environnement a été reprise dans l'article suivant.

Nous avons répertorié une grande variété de normes définissant la zone protégée autour du monument : elle peut être de 10, 50 ou 500 mètres selon les cas. Dans la mesure où chaque monument présente une situation particulière, il en est de même de leur environnement ; pour cette raison, il est vite devenu évident que la détermination de normes pour un périmètre de protection autour des monuments historiques n'était pas la bonne solution mais qu'une approche générale était bien préférable et que chaque fois qu'un site historique existait, il devait être conservé tel qu'il était. Elle impliquait que toute construction, démolition ou réorganisation qui risquait de perturber l'harmonie des formes et des couleurs de l'ensemble soit interdite. Des termes tels que "rupture de l'harmonie" ou "volume de la structure" sont assez flous et ont donné lieu à des contradictions dans leur application.

Article 7. Un monument est inséparable de l'histoire dont il témoigne et de l'environnement dans lequel elle s'est déroulée. Déplacer tout ou partie d'un monument ne doit pas être autorisé sauf si la sauvegarde de ce monument l'exige ou si des intérêts nationaux ou internationaux de la plus grande importance le justifient.

Un article séparé a été consacré au monument dans son environnement en raison de la récente importance de ce problème. On avait assisté à un nombre croissant de déplacements de monuments en particulier ceux qui avaient été réalisés du fait de la construction du barrage d'Assouan.

La campagne internationale qui avait été organisée pour sauver les monuments avait eu des répercussions internationales. Des efforts de cette nature s'étaient transformés en conflit international et avaient influencé la formulation de cet article.

Des critiques avaient alors porté sur le nouvel emplacement choisi pour les monuments tels ceux d'Abu Simbel déplacés en Egypte mais surtout pour certains temples emportés dans d'autres pays. Les résultats ne furent ni satisfaisants ni encourageants. Lors du Congrès de Venise, les discussions furent vives et la situation devint telle qu'elle se traduisit par l'insertion d'un article spécial.

Article 8. Les éléments de sculpture, peinture et décoration qui forment une partie intégrante d'un monument ne peuvent être séparés du monument sauf si ce moyen reste le seul pour assurer leur préservation.

L'article 8 est difficile à considérer indépendamment du précédent ; les éléments décoratifs d'un monument sont rarement envisagés isolément. Une fois encore, nous sommes devant un problème de mise en œuvre de projets de conservation. En Europe, notamment, on a constaté un nombre croissant de statues et de reliefs décoratifs dont la conservation était menacée en raison des ravages du temps et de la pollution atmosphérique. Lorsque les éléments à l'extérieur des structures étaient particulièrement détériorés et en l'absence de toute possibilité de protection "in situ", ils étaient déplacés, restaurés et placés dans des dépôts ou dans des musées alors que les espaces laissés vides recevaient des copies.

On avait alors assisté à une véritable compétition pour développer et mettre en œuvre de nouvelles techniques pour cette opération. Dans la mesure où les progrès pour mettre un terme à la détérioration des pierres "in situ" étaient inexistantes, les cas de déplacement des œuvres se multiplièrent ; les auteurs de la Charte de Venise sentirent la nécessité impérieuse et urgente de déterminer des limites à cette pratique. Ceci renforça la portée de la Charte sur les questions d'actualité mais, avec le ralentissement de cette pratique, sa valeur à long terme eut à en souffrir.

Cet article terminait la liste des principes conceptuels de la conservation des monuments et les méthodes acceptables pour leur application. Les méthodes de restauration sont maintenant traitées en cinq articles. On peut les comprendre comme les grandes règles des travaux de conservation : le fondement des projets et leur mise en œuvre.

Restauration

Article 9 Le processus de restauration est une opération hautement spécialisée. Son objectif étant de préserver et de révéler la valeur esthétique et historique d'un monument, elle repose sur le respect des matériaux originels et des documents authentiques. Elle doit cesser quand la conjecture apparaît et, en outre, dans ce cas, toute adjonction jugée indispensable doit pouvoir être facilement distinguée de la composition architecturale et porter l'estampille de sa modernité. La restauration doit être précédée et suivie d'une recherche architecturale et historique sur le monument.

La première phrase présente un principe à accepter. Elle souligne que la conservation requiert une connaissance très particulière qui concerne une discipline et une profession. Quelles que soient leurs intentions, ceux qui n'ont ni connaissance ni expérience ne pourront entreprendre et encore moins réussir un projet de restauration. Cette affirmation est source de controverses. Des personnes de qualifications professionnelles différentes et sans expérience pratique de cette discipline continuent à entreprendre la restauration de monuments historiques dans de nombreux pays. Il est clair que les piètres résultats de ce type de projets sont les premiers visés par le premier principe de cet article.

Pour certaines raisons, il s'est avéré nécessaire qu'il ait une fois encore été fait référence à un domaine d'expertise quand ont été abordés les objectifs de la restauration. En soulignant ensemble les valeurs esthétiques et historiques, les auteurs cherchaient à attirer l'attention sur le respect qui doit accompagner toute conservation et sur la nécessité de rejeter toute solution partielle et amateur. Les objectifs fondamentaux étant alors de défendre les valeurs considérées globalement et de donner la priorité aux projets reposant sur une connaissance réaliste et fiable des matériaux d'origine.

L'intention était de mettre un terme immédiat aux ajouts décidés sans justifications concrètes lors de certaines restaurations réalisées depuis l'époque de Viollet-le-Duc. Même si les hypothèses, supputations, probabilité de ressemblance avec d'autres exemples ont constitué l'aspect le plus intéressant de ces projets, elles ont été particulièrement trompeuses et destructrices.

Cet article manifeste un désir catégorique d'éviter ce genre de situations. Si les ajouts et reconstructions ne peuvent pas être évitées pour des raisons techniques ou esthétiques, l'article précise les conditions dans lesquelles ils seront réalisés. Les exigences sont simples: les additions à la structure doivent être visibles et exhiber la date de l'intervention. Les recherches de documentation tant archéologiques qu'historiques doivent être entreprises avant, pendant et après la restauration. Il est en outre signalé que la restauration est très clairement une catégorie distincte des interventions réalisées sur d'autres structures.

Article 10. Quand les techniques traditionnelles se révèlent inefficaces, la consolidation d'un monument peut exiger le recours à une technique moderne de conservation et de construction dont l'efficacité a été prouvée par des critères scientifiques et l'expérience.

Les techniques auxquelles il est fait référence dans l'article 2 de la Charte sont reprises ici. Leur conditions de mise en œuvre sont également reprises dans l'article précédent. Ici, cependant l'accent est mis sur certains détails. Une fois que la priorité a été donnée aux techniques traditionnelles, et qu'elles se sont révélées inadéquates, il est autorisé de recourir aux techniques modernes et en particulier à celles que données scientifiques et expérience recommandent. Un grand nombre de projets ont prouvé combien il était regrettable de mettre en œuvre des techniques modernes sans même avoir essayé les méthodes traditionnelles. Le plus criant d'entre eux est le Parthénon sur l'Acropole à Athènes où le recours à une technique moderne qui combinait le métal et le ciment a eu

pour résultat non de le renforcer mais de le fragiliser.

Article 11. Les contributions encore présentes de diverses périodes à la construction du monument doivent être respectées pour la simple raison que l'unité de style n'est pas l'objet de la restauration. Quand un bâtiment comporte une superposition d'ouvrages de différentes périodes, la mise à jour des couches inférieures ne sera qu'exceptionnelle et motivée par la piètre qualité de ce qui est enlevé ainsi que par la grande qualité historique, archéologique ou esthétique de ce qui doit être découvert et qu'on sait être dans un état de préservation suffisamment bon pour justifier l'intervention. L'évaluation de l'importance des éléments et de ce qui doit être détruit ne doit pas être de la seule responsabilité de celui qui a la charge des travaux.

Le désir, très bien développé par Viollet-le-Duc, de présenter un monument historique sous sa forme originelle ou sous la forme qui a été la sienne pendant sa période de plus grande contribution sous le prétexte de retrouver une unité de style, est à l'origine de la conception et de la mise en œuvre de projets de restauration. Ce désir a été à l'origine d'un grand nombre de projets en Europe et en particulier en Grande-Bretagne où des exemples désastreux sont pléthoriques au point que le terme de "restauration" avait pris une connotation excessivement péjorative. Il est inutile d'épiloguer sur ce désir de garder aux structures leur caractère entier selon les critères des découvertes d'archéologues et des documents d'historiens et de chercher à assurer leur survie selon ces critères. Il est impossible d'envisager que des éléments datant de périodes qui n'intéressent pas celui qui est chargé de la restauration puissent être négligés en faveur de ceux appartenant à une ou plusieurs périodes qui l'intéressent.

Quant à la mise en œuvre, les moyens pratiques d'assurer la préservation et la présentation des éléments choisis sont imprécis. Pour illustrer ce qui précède, citons le cas d'une partie très ancienne du mur de fortifications d'Istanbul qui a été peint en blanc. Le responsable de cette décision s'est vu violemment critiqué. Des exemples semblables sont nombreux.

Un très grand nombre de restaurateurs se sont attaché à retrouver une unité de style. Encore aujourd'hui, cette tendance a ses partisans. Bien qu'intéressante et parfois nécessaire, cette approche doit être modulée quand elle s'applique à la mise en œuvre d'un projet.

Le conseil le plus fréquent est de respecter les traces des divers ajouts apportés à un monument au cours de diverses périodes. En raison de la multiplicité des situations, il est excessivement difficile de proposer un principe de décision précis et décisif. Il convient de souligner que l'objectif final n'est pas de créer une unité de style.

La dernière phrase de cet article est sans doute la plus frappante : le responsable de la restauration ne doit pas être maître de la décision, ce qui induit le principe du contrôle. Le monument à restaurer ayant une multiplicité de facettes qui concerne un grand savoir-faire dans une variété de disciplines, il exige un travail d'équipe.

Article 12. Le remplacement de parties manquantes doit être fait par une intégration harmonieuse et néanmoins discernable, de façon à ce que la restauration ne falsifie pas les qualités historiques ou artistiques de monument.

Cet article reprend en le précisant le principe énoncé à l'article 9 en ce qui concerne les ajouts apportés à la structure d'origine. Cet article a été appliqué et critiqué à maintes reprises depuis l'adoption de la Charte de Venise.

Partant du constat que les investissements dans l'industrie du tourisme étaient facteurs de développement économique, on a vu émerger un bon nombre de projets de restauration hâtifs concernant des monuments historiques longtemps négligés. Parmi ceux-ci on trouve de nombreux exemples où l'approche cherchant à assurer l'harmonie entre la structure d'origine et les ajouts de la restauration est peu ou pas cohérente. Il ne semble pas difficile de chercher quelles mesures peuvent être prises pour que la restauration soit harmonieuse tout en laissant clairement apparaître les additions dans le respect des principes de la Charte de Venise.

Article 13. Les additions ne seront autorisées que si elles ne détournent pas l'attention des éléments intéressants du bâtiment, de son agencement traditionnel, de l'équilibre de sa composition et de sa relation avec l'environnement.

Les commentaires qui ont été faits sur l'article précédent sont tout à fait applicables à celui-ci. L'architecte a le pouvoir et le devoir de limiter ses interventions pour respecter les éléments intéressants du bâtiment et son agencement. Il devra s'abstenir de défigurer l'environnement et devra en toutes circonstances en respecter la structure. Ce sujet a donné lieu à des débats houleux et à de violentes critiques comme le montrent les compte-rendus des récents congrès.

Sites Historiques

Article 14. Les sites autour des monuments doivent faire l'objet d'une attention particulière de façon à sauvegarder leur intégrité et faire en sorte qu'ils soient dégagés et présentés convenablement. Les travaux de conservation et de restauration réalisés sur les sites doivent respecter les principes présentés dans les articles précédents.

Les critiques de ces dernières années ont essentiellement porté sur cet article qui concerne la sauvegarde des sites et groupes de bâtiments historiques. Il était impossible d'imaginer la détermination avec laquelle on a cherché à retrouver la valeur historique des villages détruits pendant la Seconde Guerre Mondiale. Pendant les dix ou quinze années qui ont précédé la Charte de Venise, les problèmes liés à la reconstruction massive n'avaient pas encore été soulignés, les monuments avaient été traités selon les mêmes principes que les bâtiments individuels en faisant abstraction de leur environnement. Cet article immature reflète l'état d'esprit de l'époque.

Ces problèmes ont trouvé toute leur mesure depuis que des villages et même des villes ont été classés "groupes de structures" et doivent, en tant que tels, être protégées. A partir du moment où la conservation n'a plus été réservée en exclusivité aux centres historiques et aux parties détruites

d'une ville, le nombre et l'échelle des sites candidats à la protection se sont multipliés. Outre les priorités d'ordre techniques et économiques, certains critères psychologiques et sociaux ont été pris en compte. Dans le cas de la protection d'un village entier, les problèmes financiers n'étaient plus les seuls impliqués, il est devenu nécessaire de prendre en considération les implications sur la structure sociale. Les deux aspects devaient être pris en compte en même temps. Cet article a perdu beaucoup de sa signification depuis que ces questions font partie intégrante de l'ensemble beaucoup plus large de la planification urbaine et régionale et de la protection de l'environnement, l'une et l'autre reprises dans des choix de politique à l'échelon national. Si les procédures de protection se limitaient aux principes de cet article, les projets n'auraient aucune chance de résoudre les vrais problèmes et prendraient des allures de farce. Les contradictions constatées pour les monuments individuels ont toutes les chances de s'amplifier et de se multiplier avec des projets à plus grande échelle. Si l'on reconnaît la valeur de cet article quand il s'agit d'un bâtiment isolé à l'intérieur d'un village, il faut garder à l'esprit que la solution n'est pas obligatoirement la même quand on considère le village pris dans son ensemble. La difficulté d'amalgamer le village en un tout dépasse largement les principes présentés dans cet article. Nous pensons qu'au delà des principes de base, c'est la méthode qui doit être changée.

Fouilles

Article 15. Les fouilles doivent être menées en respectant les normes scientifiques et les recommandations définissant les principes internationaux adoptés par l'UNESCO en 1956 et applicables aux fouilles archéologiques. Les ruines doivent être entretenues et les mesures nécessaires à la conservation et à la protection permanente des éléments architecturaux et des objets mis à jour doivent être prises. En outre, tous les moyens doivent être mis en œuvre pour faciliter la compréhension du bâtiment et la transmettre sans la déformer. Tous les travaux de reconstruction devront "a priori" être écartés.

Seule l'anastylose, c'est-à-dire l'opération qui consiste à remonter ensemble des éléments éparses, est autorisée. Les matériaux utilisés pour cette opération devront être reconnaissables et leur utilisation réduite au minimum et réservée exclusivement à la conservation du monument et à son rétablissement dans sa forme d'origine.

Vers la fin du 19^{ème} siècle, certaines structures situées au sein de sites archéologiques étaient reléguées artificiellement dans la catégorie des "monuments morts". Nous voulons traiter du cas de monuments qui ont été mis à jour par des fouilles archéologiques et qui ont pris une apparence particulière du fait de leur conservation après leur découverte. Nous pensons que les recherches archéologiques entreprises ce dernier siècle à des fins scientifiques ont révélé l'importance de ce phénomène particulier dû aux techniques de conservation à appliquer pendant les fouilles et après. Sans ces nouvelles techniques, les méthodes de recherche et de protection des œuvres datant des périodes grecques, romaines, byzantines et du Moyen-Age ne nécessiteraient pas de traitements distincts. On a constaté un effort concerté pour déterminer et appliquer

des principes de base aux méthodes archéologiques, ce qui a été déterminant pour l'évolution de cette discipline.

La série de propositions contenue dans cet article a été précisée par l'UNESCO en 1956 et constitue une particularité au sein de la Charte de Venise. Le second paragraphe, cependant, manifeste d'un effort pour résumer et réduire à un principe général la protection des ruines archéologiques.

Pour des raisons superficielles, on peut trouver une justification à distinguer l'utilisation, l'organisation, l'entretien et l'évaluation de ruines situées sur un site archéologique. Ce qui attire l'attention, est l'engouement rencontré pour reconstruire les sites archéologiques. Ce désir de redonner vie à un lieu trouve son fondement dans l'article 11 qui pose la question des principes relatifs à l'unité de style. Mais les ruines archéologiques présentent une situation qui dépasse très largement la portée de cet article. La mode de construire des bâtiments antiques a ouvert la voie à un débat sans fin. L'opinion générale est que des mesures restrictives peuvent et doivent être adoptées. Ces restrictions auront des avantages scientifiques et esthétiques.

Les structures mises à jour lors de fouilles archéologiques sont rares et exceptionnelles. D'un point de vue historique, elles sont d'importants points de référence et devraient, à ce titre, être traités avec le plus grand soin. La tendance la plus forte préconise de conserver les structures telles qu'elles ont été mises à jour. Un seul principe étant en faveur de leur reconstruction : si tous les éléments d'une structure ont été retrouvés et qu'ils peuvent être mis en place en toute sécurité, l'anastylose est alors autorisée. Pour tous les autres cas, nous nous référons à l'article 9 qui traite des hypothèses et supputations. Sur les sites archéologiques, les reconstructions qui n'ont pas respecté les règles de l'anastylose ont en général été préjudiciables à l'harmonie d'un site ou, dans les cas où l'environnement était lui aussi inadéquat, elles n'ont réussi qu'à donner l'apparence d'un musée en plein air très désorganisé.

Publication

Article 16. Pour tous travaux de préservation, restauration ou fouilles, une documentation précise sous la forme de rapports analytiques et critiques, illustrée de dessins et de photographies devra être constituée.

Chaque étape des travaux de déblayage, consolidation, remise en place et intégration, de même que tous les éléments techniques et formels identifiés au cours des travaux seront inclus à cette documentation.

Ces données seront intégrées aux archives d'une institution publique et mises à la disposition des chercheurs. Il est recommandé que le rapport soit publié.

S'il est un principe qui ne doit pas être remis en question, il s'agit de celui de la documentation et de la publication. Ceux qui considèrent le sujet comme une simple réparation, de même que ceux qui n'accordent aucune valeur à la réalisation d'un projet prêchent maintenant dans le désert.

La publication de toutes les études scientifiques, déjà utilisée pour l'éducation et la recherche, pourrait permettre une étude critique et une évaluation des projets par un public

plus large. La documentation relative à certains monuments historiques, les travaux de recherche et les études de méthodologie forment une partie intégrante de la connaissance en matière de conservation et ont, sans exception, place dans le programme de toutes les organisations concernées.

Conclusion

L'objet de cette étude a été d'examiner la Charte de Venise, article par article, en raison des doutes et des critiques de plus en plus nombreux dont cette Charte fait l'objet. Nous avons choisi les aspects les plus violemment contestés en raison de leur étroitesse de vue et leur manque de profondeur, afin d'attirer l'attention du public sur ces aspects. Il semble inévitable que les articles de la Charte de Venise, tout au moins de certains de ses articles importants, soient devenus inadéquats pendant une période au cours de laquelle le concept de monument historique et de site historique s'est complètement modifié.

Tout au long de cette étude, il est apparu comme manifeste que la liste des principes présentés dans la Charte ne méritent pas d'être relégués aux oubliettes. En revanche, corriger les lacunes et élaborer une nouvelle Charte est une tâche très lourde et qui n'est peut-être pas indispensable d'autant que, dans les circonstances actuelles, une nouvelle Charte serait encore plus rapidement dépassée.

Puisque ce domaine n'a pas développé les qualités nécessaires pour qu'il soit accepté comme une discipline particulière de la recherche scientifique (il est difficile de contredire ceux qui annoncent la prochaine naissance d'une discipline scientifique qu'on pourrait nommer "la science des biens culturels"), nous devons accepter qu'il reste un domaine d'expertise.

On pourrait chercher combien de domaines d'expertise sont définis et régis par un outil tel que la Charte de Venise. S'il en existe d'autres, il sera utile d'élaborer une nouvelle Charte, dans le cas contraire, les efforts seront vains.

Nous pensons que la Charte de Venise avec les qualités qu'on lui a reconnues a joué un rôle important depuis son adoption. Son influence est encore omniprésente et la Charte doit être considérée comme un document historique. Elle mérite de notre part le respect que l'on accorde à un monument historique et elle doit être préservée selon les principes appliqués à un monument historique. Elle devra servir de point de référence. Elle sera un excellent outil pédagogique dans les programmes de formation à la protection des monuments historiques.

Elle figurera dans la bibliographie d'études portant sur le concept de la conservation des sites et monuments historiques. Si on la laisse faire l'objet de rapiécages, de révisions et de modifications, elle ressemblera vite à des guenilles racommodées.

Si nous nous trouvons dans l'obligation de proposer une autre voie que celle du rapiécage, un examen général des responsabilités des professionnels serait plus opportun. En médecine, la responsabilité des professionnels est la conservation et la réparation du corps humain; pour la conservation, il doit exister le même engagement entre le restaurateur et le monument ou le site. Si l'on accepte ce parallèle, on peut proposer une nouvelle Charte qui s'inspirerait

du serment d'Hippocrate né sur l'île de Cos en 460 avant J.-C., serment que les étudiants prêtent à la fin de leurs études avant de devenir des praticiens.

Il pourrait être le suivant :

“Le régime que j'adopte tendra au respect et au profit de mes monuments selon mes compétences et mon jugement en leur évitant tout mal et toute blessure. Je n'infligerai aucun traitement mortel à aucun même si on me le demande, pas

plus que je ne préconiserai le recours à un tel traitement; jamais je n'aiderai à démolir un monument pour lequel je suis consulté. Je chercherai le meilleur pour lui et pour la société en repoussant toute mauvaise action, toute corruption ainsi que tout trafic d'influence. Enfin j'étaierai mes décisions de documents et je publierai toutes et chacune de mes interventions”.

* Ankara, mars 1977

Bibliographie

Dogan KUBAN “Restorsyon Kriterleri ve Carta del Restauro”, *Vakiflar Dergisi*, vol.V, Ankara: 1962, pp.149-152

ICOMOS “International Charter for the Conservation and Restoration of Monuments and Sites”, *Decision and Resolutions*; Venice 31.V.1964, ICOMOS, I, Paris: 1966.

Cevat ERDER “Venedik Tüzüğü - Uluslararası Tahiri Anitleri Onarım Kuralları”, *Vakiflar Dergisi*, Vol. VII, Ankara: 1968, pp.111-115.

Dogan KUBAN “Modern Restorasyon İlkeleri Üzerine Yorumlar”, *Vakiflar Dergisi*, Ankara: 1969, pp.341-356.

Piero GAZZOLA

Robeto PANE “Proposte per una carta internazionale del restauro”, *The Monument for the Man*, Marsilio Editori, Padova: 1972, pp.14-19.

Raymond LEMAIRE “Rapport Général”, *The Monument of Man*, Marsilio Editori, Padova:1972, pp.147-152.

Raymond LEMAIRE “Irreplaceable Treasures”, *Education and*

Culture, review of the Council of Cultural Cooperation of the Council of Europe and of the European Cultural Foundation, No.18, 1972, pp.14-19.

Raymond LEMAIRE

Michel PARENT “European Charter for the Preservation and Rehabilitation of the Architectural Heritage”, *Council of Europe, DELA/MS (73) 27*, Strasbourg: 1974.

Cevat ERDER *Tarihi Çevre Bilinci*, ODTÜ Mimarlık Facültesi, No. 24, Ankara: 1975, pp. 277-289.

Alfred SCHMID et al. “Avant Projet de Charte”, *Council of Europe, DELA/MS/Inf. (75) 5*, Strasbourg: 1975.

Council of Europe “Declaration of Amsterdam”, *Congress on the European Architectural Heritage*, Amsterdam: 21-25 October 1975.

ICOMOS “Venice Charter under review by ICOMOS”, *ICOMOS Newsletter*, No.8, Paris:1976, p.2.

Cevat ERDER “Training Personnel for Architectural Conservation”, *Journal of the Faculty of Architecture*, Middle East Technical University, Vol.1, No.3, 1977, pp.63-83.

The Significance of the Venice International Charter for the Conservation and Restoration of Monuments and Sites, with Special Reference to Eastern Countries*

Roland Silva

Basle, 1983

Mr. Chairman, Ladies and Gentlemen,

I am indeed privileged to speak to an enlightened audience such as this, I am even more privileged to be associated with such eminent lecturers as those listed, to speak on a most important subject, and that at the first International get-together. I am deeply grateful to the organisers for the high honour they have placed on me in inviting me to this historic meeting.

Mini-Internationalism

We have for many years voiced our opinion, and indeed our sentiments, concerning International Institutions which have had an unparalleled impact on society at an extremely high and significant level, particularly in the post-second world war period. It was in the same period that the eyes of humanity were more widely opened to the hard fact of life that men must learn to live together. This lesson has been preached and practised with significant contributions to the welfare of man in the past 35 years. If we may have been critical to some extent of the limitations of such influence, and that this impact was confined only to the European community and the New World; if we blamed such organisations for considering that humanity belonged only to the Mediterranean frontiers, then this alarm campaign was launched with the important objective of focusing the attention of the International community on the inhabitants even of the distant isles of the Indian and Pacific Oceans. We would here pray that this audience will bear with us in our concern, and in some of our remarks that may further underline such a theme; for it is with a view to achieving this objective that we may occasionally overemphasise or at times underline certain shortcomings in the action of the International Institutions.

A Diplomatic Buffer

The UNESCO recommendation concerning the International Charter for the Conservation and Restoration of Monuments and Sites, at the second International Congress of

Architects and Technicians of Historic Monuments, which record the decisions and the resolutions of the meeting held in Venice in 1964; and which agreement is popularly known today as the Venice Charter, is in our minds a Magna Carta for the safeguarding of the monumental heritage of mankind for the sake of the generations of the present and the future. It is also the ten commandments of conservation where it specifically says, thou shall not destroy. It also allows for nonaligned indifference towards the disintegration of monuments and of sites.

Yes, Ladies and Gentlemen, it is and was the diplomatic charter specifically formulated to soothe the roused consciences of many sensitive conservators and those of the serious lovers of monuments. It has served its purpose, and will continue to serve the objectives of the present generation, if diplomacy is indeed the end product, and if one's conscience is sufficiently deadened to the prevailing practices of destruction and decay; or an idea more effectively presented in Buddhist philosophy as 'anicca' or the impermanence of all created things. We believe our get-together today is for a more positive purpose than to sing the swan song of romantic sentiment. We believe that we need to lay new foundations and not merely underpin the leaning towers of conservation conventions.

A Masterpiece in Theory

The Venice Charter spelt out in all seriousness the theoretical needs of the early 1960s. It was spelt out without bias, to cover the International needs of the north and the south, of the east and the west. It broadened the horizons of National and International legislation to cover the common cause of monuments. The 23 learned scholars from Denmark to Tunisia, from Peru to Poland, logically and pragmatically ensured that the Venice Charter was less idealistic, and more practical. It expanded the concepts of the preservation of monuments and widened the scope to include everyday edifices. The operational area of preservation went beyond the mere length and breadth of a monument to cover at least its immediate environment. It underlined the serious need to

involve science in the preservation effort. It spelt out the dual objectives of art and history as the criteria for selecting monuments for preservation. The hard facts of life concerning the maintenance of monuments were spelt out in no uncertain terms.

The Charter made significant headway in providing for edifices to be unwrapped from the traditional cotton wool; and to find their life span extended, with perhaps even a change of function. However, it draws the line where additions were to be permitted to the old structure; and only those that had a relationship of scale and conformity were authorised. Even the movement or migration of monuments as a commodity of cultural trade was anticipated; and the pillage of sculpture and paintings from their accepted environment was frowned upon. Attempts were made to draw the distinction between conservation and restoration and even the limits to the use of modern technology, where permissible, were defined. Although a unity of style was necessary, a differentiation between the added and the old was considered a critical mark of identity for specialists to understand. The extension of preservation to groups of buildings with significance, and to historic sites without many important buildings, was considered part and parcel of the historic heritage of man. The serious need for documentation and for making such scientific records readily available in print was stated sharply and clearly.

The question now is whether this is necessarily the end of the road, or whether there still is a path that remains to be uncovered, explored and cleared. Have nearly 20 years since the Venice Charter not provided us with sufficient know-how and experience to see beyond it?

It is not the End of the Road

Ours is the straight answer: yes there is more to do. While we congratulate the authors of the Venice Charter and hail their wisdom as senior prophets and enlightened teachers, we need now to widen the scope of our experience both in time and space.

We have to take stock of the situation before and after the Venice Charter. How much impact has the Venice Charter imposed on the grass-roots level of application? How many of the objectives of the Venice Charter have by now been incooperated into the daily workings of national legislation? Has the Venice Charter spelt out at any length the para-legislation needed for conventions in the day to day needs of historic monuments, in their surgery and repair? If not, can suitable para-legislation be formulated to provide for administrative implementation; operational technology and technical outlines to cover standard work on historic monuments, covering such items as brick, stone, timber etc.?

Has the Venice Charter looked adequately at the limitations of control covering a large percentage of monuments that lie in the hands of ecclesiastical institutions? What compromise can the Venice Charter or its development mentality make available for the living monuments and living sites? Has the Venice Charter spelt out adequately the need for applied training beyond the realms of the philosophy of conservation; and have all grades of training been considered, be it with regard to Architects, Engineers, Town Planners and Scientists

in the different disciplines and specialities? Has professionalism, as we know it in medicine, been provided in the guilds of the lesser personnel or at craft and trade levels? Has sufficient headway been made to extend the dissemination of information and data pertaining to all professional and trade personnel needed in the conservation and restoration industry?

Has the Venice Charter considered the financial implications and the critical need for funds and fund-raising and means by which the monuments and sites could be aids towards sustaining their own life and avoid being a burden to society even in their old age? Has the experience of treating monuments of the north and the south, the east and the west, been brought together so that we enjoy the know-how of all countries, of all peoples, so that attempts are not made to segregate one region from another as is the case with professions like medicine where the Ayurvedic (sic) (Hindu?) system is frowned upon in preference to the universality of Western Medicine? The barefoot conservators of China and Japan, of India, Indonesia and Sri Lanka have looked after their precious monuments from periods before Christ, and this concept can add to the preservation principles of a new International Charter, perhaps here in Basle, if serious headway is made from this significant first meeting.

Lonesome Effort

Since the Venice Charter of 1964, UNESCO has not in any way slumbered, resting on the laurels of this significant achievement, but instead has moved forward to many fringe areas which it has seriously considered and has both tactfully and diplomatically arrested the deteriorating border questions of the Venice Charter. With regard to this, the most significant recommendation is related to Town Planning; although we would not like to raise too many queries about its effectiveness in application.

Here we refer to the recommendation concerning the safeguarding and the contemporary role of historic areas as adopted by the general conference at its 19th Session in Nairobi in 1976. We are deeply conscious that more than 75% of the built environment and the heritage of man lies in significant concentrations of human settlements, in cities and towns. It is with reference to such action that Eric Gill, a campaigner for the arts and crafts movement in England once said in vibrant terms:

*When nations grow old,
And Arts grow cold,
And Commerce settles on every tree...*

It is also with this situation in view that the Intergovernmental Conference of Ministers of Culture of Asia that met in Djakarta in 1973 resolved that UNESCO take the initiative to get the Town Planners of Asia together to work out a code of cultural ethics to preserve in a significant manner the ancient city centres of this region. We have not seen a major follow-up of action regarding this, perhaps the recommendations of Nairobi of 1976 may have sealed the contractual obligation of Unesco in this matter; and thereafter it may have relaxed on the basis that those pious hopes have now been fulfilled by codifying International thought.

In the same line of thought, we see UNESCO's efforts to encourage the documentation of monuments and sites, at least of Europe and the New World, in providing a forum for the meeting of experts on the improvement and possible harmonisation of systems of inventories and catalogues of monuments and sites used in these countries, at the Warsaw meeting of 1979. This example will, no doubt, have an effect on the other continents. The seriousness of UNESCO's intention to promote the preservation of the heritage of man is once again highlighted in its recommendation concerning the protection at national levels, of cultural and natural heritage as adopted by the General Conference at its 17th Session in Paris, 1972. The extension of the same idea at international levels was reached in a recommendation concerning the protection of World Cultural and National Heritage adopted by the same General Conference in Paris held in 1972.

While these efforts of UNESCO need to be taken note of, and the institutions congratulated, they also underline the awareness of UNESCO to these problems and its serious concern, and therefore, it is but right that International Congresses such as this held in Basle be made use of as platforms to air the views and wants to the nations through the length and breadth of the world. The representatives of UNESCO present here, will, no doubt, take cognizance of these serious remarks and battle on to codify and formalise suitable international recommendations considered necessary for the preservation of the monumental heritage of Mankind.

Voices in the Asian Wilderness

As the subject of my paper underlines its special reference to eastern countries, it is but right that I draw my examples and illustrations from this region; and the few that I have selected to illustrate the yearnings of scholars, institutions, national and international bodies, stress the crying need for reform and change in our everyday attitude towards the conservation and preservation of monuments.

As an individual scholar, Dr. Raymond Allchin, a reader in Indian Art and Archaeology at the University of Cambridge (which is the only such teaching post in Britain) stresses the need for change. He highlights the Indian example in his paper entitled 'Monument Conservation and Policy in India'. He shows very clearly that the last piece of important Indian legislation concerning monuments is as old as 1904, and no subsequent legislative thinking on the preservation of monuments has been considered after this period, except for confirming the old legislation after Indian Independence. It is hardly likely that the 1904 legislators would have had all the foresight and forethought to meet the intricate questions of commerce and city growth and to have provided all the answers to unscrupulous actions of financiers in the guise of development. Surely nearly 80 years is sufficient time to look back at the question and restructure the laws of a country concerning preservation and conservation of monuments. We, in Asia, treat India as the mother country for guidance, direction and leadership. As such the actions and reactions of this large state will have an impact towards reasoned conservation, or otherwise. It is with such giants of influence that International Institutions should apply their propaganda

machine, by stressing the importance of such problems.

The Asian effort to unify itself under a type of common market was seen in the ASEAN amalgamation where the countries of South-East Asia joined hands for economic, social and cultural unity. Under this programme covering culture, the first meeting was held between the Ministers of Education of these countries in Bangkok in 1974 with a view to formulating and guiding policy towards an active association, to cover the cultural aspects of this region. This meeting reviewed a draft development plan which included subjects such as a Sites and Monuments Unit. It had a detailed programme for training personnel involved in the restoration of cultural properties. This organization, entitled 'ARCAFA' (Applied Research Centre for Archaeology and Fine Arts) has continued its collective work through the years and we were ourselves fortunate to be invited as a consultant during their deliberations in 1982 to review and revise where necessary the legislation and paralegislation concerning monuments and sites. The strength of this organisation was that a collective decision arrived at on such occasions was soon incorporated at semi-official level to the practice of the conservation of monuments in these countries. The participants were people who were technicians on the sites, and the discussions and deliberations were serious and pragmatic. In fact the three-week get-together of this group moved headquarters from site to site in the Island of Java, from stone monuments to brick and to the lovely timber and straw structures of the Isle of Bali. Although these efforts were serious and conclusive, the impact of such actions on the enemies of conservation, or the commercial world, is another question.

The architects of Asia meeting held annually in different countries under the patronage of its mother body 'Asian Regional Conference of the Commonwealth Association of Architects' agreed to meet on a common theme, the 'Conservation of Historic and Ancient Buildings' in Colombo in 1975. The outcome of this valuable seminar of professionals, concerning ancient monuments and modern construction, was only the formulation of resolutions for implementation, action and influence. These winds have blown over many a nation and the resolutions have been confined to books and files preserved carefully in exclusive libraries.

Sri Lankans collectivised their effort to contend with the enormous economic boom of 1977 and after, where the investment thermometers recorded feverish heights. Massive structures of the modern phase were being designed and the sites of the older monuments inevitably had to make way for the new. The heritage-conscious leaders of the country were taken on a sightseeing tour and the outcome of this visit was spontaneous. The authorities unanimously agreed that the architectural treasures of Colombo and, for that matter, those of the urban centres, should be carefully studied and the vital sectors preserved for the generations to come. A major gap in the legislation was to be corrected wherein the Antiquities Ordinance that provided for the preservation of monuments prior to 1815 was to be changed, and new legislation was formulated to cover the modern period from 1815. The good intentions soon found resistance from the business community of entrepreneurs, a key group that can be considered as enemy number one of monuments in all countries. The question here

is not to dispense with such entrepreneurs but rather to find their weaknesses and their strengths and work towards attracting their interest towards investing in cultural preservation and in the mixture of buildings in this wealthy, wicked world.

At an international level, UNESCO has made serious attempts from many different angles towards winning the public ear, in image building and in widening its campaign to include the preservation of important monuments of each nation. Our congratulations should go out to such enterprises as the successful completion of the massive achievement of the conservation of Borobudur in Indonesia; the timely action taken in preserving the Katmandu Valley; the sympathetic approach towards the worn out ramparts and brick-built city of early Mohenjodaro has certainly set the pace for many an Asian city. Now the campaigns have moved to other sites: Paharpur in Bangladesh, with a monastery of nearly a thousand cells; Pagan in Burma with a thousand or more stupas is awaiting registration for such international interest; and Sri Lanka has its own UNESCO Project in the 'Cultural Triangle'. These bold efforts of UNESCO in agreeing to campaign on behalf of the heritage of mankind among its Member States, International Organisations and Fund Raising Foundations, are an example of grit and sympathy towards a cause despite the hard fact that UNESCO's own pockets are seriously depleted, if not empty. We hope that this situation will not deter International Organizations from campaigning for the cause of yet other sites in Asia such as Angkor Wat, Agra, the paintings of Ajanta and Elora, the South Indian Temples, the medieval city of Manila, the Great Wall of China and the treasures of Nara.

The efforts of UNESCO to encourage collective collaboration among high level specialists was once more reflected in encouraging and inviting the participation of such specialists in a collective programme to study the historic cities of Asia, such as that held in Pitsanuloke, Thailand in 1979. This meeting concluded with an agreement to study at least one city in each of the twenty odd countries of Asia. Whether this programme is in progress or whether the resolutions agreed upon achieved their objective is a matter of administrative interest, but a conscious focusing of attention towards the subject of ancient cities and their preservation was certainly made apparent to the decision makers involved in cultural preservation in the Asian countries.

The capstan to these individual, institutional, national and international efforts at raising their voices, and in fact their heads, out of the wilderness was when the Ministers of Culture of Asia assembled in Djakarta in 1973 and resolved that UNESCO be empowered with the responsibility of inviting the important town and country planners of Asia together, and in common forum, evolved a code of cultural ethics for the better preservation of the ancient city centres of the region. This resolution of 1973 may still await implementation; or should we presume that the many other peripheral efforts of UNESCO and member organisations in the preservation of cultural property were an outcome of this and other similar resolutions?

The Need to Lock the Stable Doors in Time

We have focused the attention of this audience, and through such learned specialists much of the profession covering the length and breadth of the world, and have highlighted the urgency with which we have to revise national legislation regularly and consistently. If it is possible, there needs to be a built-in clause in the legislation that will require such laws to be revised at least every tenth year. The test of effectiveness of legislation is indeed the visual evidence of the preservation of protected monuments and areas. Their poor maintenance, neglect, collapse or destruction are the signs of whether the law is ineffective or defective. It is also suggested that International Bodies conscientiously forming collective thermostats of human sensitivity take heed to prepare necessary legislation on lines similar to the conventions covering human rights etc., which form of general legislation could be conveniently built into any piece of national legislation.

Alongside the major clauses of the national statutes, there needs to be para-legislation covering the simple but necessary guidelines codified into professional procedures. The high test of efficiency and the application of the rules of preservation lie in the refinements of such para-legislation. We consider such subtleties as the finer overtones of the score of preservation that will provide class and classicism. Such para-legislation needs to be spelt out as a legal note but rather as conventions among professionals who will recognise these under such terminology as the 'done thing' or 'not done'. In so much as the flexibility of such functions should be left to the professional bodies and to the individuals practising them, it should have the moral-bearing that would lie heavy on their consciences, so that they would be mindful of the obligation to conform.

The world still suffers from private ownership of the cultural heritage of mankind. Is the risk worth it? Is the single minded decision of a single owner permitted to dictate the fate of a French Chateau or a Norman Tower, a German Castle, a Dutch Dwelling Facade, an Italian Palace, a Gothic Cathedral, a Sri Lankan stupa, a Chinese Pagoda, a Khmer Shrine or a Japanese Monastery? Most of these are privately owned and the decisions which lead to neglect and destruction hang on the thin thread of a single owner. The same rule can at a professional level, apply to consultants of such owners who in their eccentricity may perhaps favour one period of construction in preference to another, and thereby, not really destroy a monument but historically distort the edifice, eliminating perhaps the entire growth of the Gothic period in order to highlight the previous Romanesque phase. Therefore, both owner and specialists as individuals and decision makers can make or mar the monuments of man for ever.

The living monuments require the forbearance of both devotee and specialist. Either extreme can produce distortion and eccentricity. On the one hand the restoration or rebuilding concept of pilgrims and peasants can move monuments out of their own balance and replace such sites of hallowed dignity with monstrosities of a previous generation. On the other hand the pure policy maker may be unmindful of the necessary balance and harmony that should exist between science and religion, and thereby make living and religious monuments no more than specimens of scientific interest.

Barefoot conservation or Ayurvedic restoration has gone on ever since man was born; and both archaeologists and

conservators of the present day have found no difficulty in identifying one phase of construction from another. So, why should we try or attempt today to distort this continuing convention of natural repair and restoration with ultra sophisticated identification marks indicating the new from the old? In fact, the sophistication and the ingenious concealment of data may sometimes distract or misguide the very author and specialists. As such, in our acceptance or rejection of conventional conservation practice we need not overstress as a nonscientific system the barefoot conservation or ayurvedic restoration principles, which have a clear line of sincerity to time and construction techniques.

The training of architects, engineers, archaeologists, and town planners on the correct disciplines of conservation needs to be heightened and viewed with a sense of professionalism. The archaeological conservators need to form themselves into professional groups or institutions wherein the three important objectives of training, professional conduct and standards, and financial benefit through collective professionalism, are achieved. In providing for the higher echelons of conservators one also needs to look after the middle grades of supervisors and technicians with their own counterpart professional organisations. Also one needs to consider the man on the job, and the trades at the level of mason, carpenter, blacksmith and painter must have their professional organisation to achieve the three objectives spelt out above.

The interchange of research and information and the dissemination of such knowledge without unreasonable delay is a critical component of good professional practice. Our former suggestion about professional groups implies that they may treat this as an important facet in their own make-up; but this attempt at dissemination has to be considered, thought out and provided for. The information concerning conservation may cover a range of activities from legal to professional practice, from building materials to construction techniques, from aesthetic balance to distinct layout planning. It may fluctuate between living things of men, animals, and plants to the immovable monuments of stone, brick and timber. It could cover aspects of professionalism covering contracts and competitions. In fact, a vast variety of men,

materials and things constitute the ageless needs of man the conservator in organising his own environment.

No conservation programme can be confined to the laboratory of experience, to research and to castle-building in the air. Money and fund-raising are necessary evils in the whole exercise. Here, the oft considered concept of culture being a bottomless pit has to be ruthlessly and radically eradicated from the minds of men of influence. Development is a word now popularly used in conservation areas, and should be soon re-written as development for profit, if economists, entrepreneurs and conservators are to work together in a combined effort. Here, one needs to question and re-question the areas of cultural interest that have traditionally survived on the resources of visitors and also examine the potential of economic expansion and employment which cities like Venice, Florence, Agra, Nara, Pagan, Katmandu, Istanbul, and Mexico can provide.

After all the conservation of man and his environment lay much in the ancient city centres of a time past. These selected monuments must reflect an ageless history and the story of man in community. It is such a thrust towards city preservation that we need to promote as our campaign for the 1980s, for if we strive to conserve the town centres at least their historic buildings will be spared the axe of unscrupulousness.

Ladies and gentlemen, we have touched critically on the effects and ill-effects of internationalism. We have turned a cynical eye towards the diplomacy of the Venice Charter and called it a masterpiece of theory. We have cautioned the listener that the Venice Charter by itself is not necessarily the end of the road. We have shown the scope of such a Charter and the limitations which we have either to correct or to combat. We have sounded the Asian conscience and the many alarms that the East has raised. Finally, we warned against the age old situation of locking the stable after the horses have left. Yes, these are but flashes of thought which could soon be translated into deeds if we could only heed even to voices from an Asian wilderness.

**Speech delivered by the President ICOMOS at the First International Congress on Architectural Conservation, University of Basle, March 1983.*

Importance de la Charte Internationale de Venise pour la conservation et la restauration des monuments et des sites, particulièrement dans les pays d'Asie*

Roland Silva
Basle, 1983

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

C'est un privilège pour moi de parler devant une assemblée si avertie. Le privilège est encore plus grand d'être associé à un groupe d'éminents conférenciers pour vous entretenir d'un sujet de la plus haute importance et ce, dans le cadre d'une première réunion internationale. Je suis très reconnaissant envers les organisateurs de m'avoir invité à cette réunion historique.

Le mini-internationalisme

Depuis de nombreuses années, nous exprimons nos opinions et nos sentiments relatifs aux institutions internationales qui ont un retentissement sans égal sur la société à un très haut niveau. Cela était particulièrement vrai au cours de la période qui a suivi la deuxième guerre mondiale où nous avons pris conscience du fait que les hommes doivent apprendre à vivre ensemble. Cette leçon a été inculquée et mise en pratique au bénéfice du bien-être de l'homme au cours des 35 dernières années. Si nous nous sommes montrés quelque peu critiques envers ces sphères d'influence, leurs limites et le fait que leur retentissement se confine à l'Europe et au Nouveau Monde, si nous avons accusé ces institutions de considérer que l'humanité n'existe qu'à l'intérieur des frontières de la région méditerranéenne, c'est que cette campagne de mise en alerte a été lancée dans le but important d'attirer l'attention de la communauté internationale jusque sur les habitants des îles distantes des Océans Indien et Pacifique. Nous espérons donc que l'assistance comprendra notre préoccupation ainsi que certaines de nos remarques ultérieures soulignant ce thème ; en effet, notre objectif nous amène de temps à autre à mettre en exergue ou à souligner certaines carences des activités des institutions internationales.

Un tampon diplomatique

La recommandation par l'UNESCO à propos de la Charte Internationale pour la Conservation et la Restauration des Monuments et des Sites du Deuxième Congrès International des Architectes et Techniciens des Monuments Historiques et

qui reflète les décisions et les résolutions de la réunion tenue à Venise en 1964,

ce texte étant communément connu sous le nom de Charte de Venise, constitue à notre avis une Grande Charte de la sauvegarde du patrimoine monumental de l'humanité pour les générations présentes et à venir. Cette charte constitue également les dix commandements de la conservation en ce qu'elle stipule : "Tu ne détruiras point".

Elle permet d'autre part une indifférence non-alignée envers la désintégration de monuments et de sites. Oui Mesdames et Messieurs, il s'agit bien d'une charte diplomatique conçue pour apaiser la conscience enflammée d'un grand nombre de conservateurs sensibles et d'amoureux sérieux de monuments. Elle répond à cet objectif et elle continuera à répondre aux buts de la présente génération, si tant est que la diplomatie puisse être considérée comme l'aboutissement de cet effort et que notre conscience soit suffisamment accoutumée aux pratiques courantes de destruction et de délabrement, cette idée étant plus clairement explicitée par la philosophie bouddhiste dans "l'anicca", ou le caractère éphémère de toutes choses créées. Nous pensons que cette réunion d'aujourd'hui vise un objectif plus constructif que celui d'entonner le chant du cygne du sentiment romantique. Nous pensons qu'il faut construire de nouvelles fondations et ne pas simplement attaquer les structures chancelantes des conventions de la conservation.

Un chef-d'œuvre de théorie

La Charte de Venise donne une description sérieuse et impartiale des besoins théoriques internationaux du début des années 1960, qu'il s'agisse de l'hémisphère nord, de l'hémisphère sud, de l'Orient ou de l'Occident. Elle élargit le périmètre des législations nationales et internationales pour s'attacher à la cause commune des monuments. Les 23 experts représentant une diversité géographique allant du Danemark à la Tunisie et du Pérou à la Pologne, se sont attachés de manière logique et pragmatique à faire en sorte que la Charte de Venise soit moins idéaliste et plus pratique.

Elle donne une nouvelle dimension aux concepts de la préservation des monuments et en agrandit la portée pour inclure des édifices de tous les jours. La Charte de Venise fixe une zone de préservation qui, au-delà de la longueur et de la largeur d'un monument, couvre à tout au moins son environnement immédiat. Elle souligne le besoin important de faire participer la science à l'effort de préservation. Elle fixe l'objectif double d'art et d'histoire comme critères de sélection des monuments devant être conservés. Elle ne fait montre d'aucun langage équivoque pour décrire la dure réalité de la maintenance des monuments.

La Charte de Venise a permis une évolution en libérant les biens de leur illusoire ouate préservatrice et en leur donnant une durée de vie accrue avec parfois une nouvelle fonction. Elle ne permet cependant pas des ajouts à l'ancienne structure si la relation d'échelle et de conformité n'est pas respectée. Le texte va jusqu'à prévoir le déplacement ou la migration de monuments en tant qu'articles de commerce, et critique le fait de soustraire, dans le cadre de pillages, des peintures et des sculptures à leur environnement normalement admis. Il a été effectué des tentatives visant à établir une distinction entre conservation et restauration et à fixer les limites de l'utilisation de techniques modernes, pour autant que celles-ci soient tolérables. Bien qu'une unité de style soit considérée comme nécessaire, il est jugé que les spécialistes doivent comprendre la marque critique d'identité qu'est la différenciation entre l'original et les structures rajoutées.

La préservation est portée jusqu'à des groupes de bâtiments revêtant une certaine importance, ainsi qu'à des sites historiques ne comprenant pas beaucoup de bâtiments importants, ces deux catégories faisant également partie du patrimoine historique de l'homme. L'impérieuse nécessité d'avoir une documentation scientifique disponible est explicitement exprimée. La question est maintenant de savoir si nous sommes désormais à la fin du parcours, ou s'il reste une piste à découvrir et à élucider. Voilà près de vingt ans que la Charte de Venise a été édictée. Ce temps ne nous a-t-il pas apporté assez de savoir-faire et d'expérience pour voir au-delà ?

Ce n'est pas la fin du parcours

Notre démarche est claire: oui, il reste du travail à faire. Si nous félicitons les auteurs de la Charte de Venise et saluons leur sagesse de prophètes et d'enseignants éclairés, nous devons maintenant accroître la portée de notre expérience, aussi bien dans le temps que dans l'espace. Il nous faut analyser la situation avant et après la Charte de Venise. Quel effet a-t-elle eu au niveau de l'application sur le terrain? Combien des objectifs de la Charte de Venise ont été à ce jour intégrés dans les législations nationales? La Charte a-t-elle permis de déterminer la réglementation des conventions pour répondre aux besoins au jour le jour des monuments et de leur réparation? Si tel n'est pas le cas, peut-on formuler une réglementation sur la mise en œuvre administrative, la technologie opérationnelle et les approches techniques de travaux ordinaires sur les monuments historiques intégrant des éléments tels que la brique, la pierre ou le bois?

La Charte de Venise se penche-t-elle suffisamment sur la maîtrise limitée qui touche une grande part de monuments aux mains d'institutions ecclésiastiques? Quel compromis la

Charte, ou l'approche qu'elle préconise, est-elle susceptible d'offrir pour les monuments et les sites vivants? La Charte de Venise détermine-t-elle de manière appropriée le besoin de formation appliquée allant au-delà de la simple philosophie de la conservation; tous les niveaux de formation sont-ils envisagés, qu'il s'agisse d'architectes, d'ingénieurs, d'urbanistes ou de chercheurs de spécialités et de domaines différents? Est-ce qu'un professionnalisme de type médical est prévu pour le personnel inférieur, les artisans et les commerciaux? Des progrès suffisants ont-ils été réalisés dans le domaine de la circulation d'informations relatives à tout le personnel nécessaire en conservation et en restauration ?

La Charte de Venise se penche-t-elle sur les facteurs financiers et sur le besoin de dégager des fonds et de trouver des moyens permettant aux monuments de s'auto-soutenir sans être une charge pour la société quel que soit leur âge. A-t-on exploité la synergie des expériences de traitement des monuments de l'hémisphère nord, de l'hémisphère sud, de l'Occident et de l'Orient pour pouvoir bénéficier du savoir-faire de tous les pays et de tous les peuples et éviter toute tentative pouvant séparer les différentes régions les unes des autres, comme cela a pu être le cas dans le domaine de la médecine par exemple, où l'approche ayurvédique est délaissée au profit de l'universalité de la médecine occidentale? Les conservateurs aux pieds nus de la Chine, du Japon, d'Inde, d'Indonésie et du Sri Lanka veillent à préserver leurs précieux monuments depuis des époques datant d'avant Jésus Christ et ce concept peut apporter beaucoup aux principes de préservation d'une nouvelle Charte Internationale, peut-être ici à Bâle, si cette première réunion permet de dégager des progrès sérieux.

Un effort solitaire

Depuis la Charte de Venise de 1964, l'UNESCO ne s'est pas laissé aller à se reposer sur ses lauriers. Elle a au contraire su progresser vers des domaines connexes où elle a habilement et diplomatiquement mit fin à des situations négatives liées à des questions presque en marge de la Charte de Venise. Ainsi, la recommandation la plus importante a trait à l'urbanisme, bien que nous ne souhaitons pas trop nous pencher sur son efficacité d'application. Nous faisons ici référence à la recommandation se rapportant à la sauvegarde et au rôle contemporain de zones historiques, telle qu'elle a été adoptée lors de la conférence générale réunie à Nairobi en 1976. Nous savons bien que plus de 75% de l'environnement bâti et du patrimoine de l'homme se trouve dans des zones densément peuplées, en ville.

C'est en référence à cette action qu'Eric Gill, défenseur des arts et de l'artisanat en Angleterre écrit de façon émouvante:

Quand les nations vieillissent

Et les arts se refroidissent

Et le commerce s'installe sur chaque arbre...

C'est également à la lumière de cette situation que la conférence inter-gouvernementale des Ministres de la Culture d'Asie s'est tenue à Djakarta en 1973 et a pris la résolution que l'UNESCO réunisse les urbanistes d'Asie pour mettre au point un code d'éthique dans le but de préserver de façon efficace les anciens centres des villes de ce continent. Cette réunion n'a pas donné lieu à un suivi important ; les

recommandations annoncées à Nairobi en 1976 ont peut-être scellé l'obligation contractuelle de l'UNESCO en la matière, cela étant suivi d'un relâchement reposant sur la croyance que les vœux pieux ont été satisfaits par une codification de la pensée internationale.

De la même façon, nous assistons aux efforts que déploie l'UNESCO pour encourager la rédaction de documents scientifiques sur les monuments et sites, du moins en Europe et dans le Nouveau Monde, en fournissant un lieu de rassemblement des experts autour de l'idée de l'amélioration et de l'harmonisation des systèmes d'inventaire des monuments et sites, conformément à la réunion de Varsovie de 1979. Cet exemple aura sans nul doute une incidence sur les autres continents. Le caractère sérieux de l'intention qu'al'UNESCO de promouvoir la préservation du patrimoine de l'homme est clair dans sa recommandation concernant la protection au niveau national du patrimoine culturel et naturel tel que cela a été adopté lors de la Conférence Générale réunie à la 17ème session à Paris en 1972. L'extension de cette idée au niveau international figure dans une recommandation concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel tel que cela a également été adopté lors de cette même Conférence Générale réunie à la 17ème session à Paris en 1972.

S'il convient de prendre bonne note de ces efforts de l'UNESCO et de féliciter les institutions, cela souligne la prise de conscience et la préoccupation de l'UNESCO; par conséquent, il est logique que des congrès internationaux tels que celui-ci se tenant à Bâle servent de tremplins à toutes les nations pour qu'elles fassent connaître au monde entier leurs points de vue et leurs désirs. Les représentants de l'UNESCO ici présents prendront sans aucun doute note de ces remarques sérieuses et continueront à se battre pour codifier et formaliser des recommandations internationales adéquates considérées comme nécessaires pour la préservation du patrimoine monumental de l'humanité.

Voix de l'Asie

Comme le titre de ma conférence indique une attention particulière portée aux pays d'Asie, il est naturel que je tire mes exemples et mes illustrations de ce continent. Les quelques exemples que j'ai sélectionnés pour illustrer les efforts des spécialistes, des institutions, organismes nationaux et internationaux soulignent le besoin impérieux de réforme et de changement de nos attitudes au jour le jour envers la conservation et la préservation des monuments.

Le spécialiste qu'est le Dr. Raymond Allchin, enseignant en art et archéologie de l'Inde à l'Université de Cambridge (enseignement unique en Grande Bretagne) souligne le besoin de changement. Il met en exergue l'exemple indien dans sa conférence intitulée "Conservation des monuments et politiques en Inde".

Il montre très clairement que le dernier texte de loi importé en Inde concernant les monuments remonte à 1904, et qu'aucune réflexion législative n'a été menée dans le domaine de la préservation des monuments après cette période, si l'on exclut le fait que les anciens textes de loi ont été enterinés après l'indépendance de l'Inde. Il est improbable que le législateur de 1904 ait été assez prévoyant pour tenir compte des problèmes complexes de commerce et de croissance

urbaine et pour apporter toutes les réponses aux agissements peu scrupuleux de responsables financiers dans le domaine de la promotion immobilière. Il est clair que 80 années suffisent pour se pencher à nouveau sur la question et restructurer les lois d'un pays sur la préservation et la conservation des monuments. En Asie, nous considérons que l'Inde est le pays qui nous guide, nous oriente, nous mène. Ainsi, les actions et les réactions de ce grand état auront ou non un élan vers une conservation raisonnée. C'est avec de tels géants d'influence que les institutions internationales doivent mettre en action leurs machines de propagande, en mettant l'accent sur ces problèmes.

L'effort asiatique d'unification en une sorte de marché commun a pris forme avec l'ANASE qui constitue une unité économique, sociale et culturelle pour les pays d'Asie du sud-est. C'est ainsi que dans le domaine de la culture, la première réunion s'est tenue en 1974 avec les ministres de la culture de ces pays. Le but de la réunion était de formuler et de mener une politique d'association active pour couvrir les aspects culturels de cette région du monde. La réunion a étudié un projet de plan de développement qui comprenait des sujets tels qu'une unité des sites et des monuments. Il y figurait un programme détaillé pour la formation du personnel chargé de la restauration de biens culturels. Cette organisation, appelée "ARCAFA" (centre de recherche appliquée pour l'archéologie et les beaux-arts) a poursuivi ses travaux collectifs au fil des ans et nous avons eu la chance en 1982 d'être invités à participer comme consultants à leurs délibérations d'étude et de révision de la législation et de la réglementation sur les monuments et les sites. La force de cette organisation veut que de telles décisions prises ne tardent pas à être intégrées à un niveau semi-officiel pour ce qui est de la pratique de la conservation des monuments dans ces pays. Les participants étaient des techniciens de terrain; les discussions et les délibérations étaient sérieuses et pragmatiques. En fait, cette réunion de trois semaines était itinérante, parcourant l'île de Java, des monuments en brique, des monuments en pierre et de merveilleuses structures en bois et paille sur l'île de Bali. Bien que ces efforts aient été sérieux et tangibles, leur impact sur les ennemis de la conservation, c'est à dire le monde commercial, est une autre question.

La réunion annuelle des architectes d'Asie qui se tient dans différents pays sous le patronage de son organisation-mère, la "conférence régionale asiatique de l'association des architectes", s'est penché sur le thème de "la conservation des bâtiments historiques et anciens" à Colombo en 1975. L'issue de ce séminaire professionnel de qualité sur les monuments anciens et le secteur du bâtiment a fait des vœux pieux de mise en œuvre, d'action et d'influence. Si ces vents ont soufflé sur de nombreuses nations, les résolutions restent cependant dans des livres et des dossiers minutieusement gardés dans des bibliothèques très fermées.

Les sri lankais ont rassemblé leurs efforts pour faire face à la forte croissance économique qui s'est manifestée à partir 1977 lorsque tous les indices étaient au plus haut. De nombreuses structures modernes ont alors été construites et les sites des anciens monuments ont inévitablement dû être sacrifiés pour laisser la place au neuf. Les dirigeants politiques du Sri Lanka, conscients de la valeur du patrimoine de leur

pays, ont alors participé à des visites sur différents sites et ils ont spontanément et unanimement déclaré que les trésors de Colombo et de tous les centres urbains devaient faire l'objet d'études minutieuses et que les secteurs d'intérêt vital devaient être protégés pour les générations futures.

Il fallait corriger la législation en changeant la "Antiquities Ordinance" (arrêté sur les monuments antiques) visant la préservation des monuments antérieurs à 1815 pour couvrir la période moderne à partir de 1815. Ces bonnes intentions se sont rapidement heurtées à la résistance de la communauté des affaires, un groupe-clé considéré comme l'ennemi public numéro un des monuments partout dans le monde. La question n'est pas tant d'essayer de passer outre ces hommes d'affaires que de trouver les forces et leurs faiblesses pour les pousser à investir dans le domaine de la préservation culturelle et dans l'harmonie des bâtiments sur cette planète caractérisée par le lucre et le mal.

Au niveau international, l'UNESCO a consenti de nombreuses tentatives en tous genres visant à attirer l'opinion publique, notamment dans le secteur de l'image de marque et dans l'accroissement de la dimension de ses campagnes pour inclure la préservation de monuments importants dans toutes les nations. Nous devons féliciter tous ceux qui, par leurs efforts, ont permis la conservation de Barabudur en Indonésie, les actions de préservation de la vallée de Katmandou intervenues à un moment critique ou l'approche envers les structures endommagées des ramparts et de la ville en brique de Sukothai en Thaïlande. Par ailleurs, la conservation de la cité de Mohenjo-Daro de la civilisation indusienne a donné le ton pour de nombreuses villes d'Asie. Les campagnes se sont aujourd'hui déplacées vers d'autres sites : Paharpur au Bangladesh et son monastère de près de mille cellules, Pagan en Birmanie avec son millier de stoupas sur le point d'être enregistrés pour l'intérêt international qu'ils représentent et le Sri Lanka qui bénéficie de son propre projet UNESCO dans le "Triangle Culturel". Ces efforts courageux accomplis par l'UNESCO pour le patrimoine de l'homme auprès de ses États membres, d'organismes et fondations internationaux constituent un exemple de détermination au service d'une cause malgré le fait que l'UNESCO dispose de ressources limitées voire nulles. Nous espérons que cette situation n'empêchera pas les organismes internationaux de mener campagne en faveur d'autres sites tels qu'Elora, les temples d'Inde australe, la cité médiévale de Manille, la Grande Muraille de Chine ou les trésors de Nara.

Les efforts entrepris par l'UNESCO pour encourager la collaboration entre spécialistes de haut niveau a, une fois encore, été couronnée de succès dans le cadre du séminaire d'étude des villes historiques d'Asie qui s'est tenu à Pitsanuloke, en Thaïlande, en 1979. La conclusion de cette réunion a été l'étude d'au moins une ville par pays d'Asie concernés, soit une vingtaine au total. Si les progrès éventuels de ce programme et la concrétisation des résolutions constituent une préoccupation de nature administrative, l'attention des décideurs en matière de préservation culturelle en Asie a ainsi été portée sur le sujet des villes anciennes et leur préservation. Le point d'orgue de tous ces efforts individuels, institutionnels, nationaux et internationaux visant à faire entendre une voix sortie de l'ombre fut la réunion des ministres de la culture à

Djakarta en 1973. Il fut résolu que soit confiée à l'UNESCO la responsabilité de rassembler les responsables d'urbanisme et d'aménagement du territoire d'Asie et qu'il soit ainsi rédigé un code d'éthique culturel en vue d'une meilleure préservation des anciennes cités d'Asie. Cette résolution de 1973 n'est peut-être toujours pas suivie de mise en œuvre; ou alors peut-on penser que les nombreux efforts périphériques de l'UNESCO et de ses organisations membres constituent, dans le domaine de la préservation des biens culturels, l'aboutissement de cette résolution ou de résolutions similaires?

Nécessité d'assurer l'avenir

Nous avons jusqu'à présent attiré l'attention de l'assistance et, grâce à nos éminents spécialistes, de l'ensemble du monde sur le fait qu'il est urgent de réviser les législations nationales de façon régulière et cohérente. Si possible, il faudrait que les lois comportent une clause de révision obligatoire au moins tous les dix ans.

L'efficacité de la législation peut être jugée en évaluant l'état de préservation des monuments et sites protégés. En revanche, un entretien médiocre, la négligence, le délabrement voire la destruction constituent autant de signes d'une législation inefficace ou défectueuse. D'autre part, des organismes internationaux représentatifs de la sensibilité humaine pourraient rédiger un projet de législation similaire à ce qui existe par exemple pour les droits de l'homme. Cette législation générale pourrait être facilement intégrée dans les législations nationales.

À côté des grandes clauses des statuts nationaux, il est nécessaire de prévoir une réglementation qui donnerait les orientations de procédures professionnelles. Cette réglementation doit être très judicieuse, pour permettre une grande efficacité. Les subtilités qu'elle devra contenir feront toute la beauté et le classicisme des règles de la préservation. Cette réglementation ne devra pas revêtir un caractère trop juridique. Au contraire, il devrait davantage s'agir de conventions entre professionnels en fonction de "ce qu'il faut faire" et de "ce qu'il faut éviter". Bien qu'une certaine souplesse vienne des groupes professionnels et des individus chargés de la pratique, la réglementation devrait exercer une influence morale sur leur conscience pour qu'ils se sentent obligés de la respecter.

Le monde souffre encore du fait que le patrimoine culturel de l'humanité constitue une propriété privée. Mais le risque est-il justifié? Est-ce qu'un propriétaire unique doit avoir le droit de dicter le destin d'un château français, d'une tour normande, d'un château allemand, d'une façade hollandaise, d'un palais italien, d'une cathédrale gothique, d'une stoupa sri lankaise, d'une pagode chinoise ou d'un monastère japonais? La plupart de ces bâtiments appartiennent à des propriétaires du secteur privé et les décisions pouvant entraîner la négligence ou la destruction tiennent à un fil unique.

La même menace existe au niveau professionnel; en effet, certains consultants déséquilibrés pourront par exemple préférer telle ou telle période et, sans conseiller de détruire le monument de leur client propriétaire, privilégier cette période au détriment de la période suivante de construction du bien concerné. C'est ainsi que des individus décideurs que sont le propriétaire et l'expert peuvent jouer à jamais sur le destin

d'un monument du patrimoine de l'humanité.

Les monuments vivants nécessitent l'indulgence non seulement du passionné et du spécialiste. L'un ou l'autre des deux extrêmes peut engendrer distorsion ou déséquilibre. D'une part, le concept de restauration ou de reconstruction des pèlerins et des paysans peut déséquilibrer des monuments et remplacer des sites remarquables par des monstruosité d'une génération antérieure. D'autre part, le décideur politique peut ne pas tenir compte de l'équilibre et de l'harmonie nécessaires entre science et religion et ainsi transformer des monuments vivants et religieux en simples spécimens d'intérêt scientifique. La conservation primitive et la restauration ayurvédique existent depuis la naissance de l'homme. Les archéologues et les conservateurs actuels n'ont jamais eu de difficultés à distinguer les phases de construction les unes des autres. Alors pourquoi tenter de changer cette convention de réparation et restauration naturelles pour mettre en place des marques d'identification ultra sophistiquées afin de distinguer l'ancien du neuf ? En réalité, le fait de cacher les données peut parfois distraire le spécialiste. Ainsi, que l'on accepte ou que l'on rejette la pratique de conservation traditionnelle, il ne faut pas trop mettre l'accent sur le caractère non scientifique des principes de conservation primitive ou de restauration ayurvédique qui font montre de sincérité dans le temps et par rapport aux techniques de construction.

La formation d'architectes, d'ingénieurs, d'archéologues et d'urbanistes dans le domaine de la conservation doit être améliorée pour atteindre un plus haut niveau de professionnalisme. Les conservateurs archéologues doivent se regrouper et se fixer des objectifs de formation, de conduite professionnelle et de respect de normes.

Il faut également se pencher sur les niveaux des superviseurs et techniciens et sur leurs organisations professionnelles. Enfin, l'ouvrier, qu'il soit maçon, menuisier, forgeron ou peintre, doit faire partie d'une organisation professionnelle afin que soient atteints les trois objectifs décrits ci-dessus. Une bonne pratique professionnelle repose sur un échange raisonnablement rapide d'informations et de connaissances. Par souci d'efficacité, les organisations professionnelles devraient étudier cette question de très près. Les informations dans le domaine de la conservation peuvent traiter de questions juridiques, de pratiques professionnelles, de matériaux de construction, de techniques de bâtiment, d'équilibre esthétique ou de configuration urbaine. Elles peuvent traiter de questions humaines, animales ou végétales, ou encore de monuments, immeubles, en pierres en briques

ou en bois. Elles peuvent, dans le domaine professionnel concerner des questions de coût de marché et d'appels d'offre. En fait, l'organisation de l'environnement de travail du conservateur fait appel à une grande diversité de compétences et d'éléments.

Aucun programme de conservation ne peut se limiter à des expériences en laboratoire, à des recherches, ou à des plans sur la comète. L'argent est un mal nécessaire. Il faut impitoyablement et radicalement faire comprendre aux hommes d'influence que l'idée selon laquelle la culture constitue un gouffre financier est fausse.

Le développement est un mot utilisé communément dans le milieu de la conservation, mais il serait plus opportun de parler de développement lucratif si les économistes, les hommes d'affaires et les conservateurs pouvaient travailler ensemble. Il convient de sans cesse remettre en question les zones d'intérêt culturel ayant survécu à partir du financement du tourisme et de se pencher sur le potentiel d'expansion économique et d'emploi que peuvent fournir des villes telles que Venise, Florence, Agra, Nara, Pagan, Katmandou, Istanbul ou Mexico.

Après tout, la conservation de l'homme et de son environnement réside dans les anciennes cités du passé. Les monuments sélectionnés doivent refléter une histoire sans âge et l'histoire de la vie de l'homme en communauté. Notre campagne pour les années 80 dit mettre l'accent sur la préservation des cités. En effet, si nous essayons de conserver le centre des villes, ce sont au moins leurs bâtiments historiques qui échapperont aux décideurs peu scrupuleux.

Mesdames et Messieurs, nous avons évoqué les effets néfastes de l'internationalisme, nous avons jeté un regard cynique sur le caractère diplomatique de la Charte de Venise et nous l'avons appelée "un chef d'œuvre de théorie". Nous avons signalé que la Charte de Venise ne constitue pas l'aboutissement d'un parcours. Nous avons montré la portée de cette Charte et les limites qu'il nous faut corriger ou combattre. Nous avons analysé la conscience asiatique en soulignant les différentes actions de sensibilisation que ce continent mène. Enfin, nous avons insisté sur le fait qu'aucune situation ne doit être rendue irréversible. Oui, voilà quelques réflexions qui pourraient bientôt se transformer en actions à condition qu'il soit possible de répondre aux appels de l'Asie.

** Discours prononcé par le Président d'Icomos au cours du Premier Congrès International sur la Conservation de l'Architecture, Université de Bâle, mars 1983.*

The Actuality of the Venice Charter

Lausanne, 1990

As is traditional, an International Symposium was organised in conjunction with the 9th ICOMOS Assembly. The Swiss National Committee of ICOMOS was honoured to be host to this gathering. In agreement with the Bureau and the executive Committee, the Swiss National Committee chose the Symposium theme, 'ICOMOS, a Quarter of a Century, Achievements and Future Prospects'. The Venice Charter was one of the three sub-themes which were proposed for discussion.

The actuality of the Charter was the primary topic in this symposium. Many questions had been raised twenty-six years after its drawing up. A charter is not a dogmatic document! It is only the expression of a cultural attitude toward the values that are attached to the monumental heritage and therefore necessarily evolved with the culture in question. The value and actuality of this document has been discussed many times during a three-day meeting in Ditchley and on the occasion of the General Assembly in Moscow in 1978, and in Rome, in the same circumstances in 1981. The judgement was always in favour of the Charter. The reports on the theme that have been made at the General Assembly in Lausanne seem to suggest the same.

*Summary Report of the 9th General Assembly and, International Symposium at Lausanne, October 6-11, 1990
Sub-theme: The Venice Charter*

The sub-theme discussions were chaired by Mrs Gertrude Tripp (Austria). Mrs Ann Webster-Smith (USA) acted as rapporteur.

This sub-theme gave the opportunity to some 150 participants to discuss the Venice Charter and its philosophy.

The Venice Charter, which expresses the profound hopes and commitments of the founding fathers of the organisation has, for 25 years, been the basis of the thoughts and actions of ICOMOS members as well as of conservation professionals all over the world.

The reports and summaries of comments presented by National Committees served as a starting point for the symposium discussions.

Summary of Commentaries or Reports

Most of those who submitted reports prior to the Symposium or who took part in the debate over the Venice Charter found that the Charter is still applicable and that it validly serves the purposes for which it was designed. There were, however, others who noted shortcomings in the Charter and who suggested certain modifications in its language or focuses.

Emphasizing the shortcomings, some felt that the Charter should consider or address *inter alia*, urban conservation, vernacular or primitive buildings, industrial archaeological sites, 20th century architecture and its building materials, works of art that decorate the interior as well as the exterior of monuments, the setting of buildings and their physical context, and the problems of monuments and ensembles that have been destroyed or seriously damaged by earthquakes and other natural disasters.

Others called for greater precision in the language of the Venice Charter. Some suggested the need for regional or national commentaries or guidelines in order to make the principles of the Charter applicable in the different regions of the world. Representatives of ICOMOS International Committees voiced a need for commentaries or guidelines that would relate to the work of such committees. Others felt that there was a need for a better focus on the problems of sites and the problems of built ensembles.

In the commentaries and during the debate, note was taken of the problems that have emerged or become aggravated during the 25 years since the Charter's adoption including: the

increased mobility of society at large; mass tourism and its impact on historic monuments and sites; the large scale industrial development that has characterized recent decades in many countries; and, in some areas, an increase in political antagonism toward conservation, its issues and cost.

There was criticism that the Venice Charter is no longer valid because it had been 'simply an effort to address the concern about reconstruction of historic monuments in the wake of World War II'. There was another comment that the Charter and its concerns were a luxury item, one that could exist only under highly favourable economic circumstances.

On the positive side, however, many were highly favourable in their views about the Venice Charter. It was called 'valid and timely', 'basic to the national practice of conservation', 'an historic document', and "an historic monument in itself". In all, comments on the Charter were thoughtful and varied reflecting many cultures and regions of the world as well as a diversity of traditions; most were positive and almost all were creative in suggesting solutions to the problems that might exist.

For the most part, there was no suggestion that the Charter was not valid nor that there was a need for a new or different Charter. It became clear from the discussions, however, that there were problems that were specific to one country in one discipline or another, or with one material or another, that can or could be addressed through statements of standards that use the Charter as a starting point for addressing the needs of that country in particular, of that region, of that discipline, of that material, of that culture or that circumstance.

Structure of Discussions Concerning the Venice Charter

The following questions or issues were addressed:

- What is a Charter? Is it a fundamental text or is it a Constitution?
- What is the focus of the Venice Charter? Architectural heritage? Cultural heritage? Does it give sufficient attention to man-made landscapes where there is a combination of nature and design?
- Is there a need for other Charters? If so, what form should they take? Can the need for other Charters be equal or better served by commentaries or guidelines or by recommendations?
- What other Charters have already been developed that amplify the focus and impact of the Venice Charter? Participants were aware of the International Charter for the Conservation of Historic Towns, the Charter for the Conservation of Historic Gardens or the Charter on the Management of the Archaeological Heritage and asked whether there were others.
- Is there a problem with the definitions, the 'notions' or meaning of the terms used in the Charter, such as 'conservation', 'restoration', 'reconstruction' and 'renovation' or others?
- What are the basic qualities of 'a monument', 'a monument of art', 'a monument of history', 'a monument of culture' or others?

- Is there a need to look at the Venice Charter's concept of 'site' or its definition?
- 25 years after the adoption of the Venice Charter are there other topics that it should address in order to continue to be timely and valid? For example, is there a need to look at legal issues or contexts that relate to conservation, education or training, public participation and advocacy, archaeology (beyond questions relating to its management), vernacular architecture or the vernacular heritage, architecture of the 20th century and its building materials, the industrial heritage?
- What about the need for diffusion and promotion of the Venice Charter and other Charters?

The Debate on the Venice Charter

The Venice Charter group was fortunate in having a large and interested group of thoughtful and creative participants. However, the absence of representatives from less developed countries of the world was felt since they might have contributed significantly to the discussions and might have helped to overcome the impression of some that the Charter and possibly ICOMOS itself are reflections of 'European thinking'.

The Need for a Parallel Text or Commentary

Some who took part in the discussions suggested that it would be very useful to have a commentary, a general text, to parallel the Venice Charter that would address the particular problems which have been set forth above, for example: the need to recognize and to protect vernacular architecture in almost every part of the world; the particular needs and problems of archaeology; questions relating to sites and differing views of sites by definition and sites as a concept; questions relating to the protection of monuments of the 20th century and their building materials.

Such a commentary might also refer to those social values that relate to the protection of monuments (some of which were touched upon by the Historic Towns Charter) and might address some of the changes growing out of the economic and social pressures that were not anticipated at the time that the Venice Charter articles 5,6 and 11, for example, were drafted. Also, such a commentary could correct what some perceived as the Venice Charter's failure to give directions or 'recipes' for action.

A possible formula for the suggested commentary might include:

- first, the Venice Charter setting forth as it does the basic philosophical and ethical thoughts on conservation.
- next, an international commentary or text such as that suggested above.
- then, the reflection of a regional perspective and
- finally, specific guidelines for those who are doing practical work in a particular field.

As an illustration of the role of regional commentaries,

Australia's Burra Charter was cited and was described as a document that is 'not designed to replace or overthrow the Venice Charter' but to address its voids insofar as the particular problems of Australia are concerned. Regional documents such as this, it was felt, might also serve to address specific terms or 'notions' or even concepts that might have slight differences in meaning in different parts of the world.

Diffusion of the Venice Charter

The communication of the Venice Charter was proposed as a priority for action. In one country where the Venice Charter has been described as 'an important tool', every effort has been made to explain the Charter in a very simple way and to distribute it widely. In other areas, where diffusion of the Venice Charter has been limited to conservation professionals, it has failed to reach town planners, government officials and others who might be in a position to use the Charter as a set of principles.

A useful proposal was made concerning the development of a study or a series of studies of cases where the Venice Charter had been applied in order to show how successful that application has been.

The Need to Reflect Changes Affecting Conservation during 25 Years

In addressing changes that have occurred during the 25 years since the Charter's adoption, participants noted the comment which was made that today's architects are not always trained in the principles involved in restoration and conservation and not always equipped to understand what they are or might be doing that could affect the nature of the monument itself.

In this respect, one participant referred to the 'rights of the monument' or the 'rights of the heritage' and the duties or obligations of specialists as professionals vis-a-vis monuments and the architectural heritage. Also mentioned were the particular problems involved in handling them.

Special problems linked with the treatment of badly damaged or destroyed monuments, particularly those linked

to national or cultural identity, were also brought up. Any project aimed at the reconstruction of such buildings poses grave philosophical problems. One must only envisage reconstruction in exceptional cases, after meticulous research, one must follow the strictest principles while realizing that the operation will be very long and costly.

Proposed resolutions

General and specific comments led to affirming the necessity to create a working group on the Charter of Venice doctrine, theory and commentaries (especially those mentioned by the international special committees) were formulated and proposed in a resolution adopted during the General Assembly of 1981 at Rome. These proposals and resolutions were submitted for study to the Resolutions Committee.

Summary and conclusions

We thank the Swiss National Committee and the 'ICOMOS, quarter of a century' conference which gave members of ICOMOS the chance of examining and reflecting on the Charter of Venice. The majority of the participants were of the opinion that the Charter had stood up to the test of time and experience and that it had perfectly achieved its objectives. The general opinion was that the Charter is a living and dynamic document which for more than a quarter of a century has served and guided the actions of those responsible for the preservation of monuments and sites throughout the world.

To sum up the deliberation of the working group, we can affirm that the Charter of Venice is a historical monument which should be protected and preserved. It needs neither restoration, renewal, nor reconstruction.

As for the future, it has been suggested that a commentary or a parallel text should be drawn up to present interdisciplinary regional and national perspectives, with the object of finding a better solution to the needs of the new generations and the coming century. The Charter should be considered in a philosophical and open perspective rather than in a narrow and technical one.

Actualité de la Charte de Venise

Lausanne, 1990

Comme il est de tradition, un Colloque International a été organisé parallèlement à la 9e Assemblée Générale de l'ICOMOS. Le Comité national Suisse a eu l'honneur d'être l'hôte de cette réunion. En accord avec le Bureau et le Comité exécutif, le Comité national suisse a choisi comme thème : "ICOMOS, un quart de siècle d'existence : bilan et avenir". La Charte de Venise était un des trois sous-thèmes proposés à la discussion.

L'actualité de cette Charte était le thème majeur de notre symposium. Bien des questions peuvent se poser à son sujet, vingt-six années après sa rédaction. Une charte n'est pas un document dogmatique! Elle n'est que l'expression d'une attitude culturelle face aux valeurs que l'on attache au patrimoine monumental et évolue donc nécessairement avec la culture en question. La valeur et l'actualité de ce document ont été à maintes reprises remises en question : pendant une confrontation de trois jours à Ditchley et à l'occasion de l'Assemblée Générale de Moscou en 1978, à Rome, dans les mêmes circonstances en 1981. Le jugement est tombé chaque fois en faveur de la Charte. Les rapports sur ce thème présentés à l'occasion de l'Assemblée Générale à Lausanne semblent aboutir aux mêmes conclusions.

Compte rendu 9e Assemblée Générale et Colloque International Lausanne, 6-11 octobre 1990

Sous-thème : La Charte de Venise

Le sous-thème traitant de la Charte de Venise fut présidé par Mme Gertrud Tripp (Autriche). Mme Ann Webster-Smith (USA) en fut le rapporteur.

Ce sous-thème a fourni l'opportunité à quelque 150 participants de discuter de la Charte de Venise et de sa philosophie.

Depuis 25 ans, la Charte de Venise, qui exprime les aspirations profondes et les engagements des fondateurs de l'organisation, a servi de base aux réflexions et actions des membres de l'ICOMOS ainsi qu'aux professionnels de la conservation dans le monde entier. Les Rapports et résumés de commentaires présentés par les comités nationaux ont servi de point de départ aux discussions durant le Colloque.

Rapports et résumés des commentaires

La plupart des personnes qui, avant le Colloque, ont préparé des rapports ou qui ont pris part aux débats sur la Charte de Venise estiment que la Charte est toujours applicable et que sa validité sert les buts pour lesquels elle fut établie. D'autres personnes, cependant, mettent en évidence des insuffisances de la Charte et proposent certaines modifications de langage ou de buts.

En ce qui concerne les insuffisances, certaines sont d'avis que la Charte devrait, entre autre, prendre en considération la conservation en site urbain, l'architecture vernaculaire ou primitive, les sites d'archéologie industrielle, l'architecture du XXe s. et ses matériaux, les oeuvres d'art qui ornent aussi bien les intérieurs que les extérieurs des monuments et leur contexte physique, de même que le problème des monuments ou ensembles qui ont été détruits ou sérieusement endommagés par les tremblements de terre ou autres sinistres naturels.

D'autres personnes demandent que le langage de la Charte soit plus précis. On a suggéré la nécessité d'établir des documentaires régionaux ou nationaux ou des directives pour pouvoir appliquer les principes de la Charte dans les différentes parties du monde. Des représentants des comités internationaux de l'ICOMOS réclament un texte qui se rapporte au travail de ses comités. D'autres personnes enfin, pensent qu'il serait

nécessaire de cerner davantage les problèmes liés aux sites et ceux liés aux ensembles.

Les commentaires et les débats durant le Colloque ont souligné l'émergence ou l'accroissement depuis l'adoption de la Charte, il y a 15 ans, de problèmes tels que l'accroissement de la population, le tourisme de masse et son impact sur les monuments et sites historiques, le développement des industries durant les dernières décennies dans nombreux pays et dans quelques régions, une augmentation des antagonismes politiques à l'égard de la conservation, de ses résultats et de son coût.

Selon certaines critiques, la Charte de Venise ne serait plus valable parce qu'elle n'avait été "qu'un simple effort pour éveiller l'intérêt pour la reconstruction des monuments historiques à la fin de la seconde guerre mondiale". Selon d'autres critiques, la Charte et ses préoccupations seraient un luxe que l'on ne peut se permettre qu'en temps de prospérité économique.

Dans une perspective positive, plusieurs personnes considèrent la Charte sous un angle extrêmement favorable. Elle fut qualifiée de "valable et actuelle", de "base aux pratiques nationales de conservation", de "document historique" et de "monument historique en soi".

Les commentaires sur la Charte, réfléchis et variés, furent autant l'expression de cultures et régions du monde entier que de la variété des traditions; la plupart furent positifs et presque tous furent constructifs en suggérant des solutions à des problèmes qui pourraient exister.

La majorité des personnes estimaient que la Charte restait valable et qu'il était inutile d'en créer une nouvelle ou une différente. Par contre, il est clairement ressorti des discussions qu'il existe des problèmes spécifiques dans un pays, dans une discipline ou pour un matériau quelconque et que ces problèmes peuvent ou pourraient être résolus par des commentaires sur la Charte de Venise, des consignes sur son application ou des exposés d'exemples qui utilisent la Charte comme point de départ afin de cerner les besoins de ce pays en particulier, de cette région, de cette discipline, de ce matériau, de cette culture ou de cette circonstance.

Structure des débats concernant la Charte de Venise

Les questions suivantes furent soulevées durant les débats

- Qu'est-ce qu'une Charte? Un texte fondamental ou une constitution?
- Quel est le thème central de la Charte de Venise? Le patrimoine architectural ou le patrimoine culturel? Accorde-t-elle suffisamment d'importance aux paysages artificiels qui sont une combinaison de nature et de projets?
- Avons-nous besoin d'autres Chartes? Si c'est le cas, quelles formes doivent-elles revêtir? Ce besoin d'autres Chartes ne pourrait-il pas être suppléé aussi bien ou même mieux par des commentaires, des directives ou des recommandations?
- Est-ce que les points déjà développés par les autres Chartes élargissent le thème central et augmentent l'impact de la Charte de Venise? Les participants qui connaissaient la Charte sur les villes historiques, la

Charte sur les jardins historiques ou la Charte sur le patrimoine archéologique demandaient s'il y en avait d'autres.

- Y-a-t-il ambiguïté sur les définitions, les "notions" ou la signification des termes développés ou utilisés dans la Charte tels que "conservation", "restauration", "reconstitution", "renovation" ou d'autres?
- Quelles sont les qualités essentielles d'un "monument", d'un "monument d'art", d'un "monument historique", ou d'un "monument culturel", etc.?
- Est-il nécessaire de réexaminer le concept de "sites" de la Charte de Venise ou sa définition?
- 25 ans après l'adoption de la Charte de Venise, faut-il développer de nouveaux thèmes pour qu'elle continue à être actuelle et valable? Est-il nécessaire d'examiner les publications ou les cas juridiques relatifs à la conservation? A l'éducation et à la formation? A la participation du public et au plaidoyer? A l'archéologie (surtout aux questions relatives à sa gestion)?
- A l'architecture vernaculaire ou au patrimoine vernaculaire? A l'architecture du XXe s. et à l'utilisation de ses matériaux? A l'héritage industriel?
- Qu'en est-il de la propagation, de la diffusion et de la promotion de la Charte de Venise et des autres Chartes?

Le Débat sur la Charte de Venise

Le groupe sur la Charte de Venise a eu la chance de rassembler un nombre important de participants passionnés, réfléchis et animés d'un esprit constructif. Cependant la présence de participants en provenance de pays moins développés faisait défaut; ils auraient en effet apporté une contribution significative aux discussions et auraient aidé à surmonter l'impression de certains que la Charte, et peut-être aussi l'ICOMOS, sont le produit de penseurs européens.

La nécessité d'un texte parallèle ou d'un commentaire

Quelques-uns des participants aux discussions ont suggéré qu'il serait très utile d'avoir un commentaire, un texte général parallèle à la Charte de Venise qui concernerait les problèmes particuliers soulevés plus haut. Par exemple: la nécessité de reconnaître et de protéger l'architecture vernaculaire dans toutes les parties du monde; les besoins et les problèmes particuliers de l'archéologie, les questions relatives aux sites et les différentes définitions et les différents concepts d'un site; les questions relatives à la protection des monuments du XXe s. et à leurs matériaux.

Un tel commentaire devrait aussi se référer aux valeurs sociales relatives à la protection des monuments (certains sont déjà pris en considération par la Charte sur les villes historiques) et devrait aborder certains des changements engendrés par les pressions sociales et économiques qui n'existaient pas à l'époque où les articles 5,6 et 11 de la Charte de Venise furent rédigés. Un tel commentaire pourrait aussi corriger ce que certains perçoivent comme des erreurs de direction de la Charte ou comme des recettes pour agir.

L'une des formules possibles pour la commentaire proposé devrait:

- premièrement, développer la base d'une réflexion

- philosophique et éthique sur la Charte de Venise,
- ensuite, établir un commentaire international ou un texte, comme suggéré plus haut,
- puis, présenter une réflexion dans une perspective régionale ou nationale,
- finalement, fixer des directives spécifiques pour les travaux pratiques dans des domaines particuliers.

La Charte australienne de Burra fut citée comme illustration du rôle des commentaires régionaux et présentée comme un document qui n'est "pas censé remplacer ou bouleverser la Charte de Venise" mais qui comble ses vides dans le domaine de problèmes typiquement australiens. Les documents régionaux tels que celui-ci devraient aussi servir à éclaircir des termes spécifiques ou des "notions" ou même des concepts qui auraient pu méconnaître les différences des sens dans les différentes parties du monde.

Propagation de la Charte de Venise

L'une des actions prioritaires proposées fut la propagation de la Charte de Venise. Dans un pays où la Charte fut présentée comme "un important instrument", des efforts ont eu lieu pour expliquer la Charte de façon très simple et pour la diffuser largement. Dans d'autres régions, où la propagation de la Charte de Venise s'est limitée au milieu professionnels de la conservation, elle n'est pas parvenue aux urbanistes, aux membres du gouvernement ou à d'autres personnes qui pourraient être en position d'utiliser la Charte comme un ensemble de principes.

On fit également une position très utile touchant au développement d'une étude ou d'une série d'études de cas où la Charte de Venise fut utilisée pour démontrer le succès de son application.

La nécessité de mettre en évidence les changements affectant la conservation depuis 25 ans

Pour établir les changements survenus depuis l'adoption de la Charte de Venise, il y a 25 ans, les participants ont fait remarquer que "les pressions sont beaucoup plus fortes aujourd'hui qu'elles ne l'étaient alors". On nota également que les architectes d'aujourd'hui ne sont pas toujours formés aux principes qu'impliquent la restauration et la conservation; ils ne sont pas toujours en situation de comprendre ce qu'ils font ou devraient faire pour ne pas affecter la nature intrinsèque du monument.

Dans cet esprit, un participant se référa aux "droits du

monument" ou aux "droits du patrimoine" ainsi qu'aux devoirs et obligations des professionnels vis-à-vis des monuments et du patrimoine architectural.

On évoqua également les problèmes particuliers liés au traitement des monuments gravement endommagés ou détruits, particulièrement de ceux qui témoignent de l'histoire ou de l'identité nationale ou culturelle. Tout projet de reconstruire de tels édifices pose de grands problèmes philosophiques et il ne faut envisager de reconstruction que dans des cas exceptionnels, après de méticuleuses recherches, un respect des principes les plus stricts et en étant conscient que l'opération sera extrêmement longue et coûteuse.

Résolutions proposées

Les commentaires généraux et spécifiques aboutirent à des résolutions qui affirmaient la nécessité de créer un groupe de travail sur la Charte de Venise: doctrine, théorie et commentaires (en particulier, des commentaires du type de ceux mentionnés par les comités internationaux spécialisés), groupe qui fut aussi proposé dans une résolution adoptée lors de l'Assemblée générale de 1981 à Rome. Ces propositions de résolutions ont été soumises pour étude au Comité des Résolutions.

Résumé et conclusions

Nous remercions le Comité national suisse et le Coloco "ICOMOS, un quart de siècle", qui ont fourni l'occasion aux membres de l'ICOMOS d'examiner et de réfléchir sur la Charte de Venise. La plupart des participations étaient d'avis que la Charte avait résisté à l'épreuve du temps et de l'expérience et qu'elle avait parfaitement rempli ses objectifs. De l'avis général, la Charte est un document vivant et dynamique qui a depuis plus d'un quart de siècle servi et guidé les actions des responsables de la conservation des monuments et des sites dans le monde entier.

Pour résumer les délibérations du groupe de travail, on peut affirmer que la Charte de Venise est un monument historique qui doit être protégé et conservé. Elle n'a besoin ni de restauration, ni de renouvellement ou de reconstruction.

Pour le futur, il est suggéré qu'un commentaire ou un texte parallèle soit établi pour présenter les perspectives interdisciplinaires, régionales et nationales et dans le but de mieux répondre aux besoins des nouvelles générations et du prochain siècle que la Charte soit considérée dans une perspective philosophique et ouverte plutôt que dans une perspective étroite et technique.

A propos de la Charte de Venise*

*Raymond Lemaire,
Leuven, 1995*

Les documents de doctrine sont fréquemment et facilement teintés d'un accent d'éternité. Sans doute, la chose est elle presque inévitable puisqu'il s'agit d'exprimer en termes courts, clairs et précis des idées qui paraissent fondamentales à leurs auteurs et qui constituent leur conviction profonde.

Ainsi en est-il de la "Charte internationale sur la conservation et la restauration des monuments et des sites", dite "Charte de Venise", adoptée à l'unanimité, moins une abstention, lors du deuxième Congrès des architectes et techniciens des monuments historiques en mai 1964.

Le succès, en fait inespéré, de ce document qui soutient depuis lors, et toujours aujourd'hui, tant au plan international que national, la philosophie de la sauvegarde du Patrimoine monumental requiert, afin de la comprendre et juger correctement, qu'on le restitue dans les circonstances qui l'ont vu naître. Leur rappel permet, mieux que n'importe quelle analyse sémantique, de faire ressortir combien les valeurs et les notions qui y sont défendues étaient liées à une situation conjoncturelle précise et, en fait, momentanée. Comme toutes les autres chartes et textes doctrinaux qui l'ont précédé ou suivi, elle exprime un état lié à une ou à des cultures et à un moment précis de l'évolution de celles-ci. On ne pourra donc que s'interroger sur son aspect dogmatique "aux accents d'éternité" et, en conséquence se convaincre que comme tout document de cette nature, elle doit être soumise à une analyse critique constante et à une évaluation par rapport à l'évolution des concepts de valeur et à celle des idées.

Rien n'est plus illustratif, pour comprendre et interpréter correctement la charte, que l'évocation des circonstances qui entourent ses origines.

Lors du premier "Congrès international des architectes et techniciens des monuments historiques" qui s'est tenu à Paris en 1957, la première rencontre internationale des restaurateurs et des conservateurs du patrimoine monumental, la diversité des méthodes et des conceptions qui ont présidé aux énormes travaux de restauration du patrimoine monumental endommagé pendant le conflit a fait apparaître l'urgence d'une confrontation des doctrines et des opinions et, si

possible, l'émergence de quelques principes fondamentaux communs. Il s'avérait, en effet, que les "Conclusions" de la réunion d'Athènes, tenue en 1931 à l'occasion de l'achèvement par N. Balanos des travaux d'anastylose du Parthénon et qui ne réunissait que quelques conservateurs et restaurateurs, étaient, à l'époque, peu connues par les milieux spécialisés et n'avaient, de ce fait, pas rempli ce rôle.

Malgré l'intention d'organiser, dans un délai raisonnable, une nouvelle réunion internationale, ce n'est qu'en 1964, à l'invitation des collègues italiens, qu'un nouveau congrès international se tint à Venise à la sauvegarde de laquelle l'UNESCO allait consacrer, deux années plus tard, une grande campagne internationale.

Étant très lié d'amitié avec les trois principaux organisateurs du congrès, Pierro Gazzola, Guglielmo de Angelis d'Ossat et Carlo Ceschi, et étant souvent en Italie à l'époque pour des raisons professionnelles, j'ai été associé de près à l'élaboration des programmes. Le problème de la rédaction et de l'adoption éventuelle d'une charte internationale y fut souvent discuté. Trois semaines avant l'ouverture, on y renonça en l'absence d'un projet et devant la difficulté d'en rédiger un en si peu de temps.

Trois jours avant l'ouverture du Congrès, Pierro Gazzola me demanda de le rejoindre d'urgence à Venise afin de l'aider à résoudre les derniers problèmes avant l'ouverture. Arrivant sur place et prenant connaissance du dernier état du programme, j'y trouvai, à ma stupéfaction, un point concernant l'adoption d'une charte internationale de la restauration. Je m'informai sur l'existence d'un texte préparatoire pouvant servir de base à une discussion. "Il n'y en a pas me répliqua mon ami Pierro. J'ai rédigé avec Roberto Pane un texte donnant quelques lignes de réflexion. Si je t'ai demandé de venir, c'est parce que je voudrais que tu rédiges une proposition à soumettre à l'assemblée". Il n'y avait sur place aucune documentation, ni exemplaire des textes de base tels que les "Conclusions du Congrès d'Athènes, 1931", ni même la "Carta del Restauro" italienne ! Ces documents me furent envoyés de Louvain, en même temps que les notes de mon cours de "Théorie générale

de la restauration". Je me mis au travail, rejoint, dès leur arrivée, par Paul Phillipot, à cette époque directeur adjoint de l'ICCROM, et de Jean Sonnier, architecte en chef et inspecteur général des documents historiques de France. Notre projet fut examiné et adopté par un comité "ad hoc", composé de vingt-trois collègues appartenant à vingt pays et à quatre continents.

Le premier jet, que j'avais élaboré, fut discuté, corrigé, amendé pour sortir de l'épreuve peu différent, en son contenu, de la rédaction initiale. C'est ce texte, encore bien imparfait dans sa rédaction, qui fut soumis en différentes étapes à l'assemblée générale et, après des corrections mineures, voté à l'unanimité à l'exception de la délégation américaine qui déclara ne pouvoir s'associer au vote parce que les articles 9 et 11 condamnaient l'opération de construction de la ville historique de Williamsburg en cours d'exécution à l'époque et dont la substance était en flagrante opposition avec les principes énoncés dans ces articles. Je fus, en même temps, chargé d'affiner la rédaction.

La rédaction définitive de la charte ne fut achevée qu'en novembre 1964; le travail comporta l'adjonction d'un article 8, consacré à la sauvegarde de la décoration intérieure des monuments souhaité, après coup, par plusieurs collègues.

La facilité avec laquelle l'assemblée, composée de spécialistes et de délégués de près de 80 pays, fut, pour les responsables du congrès et davantage encore les rédacteurs du document, un sujet de grande surprise. Plus que les autres, ils étaient conscients des manques et des imperfections de la charte. Il leur semblait que plusieurs étapes d'analyse du texte auraient été un cheminement plus sûr pour un texte d'une telle importance. L'atmosphère enthousiaste, la volonté de coopérer à une oeuvre internationale, dont témoigne aussi la décision, adoptée au même moment de créer l'ICOMOS, la sorte "d'état de grâce" qui régnait furent les vrais "maîtres d'oeuvre" de cette réussite.

Plus étonnant encore est le sort que l'avenir réservait à la Charte. Dans la plupart des pays, pour toutes les organisations internationales concernées par la sauvegarde du patrimoine monumental, elle devint le "credo". On lui attribua, souvent, une valeur presque dogmatique. Bien à tort, incontestablement, car il n'y a pas de dogmes en matière de sauvegarde du patrimoine culturel.

Tout d'abord parce que la Charte n'est autre chose que l'expression d'une position bien précise sur l'attitude de la culture face à son patrimoine et que la culture est en état d'évolution constante. Ensuite parce que la culture concernée par la Charte est fondamentalement la culture occidentale. Enfin parce que la Charte est insuffisamment nuancée et très incomplète. Reportez vous, pour vous en convaincre, au chapitre consacré aux sites monumentaux réduit à un seul et pauvre article !

Par contre elle a l'avantage de la clarté et de la brièveté et, de ce fait, elle est compréhensible et convaincante. Quel responsable lit encore, aujourd'hui, des textes complexes, long et difficiles à saisir ?

Dès les années soixante-dix, quelques responsables de l'ICOMOS furent convaincu de la nécessité d'une révision de la Charte comportant plus particulièrement l'adaptation du texte à une meilleure ouverture, à des conceptions culturelles

différentes, entre autres aux cultures arabes et orientales. Ensuite un élargissement du chapitre consacré à la sauvegarde des sites historiques urbains et ruraux était indispensable à sa crédibilité. La réhabilitation des villes et quartiers historiques n'en était encore qu'à ses premiers balbutiements en 1964, ce qui explique la lacune de la Charte en cette matière. Depuis lors, plus d'une expérience intéressante permettait de mieux saisir la problématique particulière en ce domaine et d'énoncer quelques idées au sujet de méthodes et des principes la concernant.

Il en fut question à l'assemblée générale de l'ICOMOS de 1975, tenue à Rothenburg-on-Tauber, aussi prépara-t-on, pour l'assemblée générale prévue à Moscou pour l'an 1978, un texte amendé et élargi. Celui-ci était basé sur une vaste enquête faite auprès de plus de soixante comités nationaux et une réunion d'une vingtaine de spécialiste qui consacrèrent trois journées de discussion au château de Ditchley.

L'assemblée de Moscou refusa le projet, estimant qu'il était imprudent de toucher à un document qui, jusque là, semblait faire l'unanimité. La question d'une révision fut posée à nouveau en 1981 et en 1990 aux assemblées générales de Rome et de Lausanne. La majorité décida chaque fois qu'"on ne touche pas à un texte devenu lui-même un monument historique" !

Entre temps, la Charte de Venise donna lieu, ou inspira de nombreux autres documents de doctrine, tantôt consacrés à des domaines spécifiques entre autres : la sauvegarde des villes historiques : "Recommandations de Lévoça, 1967", "Résolutions de Bruges", "Principes de réhabilitation des villes historiques, 1975", "Charte internationale des villes historiques, Washington 1987", les jardins historiques: "Charte de Florence, 1981", le tourisme culturel: "Charte de Bruxelles, 1976"; tantôt aux problèmes nationaux : "Résolutions du colloque sur la restauration française et la Charte de Venise, 1970", "Résolution du colloque : La Charte de Venise : restauration et animation des monuments et des sites, Québec, 1977".

Par ailleurs, toutes les conventions et recommandations de l'UNESCO concernant le patrimoine monumental réfèrent à la Charte de Venise remplirait un très gros volume !

Que conclure ? La première constatation est certainement le succès de la Charte. Pour la première fois les spécialistes de monde entier se réfèrent à une même texte pour l'admettre, le critiquer, ou encore pour le rejeter. Il est évident que cela rend le dialogue plus facile et plus fructueux pour autant qu'une certaine forme de respect ou de révérence ne le handicape pas.

Et c'est là, certainement, une deuxième conclusion : le succès de la Charte bloque la critique de son contenu. Peut-être par crainte qu'une critique réussie ne détruise le facteur de cohérence que constitue le "consensus" autour d'un texte admis, en principe ou "pro forma" par tous. On le croit, donc, irremplaçable parce que, non sans raisons, on craint de ne plus trouver le même accord général autour d'un document neuf.

Dans ce cas, la Charte n'est-elle pas l'arbre qui cache la forêt ? Il est évident que l'attitude de "consensus" freine la réflexion organisée sur la philosophie et l'éthique de notre action. Elle a escamoté jusqu'à présent l'importance essentielle des approches différentes en ce qui concerne le rôle social du

patrimoine dans les différentes grandes régions culturelles du monde. Tout comme celle des conséquences qu'il convient d'en tirer. Elle donne une fausse apparence d'unité là où, en fait, il y a des divergences fondamentales. Le récent colloque de Nara, consacré au concept d'authenticité par rapport à la sauvegarde, en a donné une preuve éclatante.

Que faire, dès lors? redynamiser la réflexion sur les méthodes et les principes dans les comités nationaux de l'ICOMOS. L'organiser selon des thèmes précis et encourager les confrontations sur ceux-ci entre les comités des différentes régions culturelles. Encourager les comités nationaux qui

appartiennent aux autres régions culturelles que l'occidentale à réfléchir aux problèmes selon leur propres conceptions et leurs propres valeurs. Créer au sein des structures internationales de l'ICOMOS un "Comité international pour la doctrine" responsable de l'organisation et du suivi de l'action.

La doctrine est la pierre d'angle de l'ICOMOS et l'une des raisons essentielles de son existence. Peut-être s'en est-elle trop désintéressée au cours de la dernière décennie?

* 1er Janvier 1995

The Application of the Venice Charter

Originally the Venice Charter was only translated into English, French and Italian. However by 1994, the year of its 30th anniversary, many more translations had come into existence. In this issue of the Scientific Journal twenty-eight translations made by the different ICOMOS National Committees have been collected.

At this moment there are eighty-two ICOMOS National Committees, forty-two of which sent the translation of the Venice Charter used in their country. However, as many countries use the same official language (Spanish, English, French, German and Arabic), fewer translations have been published. The Spanish version is the most frequently used due to the widespread presence of the Spanish language in South America.

Unfortunately, in some countries conditions until recently did not allow for a preoccupation with the problems concerning heritage and so no local translation of the Venice Charter exists.

Complementary Charters

At its drafting, it was acknowledged that the Venice Charter is the faithful expression of the European cultural attitude as regards the artistic heritage. This led some ICOMOS National Committees to drafting their own charters adapted to their own cultural circumstances. In 1964 there was yet little awareness of cultural differences and the rare representatives of these non-European cultures at the Venice Congress hardly alluded to it, for they themselves had probably received their special training from Western academics. Today this is no longer the case.

The Asian and Arabic cultures have a different approach to the philosophy and ethics of the protection of cultural heritage to that of the West. In Europe, the examination of

numerous examples of preservation and restoration also shows that although these refer to the Venice Charter, the variety of interpretations has led to very different if not contradictory results.

The national charters¹ drafted by some of the ICOMOS National Committees were not made to overthrow the Venice Charter but they have to be seen as complementary.

For instance in 1979 the Australian ICOMOS National Committee adopted the *Burra Charter*. This charter is based on the principles of the Venice Charter but suited to cultural conservation in the Australian context.

Some ICOMOS National Committees mentioned that the existence of sufficient government laws and regulations upon which they base their work, did not necessitate a further national charter.

Another result of the Venice Charter is the drafting by ICOMOS International Scientific Committees of charters concerning their specific fields of interest. These fundamental ICOMOS documents, such as the Charter for the Conservation of Historic Gardens, the Charter for the Conservation of Historic Towns and Urban Areas and all other recommendations, are all evolved from the Venice Charter.

In the case of some countries, such as Romania, the political conditions impeded the care of the cultural heritage. The Romanian ICOMOS National Committee pointed out that, because of the repressive political situation in their country, from 1977 until 1989, they have not been able to draft or publish a complementary charter. This fact is highlighted in the introduction of the Romanian translation of the Venice Charter (1990), where an appeal is made for the necessity to remind themselves of the Charter's principles after more than a decade of deliberate destruction of their cultural heritage.

(1) A complete list of the complementary charters is inserted in chapter X.

Application de la Charte de Venise

Au début, la version originale française de la Charte de Venise n'était traduite qu'en anglais, espagnol et russe. Pourtant, en 1994, l'année de son 30ème anniversaire, beaucoup plus de traductions ont vu le jour. Dans cette édition du Journal Scientifique, vingt-huit traductions ont été rassemblées, fournies par les différents Comités Nationaux de l'ICOMOS.

Aujourd'hui, il existe 82 Comités Nationaux de l'ICOMOS, 42 d'entre eux ont envoyé la traduction de la Charte de Venise en vigueur dans leur pays. Mais comme beaucoup de pays utilisent la même langue officielle (espagnol, anglais, français, allemand et arabe), moins de traductions seront publiées. La version espagnole est la plus fréquemment utilisée étant donné la présence étendue de la langue espagnole en Amérique du Sud.

Malheureusement, dans certains pays, les conditions ne permettaient pas jusqu'à présent de se préoccuper des problèmes concernant le patrimoine et il n'existe donc aucune traduction locale de la Charte de Venise.

Chartes complémentaires

Lors de sa création, il a été accepté que la Charte de Venise soit l'expression fidèle de l'attitude culturelle européenne par rapport au patrimoine artistique, c'est la raison pour laquelle quelques Comités Nationaux de l'ICOMOS ont établis leurs propres chartes adaptées à leurs propres circonstances culturelles. En 1964, il y avait peu de différences culturelles et les rares représentants de ces cultures non-européennes lors du Congrès de Venise n'ont pas attiré l'attention, probablement parce qu'ils avaient eux-mêmes reçu leur formation spéciale dans des académies de l'ouest. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas.

Les cultures asiatique et arabe ont une approche différente

de la philosophie et des éthiques de protection du patrimoine culturel par rapport à celles de l'ouest. En Europe, l'examen de nombreux exemples de préservation et de restauration montre également, malgré la référence à la Charte de Venise, la variété d'interprétation qui a conduit à des résultats très différents si ce n'est contradictoires.

Les Chartes Nationales¹ établies par quelques Comités Nationaux de l'ICOMOS n'ont pas eu pour but de remplacer la Charte de Venise mais de la compléter. Par exemple, en 1979, le Comité National de l'ICOMOS en Australie a adopté la Charte de Burra. Cette charte est basée sur les principes de la Charte de Venise mais a été adaptée à la conservation culturelle dans le contexte australien.

Quelques Comités Nationaux ont mentionné que l'existence de lois gouvernementales et de réglementations, sur lesquels ils basent leur travail, était suffisante et ne nécessitait pas d'autres chartes nationales.

Une autre conséquence de la Charte de Venise est la création par les Comités Scientifiques Internationaux de chartes concernant leur domaines d'intérêt spécifiques.

Dans le cas de quelques pays, comme la Roumanie, la situation politique a entravé la sauvegarde du patrimoine culturel. Le Comité National de l'ICOMOS en Roumanie a souligné qu'à cause de la répression politique dans son pays de 1977 à 1989, il n'avait pas pu établir ou publier une charte complémentaire. Ce fait est souligné dans l'introduction de la traduction de la Charte de Venise en roumain (1990), où un appel est lancé pour rappeler la nécessité des principes de la charte après plus d'une décennie de destruction délibérée du patrimoine culturel.

1 Une liste complète des chartes complémentaires a été insérée au chapitre X.

Comments on the Venice Charter with illustrations

M. Jukka Jokilehto

Rome, 1995

Article 1. Cultural Heritage: When the Charter was written, the concept of 'historic monument' was conceived of as 'not only the single architectural work but also the urban or rural setting in which is found the evidence of a particular civilization, a significant development or an historic event'. 'Historic site' was understood as the place where monuments were located. With the evolving concepts of cultural heritage, the meaning of 'monuments' and 'sites' has been diversified, and a growing emphasis has been given to conservation management and planning of historic areas as defined in the 1976 UNESCO 'recommendation concerning the safeguarding and contemporary role of historic areas'. Even beyond this, the concept of 'cultural landscape' was introduced in criteria for nomination of World Cultural Heritage Sites, in 1992.



Illustration 1: The historic town of Ouro Preto in Brazil is an historic area with important monuments in the context of residential housing which together form a whole of World Heritage standard.

Article 2. Modern Sciences and Techniques: The use of modern sciences and techniques in the analysis, treatment and monitoring of historic structures has been subject to research for more than a century, and is now recognized as a fundamental discipline in any conservation work. It implies interdisciplinary collaboration by all those involved, and requires the development of a monitoring process for the critical assessment of results in the medium and long term.

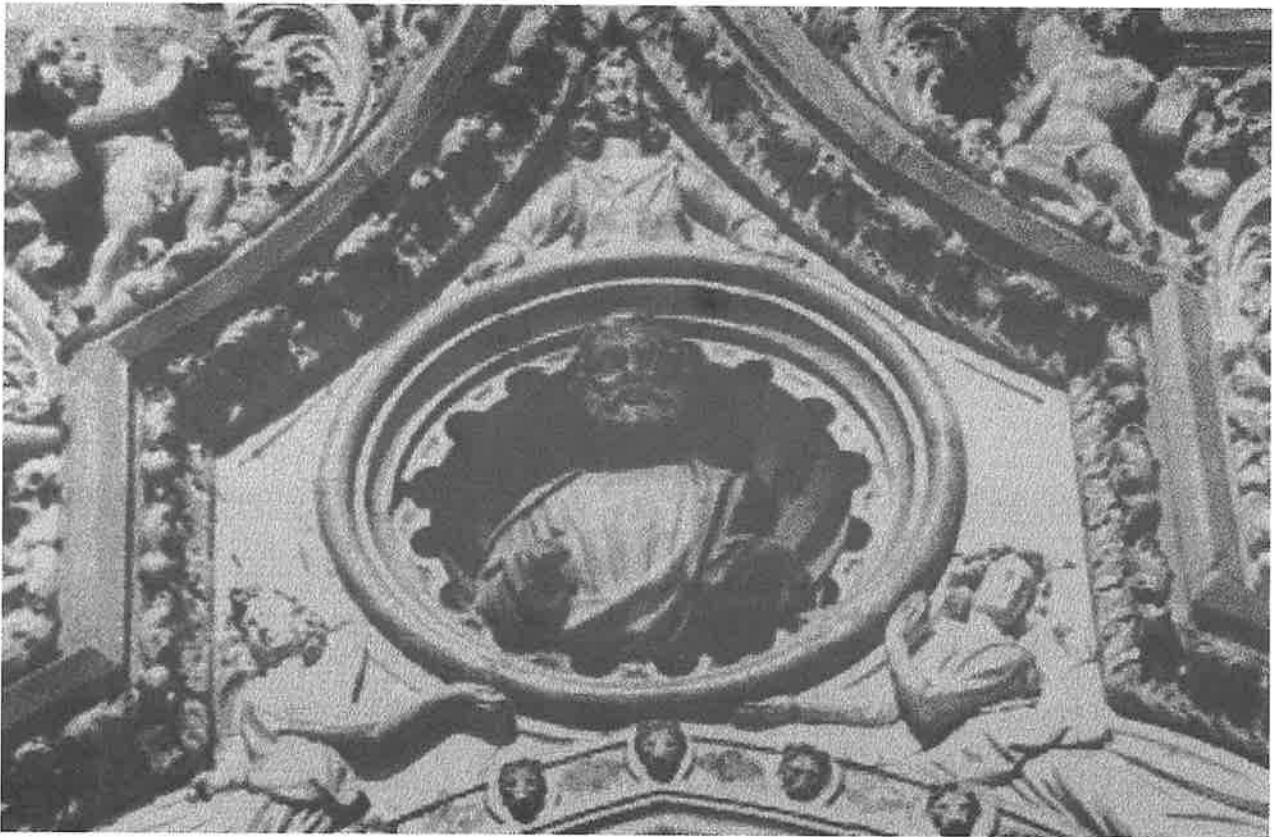


Illustration 2: The treatment of Porta della Carta in Venice is an example of the application of modern scientific methods and technology in restoration.

Article 3. Authenticity: Any conservation and restoration activity needs to be based on a thorough knowledge of the heritage resource and the balanced definition of its artistic, historical and cultural significance. Priorities should be based on value judgements that are measured against the culture concerned, and with due awareness of recognized international guidelines and recommendations. The intention in treatments should be to maintain the authenticity of the resource and the truthfulness of the sources of information in order to guarantee the credibility of its history and cultural context. In fact, the Nara Document on Authenticity (November 1994) emphasizes cultural diversity, and the need to measure authenticity in relation to values inherent to the relevant culture.



Illustration 3: A temple site in the area of Polonnaruwa, Sri Lanka, illustrates the question of either keeping the historical, material authenticity, or allowing for some rebuilding according to religious values as conceived by the community.

Article 4. **Maintenance:** Regular inspections and the implementation of a planned maintenance programme are the fundamental requirements for a sound approach to the care of historic buildings and sites. If causes of decay can be removed, or at least reduced, something worthwhile has been achieved. The maintenance programme is aimed at keeping the cultural heritage resources in a manner that will prevent the loss of any part of them. It is a continuous process, not a product.

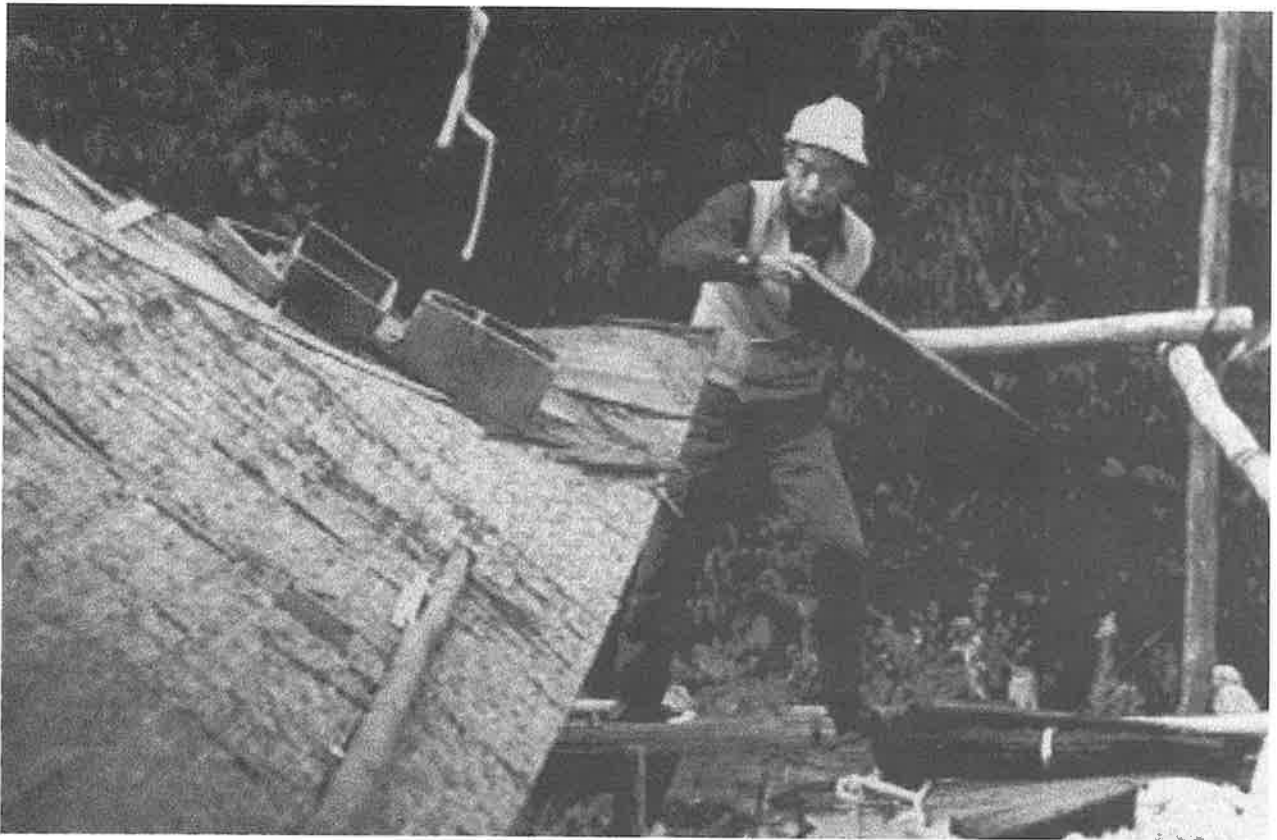


Illustration 4: Traditional roof repair in the temple of Cyojuji in Japan. Traditional skills are recognized in Japan as part of the national cultural heritage, and their continuation and survival are given special attention.

Article 5. Appropriate use: So long as an historic building or area retains the type of use for which it was originally built, there is also a good chance that its maintenance will be guaranteed. Identification of building typologies and appropriate use categories will be a useful method especially in conservation management and planning of urban or rural historic areas. When an historic building or area is abandoned or misused, there is the choice -subject to relevant values- to propose a new function or to protect and interpret the place as a 'museum'. While a socially useful function generally facilitates the upkeep of historic structures, there are limits within which such new functions are possible. The suitability of a new function needs to be decided taking into account its intrinsic cultural values and the requirements of the site.

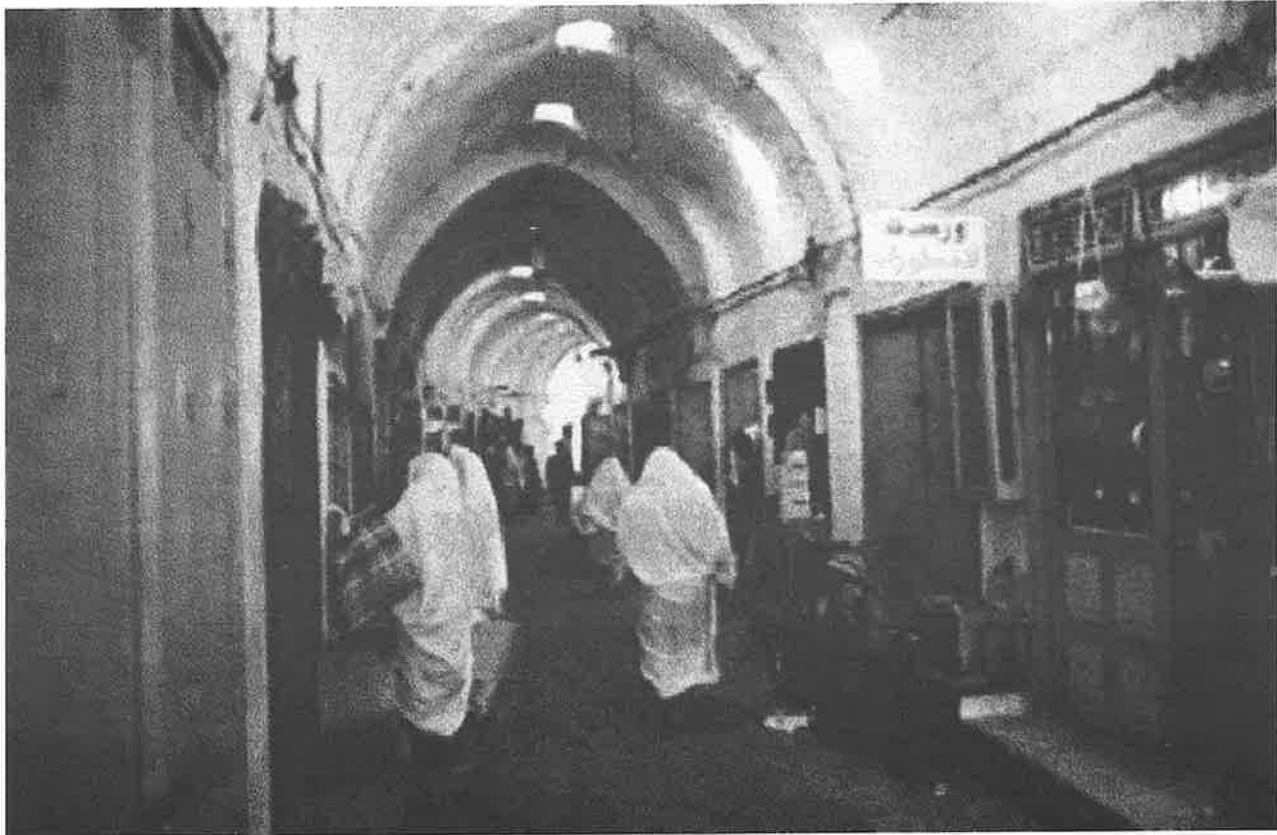


Illustration 5: The historic suk of Kairouan in Tunisia is currently under pressure for change due to commercial development and tourism.

Article 6. Relation with Context: The setting or context of historic monuments is often the most difficult part in a conservation project. Gross mistakes have been made by developers who have wanted to profit from the potential of historic buildings, and have built massive commercial complexes in their surroundings thus undermining the historical character of the site. Attention is also crucial in the case of historic town centres or villages; such areas should be seen as part of a larger context. Sufficiently extensive buffer zones are necessary so that the weight of new developments would not crush them. New constructions need to be designed with due attention to the qualities, dimensions and the typology of the existing historic fabric.

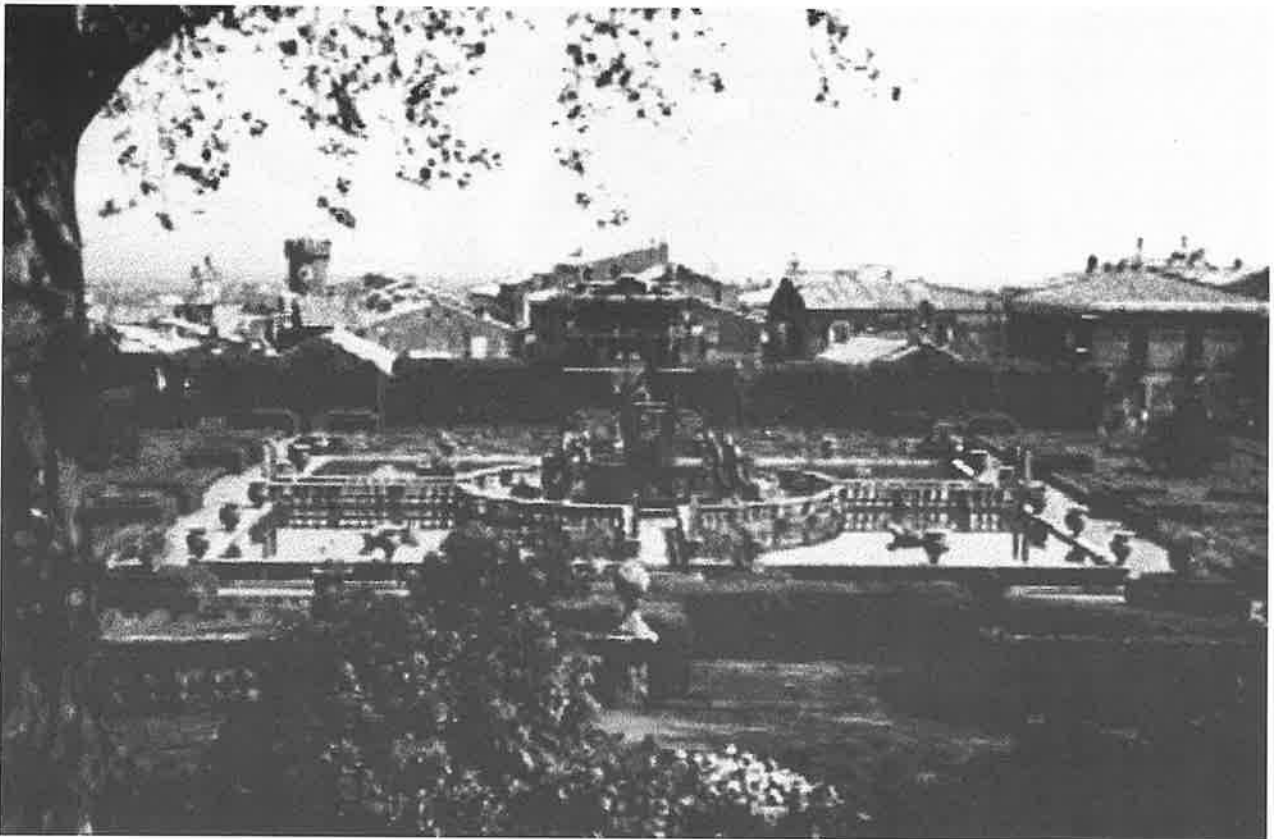


Illustration 6: The garden of the Villa Bagnaia in Italy overlooks the small country town of Bagnaia that forms its historical context. Any changes in the townscape would seriously undermine the setting of the Villa.

Article 7. Keeping in Situ: Already by the end of the eighteenth century, historic buildings and ancient monuments in Rome were seen in relation to each other and to the specific conditions and 'history' of the place; buildings and sculptures had their special meaning in this context, and could not be understood properly if moved elsewhere. Moving of monuments or parts thereof is an extreme measure, which should only be taken when their existence is severely at risk, and where other alternatives are not feasible. Such operations have been justified when sites were to be flooded, or when extensive mining has made the ground too weak to support historic structures.

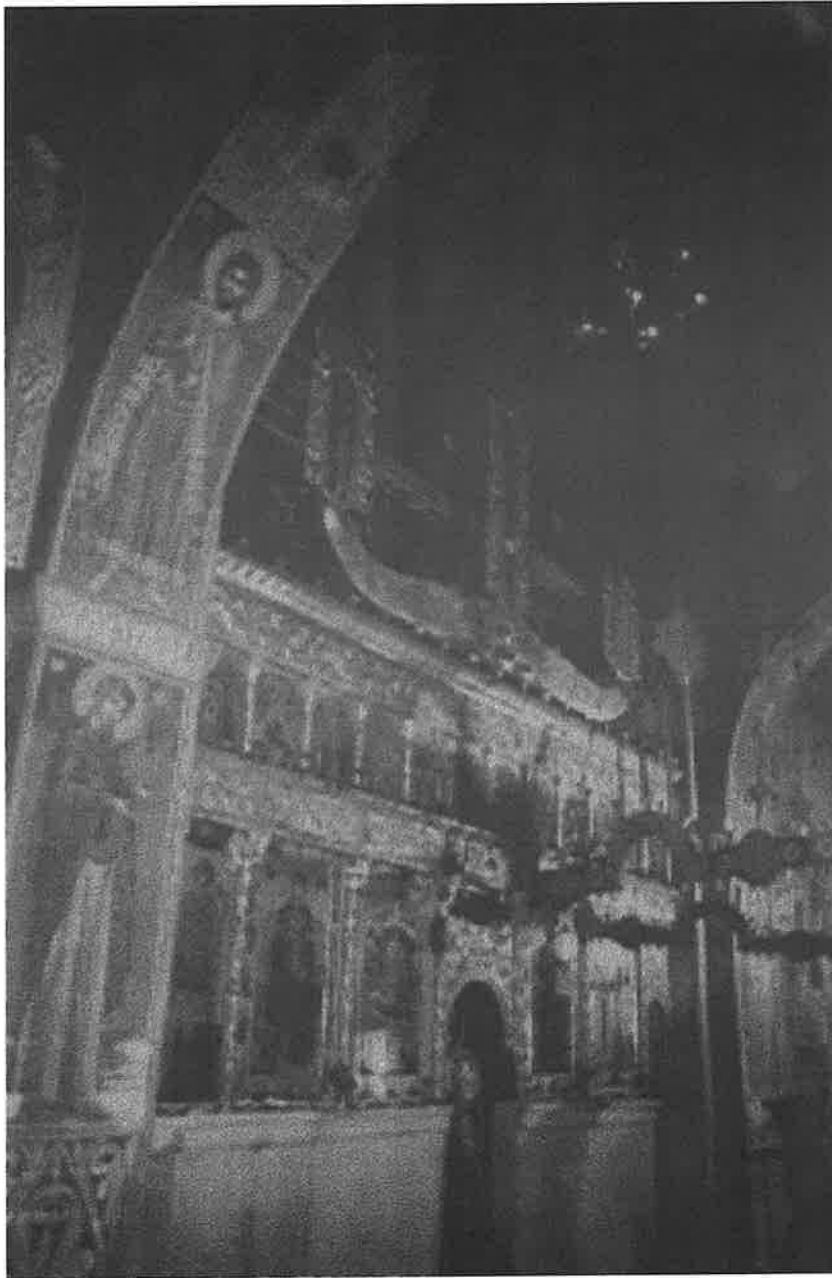


Illustration 7: The interior of the convent of Piva in Montenegro with precious Byzantine mural paintings after transfer to a new site in 1982. The original site was threatened by dam construction, so the convent was dismantled and rebuilt 300 m higher up in the same valley.

Article 8. **Integrity:** While modern technology has made the removal of wall paintings or sculptural details from their original context relatively easy technically, unnecessary removal will impoverish the integrity of the original historic resource and often expose moved elements to further damage. Although removal may be justified when air pollution or acid rain have caused increasing damage to artistic features, it should always be seen as an exception and should only be considered appropriate if no other means exist to safeguard endangered heritage.

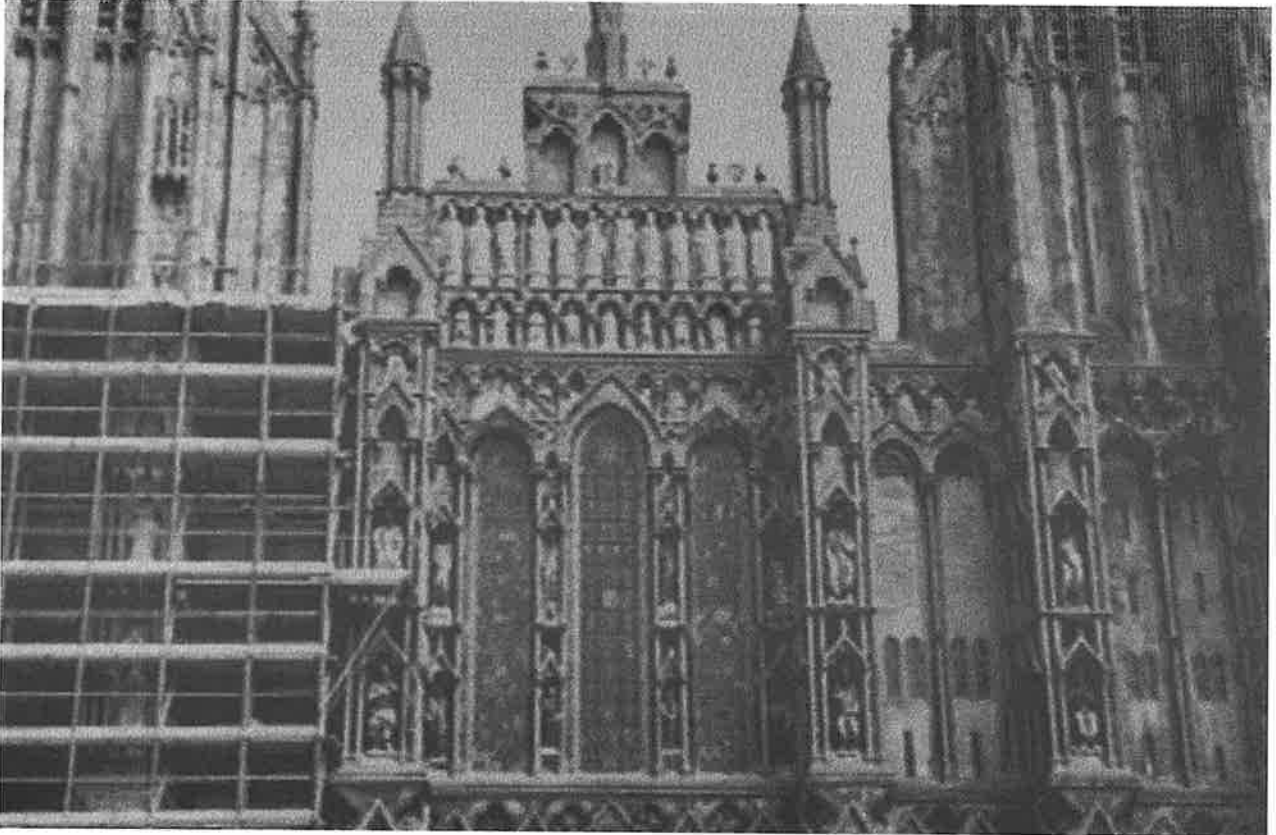


Illustration 8: The sculptures in the evaluation of the medieval cathedral of Wells in England have been subject to debate concerning alternatives for their conservation in situ or removal to a museum and replacement with casts. The decision was taken to apply conservation treatments that would allow keeping the sculptures in situ.

Article 9. Restoration: Considering restoration as a specialized operation, the use of the concept should be limited to appropriate treatments of heritage resources, and should not be confused with other types of activities, such as rehabilitation, reconstruction, etc. Restoration has the double aim of both conserving the existing original historic structure and of improving the legibility of its original form. The French concept of *mise-en-valeur* (enhancement) comes close to explaining the idea. Restoration may involve different types of operations, including cleaning, repair and consolidation of the original fabric, anastylosis of dismembered parts, and eventual reintegration of lost elements (*lacunae*). It is essential that restoration be based on thoroughly documented archaeological research and acknowledgement of the historical structure in all its phases.

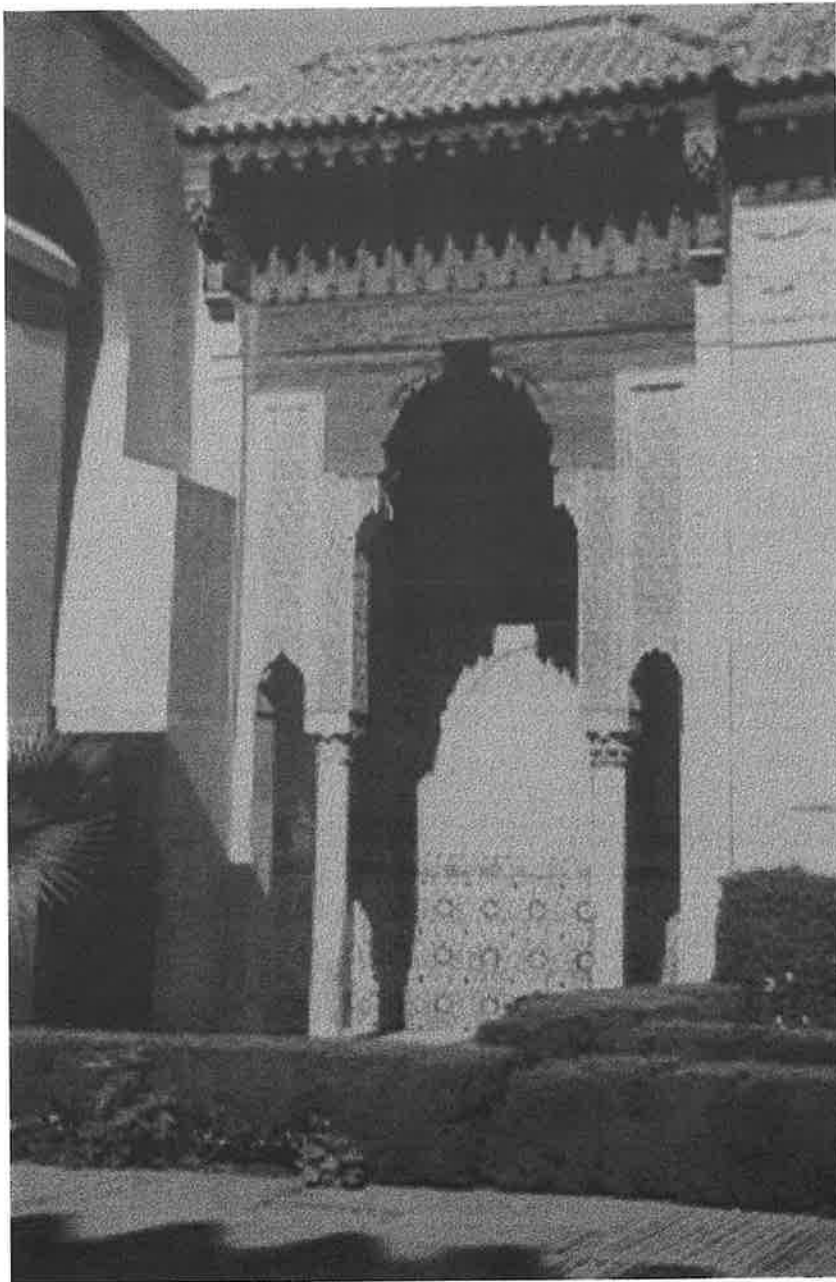


Illustration 9: Detail of the elevation of the Royal Tombs in Marrakech, Morocco, after the restoration of the complex which had an especially fine interior.

Article 10. Compatibility of Treatments: It is the responsibility of each generation to safeguard historic structures that have survived from distant times; therefore, any treatment should be undertaken on an appropriate scale with a view to prolonging their existence. The general principle should be to carry out repair and maintenance works using technology compatible with the historical structure and materials. Where the strength of the original fabric has weakened, consolidation may be carried out using grouting or other methods. Due attention should, however, be given to the physical implications of the treatment and the likelihood of changes in the original object. All precautions should be taken for sufficient reversibility of the treatment in order to allow for necessary rectification and future treatments.

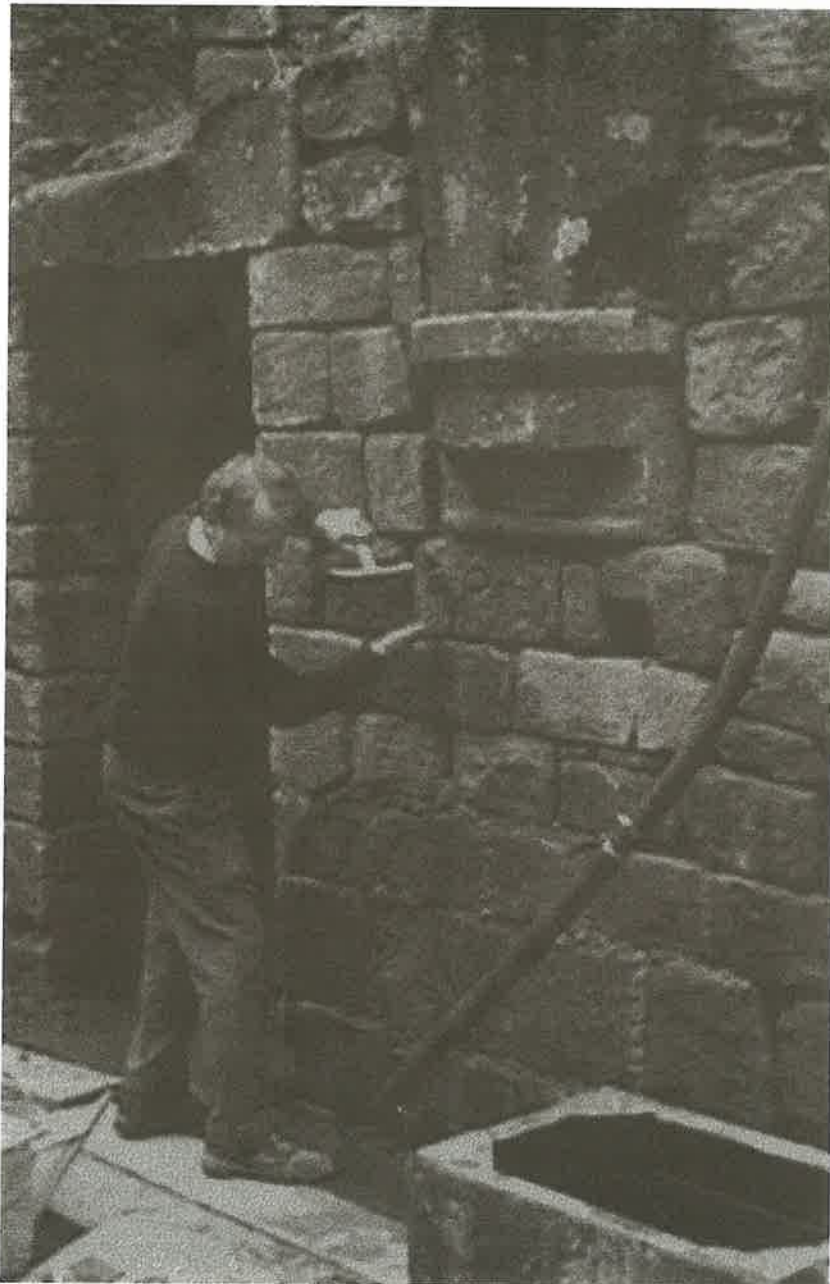


Illustration 10: Careful consolidation of ancient masonry at Fountains Abbey in England.

Article 11. **Historical Stratigraphy:** The cultural-historical importance of an historic building or settlement lies in the significant contributions of all periods; together these embody its present reality, its historical integrity and authenticity. Any restoration or modification should be based on the critical assessment and evaluation of such a complex: its form, function, structure, material and workmanship, as well as its relationship with the socio-cultural context. Value judgements may change over time, as well as from one cultural area to another; therefore priorities need to be established with due attention to cultural values along with social, economic and political considerations. Given the plurality of values, decisions should be taken by a multidisciplinary team in order to guarantee balanced judgement. As each monument has its own historical time line and specific identity, decisions about treatment will necessarily vary from case to case, and therefore models for restoration should not be sought too much in past solutions, but rather in the critical process that produces the justification for treatment.



Illustration 11: The former Imperial palace of Diocletian in Split, Croatia, first became a medieval settlement, and later continued to be built through the Renaissance and Baroque into the present centre of the modern city. All these historical phases are currently visible on the site, and safeguarding them will be one of the objectives of conservation management.

Article 12. **Reintegration of Losses:** A work of art or an historic building, particularly when created following coherent design criteria, has a 'potential unity' in the resulting artistic or architectural whole. When parts of the whole are lost either due to weathering or physical damage, these areas (*lacunae*) may be reintegrated. Such a reintegration must be based on thorough factual knowledge and documentation of lost elements so as to be a faithful representation of the former reality. It does not aim at reproducing forms that have never existed or of which the exact form is not known. In principle, modern reintegration should be distinguishable from the original material of the monument, but not so conspicuous as to disturb its aesthetic or architectural character. Such treatment of *lacunae* should aim at the re-establishment of the potential whole so far as this exists. Technical solutions, and the form and extent of the reintegration, should be decided in each case according to the condition and the values of the cultural property concerned.

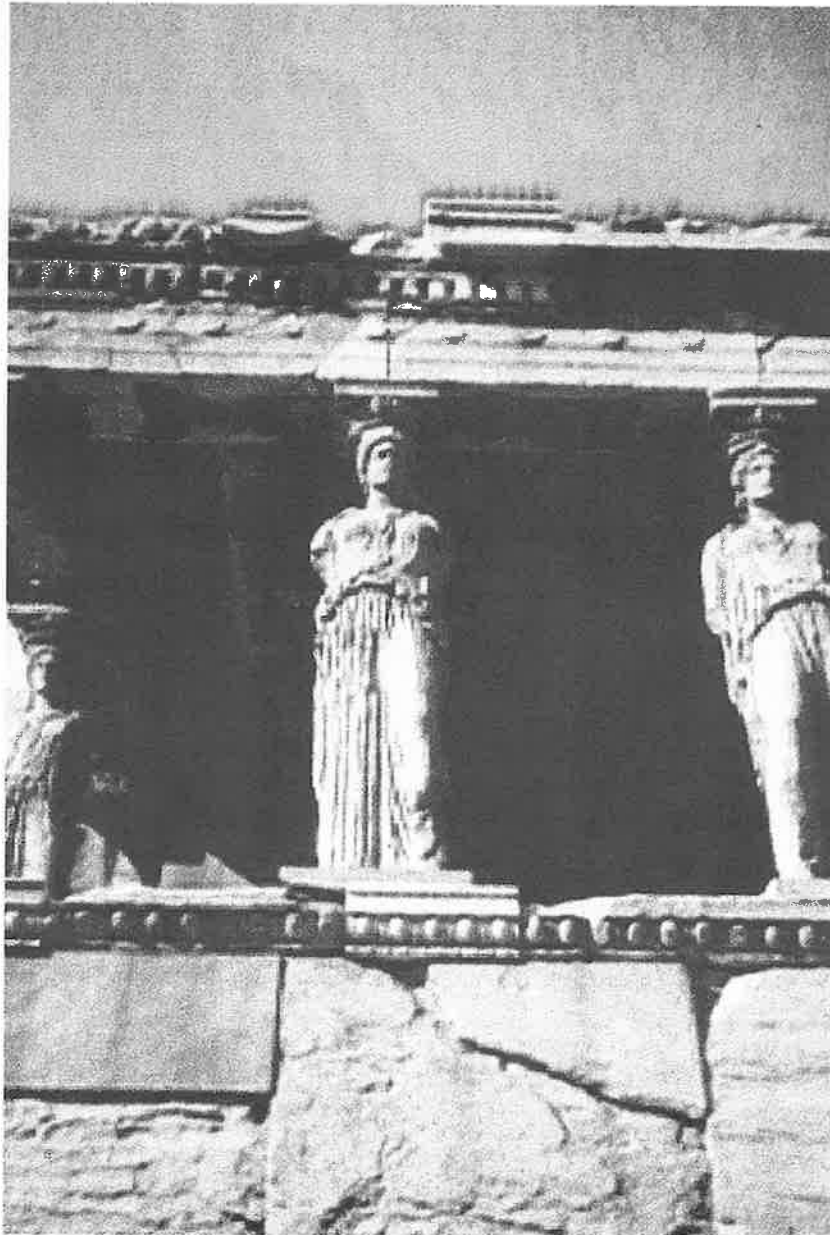


Illustration 12: Examples of treatments of lacunae in the Caryatid porch of the Erechtheion in Athens, Greece. The white elements in the string courses are reintegrations with marble; the caryatids have recently been replaced with casts.

Article 13. **New Additions:** Changing requirements and new uses often necessitate the construction of modern facilities and additional features for historic structures and sites. Such constructions need careful consideration of the qualities and scale of the historic context; it demands a skilled and sensitive designer conversant both with modern architectural language and with historic architecture. The approach and solutions may vary greatly from case to case. New constructions should, in principle, reflect the spirit of their time, but they should also harmonize with the historic context; this can be achieved through sensitive use of technical solutions and materials, as well as with due attention to architectural forms and the overall balance on the site.



Illustration 13: Modern construction in the historic centre of Colmar in France in the immediate surroundings of the cathedral; the addition takes into account the scale of the context while reflecting present-day needs.

Article 14 **Presentation of Historic Sites:** If properly organized tourism may become one of the major sources of financing for the maintenance and care of historic sites. Historic monuments, buildings and ensembles are part areas or sites, that are often subject to large numbers of visitors who require particular facilities as well as some precautions. Good visitor management should aim at a friendly welcome to a safe, clean and well-maintained site with appropriate guidance for an intellectual experience.



Illustration 14: The site of Saint Francis Basilica in Assisi, Italy, seen as approached from the centre. the site is visited by thousands of tourists, and although the town has faced changes due to commercial development, special care has been taken in the presentation.

Article 15. **Archaeological Areas:** Excavations on archaeological sites should be planned in relation to the potential for protection and preservation of the excavated remains. Too often excavators have been carried away with enthusiasm, and archaeological sites have been exposed to weathering and enormous conservation problems. Instead, careful site management will provide for a long-term excavation plan, which not only will guarantee a reasonable amount of excavating areas to be treated and interpreted, but also will allow for future generations of archaeologists to excavate virgin ground for testing the potential of new techniques. Physical remains on the site will provide the basis of reference for interpretation to visitors and scholars. Presentation may often require protection, consolidation, and even some restoration. Reconstructions on archaeological sites should generally be limited to the minimum, i.e., *anastylosis*, 'the re-assembling of existing but dismembered parts'. Any reconstruction tends to unbalance the overall setting by focusing attention on a few individual structures. Therefore, it should, instead, be given to systematic interpretation of the history of the site using a variety of means, such as site museums with scale models, drawings, audio-visual media, as well as various levels of guidebooks to clarify the message to general visitors and to provide in-depth information for specialists.

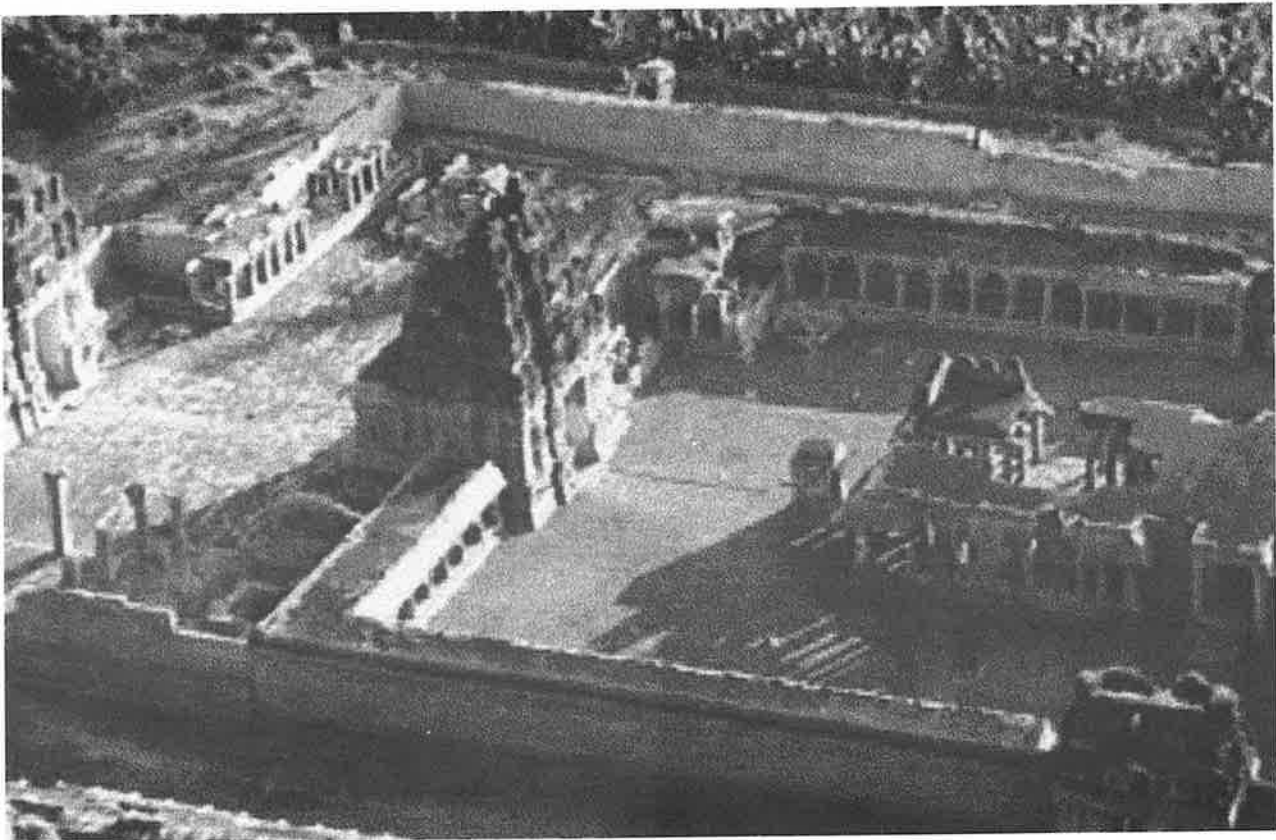


Illustration 15: The archaeological site of Hampi in India with partial reconstructions showing a sensitive presentation of the ancient remains.

Article 16. **Documentation:** Any research and conservation activity requires systematic inventory, recording, documentation and information management. Documentation is the only tangible basis for monitoring the behaviour of historic structures in relation to weathering, conservation treatments, changes and developments with a view to improved forward planning. The practice of presenting regular annual reports on management progress, and having detailed inspection reports prepared by professionals on the condition of historic buildings has considerably reduced the cost of maintenance and 'unforeseen' repairs. Similarly, risk preparedness depends on the availability of relevant documentation and appropriately managed data bases and information.



Illustration 16: ICCROM trainees recording historic fabric with video camera for use in computer applications in an exercise in Rome. Even simple means may reach the required objective if well managed.

Countries Listed in this Volume and Charter in Use

1	AUSTRALIA	English version
2	AUSTRIA	German version
3	BELGIUM	French or the Flemish/Dutch version
4	BRASIL	Portugese
5	BULGARIA	Bulgarian
6	CANADA	French or the English version
7	CHILE	Spanish version
8	COSTA RICA	Spanish version
9	CZESCH REP.	Czech
10	DENMARK	Danish
11	DOMINICAN REP.	Spanish version
12	ECUADOR	Spanish version
13	EGYPTE	Arabic version
14	ENGLAND	English
15	ESTONIA	Estonian
16	FRANCE	French
17	FINLAND	Finnish
18	GEORGIA	Georgian
19	GERMANY	German
20	GREECE	Greek
21	GUATEMALA	Spanish version
22	HUNGARY	Hongarian
23	INDIA	Hindi
24	INDONESIA	Bahasa Indonesia
25	IVORY COAST	French version
26	ISRAEL	Hebrew
27	ITALY	Italian
28	JAPAN	Japanese
29	LITHUANIA	Lithuanian
30	MEXICO	Spanish version
31	The NETHERLANDS	Dutch/Flemish version
32	ROMANIA	Romanian
33	RUSSIA	Russian
34	SPAIN	Spanish
35	SRI LANKA	Sinhalese
36	SWEDEN	Swedish
37	SWITZERLAND	French or German version
38	THAILAND	Thai
39	TUNISIA,	Arabic version
40	TURKEY	Turkish
41	UKRAINE	Ukrainian
42	U.S.A	English version

2 X Use of Arabic version
 2 X Use of Dutch/Flemish version
 4 X Use of English version

5 X Use of French version
 3 X Use of German version
 7 X Use of Spanish version

Pays présentés dans cet ouvrage et version de la charte utilisée

1	ALLEMAGNE	Allemand
2	ANGLETERRE	Anglais
3	AUSTRALIE	version anglaise
4	AUTRICHE	allemande
5	BELGIQUE	version française ou flamande/néerlandaise
6	BRESIL	Portugais
7	BULGARIE	Bulgare
8	CANADA	version française ou anglaise
9	CHILI	version espagnole
10	CHINE	Chinois
11	COSTA RICA	version espagnole
12	CÔTE D'IVOIRE	version française
13	DANEMARK	Danois
14	REP.DOMINICAINE	version espagnole
15	EGYPTE	version arabe
16	EQUATEUR	version espagnole
17	ESPAGNE	Espagnol
18	ESTONIE	Estonien
19	ETATS UNIS	version anglaise
20	FRANCE	Français
21	FINLANDE	Finlandais
22	GRECE	Grec
23	GUATEMALA	version espagnole
24	HONGRIE	Hongrois
25	INDE	Hindî
26	INDONESIE	Bahasa Indonésien
27	ISRAEL	Hébreux
28	ITALIE	Italien
29	JAPON	Japonais
30	MEXIQUE	version espagnole
31	PAYS-BAS	version néerlandaise/flamande
32	REP. TCHEQUE	Tchèque
33	ROUMANIE	Roumain
34	RUSSIE	Russe
35	SRI LANKA	Cinghalais
36	SUEDE	Suédois
37	SUISSE	version française ou allemande
38	THAILANDE	Thaï
39	TUNISIE	version arabe
40	UKRAINE	Ukrainien

2 X Usage de la version arabe

3 X Usage de la version allemande

4 X Usage de la version anglaise

7 X Usage de la version espagnole

5 X Usage de la version française

2 X Usage de la version néerlandaise/flamande

Translations of the Venice Charter in Alphabetical order
Traductions de la Charte de Venise dans l'ordre alphabétique

Arabic/Arabe
Bahasa Indonesia/Bahasa Indonésien
Bulgarian/Bulgare
Czech/Tchèque
Danish/Danois
Dutch/Flemmisch / Néerlandais/Flamand
English/Anglais
Estonian/Estonien
Finnish/Finlandais
French/Français
Georgian/Géorgien
German/Allemand
Greek/Grec
Hebrew/Hebreux
Hindi/Hindî
Hongarian/Hongrois
Italian/Italien
Japanese/Japonais
Lithuanian/Lithuanien
Portugese/Portugais
Romanian/Roumain
Russian/Russe
Sinhalese/Cinghalais
Spanish/Espagnol
Swedish/Suédois
Thai/Thai
Turkish/Turc
Ukrainian/Ukrainien

The Venice Charter

*translated
in*

ARABIC

ARABE

ICOMOS National Committee using this version:

Egypte
Tunisie/Tunesie

الوثيقة العالمية حول المحافظة وترميم المعالم والمواقع

تحمل المخلفات الاثرية الرائعة رسالة روحية عن ماضي الشعوب، وتبقى بالنسبة لمجرى الحياة شاهدا حيا على التقاليد العريقة لتلك الشعوب. والانسانية التي أصبحت تعي أكثر فأكثر بوحدة قيمها الانسانية تعتبر هذه المخلفات تراثا مشتركا تلتزم متضامنة بالحفاظ عليه وصيانته وتبليغه بكامل عناصره وأصالته للأجيال المقبلة.

انه من الضروري أن تبرز المبادئ والطرق التي ستتبع في عمليات الصيانة والترميم بصفة مشتركة وتصاغ على مستوى دولي مع ترك حرية التطبيق لكل شعب في نطاق ثقافته وتقاليدہ الخاصة.

وبإعطاء صبغة أولية لتلك المبادئ الأساسية، ساهم ميثاق أثينا (1931) في نشر حركة دولية تخلدت خاصة في عدّة وثائق وطنية، وفي نشاط الايكوم واليونسكو وفي انشاء المركز العالمي للدراسات من أجل المحافظة وترميم الممتلكات الثقافية من طرف اليونسكو. وقد أدى الادراك والروح النقدية إلى إثارة مشاكل معقدة جدّا ومتنوّعة على الدوام، وقد أذفت الساعة أيضا لاعادة النظر في مبادئ تلك الوثيقة قصد تعميقها وتوسيع صلاحيتها في وثائق جديدة.

وعليه، فإنّ المؤتمر العالمي الثاني للمهندسين المعماريين والفنيين في المعالم التاريخية المجتمعين في البندقية من 25 إلى 31 ماي 1964 صادقوا على النصّ التالي :

التعريف

الفصل 1 يتضمّن مفهوم المعلم التاريخي الهيكل المعماري المنعزل والموقع الحضري أو الريفي الذي يحمل طابعا لحضارة خاصة أو لتطوير بليغ أو لحدث تاريخي، وهو لا يعني الأعمال الكبرى فقط بل أيضا الأعمال البسيطة التي اكتسبت بتقادم الزمن هوية ثقافية.

الفصل 2 تكوّن أعمال المحافظة وترميم المعالم اختصاصا يعتمد على كلّ العلوم وكلّ الفنون التي يمكن لها أن تساهم في دراسة وصيانة التراث المعلمي.

الهدف

الفصل 3 تهدف المحافظة على المعالم وترميمها إلى صيانة العمل الفني والشاهد التاريخي على حدّ سواء.

المحافظة

الفصل 4 ان المحافظة على المعالم تحتمّ أولا وبالذات تعهدها المستمر.

الفصل 5 تستفيد المحافظة على المعالم دوماً من تخصيصها إلى وظيفة صالحة للمجتمع ويستحب هذا التوظيف على أن لا يغيّر من نظام المباني أو زخارفها وفي تلك الحدود يتعيّن تصوّر التهيّئات التي يفرضها التطوّر في العادات والتقاليد وإمكانية الترخيص فيها.

الفصل 6 تفرض المحافظة على معلم ما المحافظة على إطار من نفس المستوى وعند استمرار الاطار التقليدي تتحمّ المحافظة عليه ويمنع كلّ بناء حديث أو تهديم أو تهيئة من شأنها أن تخلّ بنسب الاحجام والألوان.

الفصل 7 لا ينفصل المعلم عن التاريخ الذي هو شاهد عليه وعن المكان الذي ينتصب فيه. لذا، فإن تحويل كلّ المعلم أو جزء منه لا يسمح به إلا إذا حتمت ذلك المحافظة على المعلم أو برّته مصلحة عظيمة وطنية أو عالميّة.

الفصل 8 لا تفصل العناصر المتكوّنة من المنحوتات أو الرسوم أو الزخارف التي تمثّل جزءاً لا يتجزأ من المعلم إلا إذا كان هذا الفصل هو الحلّ الوحيد الذي سيضمن المحافظة عليها.

الترميم

الفصل 9 الترميم عملية يجب أن تتسم بصبغة استثنائية وهي تهدف إلى المحافظة على القيم الجماليّة والتاريخيّة للمعلم وإبرازها، وتستند على إبراز المادّة القديمة والوثائق الأصليّة. وهي تقف عند الحدّ الذي تبدأ منه الفرضيات فبالنسبة إلى الاعادة التخمينيّة فكّل الأعمال التكميليّة التي تعد ضرورية لأسباب جماليّة أو فنيّة تتعلق بالتركيبة المعماريّة، يجب أن تحمل طابع عصرنا الحاضر وكل عملية ترميم يجب أن تسبقها وتصاحبها دائماً دراسة اثرية وتاريخيّة للمعلم.

الفصل 10 اذ اتضح أن الفنيّات التقليديّة غير ملائمة يمكن ضمان ترميم المعلم باللجوء إلى الفنيّات الحديثة للمحافظة والبناء التي أظهرت نجاحها المعطيات العلميّة وضمنتها الخبرة.

الفصل 11 ان المساهمات المقبولة من كلّ العصور في تشييد معلم يجب احترامها إذ أن وحدة الأسلوب ليست الهدف المنشود أثناء عمليه الترميم. وإذا اشتمل المعلم على عدّة طبقات متراكبة فإن تعرية طبقة تحتيّة لا يبرّر الا استثنائياً. ويشترط أن العناصر المقتلعة لا تمثل إلا أهمية ضئيلة، وأن التكوين المكتشف يمثل شاهداً ذا قيمة عليا، تاريخيّة أو أثرية أو جماليّة، وان حالة حفظه مناسبة، ولأهمية هذه العمليّة فإن الحكم على قيمة العناصر المعنيّة وقرار عملية الحذف أو القلع أو التعرية لا يمكن أن يترك البت فيها لصاحب المشروع بمفرده.

الفصل 12 يجب أن تكون العناصر التي ستعوّض الأخرى الناقصة منسجمة مع المجموع مع إبرازها عن العناصر الأصليّة حتى لا تتسبّب عملية الترميم في تزييف الوثيقة الفنيّة أو التاريخيّة.

الفصل 13 لا يسمح بزيادة عناصر إلى المعلم إلا إذا احترمت كل الأقسام المهمة فيه، إطاره التقليدي، توازن تركيبته، وعلاقته مع محيطه.

المواقع العلميّة

الفصل 14 المواقع العلمية يجب أن تكون موضع عناية خاصّة حتى نصوصها كاملة، ونضمن إصلاحها وتهيتها وإحياءها، لذا فإن أعمال المحافظة والترميم التي تجرى عليها يجب أن تستلهم المبادئ المعلنة في الفصول السابقة.

الحفريات

الفصل 15 أعمال الحفر يجب أن تجرى حسب المواصفات العلميّة وطبق «التوصية الضابطة للمبادئ الدولية التي تطبق في مادّة الحفريات الأثريّة» المعتمدة من طرف اليونسكو في 1956.

يجب ضمان تهيئة الاطلاع واتخاذ التدابير الضرورية للحفاظ والحماية المستمرة للعناصر المعماريّة واللّقى المكتشفة، إضافة إلى أن كلّ المبادرات يجب أن تتخذ بهدف تيسير فهم المعلم المكتشف واجتناب تشويه مدلولاته اطلاقاً.

مبدئيّاً يمنع تماماً إعادة البناء ماعدى عملية «أنستيلاوز» أي إعادة تركيب الأقسام المفكّكة المتبقية، وهي التي يمكن اللجوء إليها عند اللزوم ولا بدّ فيها من تمييز عناصر الاندماج التي يجب أن تمثل الحد الأدنى الضروري من أجل ضمان شروط الحفاظ على المعلم وإعادة انسجام أشكاله.

وثائق ومطبوعات

الفصل 16 يصاحب أعمال المحافظة والترميم والحفريات دائماً تكوين مجموعات من الوثائق الدقيقة على هيئة تقارير تحليليّة ونقدية مدعّمة برسومات وصور. ان جميع مراحل التنقيب والتدعيم وإعادة التركيب والاكمال وكذلك العناصر الفنيّة والشكلية التي عرفت خلال الحفريات يجب أن تودع في مكانها وتوضع هذه الوثائق في أرشيف مؤسسة عموميّة على ذمة الباحثين ويوصي بنشرها.

The Venice Charter

*translated
in*

BAHASA INDONESIA

BAHASA INDONESIEN

ICOMOS National Committee using this version:

Indonesia/Indonesie

INTERNATIONAL CHARTER FOR THE CONSERVATION AND RESTORATION OF MONUMENTS AND SITES

Ind International Congress of Architects and Technicians of Historic Monuments, Venice, 1964. Adopted by ICOMOS in 1965.

LATAR BELAKANG

Adalah penting dan perlu diketahui bahwa prinsip-prinsip pemugaran dan restorasi bangunan-bangunan bersejarah disepakati dan ditetapkan dasar-dasarnya secara internasional, dimana masing-masing negara bertanggung jawab akan penggunaannya dalam perencanaannya yang dikaitkan dengan kerangka kebudayaan dan trasisinya masing-masing.

Prinsip-prinsip dasar yang pertama kali ditetapkan secara internasional adalah Athene Charter tahun 1931, sebagai hasil Kongres Pertama para Arsitek dan Teknisi Monumen-Monumen bersejarah di kota Athene. Pada pertemuan yang kedua, tahun 1964 di Venesia, dihasilkan Venice Charter, yang merupakan penyempurnaan dari hasil kongres pertama dengan adanya kemajuan pandangan dan pendapat serta karena bertambah kompleksnya permasalahan-permasalahan yang timbul.

DEFINISI

AYAT 1

Konsep dari suatu Monumen bersejarah tidak hanya mencakup satu bangunan arsitektural saja, melainkan juga suatu lingkungan perkotaan atau pedesaan, dimana terdapat peninggalan-peninggalan sebagai bukti adanya peradaban tertentu, suatu pembangunan yang mempunyai nilai luar biasa atau suatu kejadian bersejarah. Ini berlaku tidak hanya untuk pekerjaan-pekerjaan yang mempunyai nilai seni tinggi dan luar biasa saja, tetapi juga pekerjaan-pekerjaan yang lebih sederhana yang dikarenakan oleh waktu, memperoleh makna kebudayaan tertentu.

AYAT 2

Pemugaran dan restorasi dari monumen-monumen, haruslah bersumberkan pada semua ilmu pengetahuan dan teknik yang bisa membantu studi dan pekerjaan pelestarian warisan arsitektural.

AYAT 3

Maksud dan tujuan memugar dan merestorasi monumen-monumen, tidak hanya terletak pada nilai sejarahnya semata-mata, tapi juga pada hasil karya seninya.

PEMUGARAN

AYAT 4

Merupakan hal yang sangat penting bagi konservasi monumen-monumen, bahwa kegiatan ini dilandasi oleh penanganan yang permanen.

AYAT 5

Konservasi monumen-monumen selalu ditekankan pada penggunaan-penggunaan sosial yang dibutuhkan. Penggunaan-penggunaan sosial tersebut amat dianjurkan selama tidak mengubah "lay-out" (tatanan) ataupun dekorasi bangunan tersebut. Dalam batasan-batasan inilah, penggantian fungsi bangunan dapat dibenarkan.

AYAT 6

Konservasi suatu monumen mencakup juga pemugaran lingkungan tempat kejadiannya, sesuai dengan skalanya. Dalam hal lingkungan tempat kejadian aslinya masih ada, dia harus tetap dipertahankan. Tidak dibenarkan adanya suatu konstruksi bangunan baru maupun pembongkaran-pembongkaran bangunan lama yang secara langsung mengganggu hubungan antar massa dan warna/wajah.

AYAT 7

Sejarah suatu monumen dengan tempat kejadiannya, tidak dapat dipisah-pisahkan. Pemindahan sebagian ataupun keseluruhannya tidak dapat dibenarkan, kecuali demi kelestarian monumen itu sendiri ataupun telah dibenarkan secara nasional maupun secara internasional, bahwa itu benar-benar penting.

AYAT 8

Tidak dibenarkan untuk memindahkan bagian-bagian yang terdiri dari suatu "skulptur", patung, lukisan-lukisan maupun dekorasi yang merupakan kesatuan dengan monumen tersebut, kecuali demi kelestarian dan keselarasan benda-benda bersejarah tersebut.

RESTORASI

AYAT 9

Restorasi merupakan suatu proses operasi yang sangat khusus dan istimewa. Tujuannya adalah memugar dan menampilkan kembali nilai-nilai estetika dan nilai-nilai historis dari monumen tersebut yang didasarkan pada keaslian dan keotentikan dokumen-dokumennya. Pekerjaan harus segera dihentikan bilamana terjadi keragu-raguan, demi keselamatan monumen itu sendiri. Harus bisa dibedakan mana yang asli dan mana yang merupakan tambahan baru. Selagi restorasi sedang berjalan, penyelidikan arkeologi dan sejarah harus terus dilakukan.

AYAT 10

Dimana teknik-teknik tradisional ternyata tidak memadai, pemugaran monumen tersebut dapat dilakukan dengan teknik-teknik konstruksi modern, dimana keberhasilannya telah dibuktikan dari data-data ilmiah (scientific) dan pengalaman.

AYAT 11

Suatu penambahan yang nyata dari berbagai jaman yang terjadi pada sebuah monumen, haruslah dihormati, karena kesatuan dari aspek gaya bukanlah merupakan tujuan dari restorasi. Kalau sebuah bangunan terdiri dari hasil berbagai jaman, pengungkapan kembali keasliannya hanya bisa dibenarkan kalau hal yang dihilangkan tidak begitu penting, dan hal yang diungkapkan kembali merupakan suatu hasil yang istimewa ditinjau dari segi sejarah, arkeologi atau estetika, senta keadaannya masih cukup baik untuk melakukan pemugaran. Penilaian dan keputusan tentang elemen-elemen mana yang dipertanankan dan mana yang akan dihilangkan, tidaklah tergantung dari satu orang yang kebetulan diberi wewenang menangani pekerjaan tersebut.

AYAT 12

Penggantian bagian-bagian yang hilang harus dapat diintegrasikan secara harmonis dengan keseluruhan, namun harus tetap bisa dibedakan dari yang asli, sehingga restorasi bukanlah memalsukan bukti-bukti artistik dan sejarah.

AYAT 13

Penambahan tidak dapat dibenarkan, kecuali tidak merusak pandangan bagian-bagian yang menarik dari bangunan tersebut, lingkungan tradisionalnya, keseimbangan komposisinya maupun hubungannya dengan sekitarnya.

The Venice Charter

*translated
in*

BULGARIAN

BULGARE

ICOMOS National Committee using this version:

Bulgaria/Bulgarie

МЕЖДУНАРОДНА ХАРТА ЗА КОНСЕРВАЦИЯ И РЕСТАВРАЦИЯ НА ПАМЕТНИЦИТЕ НА КУЛТУРАТА И ЗАБЕЛЕЖИТЕЛНИТЕ МЕСТА

II Международен конгрес на архитектите и специалистите по паметниците на културата, Венеция, 1964, приета от ИКОМОС през 1965 г.

Носители на духовни послания от миналото, културните паметници на народите и днес са живи свидетелства на техните вековни традиции. Човечеството, което с всеки изминал ден осъзнава единството на човешките ценности като общо наследство, поема пред бъдещите поколения отговорността за неговото опазване и задължението да им предаде тези ценности в цялото богатство на тяхната автентичност.

Именно поради това е необходимо да се определят и формулират съвместно в международен мащаб ръководните принципи на консервацията и реставрацията на паметниците на културата, които всяка страна да може да прилага в зависимост от своята култура и традиции.

Формулирайки за пръв път тези основни принципи, Атинската харта от 1931 г. спомогна за развитието на широко международно движение, което намери израз в някои национални документи, в дейността на ИКОМ и на ЮНЕСКО и в създаването от ЮНЕСКО на Международен център за консервация и реставрация на културните ценности. Но критичният дух и чувствителността към все по-сложните и разнообразни проблеми наложи да се преразгледат принципите на Хартата, за да може в един нов документ те да бъдат задълбочени, а техният обхват - разширен.

Във връзка с това Вторият международен конгрес на архитектите и специалистите в областта на паметниците на културата, проведен във Венеция от 25 до 31 май 1964 г., прие следния текст:

ОПРЕДЕЛЕНИЯ

ЧЛЕН 1

Понятието паметник на културата включва не само отделната архитектурна творба, но и градския или селски ансамбъл, който съдържа свидетелства за определена цивилизация, за забележителен еволюционен процес или за дадено историческо събитие. Това понятие обхваща не само големите, но и по-скромните творения, които с течение на времето са придобили културно значение.

ЧЛЕН 2

Консервацията и реставрацията на паметниците представлява дисциплина, отворена към всички науки и техники, които могат да допринесат за изучаването и опазването на културното наследство.

ЦЕЛ

ЧЛЕН 3

Целта на консервацията и реставрацията е опазването на паметниците, както като произведения на изкуството, така и като свидетели на историята.

КОНСЕРВАЦИЯ

ЧЛЕН 4

Консервацията на паметниците налага преди всичко тяхното постоянно поддържане.

ЧЛЕН 5

Консервацията на паметниците може да се улесни чрез предоставянето им за общественополезни цели: то е препоръчително, но при условие, че не се променя разпределението или художествения образ на сградите. Именно с тези граници трябва да се съобразява замисълът и одобрението на всяко преустройство, наложено от развитието на нуждите и бита.

ЧЛЕН 6

Консервацията на паметника включва и опазването на неговата околна среда. Ако традиционната среда все още съществува, тя трябва да бъде запазена, като се забрани всякакво ново строителство, разрушаване или преустройство, които могат да променят съотношенията между обемите и цветовете.

ЧЛЕН 7

Паметникът е неделим от историческата епоха, за която свидетелства, и от средата, в която е разположен. Следователно, преместването на даден паметник или на част от него се допуска само в случаите, когато е необходимо за опазването му или когато е оправдано от важни причини с национално или международно значение.

ЧЛЕН 8

Скулптурните, живописните или декоративните елементи, които са неделима част от паметника, могат да бъдат отделени от него само ако това е единствената мярка, гарантираща тяхното опазване.

РЕСТАВРАЦИЯ

ЧЛЕН 9

Реставрацията е дейност, която трябва да се предприема в изключителни случаи. Тя има за цел да запази и разкрие естетическите и исторически стойности на паметника и се основава на респекта към оригиналния материал и към автентичните документи. Тя свършва там, където започва хипотезата: всяка допълнителна възстановителна работа, считана за необходима по естетически или технически причини, се определя от архитектурната композиция на паметника и трябва да носи белега на съвременността. Реставрацията винаги трябва да бъде предшествана и придружена от археологическо и историческо проучване на паметника.

ЧЛЕН 10

Когато традиционните техники се окажат неподходящи, укрепването на паметника може да бъде извършено с помощта на всички съвременни строителни и консервационни техники, чиято ефективност е доказана от научните данни и гарантирана от опита.

ЧЛЕН 11

Трябва да се проявява респект към ценните приноси на всички епохи в изграждането на паметника, тъй като не стилово единство е целта на реставрацията. Когато паметникът включва пластове от няколко строителни периода, разкриването на по-стария пласт е оправдано само в изключителни случаи и при условие, че елементите, които ще бъдат отстранени, не представляват особен интерес; че композицията, която ще бъде разкрита, е свидетелство с висока естетическа, историческа или археологическа стойност и когато степента на нейната съхраненост бъде определена като задоволителна. Оценката на стойността на въпросните елементи и решението за подобна операция не трябва да бъдат дело единствено на автора на проекта.

ЧЛЕН 12

Елементите| предназначени да заместят липсващите части, трябва да се вписват хармонично в цялото, но едновременно с това да се отличават от оригинала, така че реставрацията да не фалшифицира документа на изкуството и историята.

ЧЛЕН 13

Допълвания са допустими, само ако са съобразени с всички значими части на сградата, с традиционната ѝ среда, с равновесието в нейната композиция и с връзките ѝ с околната среда.

ЗАБЕЛЕЖИТЕЛНИ МЕСТА

ЧЛЕН 14

Забележителните места трябва да бъдат обект на специални грижи, за да се запази тяхната цялост и да се осигури санирането, устройството и пълноценната им изява. Извършваните консервационни и реставрационни работи трябва да се съобразяват с принципите, изложени в предходните членове.

РАЗКОПКИ

ЧЛЕН 15

Разкопките трябва да се извършват съобразно с научните норми и с "Препоръката, определяща международните принципи, прилагани при археологически разкопки", приета от ЮНЕСКО през 1965 г.

Трябва да се осигури поддържането на руините и да се вземат необходимите мерки за консервацията и постоянната защита на архитектурните елементи и на откритите предмети. Освен това трябва да се предприема всичко, което би улеснило тълкуването на разкрития паметник, но без да се нарушава естеството на неговото съдържание. Трябва а priori да бъде изключена каквато и да е реконструкция освен анастилозата, т.е. връщането на наличните разпръснати елементи на техните места в първоначалната композиция. Нововъведените интегриращи елементи при анастилозата трябва задължително да се отличават от оригиналните и да се сведат до минимума, необходим за осигуряване на опазването на паметника и за възстановяване на непрекъснатостта на неговите форми.

ДОКУМЕНТАЦИЯ И ПУБЛИКАЦИИ

ЧЛЕН 16

Всички работи по консервацията, реставрацията и разкопките трябва винаги да се придружават от точна документация под формата на аналитични и критични отчети, илюстрирани с чертежи и фотоси.

В тях трябва да се отбелязват всички етапи на работата по разкриването, укрепването и реинтеграцията, както и изяснените по време на работата технически и художествени елементи на паметника. Тази документация трябва да се предаде в архива на съответната държавна институция и да бъде на разположение на изследователите; препоръчително е тя да се публикува.

- Г-н Пиеро Гацола /Италия/ Председател
- Г-н Раймонд Льомер /Белгия/
- Г-н М. Басегода Нонел /Испания/
- Г-н Луис Бенавенте /Португалия/
- Г-н Джордже Бешкович /Югославия/
- Г-н Хироши Дайфуку /ЮНЕСКО/
- Г-н П. Де Вризе /Холандия/
- Г-н Харолд Лангберг /Дания/

Г-н Марио Матеучи /Италия/
Г-н Жан Мерле /Франция/
Г-н Карлос Флорес Марини /Мексико/
Г-н Роберто Пане /Италия/
Г-н Якуб Павел /Чехословакия/
Г-н Пол Филито /Международен научен център по консервация и реставрация на
културните ценности/
Г-н Виктор Пиментел /Перу/
Г-н Харолд Плендерлейт /Международен научен център по консервация и
реставрация на културните ценности/
Г-н Деоклецио Редиг де Сампос /Ватикана/
Г-н Жан Соние /Франция/
Г-н Еустахиос Стикас /Гърция/
Г-жа Гертруд Трип /Австрия/
Г-н Ян Захватович /Полша/
Г-н Мустафа Збис /Тунис/

The Venice Charter

*translated
in*

CZECH

TCHECQUE

ICOMOS National Committee using this version:

Czech Rep./Rep. Tcheque

MEZINÁRODNÍ CHARTA O ZACHOVÁNÍ A RESTAUROVÁNÍ PAMÁTEK A SÍDEL

II. Mezinárodní kongres památkových architektů a techniků,
Benátky 1964. Přijata ICOMOS 1965.

Památky jako nositelé duchovního odkazu minulosti představují v přítomném životě národů živé svědectví jejich staletých tradic. Lidstvo, které si každodenně uvědomuje jednotu všelidských hodnot, považuje památky za společné dědictví a prohlašuje se vůči budoucím generacím za solidárně zodpovědné za jejich zachování. Považuje za svou povinnost odevzdat jim je v plné bohatosti jejich původnosti.

Je proto základní, aby principy, jimiž se mají řídit konzervace a restaurování památek, byly obecně objasněny a formulovány na mezinárodní úrovni, přičemž má být každému národu ponecháno zajištění jejich aplikace v rámci jeho vlastní kultury a jeho vlastních tradic.

Když dala první formu těmto základním principům, přispěla Athénská charta z roku 1931 k rozvoji širokého mezinárodního hnutí, které se projevilo zejména v dokumentech národních, v aktivitě ICOMU a UNESCO a v jím založeném Mezinárodním studijním centru pro konzervaci a restaurování kulturních ostatků. Povědomí a kritický duch směřovaly na problémy stále obsáhlejší a speciálnější, nyní zdá se, nadešla chvíle, abychom přezkoumali principy Charty (athénské), abychom mohli prohloubit a rozšířit jejich význam v novém dokumentu.

V důsledku toho II.Mezinárodní kongres architektů a techniků historických památek, který se sešel v Benátkách ve dnech 25.-31.května 1964, schválil následující text:

DEFINICE

ČLÁNEK 1

Pojem historické památky zahrnuje architektonické dílo, buď osamocené nebo sídlo městské či venkovské, které podává svědectví o svébytné civilizaci, příznačném vývoji nebo historické události. Vztahuje se nejen na velké výtvořry, ale i na díla skromná, která získala časem kulturní význam.

ČLÁNEK 2

Konzervace a restaurování památek představují disciplínu, jež se obrací ke všem vědám a technikám, jež mohou přispět ke studiu a k záchraně památkového dědictví.

ČLÁNEK 3

Konzervace a restaurování památek směřují k záchraně jak památek umění, tak památek historie.

KONZERVACE

ČLÁNEK 4

Konzervace památek ukládá především soustavnost jejich údržby.

ČLÁNEK 5

Zachování památek je vždy podpořeno, jestliže se jim určí funkce užitečná pro společnost: takové určení je tedy žádoucí, ale nesmí narušit uspořádání a výzdobu budov. Právě v těchto mezích je možno pojímat i schválit úpravy, které jsou požadovány v důsledku vývoje potřeb a zvyklostí.

ČLÁNEK 6

Konzervace památky v sobě zahrnuje: zachování jejího prostředí a měřítka. Jestliže tradiční prostředí památky existuje, je třeba ho zachovat. Je třeba zamítnout každou novostavbu, každou destrukci a každou úpravu, které by mohly porušit vztahy objemů a barev.

ČLÁNEK 7

Památka je neoddělitelná od historie, jíž je svědkem a od prostředí, v němž je umístěna. V důsledku toho může být přípustněno přemístění celku nebo části památky jen tehdy, když to vyžaduje záchrana památky, nebo z důvodů velkého zájmu národního nebo mezinárodního.

ČLÁNEK 8

Prvky sochařství, malířství nebo výzdoby, které tvoří nedílnou součást památky, mohou být od ní odděleny, jen když toto opatření představuje jediný prostředek, který je schopen zaručit jejich zachování.

RESTAUROVÁNÍ

ČLÁNEK 9

Restaurování je operací, která má podržet výjimečný charakter. Jejím cílem je zachovat a odhalovat estetické a historické hodnoty památky a zakládá se na respektování staré podstaty a autentických dokumentů. Zastavuje se tam, kde začíná hypotéza. V oblasti požadovaných úprav má být každá práce, jež je uznána za nezbytnou z důvodů estetických nebo technických, založena na architektonické kompozici a má nést znaky naší doby. Restaurování budou vždy předcházet i doprovázet archeologické a historické průzkumy památky.

ČLÁNEK 10

Jestliže se tradiční techniky ukázaly nepostačujícími, je možno zabezpečení památky provést všemi moderními technikami konzervace a konstrukce, jejichž účinnost byla prokázána údaji vědeckými a zaručena zkušenostmi.

ČLÁNEK 11

Hodnotné přínosy všech dob, které přispěly k vybudování památky, mají být respektovány; dosažení jednoty stylu během restaurování nemá být cílem. Jestliže budova vykazuje více slohů

na sobě navrstvených, pak obnažení stavu skrytého uvnitř je možno odůvodnit jen výjimečně a za podmínek, že odstraňované prvky představují jen malý zájem a že kompozice nově odkrytá je svědectvím vysoké hodnoty historické, archeologické nebo estetické a že stav konzervace bude možno považovat za postačující. Úsudek o hodnotě dotyčných prvků a rozhodnutí o eliminacích, jež by bylo nutné provést, nemohou být odvislé jen od samotného autora.

ČLÁNEK 12

Prvky, určené k tomu, aby nahradily chybějící části, se musí včlenit do celku harmonicky, ale zároveň se i odlišovat od původních částí tak, aby restaurování nefalsifikovalo dokument umění a historie.

ČLÁNEK 13

Doplňky mohou být trpěny, jen pokud respektují všechny části týkající se budovy, její tradiční rámec, rovnováhu kompozice a vztahy s prostředím.

PAMÁTKOVÁ SÍDLA

ČLÁNEK 14

Památková sídla mají být předmětem zvláštní péče tak, aby byla zachována jejich integrita, zajištěna jejich asanace, úpravy a jejich zhodnocení.

VYKOPÁVKY

ČLÁNEK 15

Práce na archeologických vykopávkách se mají provádět v souladu s vědeckými normami a s "Doporučením definujícím mezinárodní principy, jež je třeba aplikovat ve věci archeologických vykopávek" přijatým UNESCO v roce 1956. Úpravy ruin a opatření nutná k zachování a trvalé ochraně architektonických článků a objevených objektů mají být zajištěny. Kromě toho je třeba využít každé iniciativy, jež by usnadňovala pochopení objevené památky, aniž byl zkrácen její pravý význam.

Přesto musí být *à priori* vyloučena jakákoliv rekonstrukční práce, v úvahu může přicházet toliko anastylosa, to jest rekonpozice (opětovní sestavení) existujících částí, ale zhroutených. Spojující prvky musí být rozeznatelné a mohou představovat minimum nezbytné k tomu, aby byly zajištěny podmínky pro zachování památky a pro dosažení souvislosti jejich tvarů.

DOKUMENTACE A PUBLIKACE

ČLÁNEK 16

Práce konzervační, restaurátorské a práce na archeologických vykopávkách budou vždy doprovázeny vyhotovením přesné dokumentace ve formě zpráv, analytických a kritických, ilustrovaných kresbami a fotografiemi. V nich budou zachyceny všechny fáze

prací průzkumových, konsolidačních, rekonpozičních a integračních a stejně i všechny prvky povahy technické a tvaroslovné zjištěné v průběhu prací. Tato dokumentace bude uložena v archivech veřejných institucí a bude dána k dispozici badatelům; doporučuje se její publikování.

Prací v Komisi pro redakci Mezinárodní charty o zachování a restaurování památek se zúčastnili:

Pierro Gazzola (Itálie), předseda, Raymond Lemaire (Belgie), zpravodaj, J.Bassegoda Nonell (Španělsko), Luis Benavente (Portugalsko), Djurdje Boskovič (Jugoslávie), Hiroshi Daifuku (UNESCO), P.L. De Vrieze (Nizozemí), Harald Langberg (Dánsko), Mario Matteucci (Itálie), Jean Merlet (Francie), Carlos Flores Marini (Mexiko), Roberto Pane (Itálie), Jakub Pavel (Československo), Paul Philippot (ICCR0M), Victor Pimentel (Peru), Harold Plenderleith (ICCR0M), Deoclecio Redig de Campos (Vatikán), Jean Sonnier (Francie), Francois Sorlin (Francie), Eustathios Stikas (Řecko), Gertrud Tripp (Rakousko), Jan Zachwatovicz (Polsko), Mustafa S.Zbiss (Tunis).

překlad Jakuba Pavla aktualizoval
A.Vošahlík

The Venice Charter

*translated
in*

DANISH

DANOIS

ICOMOS National Committee using this version:

Denmark/Danemark

VENEZIA-CHARTERET om bevaringsarbejde

Den 2. Internationale Kongres for Restaureringsarkitekter og -teknikere, Venedig, 1964.

Som bærere af et åndens budskab fra fortiden er folkenes historiske mindesmærker det levende vidnesbyrd i nutiden om overleveringer gennem århundreder. Menneskeheden, der dag for dag bliver sig stadig stærkere bevidst, at de menneskelige værdier er en enhed, betragter mindesmærkerne som en fælles arv og erkender sig -overfor fremtidens generationer- solidarisk ansvarlig for bevaringsarbejdet. Den forpligter sig til at give dem uforfalsket videre i al deres rigdom.

Det er følgelig af væsentlig betydning, at de principper, som bør gælde for konservering og restaurering, udvikles i fælleskab og formuleres på internationalt plan, hvorefter det helt må overlades hver enkelt nation at sørge for gennemførelsen indenfor rammerne af egen kultur og egne traditioner.

Ved for første gang at formulere disse grundlæggende principper bidrog Athencharteret af 1931 til udviklingen af et omfattende internationalt fælles virke, som har givet sig tydeligt udslag i nationale vedtagelser, i ICOM's og UNESCO's arbejde og i sidstnævnte organisations oprettelse af Det Internationale Center for Studiet af Konservering og Restaurering af Genstande af Kulturel Betydning. Med stor omhu og kritik er der arbejdet med problemer, som stedse er blevet mere komplicerede og varierede, og tiden må nu være inde til påny at gennemgå charterets principper med henblik på at uddybe dem og øge deres rækkevide ved affattelsen af et nyt dokument.

I overensstemmelse hermed tilsluttede Den II Internationale Kongres for Restaureringsarkitekter og -teknikere, der samledes i Venedig fra 25.-31. maj 1964, sig følgende tekst:

AFGRÆNSNINGER

ARTIKEL 1

Ved "historisk mindesmærke" forstås såvel det enkelte arkitektoniske værk som det bymæssige eller landskabelige område, hvor man finder vidnesbyrd om en særlig civilisation, en betydningsfuld udvikling eller en historisk begivenhed. Begrebet dækker ikke blot arbejder af stort format, men også mere beskedne frembringelser, som med tiden er fået kulturel betydning.

ARTIKEL 2

Bevaringen og restaureringen af historiske mindesmærker (bevaringsarbejdet) er en faglig disciplin, som appellerer til alle de videnskaber og tekniske fagområder, der kan bidrage til udforskning og beskyttelse af de nedrevne historiske mindesmærker.

ARTIKEL 3

Sigtet med bevaringsarbejdet er at beskytte såvel kunstværket som det historiske vidnesbyrd.

BEVARING

ARTIKEL 4

Bevaring af historiske mindesmærker kræver først og fremmest, at de er sikret stadig vedligeholdelse.

ARTIKEL 5

Bevaringen af historiske mindesmærker lettes oftes ved anvendelsen af dem til samfundsmæssigt nyttige formål. En sådan anvendelse kan derfor anbefales, men der må ikke derved ske ændringer i mindesmærkets arkitektoniske fremtræden. Kun

inden for denne grænse kan der projekteres og godkendes indretninger, nødvendiggjort af, hvad udviklingen i dag har gjort til skik og brug.

ARTIKEL 6

Til bevaring af et mindesmærke hører bevaringen af en passende indramning. Findes der omgivelser, som fra gammel tid hører det historiske mindesmærke til, må de opretholdes, og alle nybygninger såvel som al frilæggelse og omlægning, der forandrer størrelsesforhold og farvemæssig sammenhæng, må forbydes.

ARTIKEL 7

Et historisk mindesmærke er uadskilleligt fra den historie, det står som vidnesbyrd om, og fra det miljø, hvori det findes. Følgelig kan hel eller delvis flytning af et historisk mindesmærke kræver det, eller hvor en betydelig national eller international interesse retfærdiggør flytningen.

ARTIKEL 8

Skulpturer, malerier og dekorative elementer, der er integrerede dele af en historisk bygning, må ikke skilles fra den, med mindre en sådan forholdsregel er den eneste, som er egnet til sikre bevaringen.

RESTAURERING

ARTIKEL 9

Restaurering er en fremgangsmåde, som bør have karakter af kun at blive benyttet som en undtagelse. Den har til formål at sikre og genfremkalde et mindesmærkes æstetiske og historiske værdier, og den bygger på respekt for bevarede dele og på dokumentarisk beviselige kendsgerninger. Den standser, hvor gættet negynder. Hvor der er tale om rekonstruktioner, som grunder sig i formodninger, må alle kompetteringer, som er uundgåelige af æstetiske eller tekniske grunde, give sig til stempel. Forud og samtidig med en restaurering skal der altid gennemføres omhyggelige arkæologiske og historiske undersøgelser.

ARTIKEL 10

Hvor den traditionelle teknik viser sig utilstrækkelig, kan sikringen af et historisk mindesmærke ske ved anvendelse af alle sådanne nutidige konserverings- og byggematerialer, hvis brugbarhed er godtgjort gennem videnskabelige beviser og garanteret gennem erfaring.

ARTIKEL 11

Tilføjelser af værdi -fra en hvilken som helst epoke- til en historisk bygning bør respekteres, idet enhed -hvad stilen angår- ikke er noget mål at stræbe efter under en restaurering. Hvor der flere gange er givet en bygning et nyt ydre så at sige hen over det gamle, kan frilæggelsen af et underliggende lag kun undtagelsesvis retfærdiggøres og alene på betingelse af, at det, som fjernes, kun er af beskeden interesse, at de afdækkede dele udgør et vidnesbyrd af høj historisk, arkæologisk eller æstetisk værdi, og at deres bevaringstilstand vurderes som tilfredsstillende. Vurderingen af der skal fjernes, må ikke kun afhænge af den, der forestår arbejdet.

ARTIKEL 12

Bygningspartier, som skal erstatte manglende dele, må slutte sig harmonisk til helheden, men dog adskille sig fra de omgivende partier, således at restaureringen ikke forfalsker kunstneriske og historiske vidnesbyrd.

ARTIKEL 13

Tilføjelser kan ikke tolereres med mindre de respekterer bygningens vigtigste dele, heldedsbilledet, som det er os overleveret, balancen i kompositionen og forholdet til omgivelserne.

HISTORISKE OMRÅDER

ARTIKEL 14

Historiske byområder bør gøres til genstand for særlig omhu med henblik på beskyttelse af dem som helhed og sikringen af sundhedsmæssigt forsvarlige forhold, af indetning af tidssvarende bekvemmeligheder og af, at der gennemføres arbejder, som bringer forfaldne huse på fode. Bevaringsarbejdet, som her udføres, må være inspireret af de principper, som er udtrykt i de forudgående artikler.

ARKÆOLOGISKE UDGRAVNINGER

ARTIKEL 15

Arkæologiske udgravninger bør udføres i overensstemmelse med videnskabelige normer og "Anbefalingen, som fastlægger de internationale principper, der bør lægges til grund for arkæologiske udgravninger" vedtaget af UNESCO i 1956. Ordningen af ruiner og de nødvendige forholdsregler til konserverg og beskyttelse af såvel arkitekturelementer som løsfund skal sikres. I øvrigt skal enhver tænkelig fremgangsmåde tages i betragtning for at lette udforskningen af et afdækket mindesmærke, uden at dets betydning som historisk minde ødelægges. Alle rekonstruktionsarbejder bør imidlertid på forhånd være udelukket. Kun anastylose, d.v.s. samling af eksisterende men sønderbrudte bygningspartier, kan tillades. de samlende led må altid være lette at kende, og de må udgøre det mindst mulige, som er nødvendigt for bevaringen af mindesmærket og for at genskabe sammenhængen imellem formerne.

DOKUMENTATION OG UDGIVELSE

ARTIKEL 16

Konserverinsarbejder, restaureringer og arkæologiske udgravninger bør altid følges op med tilvejebringelsen af en præcis dokumentation i form af en analytisk og kritisk beretning ledsaget af tegninger og fotografier. Alle faser af arbejder, der medfører, at noget teges fra hinanden, sikres, genopbygges og samles, såvel som alle tekniske enkeltheder og formelementer, der er fundet vidnesbyrd om under arbejdet, bør indlemmes i et offentligt arkiv og være til rådighed for forskere. En udgivelse må anbefales.

The Venice Charter

*translated
in*

DUTCH / FLEMISH

NEERLANDAIS / FLAMAND

ICOMOS National Committees using this version:

**Belgium/Belgique
The Netherlands/Les Pays-Bas**

INTERNATIONAAL HANDVEST VOOR BEHOUD EN RESTAURATIE VAN MONUMENTEN EN STADS- EN DORPSGEZICHTEN

Goedgekeurd op het IIe Internationale Congres van Architecten en Technici op het gebied van de monumentenzorg van 25-31 mei 1964 te Venetië. Aanvaard door ICOMOS in 1965.

Historische monumenten en stads- en dorpsgezichten zijn dragers van informatie uit het verleden. Zij vormen het historisch erfgoed dat een levende getuigenis is van een eeuwenlange traditie van de mensheid. Er is een groeiend besef dat het behoud van dit erfgoed een gezamenlijke verantwoordelijkheid is. Het is een plicht deze monumenten en stads- en dorpsgezichten in alle rijkdom en oorspronkelijkheid aan toekomstige generaties over te dragen.

Het is van essentieel belang dat de beginselen die de leidraad moeten vormen voor de bescherming en restauratie van monumenten in internationaal verband worden aanvaard. Elk land is verantwoordelijk voor de toepassing van deze beginselen binnen zijn eigen cultuur en tradities.

Het handvest van Athene uit 1931, dat voor de eerste keer deze beginselen gaf, heeft bijgedragen aan een uitgebreide internationale beweging. Deze beweging heeft met name geleid tot nationale documenten, tot activiteiten van ICOM (International Council of Museums) en UNESCO en de oprichting door deze laatste van ICCROM (International Centre for the Study of the Preservation and the Restoration of Cultural Property).

Toenemende bewustwording en een kritische opstelling hebben zich gericht op steeds complexere en sterk uiteenlopende problemen. Daarom wordt het tijd de beginselen van het Handvest te herzien en de reikwijdte ervan in een nieuw document te vergroten.

DEFINITIES

ARTIKEL 1

Het begrip historisch monument omvat niet alleen de architectonische schepping als zelfstandig object, maar ook stads- en dorpsgezichten als uitingen van een bijzonder cultuurpatroon, als voorbeelden van een kenmerkende ontwikkeling of een historische gebeurtenis. Het omvat niet alleen grote artistieke scheppingen, maar ook eenvoudige objecten die in de loop van de tijd een culturele betekenis hebben gekregen.

ARTIKEL 2

Voor het behoud en de restauratie van monumenten dient een beroep te worden gedaan op alle wetenschappelijke en technische kennis, die kan bijdragen aan het bestuderen en veiligstellen van het cultureel erfgoed.

ARTIKEL 3

Het behoud en de restauratie van monumenten is niet alleen gericht op bescherming als kunstwerk, maar ook als historische bron.

BEHOUD

ARTIKEL 4

Het behoud van monumenten vereist op de eerste plaats regelmatig onderhoud.

ARTIKEL 5

Voor het behoud van monumenten is het altijd gewenst daaraan een maatschappelijk nuttige bestemming te geven. Een dergelijke bestemming mag echter niet de indeling en de decoratie van de gebouwen aantasten. Slechts binnen deze grenzen mag een aanpassing aan de ontwikkeling van gebruikseisen worden overwogen en toegestaan.

ARTIKEL 6

Het behoud van een monument houdt ook in het behoud van een overeenkomstige schaal van de naaste omgeving. Indien de oorspronkelijke omgeving nog bestaat dient deze te worden gehandhaafd en elke afbraak of verandering, die de bestaande verhoudingen in bouwmassa en kleurstelling zou aantasten, moet worden verboden.

ARTIKEL 7

Het monument kan niet los worden gezien van zijn historische en ruimtelijke context. Daarom kan een gehele of gedeeltelijke verplaatsing slechts worden aanvaard indien het voortbestaan dit vereist, of wanneer zeer dringende redenen van nationaal of internationaal belang dit rechtvaardigen.

ARTIKEL 8

Gebeeldhouwde, geschilderde of andersoortige decoraties die een geïntegreerd onderdeel uitmaken van het monument, mogen slechts verwijderd worden, indien dit de enig denkbare mogelijkheid tot behoud is.

RESTAURATIE

ARTIKEL 9

Restauratie moet uitzondering blijven. Het doel is de esthetische en historische waarden van het monument te behouden en zichtbaar te maken. Restauratie moet gebaseerd zijn op eerbied voor het oude materiaal en de authentieke monumenten. Het restaureren houdt op, daar waar het vermoedelijke herstellingen betreft en de hypothese begint; elke om esthetische of technische redenen als onvermijdelijk erkende aanvulling moet de architectonische compositie respecteren en een eigentijds karakter dragen. Elke restauratie moet worden voorafgegaan en begeleid door archeologisch en historisch onderzoek van het monument.

ARTIKEL 10

Indien voor de consolidering van een monument de traditionele technische middelen niet toereikend blijken te zijn, mag een beroep worden gedaan op alle moderne conserverings- en constructiemethoden, waarvan de doeltreffendheid wetenschappelijk is aangetoond en door de ervaring is verzekerd.

ARTIKEL 11

Aangezien met restauratie geen eenheid in stijl wordt nagestreefd, moeten alle waardevolle toevoegingen die in verschillende perioden aan het monument zijn gedaan, worden geëerbiedigd. Als aan een bouwwerk lagen uit verschillende tijdspannen te onderscheiden zijn, is het zichtbaar maken van een oudere situatie slechts bij uitzondering gerechtvaardigd. Voorwaarde is dan dat de te verwijderen onderdelen van gering belang zijn, de zichtbaar gemaakte oudere toestand van grote historische, archeologische of esthetische waarde is en de huidige staat daarvan van voldoende kwaliteit om de ingreep te rechtvaardigen. De beoordeling van de waarde van deze elementen en de beslissing over de verwijdering hiervan mogen niet alleen afhangen van de met restauratie belaste ontwerper.

ARTIKEL 12

De onderdelen die de verdwenen gedeelten moeten vervangen, dienen op harmonieuze wijze in het geheel opgenomen te worden. Deze moeten echter duidelijk van de originele gedeelten te onderscheiden zijn, zodat er geen vervalsing optreedt van de artistieke en historische informatie.

ARTIKEL 13

Toevoegingen kunnen slechts aanvaard worden voorzover ze de belangrijke onderdelen van het gebouw respecteren en het traditionele kader, het evenwicht in de compositie en de relatie met de omgeving niet verbreken.

MONUMENTALE STADS- EN DORPSGEZICHTEN

ARTIKEL 14

Monumentale stads- en dorpsgezichten vereisen speciale aandacht teneinde bij sanering, inrichting en exploitatie het behoud van waarden te kunnen verzekeren. Voor het uitvoeren van conserverings- en restauratiewerken dient men zich in deze gebieden te houden aan de in bovenvermelde artikelen genoemde uitgangspunten.

OPGRAVINGEN

ARTIKEL 15

Opgravingswerkzaamheden moeten uitgevoerd worden overeenkomstig de wetenschappelijke normen en voldoen aan de in 1965 door de UNESCO aanvaarde "Aanbeveling betreffende de bij archeologische opgravingen toe te passen internationale principes".

De inrichting van ruïnes, de permanente bescherming ervan, het beheer van architectonische onderdelen en opgegraven voorwerpen, dienen verzekerd te zijn van de noodzakelijke maatregelen. Voorts dient alles in het werk te worden gesteld om de aard van het opgegraven monument te verduidelijken zonder echter aan zijn betekenis afbreuk te doen.

Elke reconstructie is echter bij voorbaat uitgesloten; enkel opbouw met aanwezige resten (zgn. anastylose) kan worden toegestaan. De aanvullende materialen, die nodig zijn om een goed behoud van het monument te verzekeren en om de samenhang van de vorm te herstellen, moeten steeds herkenbaar zijn en tot een minimum worden beperkt.

DOCUMENTATIE EN PUBLICATIE

ARTIKEL 16

De werkzaamheden voor behoud, restauratie en opgraving moeten steeds worden begeleid door een nauwkeurige documentatie in de vorm van analytische en kritische rapporten, geïllustreerd met tekeningen en foto's. Alle fasen van ontgraving, consolidatie, herbouw en integratie, alsmede de technische en formele bijzonderheden die zich gedurende het werk voordoen, moeten worden vermeld. Deze documentatie moet worden ondergebracht in het archief van een openbare instelling en ter beschikking staan aan onderzoekers. Publikatie van de documentatie is aan te bevelen.

The Venice Charter

*translated
in*

ENGLISH

ANGLAIS

ICOMOS National Committees using this version:

Australia/Australie
U.S./Etats Unis
England/Royaume Uni

INTERNATIONAL CHARTER FOR THE CONSERVATION AND RESTORATION OF MONUMENTS AND SITES

IIInd International Congress of Architects and Technicians of Historic Monuments, Venice, 1964. Adopted by ICOMOS in 1965.

Imbued with a message from the past, the historic monuments of generations of people remain to the present day as living witnesses to their age-old traditions. People are becoming more and more conscious of the unity of human values and regard ancient monuments as a common heritage. The common responsibility to safeguard them for future generations is recognized. It is our duty to hand them on in the full richness of their authenticity.

It is essential that the principles guiding the preservation and restoration of ancient buildings should be agreed upon and be laid down on an international basis, with each country being responsible for applying the plan within the framework of its own culture and traditions.

By defining these basic principles for the first time, the Athens Charter of 1931 contributed towards the development of an extensive international movement which has assumed concrete form in national documents, in the work of ICOM and UNESCO and in the establishment by the latter of the International Centre for the Study of the Preservation and the Restoration of Cultural Property. Increasing awareness and critical study have been brought to bear on problems which have continually become more complex and varied; now the time has come to examine the Charter afresh in order to make a thorough study of the principles involved and to enlarge its scope in a new document.

Accordingly, the IIInd International Congress of Architects and Technicians of Historic Monuments which met in Venice from May 25th to 31st, 1964, approved the following text:

DEFINITIONS

ARTICLE 1.

The concept of an historic monument embraces not only the single architectural work but also the urban or rural setting in which is found the evidence of a particular civilization, a significant development or an historic event. This applies not only to great works of arts but also to more modest works of the past which have acquired cultural significance with the passing of time.

ARTICLE 2.

The conservation and restoration of monuments must have recourse to all the sciences and techniques which can contribute to the study and safeguarding of the architectural heritage.

ARTICLE 3.

The intention in conserving and restoring monuments is to safeguard them no less as works of art than as historical evidence.

CONSERVATION

ARTICLE 4.

It is essential to the conservation of monuments that they be maintained on a permanent basis.

ARTICLE 5.

The conservation of monuments is always facilitated by making use of them for some socially useful purpose. Such use is therefore desirable but it must not change the lay-out or decoration of the building. It is within this limits only that modifications demanded by a change of function should be envisaged and may be permitted.

ARTICLE 6.

The conservation of a monument implies preserving a setting wick is not out of scale. Wherever the traditional setting exists, it must be kept. No new construction, demolition or modification wick would alter the relations of mass and colour must be allowed.

ARTICLE 7.

A monument is inseparable from the history to which it bears witness and from the setting in which it is located. The moving of all or part of a monument cannot be allowed except where the safeguarding of that monument demands it or where it is justified by national or international interests of paramount importance.

ARTICLE 8.

Items of sculpture, painting or decoration which form an integral part of a monument may only be removed from it if this is the sole means of ensuring their preservation.

RESTORATION

ARTICLE 9.

The process of retoration is a highly specialized operation. Its aim is to preserve and reveal the aesthetic and historic value of the monument and is based on respect for original material and authentic documents. It must stop at the point where conjecture begins and in this case moreover any extra work wick is indispensable must be distinct from the arcitectural composition and must bear a contemporary stamp. The restoration in any case must be preceded and followed by an archaeological and historical study of the monument.

ARTICLE 10.

Where traditional techniques prove inadequate, the consolidation of a monument can be achieved by the use of any modern technique for conservation and construction, the efficacy of which has been shown by scientific data and proved by experience.

ARTICLE 11.

The valid contributions of all periods to the building of a monument must be respected since unity of style is not the aim of a restoration. When a building includes the superimposed work of different periods, the revealing of the underlying state can only be justified in exceptional circumstances and when what is removed is of little interest and the material wick is brought to light is of great historical, archaeological or aesthetic value, and its state of preservation good enough to justify the action. Evaluation of the importance of elements involved and the decision as to what may be destroyed cannot rets solely on the individual in charge of the work.

ARTICLE 12.

Replacement of missing parts must integrate harmoniously with the original so that restoration does not falsify the artistic or historic evidence.

ARTICLE 13.

Additions cannot be allowed except in so far as they do not detract from the interesting parts of the building, its traditional setting, the balance of its composition and relation with its surroundings.

HISTORIC SITES

ARTICLE 14.

The sites of monuments must be the object of special care in order to safeguard their integrity and ensure that they are cleared and presented in a seemly manner. The work of conservation and restoration carried out in such places should be inspired by the principles set forth in the foregoing articles.

EXCAVATIONS

ARTICLE 15.

Excavation should be carried out in accordance with scientific standards and the recommendation defining international principles to be applied in the case of archaeological excavation adopted by UNESCO in 1956.

Ruins must be maintained and measures necessary for the permanent conservation and protection of architectural features and objects discovered must be taken. Furthermore, every means must be taken to facilitate the understanding of the monument and to reveal it without ever distorting its meaning.

All reconstruction work should, however, be ruled out *a priori*. Only anastylosis, that is to say, the reassembling of existing but dismembered parts can be permitted. The material used for integration should always be recognizable and its use should be the least that will ensure the conservation of a monument and the reinstatement of its form.

PUBLICATION

ARTICLE 16.

In all works of preservation, restoration or excavation, there should always be precise documentation in the form of analytical and critical reports, illustrated with drawings and photographs.

Every stage of the work of clearing, consolidation, rearrangement and integration, as well as technical and formal features identified during the course of the work, should be included. This record should be placed in the archives of a public institution and made available to research workers. It is recommended that the report be published.

The Venice Charter

*translated
in*

ESTONIAN

ESTONIEN

ICOMOS National Committee using this version:

Estonia/Estonie

RAHVUSVAHELINE HARTA ARHITEKTUURIMÄLESTISTE JA NENDE KOMPLEKSIDE KONSERVEERIMISE JA RESTAUREERIMISE KOHTA

Ajaloomälestistega tegelevate arhitektide ja tehniliste spetsialistide teine rahvusvaheline kongress, Veneetsia, 1964. Vastu võetud ICOMOS-i poolt 1965. a.

Vaimse minevikupärandi kandjatena on iga rahva muinsusmälestised ammuste traditsioonide tunnistajaiks tänapäeval. Inimkond, kes pidevalt annab endale aru kultuuripärandi üldnimelikust väärtusest, võtab endale ühtlasi vastutuse selle säilitamise eest, pidades oma kohuseks anda tulevastele põlvkondadele üle kultuuriväärtused kogu nende rikkuses ja algupäras.

Just sellest tulenebki vajadus mälestiste konserveerimise ja restaureerimise printsiipide ühiseks kindlaksmääramiseks rahvusvahelises ulatuses, andes samaaegselt igale riigile vabaduse selle teostamiseks vastavalt selle rahva kultuurile ja traditsioonidele.

Põhiprintsiibid, mis esmakordselt formuleeriti 1931. a. Ateenas vastuvõetud määruses, leidsid suurt rahvusvahelist vastukaja, mille tulemuseks oli rahvuslike dokumentide ilmumine, MCM-i (ICOM-i) (Rahvusvaheline Muuseumide Nõukogu) ja UNESCO tegevus, aga ka viimati nimetatud organisatsiooni Kultuurivarade Konserveerimise ja Restaureerimise Rahvusvahelise Teadusliku Keskuse asutamine. Seoses terve rea keeruliste ja mitmepalgeliste probleemide tekkimisega ilmes vajadus nimetatud määruse uueks läbivaatamiseks, süvendamiseks ja tema tähtsuse allakriipsutamiseks uues dokumendis.

Silmas pidades ülaltoodut, võttis ajaloomälestistega tegelevate arhitektide ja tehniliste spetsialistide teine rahvusvaheline kongress, mis toimus Veneetsias 25. - 31. maini 1964. a., vastu järgmise resolutsiooni:

DEFINITSIOON

§ 1

Ajaloomälestise all mõistetakse nii üksikuid arhitektuurilisi ehitisi kui ka terveid komplekse nii linnas kui maal, mis on seotud teatud kultuuriga, tähtsate faktide või ajaloosündmustega.

See mõiste hõlmab mitte ainult väljapaistvaid mälestisi, vaid ka tagasihoidlikumaid, mis aegade jooksul on omandanud tähelepanuväärse kultuurilise väärtuse.

§ 2

Mälestiste konserveerimine ja restaureerimine on distsipliin, mis vajab kõigi nende teadus- ja tehnikaharude kaasabi, mis võivad kaasa aidata ajaloomälestiste tundmaõppimisele ja säilitamisele.

EESMÄRK

§ 3

Mälestiste konserveerimise ja restaureerimise eesmärgiks on nii kunstimälestiste kui ka ajalooliste vaatamisväärsuste kaitse.

KONSERVEERIMINE

§ 4

Mälestiste konserveerimise peamiseks ülesandeks on nende säilitamine.

§ 5

Mälestiste konserveerimine tuleb läbi viia esmajärjekorras neil juhtudel, kui mälestis tekitab ühiskondlikult kasulikku eesmärki; mälestise kasutamine sellistel eesmärkidel on soovitatav ainult juhul, kui sellega ei kaasne tema üldlahenduse ja kujunduse kahjustamist. Ainult neis raamides võib ette võtta ja lubada ümberehitusi, mis on kooskõlas uute, kaasaegsete tsivilisatsiooninõuetega.

§ 6

Mälestiste konserveerimisel tuleb arvestada tema ümbrust. Kui ümbrus on mälestisega traditsiooniliselt seotud, tuleb teda säilitada ning vältida igasuguseid uusehitusi, lammutusi jms., mis võiksid mälestise üldlahendust ja proportsioone muuta.

§ 7

Mälestis on lahutamatu seotud ajaloo, kuid ka oma asukohaga. Tema ümberpaigutamist, olgu tervikuna või osade kaupa, ei tohi lubada. Erandi moodustavad need ümberpaigutused, mis on hädavajalikud mälestise säilitamiseks või tingitud eriti tähtsatest rahvuslikest või rahvusvahelistest vajadustest.

§ 8

Dekoratiivsed elemendid, nagu skulptuurid, maalid jms., on mälestise lahutamatud osad; neid ei tohi temast eraldada, välja arvatud juhtudel, mil see osutub ainsaks säilitamise võimaluseks.

RESTAUREERIMINE

§ 9

Restaureerimist võib teostada erandjuhtudel - kui seda dikteerib mälestise säilitamise vajadus või püüe alla kriipsutada tema esteetilist ja ajaloolist väärtust; restaureerimistööd ei tohi sealjuures kahjustada vanu substantse ning peavad tuginema originaaldokumentidele. Restaureerimine peab lõppema seal, kus algab hüpotees; igasugused uued, äärmiselt vajalikud detailid peavad olema kooskõlas arhitektuurilise kompositsiooniga ja kandma meie aja iseloomu.

§ 10

Juhtudel, kui traditsiooniline tehnika osutub mittesobivaks, võib mälestise restaureerimisel kasutada kaasaegset restaureerimise ja konstrueerimise tehnikat, mille väärtust peavad kontrollima ja kinnitama teaduslikud andmed ja kogemused.

§ 11

Erinevate ajastute kihistusi tuleb säilitada, kuna stiiliühtsus ei ole restaureerimise lõppülesandeks. Kui mälestis kannab erinevate ajastute jooni, on ühe kihi eemaldamine õigustatud ainult sel juhul, kui eemaldatavad detailid pole väärtuslikud, kui arhitektuuriline kompositsioon kujutab endast pärast restaureerimist silmapaistvat

väärtust ajaloolisest, arheoloogilisest või esteetilisest seisukohast ja kui mälestise seisukord on piisavalt rahuldav. Kõrvaldamisele määratud elementidele hinnangu andmine ja nende eemaldamise otsustamine ei tohi sõltuda ainuüksi projekti autorist.

§ 12

Taastatud osad peavad mälestisega harmooniliselt sobima, kuid samal ajal originaalist erinema, et nad mälestise kunstilist ja ajaloolist ilmet võltsiks ei muudaks.

§ 13

Üksikosate taastamist võib lubada ainult sel juhul, kui see ei muuda ehitise kõige huvitavamaid elemente, tervet ansamblit, kompositsioonilist harmooniat ja seost lähima ümbrusega.

ARHITEKTUURIMÄLESTISTE KOMPLEKSID

§ 14

Arhitektuuri mälestiste kompleksidesse tuleb nende tervikliku säilitamise huvides suhtuda erilise hoolega, parandada nende kasutamistingimusi, heakorda, seada nad täielikku korda. Selliste komplekside konserveerimis-restaureerimistöödel tuleb lähtuda eespool nimetatud printsiipidest.

VÄLJAKAEVAMISTEST

§ 15

Arheoloogilised väljakaevamised tuleb läbi viia vastavalt teaduslikele normidele ja põhimõtetele, mis on vastu võetud UNESCO poolt 1956. aastal (määrused defineerivad rahvusvahelisi norme, mida tuleb järgida arheoloogilistel väljakaevamistel). Tuleb kindlustada abinõud varemete alaliseks kaitseks nii arhitektuursete elementide kui ka leitud esemete osas. Samuti on vaja võtta kasutusele abinõud, mis aitavad mõista avastatud mälestiste tähtsust, kusjuures tema tõeline olemus moonutamata jääks.

Igasuguseid taastamistöid tuleb vältida, välja arvatud "anastylos", s. t. kui seda nõuab mälestise kaitsmine või tema vormide järjekestvuse säilitamine.

DOKUMENTATSIOON JA PUBLIKATSIOON

§ 16

Konserveerimis-restaureerimis-, samuti arheoloogiliste töödega peab alati kaasnema põhjalik dokumentatsioon analüütiliste ja kriitiliste aruannete näol, mis on illustreeritud jooniste ja fotodega. Dokumentatsioon peab hõlmama läbiviidavate tööde kõiki faase, nagu näiteks mis tahes osade, samuti tööde käigus avastatud tehniliste ja formaalsete elementide eemaldamist, kindlustamist, paigutamist vastavatele kohtadele või täiendamist. Dokumentatsioon peaks paiknema mõne ühiskondliku organisatsiooni arhiivis, et uurijad seda kasutada saaksid. Soovitav on taoliste materjalide publitseerimine.

The Venice Charter

*translated
in*

FINNISH

FINLANDAIS

ICOMOS National Committee using this version:

Finland/Finlande

KANSAINVÄLINEN JULISTUS MONUMENTTIEN SUOJELUSTA

Toinen historiallisia monumentteja käsitellyt arkkitehtien ja teknisten asiantuntijoiden kansainvälinen kongressi, Venetsia, 1964.

Aikaisempien polvien historialliset monumentit ovat täynnä sanomaa menneestä ja ovat nykyäänkin ikivanhojen perinteiden eläviä todistuskappaleita. Kansat ovat tulossa yhä tietoisemmiksi ihmillisten arvojen yhteisyydestä ja pitävät menneisyyden monumentteja yhteisenä perintönään. Ymmärretään yhteinen vastuu niiden säilyttämisestä tuleville polville. Meidän velvollisuutenamme on jättää ne jälkeemme kaikessa aitoudessaan.

On olennaista, että vanhojen rakennusten suojelua ja restaurointia ohjaavat periaatteet sovitaan ja kirjataan kansainvälisellä pohjalla. Jokainen maa on vastuussa periaatteiden soveltamisesta oman kulttuurinsa ja omien perinteidensä puitteissa.

Ateenan julistus vuodelta 1931 määritteli ensimmäisen kerran nämä peruseriaatteet. Se oli auttamassa alkuun laajaa kansainvälistä liikettä, joka on konkretisoitunut kansallisissa asiakirjoissa, ICOMin ja UNESCO:n toiminnassa ja jälkimmäisen perustamassa Kulttuuriomaisuuden säilyttämisen ja entistämisen kansainvälisessä tutkimuskeskuksessa (ICCROM). Yhä mutkikkaammiksi ja moninaisimmiksi käyneitä ongelmia on käsitelty yhä tietoisemmin ja niitä on tutkittu kriittisesti. On aika ottaa julkilausuma uuden tarkastelun kohteeksi, jotta periaatteet voidaan selvittää perusteellisesti ja laajentaa julkilausumaa uudella asiakirjalla.

Venetsiassa 25.-31.5.1964 kokoontunut toinen historiallisia monumentteja käsitellyt arkkitehtien ja teknisten asiantuntijoiden kansainvälinen kongressi hyväksyi tässä tarkoituksessa seuraavan tekstin:

MÄÄRITELMÄT

1. ARTIKLA

Historiallisten monumenttien käsite ei sulje sisäänsä vain yksittäistä arkkitehtuuriluomusta, vaan myös kaupunkien tai maaseudun rakennusryhmiä, joihin liittyy todiste tietystä sivilisaatiosta, merkittävästä kehityskulusta tai historiallisesta tapahtumasta. Tämä ei koske vain huomattavia taiteellisia luomuksia, vaan myös vaatimattomampia menneisyyden töitä, joille ajan kuluminen on antanut kulttuurimerkitystä.

2. ARTIKLA

Monumenttien konservoinnissa ja restauroinnissa on turvaututtava kaikkiin tieteen ja tekniikan haaroihin, joista voi olla apua arkkitehtuuriperinnön tutkimisessa ja säilyttämisessä.

TAVOITE

3. ARTIKLA

Monumenttien konservoinnin ja restauroinnin tarkoituksena on suojella niitä yhtä hyvin taideluomuksina kuin historiallisina todistuskappaleina.

SUOJELU

4. ARTIKLA

Monumenttien suojelussa on olennaista, että niiden hoito on pysyvästi järjestetty.

5. ARTIKLA

Monumenttien suojelua helpottaa aina se, että niitä käytetään johonkin yhteiskunnallisesti hyödylliseen tarkoitukseen. Tällainen käyttö on siis toivottavaa, mutta se ei saa muuttaa rakennuksen pohjakaavaa tai taiteellista yleisilmettä. Uuden käytön vaatimia muutoksia voidaan tarkastella ja ne voidaan sallia vain näissä rajoissa.

6. ARTIKLA

Monumenttien suojelu edellyttää sen ympäristön säilyttämistä, ellei se ole mittakaavaltaan liian suuri. Jos perinteinen ympäristökokonaisuus on säilynyt, se on aina säästettävä. Monumentin suhteita tai sävyä muuttavaa uudisrakentamista, purkamista tai muunnosta ei pidä sallia.

7. ARTIKLA

Monumenttia ei voi irrottaa siitä historiasta, josta se on todisteena eikä siitä ympäristöstä, johon se kuuluu. Monumentin tai sen osan siirtämistä ei voi sallia ellei monumentin säilyttäminen sitä vaadi tai ellei sitä oikeuta ensiarvoinen kansallinen tai kansainvälinen etu.

8. ARTIKLA

Veistoksen, maalauksen tai koristeen, joka on olennainen osa monumentista, saa siirtää paikaltaan vain jos tämä on ainoa keino sen säilyttämiseksi.

RESTAUROINTI

9. ARTIKLA

Restaurointi on pitkälle erikoistunutta toimintaa. Sen tavoitteena on säilyttää ja tuoda esiin monumenttien esteettinen ja historiallinen arvo ja se pohjautuu alkuperäisen materiaalin ja autenttisten dokumenttien kunnioittamiselle. Restauroinnin on päätyttävä siinä, missä otaksuma alkaa. Lisäksi kaiken välttämättömän lisärakentamisen on erotuttava arkkitehtonisesta kompositiosta ja sillä on oltava nykyajan leima. Ennen ja jälkeen restauroinnin on aina tehtävä arkeologinen ja historiallinen tutkimus monumentista.

10. ARTIKLA

Jos perinteinen tekniikka osoittautuu riittämättömäksi, monumenttia voi vahvistaa käyttämällä kaikkea sitä nykyaikaista konservointi- ja restaurointitekniikkaa, jonka tehon tieteellinen tieto on vahvistanut ja kokemus koetellut.

11. ARTIKLA

On kunnioitettava monumenttien rakentamiseen eri aikakausina tehtyjä perusteltuja lisäyksiä, sillä tyylin yhtenäisyys ei ole restauroinnin tavoite. Jos rakennuksessa on päälle rakennettuja lisäyksiä eri aikakausilta, alla olevan vaiheen paljastaminen on oikeutettua vain poikkeusoloissa ja mikäli poistettava osa on merkitykseltään vähäinen, sekä mikäli esiin tuleva materiaali on historialliselta, arkeologiselta tai esteettiseltä arvoltaan huomattava ja mikäli se on säilynyt kyllin hyvässä kunnossa, jotta toimenpide on oikeutettu. Työstä vastaava henkilö ei voi yksin arvioida kuinka tärkeitä eri tekijät ovat eikä päättää mitä voi hävittää.

12. ARTIKLA

Hävinneiden osien täydentämisen on liityttävä kokonaisuuteen harmonisesti, mutta samalla täydennysten on erotuttava alkuperäisestä, jotta restauroinnilla ei väärennetä taiteellista eikä historiallista kokonaisuutta.

13. ARTIKLA

Lisäykset voidaan sallia vain elleivät ne häiritse rakennuksen mielenkiintoisia osia, perinteistä miljööstä, komposition tasapainoa tai sen suhdetta ympäristöönsä.

HISTORIALLISET PAIKAT

14. ARTIKLA

Monumenttien sijaintipaikkojen on oltava erityisen huolenpidon kohteena, jotta niiden eheys turvataan, sekä taataan, että ne kunnostetaan ja esitetään asianmukaisesti. Tällaisten paikkojen kunnostuksessa on noudatettava edellisissä artikloissa esitettyjä periaatteita.

KAIVAUKSET

15. ARTIKLA

Kaivauksissa on noudatettava tieteellisiä normeja ja UNESCO:n vuonna 1956 hyväksymää suositusta, jossa määritellään arkeologisiin kaivauksiin sovellettavat kansainväliset periaatteet. Rauniot on säilytettävä ja on huolehdittava arkkitehtonisten elementtien ja löydettyjen esineiden pysyvän konservoinnin ja suojelun vaatimista toimista. Edelleen on helpotettava kaikin keinoin monumenttien merkityksen ymmärtämistä, ja se on tuotava esiin vääristämättä.

Kuitenkin kaikki rekonstruoiminen on suljettava pois a priori. Voidaan sallia vain anastyloosi, toisin sanoen olemassa olevien, mutta irronneiden osien liittäminen paikoilleen. Täydentävä materiaali on voitava aina tunnistaa ja monumentti on konservoitava ja sen muoto palautettava mahdollisimman vähällä materiaalilla.

JULKAISUTOIMINTA

16. ARTIKLA

Kaikessa säilyttämis-, restaurointi- tai kaivaustoiminnassa on aina noudatettava täsmällistä dokumentointia laatimalla analyttisiä ja kriittisiä raportteja, joita havainnollistetaan piirroksin ja valokuvin. Raporttien on sisällettävä kaikki kunnostustyön vaiheet, vahvistaminen, uudet äriestelyt ja eheyttäminen sekä työn kuluessa todetut tekniset ja muutoseikat. Raportti on tallennettava julkisen laitoksen arkistoon ja pidettävä tutkijoiden saatavilla. Raportin julkistaminen on suositeltavaa.

Seuraavat henkilöt osallistuivat monumenttien suojelun ja restauroinnin kansainvälisen julistuksen valmistelemaan komitean työhön:

Piero Gazzola, Italia, puheenjohtaja
Raymond Lemaire, Belgia, sihteeri
José Bassegoda-Nonell, Espanja
Luis Benavente, Portugali
Djurdje Boskovic, Jugoslavia
Hirosi Daifuku, UNESCO
P.L. de Vrieze, Alankomaat
Harald Langberg, Tanska
Mario Matteucci, Italia
Jean Merlet, Ranska
Carlos Flores Marini, Meksiko
Robert Pane, Italia
S.C.J. Pavel, Tšekkoslovakia
Paul Philippot, ICCROM
Viktor Pimentel, Peru
Harold Plenderleith, ICCROM
Deoclecio Redig de Campos, Vatikaani
Jean Sonnier, Ranska
Francois Sorlin, Ranska
Eustathios Stikas, Kreikka
Gertrud Tripp, Itävalta
Jan Zachwatovicz, Puola
Mustafa S. Zbiss, Tunisia

The Venice Charter

*translated
in*

FRENCH

FRANÇAIS

ICOMOS National Committee using this version:

Belgium/Belgique
Canada
France
Ivory Coast/Côte d'Ivoire
Switzerland/Suisse

CHARTRE INTERNATIONALE SUR LA CONSERVATION ET LA RESTAURATION DES MONUMENTS ET DES SITES

Ile Congrès international des architectes et des techniciens des monuments historiques, Venise, 1964. Adoptée par ICOMOS en 1965.

Chargées d'un message spirituel du passé, les oeuvres monumentales des peuples demeurent dans la vie présente le témoignage vivant de leurs traditions séculaires. L'humanité, qui prend chaque jour conscience de l'unité des valeurs humaines, les considère comme un patrimoine commun, et, vis-à-vis des générations futures, se reconnaît solidairement responsable de leur sauvegarde. Elle se doit des les leur transmettre dans toute la richesse de leur authenticité.

Il est dès lors essentiel que les principes qui doivent présider à la conservation et à la restauration des monuments soient dégagés en commun et formulés sur un plan international, tout en laissant à chaque nation le soin d'en assurer l'application dans le cadre de sa propre culture et de ses traditions.

En donnant une première forme à ces principes fondamentaux, la Charte d'Athènes de 1931 a contribué au développement d'un vaste mouvement international, qui s'est notamment traduit dans des documents nationaux, dans l'activité de l'ICOM et de l'UNESCO, et dans la création par cette de dernière du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels. La sensibilité et l'esprit critique se sont portés sur des problèmes toujours plus complexes et plus nuancés; aussi l'heure semble venue de réexaminer les principes de la charte afin de les approfondir et d'en élargir la portée dans un nouveau document.

En conséquence, le Ile Congrès International des Architectes et des Techniciens des Monuments Historiques, réuni, à Venise du 25 au 31 mai 1964, a approuvé le texte suivant:

DEFINITIONS

ARTICLE 1

La notion de monument historique comprend la création architecturale isolée aussi bien que le site urbain ou rural qui porte témoignage d'un civilisation particulière, d'une évolution significative ou d'un événement historique. Elle s'étend non seulement aux grandes créations mais aussi aux oeuvres modestes qui ont acquis avec le temps une signification culturelle.

ARTICLE 2

La conservation et la restauration des monuments constituent une discipline qui fait appel à toutes les sciences et à toutes les techniques qui peuvent contribuer à l'étude et à la sauvegarde du patrimoine monumental.

ARTICLE 3

La conservation et la restauration des monuments visent à sauvegarder tout autant l'oeuvre d'art que le témoin d'histoire.

CONSERVATION

ARTICLE 4

La conservation des monuments impose d'abord la permanence de leur entretien.

ARTICLE 5

La conservation des monuments est toujours favorisée par l'affectation de ceux-ci à une fonction utile à la société; une telle affectation est donc souhaitable mais elle ne peut altérer l'ordonnance ou le décor des édifices; C'est dans ces limites qu'il faut

concevoir et que l'on peut autoriser les aménagements exigés par l'évolution des usages et des costumes.

ARTICLE 6

La conservation d'un monument implique celle d'un cadre à son échelle. Lorsque le cadre traditionnel subsiste, celui-ci sera conservé, et tout aménagement qui pourrait altérer les rapports de volumes et de couleurs seront proscrits.

ARTICLE 7

Le monument est inséparable de l'histoire dont il est le témoin et du milieu où il se situe. En conséquence le déplacement de tout ou partie d'un monument ne peut être toléré que lorsque la sauvegarde du monument l'exige ou que des raisons d'un grand intérêt national ou international le justifient.

ARTICLE 8

Les éléments de sculpture, de peinture ou de décoration qui font partie intégrante du monument ne peuvent en être séparés que lorsque cette mesure est la seule susceptible d'assurer leur conservation.

RESTAURATION

ARTICLE 9

La restauration est une opération qui doit garder un caractère exceptionnel. Elle a pour but de conserver et de révéler les valeurs esthétiques et historiques du monument et se fonde sur le respect de la substance ancienne et de documents authentiques. Elle s'arrête là où commence l'hypothèse, sur le plan des reconstitutions conjecturales, tout travail de complément reconnu indispensable pour raisons esthétiques ou techniques relève de la composition architecturale et portera la marque de notre temps. La restauration sera toujours précédée et accompagnée d'une étude archéologique du monument

ARTICLE 10

Lorsque les techniques traditionnelles se révèlent inadéquates, la consolidation d'un monument peut être assurée en faisant appel à toutes les techniques modernes de conservation et de construction dont l'efficacité aura été démontrée par des données scientifiques et garantie par l'expérience.

ARTICLE 11

Les rapports valables de toutes les époques à l'édification d'un monument doivent être respectés, l'unité de style n'étant pas un but à atteindre au cours d'une restauration. Lorsqu'un édifice comporte plusieurs états superposés, le dégagement d'un état sous-jacent ne se justifie qu'exceptionnellement et à condition que les éléments enlevés ne présentent que peu d'intérêt, que la composition mise au jour constitue un témoignage de haute valeur historique, archéologique ou esthétique, et que son état de conservation soit jugé suffisant. Le jugement sur la valeur des éléments en question et la décision sur les éliminations à opérer ne peuvent dépendre du seul auteur du projet.

ARTICLE 12

Les éléments destinés à remplacer les parties manquantes doivent s'intégrer harmonieusement à l'ensemble, tout en se distinguant des parties originales, afin que la restauration ne falsifie pas le document d'art et d'histoire.

ARTICLE 13

Les adjonctions ne peuvent être tolérées que pour autant qu'elles respectent toutes les parties intéressantes de l'édifice, son cadre traditionnel, l'équilibre de sa composition et ses relations avec le milieu environnant.

SITES MONUMENTAUX

ARTICLE 14

Les sites monumentaux doivent faire l'objet de soins spéciaux afin de sauvegarder leur intégrité et d'assurer leur assainissement, leur aménagement et leur mise en valeur. Les

travaux de conservation et de restauration qui sont exécutés doivent s'inspirer des principes énoncés aux articles précédents.

FOUILLES

ARTICLE 15

Les travaux de fouilles doivent s'exécuter conformément à des normes scientifiques et à la "Recommandation définissant les principes internationaux à appliquer en matière de fouilles archéologiques" adoptée par l'UNESCO en 1956.

L'aménagement des ruines et les mesures nécessaires à la conservation et à la protection permanente des éléments architecturaux et des objets découverts seront assurés. En outre, toutes initiatives seront prises en vue de faciliter la compréhension du monument mis au jour sans jamais en dénaturer la signification.

Tout travail de reconstruction devra cependant être exclu à priori, seule l'anastylose peut être envisagée, c'est-à-dire la reconstitution des parties existantes mais démembrées. Les éléments d'intégration seront toujours reconnaissables et représenteront le minimum nécessaire pour assurer les conditions de conservation du monument et rétablir la continuité de ses formes.

DOCUMENTATION ET PUBLICATION

ARTICLE 16

Les travaux de conservation, de restauration et de fouilles seront toujours accompagnés de la constitution d'une documentation précise sous forme de rapports analytiques et critiques illustrés de dessins et de photographies. Toutes les phases de travaux de dégagement, de consolidation, de reconstitution et d'intégration, ainsi que les éléments techniques et formels identifiés au cours des travaux y seront consignés. Cette documentation sera déposée dans les archives d'un organisme public et mise à la disposition des chercheurs; sa publication est recommandée.

Ont participé à la Commission pour la rédaction de la charte internationale pour la Conservation et la Restauration des Monuments:

M. Pierro Gazzola (Italie), Président
M. Raymond Lemaire (Belgique), Rapporteur
M. José Bassegoda-Nonell (Espagne)
M. Luis Benavente (Portugal)
M. Djurdje Boskovic (Yougoslavie)
M. Hiroshi Daifuku (U.N.E.S.C.O.)
M. P.L. de Vrieze (Pays-Bas)
M. Harald Langberg (Danemark)
M. Mario Matteucci (Italie)
M. Jean Merlet (France)
M. Carlos Flores Marini (Mexique)
M. Roberto Pane (Italie)
M. S.C.J. Pavel (Tchécoslovaquie)
M. Paul Philippot (Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels)
M. Victor Pimentel (Pérou)
M. Deoclecio Redig de Campos (Vatican)
M. Jean Sonnier (France)
M. François Sorlin (France)
M. Eustathios Stikas (Grèce)
Mrs. Gertrud Tripp (Autriche)
M. Jan Zachwatowicz (Pologne)
M. Mustafa S. Zbiss (Tunisie)

The Venice Charter

*translated
in*

GEORGIAN

GEORGIEN

ICOMOS National Committee using this version:

Georgia/Georgie

საერთაშორისო ქარტია პეგლთა დაცვისა და რესტავრაციის შესახებ

არქიტექტორთა და ისტორიის ძეგლების სპეციალისტთა II საერთა-
შორისო კონგრესი. ვენეცია, 1964. მიღებულია იკომოსის მიერ 1965.

ესა თუ ის მონუმენტალური ქმნილება, რომელიც ხალხთა წარსული
კულტურის ანარეკლს წარმოადგენს, დღესაც ცოცხალი ორგანიზმია-
იგი საუკუნოვანი ტრადიციების ცოცხალი მოწმეა. ისტორიული
ძეგლი საერთო ღირებულებას, საერთო მემკვიდრეობას წარმოადგენს.

მას შემდეგ, რაც საერთაშორისო ხაზით შემუშავებულ იქნა ძირითადი-
პრინციპები, რომელთაც უნდა დაფუძნებოდა ძეგლთა კონსერვაციისა
და რესტავრაციის საქმე, მათ ყოველი ერთი იცავს თავისი კულტურისა
და ტრადიციების თავისებურებათა შესაბამისად.

პირველად ეს პრინციპი ჩამოყალიბდა 1931 წელს, ათენის ქარტიის
სახით. მან დიდად შეუწყო ხელი ფართო საერთაშორისო მოძრაობის
განვითარებას - გამოქვეყნდა არა ერთი ნაციონალური დოკუმენტი,
მუშაობა გააჩაღა იუნესკომ, შეიქმნა ძეგლთა კონსერვაციისა და
რესტავრაციის შემსწავლელი საერთაშორისო ცენტრი რომში.

კრიტიკული აზრი ამა თუ იმ პრობლემას მუდამ მრავალფეროვნებას
და კომპლექტურობას მატებს. ამასთან, უკვე ოროულიცაა, გადაისინ-
ჯოს ათენის ქარტიის პრინციპები, გადრწავდეს და გაფართოვდეს ეს
დოკუმენტი და ამრიგად შეიქმნას ახალი ქარტია.

შესაბამისად ამისა, არქიტექტორთა და ისტორიული ძეგლების სპე-
ციალისტთა II საერთაშორისო კონგრესმა, რომელიც ვენეციაში შე-
იკრიბა 1964 წლის 25 მაისს, მოიწონა შემდეგი ტექსტი:

განსაზღვრება

კუნძი 1

ისტორიული ძეგლის მცნება მოიცავს როგორც ცალკეულ არქიტექტურულ
ნაწარმოებს, ასევე ქალაქისა და სოფლის ლანდშაფტს, რომელიც

განსაკუთრებული თვითმყოფი კულტურის დამადასტურებელია. განვითარების მნიშვნელოვანი ეტაპი თუ ისტორიული ძეგლი გულისხმობს არა მარტო უნიკალურ ძეგლებს, არამედ უბრალო, თითქოს და რიგით ნაწარმოებებსაც, რომლებიც კარგად ასახავს თავის ეპოქას და რომელთაც გარკვეული კულტურული მნიშვნელობა აქვს.

კუნძი 2

ძეგლთა კონსერვაცია და რესტავრაცია სამეცნიერო დისციპლინაა. იგი იმდებლობს ყოველი მეცნიერებისა და ყოველი სპეციალისტის ყველა იმ გამოკვლევას, რამაც შეიძლება ხელი შეუწყოს კულტურული მემკვიდრეობის შესწავლისა და დაცვის საქმეს.

კუნძი 3

ძეგლთა კონსერვაცია და რესტავრაცია მიზნად ისახავს დაცვას როგორც ხელოვნების ნაწარმოები, ასევე ისტორიული დოკუმენტი.

კონსერვაცია

კუნძი 4

ძეგლის კონსერვაცია, პირველ ყოვლისა, გვაგვალვებს მის დაცვასა და ყოველდღიურ მოვლა-პატრონობას.

კუნძი 5

ძეგლის კონსერვაცია ხელს უწყობს საზოგადოებრივი საჭიროებისათვის მის გამოყენებასაც, ე.ი. ასეთი გამოყენება დასაშვებია, მაგრამ არავითარ შემთხვევაში არ შეიძლება დავამახინჯოთ /შეცვალოთ/ შინობის აგებულება ანდა დეკორი.

კუნძი 6

ძეგლის კონსერვაცია ძეგლთან დაკავშირებულ გარემოსაც გულისხმობს. თუ არსებობს ტრადიციული გარემო, იგი უნდა შევინარჩუნოთ და ყოველგვარი ახალი მშენებლობა, ყოველგვარი დაშლა და გადაკეთება, რამაც შეიძლება დაამახინჯოს სახე, აკრძალულია.

კუნძი 7

ძეგლი განუყოფელია ისტორიისაგან, რომლის მოწმეც იგი არის და იმ გარემოცვისაგან, რომელშიაც ისაა ჩართული. მთელი ძეგლის ან

მისი ნაწილის გადატანა დასაშვებია მხოლოდ იმ შემთხვევაში, თუ ამას ძეგლის გადარჩენის საქმე მოითხოვს, ან მაშინ, როცა ეს გამართლებულია გარკვეული ნააიონალური თუ საერთაშორისო მოსაზრებებით.

კუნძუნი 8

ქანდაკების, მხატვრობის თუ დეკორატიული მორთულობის სხვა რაიმე ელემენტი მხოლოდ იმ შემთხვევაში შეიძლება დადაშორდეს ძეგლს, თუ ეს ერთადერთი გამოსავალია მისი კონსერვაციისათვის.

რესტავრაცია

კუნძუნი 9

რესტავრაცია – ეს არის საშუალება, რომელსაც მხოლოდ განსაკუთრებულ შემთხვევებში უნდა მივმართოთ. მისი მიზანია ძეგლის ისტორიულ და ესთეტიკურ ღირებულებათა კონსერვაცია და აღდგენა. იგი მუდამ ანგარიშს უნდა უწევდეს ძეგლის ძველ ფუძეს და მუდამ უნდა ემყარებოდეს ავთენტურ დოკუმენტებს. რესტავრაცია უნდა შეწყდეს იქ, სადაა ჩნდება პიპოტება. გამონაკლისია ამ შემთხვევაში ყველა ის სამუშაოები, რაც აუცილებელია არქიტექტურული კომპოზიციის აღსადგენად. ყოველგვარი დანამატი ჩვენი დროის დაღს უნდა ატარებდეს.

კუნძუნი 10

რამდენადაც ტრადიციული ტექნიკა ხშირად არაა ადეკვატური, უნდა მივმართოთ კონსერვაციისა და მშენებლობის ყველა თანამედროვე ტექნიკას. ეფექტურობა დასაბუთებული იქნება მეცნიერების მონაცემებით, ხოლო მისი უზრუნველყოფა ცდების საქმეა.

კუნძუნი 11

უნდა გავუფრთხილდეთ ყოველი ეპოქის ყველა იმ ანდამანტს, რომელიც ძეგლს მოჰყვა დღემდე. ამიტომაც, რესტავრაციის პროცესში შეუძლებელია მიზნად დავსახოთ ერთიანი სტილის დაცვა. რამდენადაც ყოველ ნაგებობაში შესაძლოა იყოს რამდენიმე ფენა, მათი მოშორება ქვედა ფენისაგან შესაძლებელია მხოლოდ გამონაკლისის სახით და იმ პირობით, თუ ეს ზედა ფენები ნაკლებად მნიშვნელოვანია, თუ კომპოზიცია, რომელიც ჩვენს მიერ ჩატარებული სამუშაოების შედეგად არის

შექმნილი, ნათლად დაგვიმოწმებს ისტორიულ, არქეოლოგიურ და ესთეტიკურ ღირებულებათა მაღალ დონეს და თუ ამ კომპოზიციის კონსერვაცია საკმარისი იქნება განსჯისათვის. საკითხის გადაწყვეტა ამ შემთხვევაში – ელემენტების ღირებულებისა და ფენების /თპერატტიუოი/ თაშორების შესახებ – არ შეიძლება პროექტის ერთ ავტორს მიგანდოთ მხოლოდ.

კუნძი 12

ის ელემენტები, რომელნიც ნაგებობის ნაკლები ნაწილებისათვისაა გათვალისწინებული, სრულ ჭარმონიაში უნდა იყოს მთელ ანსამბლთან და ამავე დროს მკვეთრად უნდა გამოირჩეოდეს ძველი ნაწილებისაგან.

კუნძი 13

ნაგებობის დასრულება დასაშვებია, თუ შენარჩუნებული იქნება ყველა მისი მნიშვნელოვანი ნაწილი და თუ ის არ არღვევს მთელი კომპოზიციის ისტორიულ საზოგადოებას და ძეგლის კავშირს მთელ გარემოსთან.

ქალაქის ცენტრის კავშირი

კუნძი 14

ქალაქის ცენტრი განსაკუთრებული ზრუნვის საგანი უნდა იყოს მისი მთლიანობის, მისი გეგმარების დაცვა, ზრუნვა მისი გაჯანსაღებისათვის და მისი ექსპლუატაციისათვის; ყველა საკონსერვაციო და სარესტავრაციო სამუშაო, რომელიც ქალაქის ცენტრშია გათვალისწინებული, უნდა ემყარებოდეს იმ პრინციპებს, რომლებიც წინა პარაგრაფში იყო გამოთქმული.

გათხრობა

კუნძი 15

გათხრობის სამუშაოები უნდა განხორციელდეს იმ სამეცნიერო ნორმებისა და რეკომენდაციების მიხედვით, რომელიც იუნესკომ მიიღო 1956 წელს "რომელიც საფუძვლად დაედო არქეოლოგიური გათხრობის სამუშაოების საერთაშორისო პრინციპებს".

საჭიროა უზრუნველყოთ ნანგრევების მოწესრიგება, მათი კონსერვაცია. აუცილებელია არქიტექტურული ელემენტებისა და აგრეთვე გათხრობის შედეგად გამოვლენილი ყველა სხვა საგნის მუდმივი დაცვის ორგანიზება.

საჭიროა აგრეთვე განვმარტოთ ძეგლის მნიშვნელობა, მისი მოვლა-პატრონობისა და დაცვის აუცილებლობა. მაგრამ ყოველგვარი სამუშაო, რეკონსტრუქციის ხაზით, გამორიცხული უნდა იყოს. შეიძლება განხორციელდეს მხოლოდ ანასტილიზი, ე.ი. ჯერ კიდევ არსებული, მაგრამ გათიშული ნაწილების შეერთება-შეკავშირება.

პუბლიკაცია

პუნქტი 16

საკონსერვაციო, სარესტავრაციო და გათხრით სამუშაოებს მუდამ თან უნდა ახლდეს ზუსტი დოკუმენტაცია - ნახატებითა და ფოტოსურათებით, ილუსტრირებული ტექსტით, რომელშიაც გაანალიზებულია მთელი ეს მასალა. განშრევების, გამაგრების, შეერთების, დანამატი სამუშაოების ყველა ფორმა, ისევე როგორც ტექნიკური ელემენტები და ის ფორმები, რომლებიც ორიგინალის განმეორებითაა შექმნილი - ყველა-ფერი ეს ამ ტექსტში უნდა იყოს ასახული. მთელი ეს დოკუმენტაცია უნდა გადაეცეს საზოგადოებრივ ორგანიზაციათა არქივებს და ყოველი მათგანი ხელმისაწვდომი უნდა იყოს მკვლევართა და მეცნიერთათვის. რეკომენდირებულია მათი პუბლიკაცია.

1937 წ. არქიტექტორთა III საერთაშორისო კონგრესი რომში.

ძეგლთა კონსერვაციისა და რესტავრაციის საერთაშორისო ქარტიის სარედაქციო კომისიაში შედიოდნენ:

- პიერო გაცოლა /იტალია/ - თავმჯდომარე;
- რაიმონ ლემერი /ბელგია/ - მომხსენებელი;
- ბასეგოდა ნონელი /ესპანეთი/;
- ბენადენტე ლუისი /პორტუგალია/;
- ბორკოვიჩ ჯურჯე /იუგოსლავია/;
- დაიდუკუ ხიროხი /იუნესკო/ და სხვები.

The Venice Charter

*translated
in*

GERMAN

ALLEMAND

ICOMOS National Committees using this version:

Austria/Autriche
Germany/Allemagne
Switzerland/Suisse

INTERNATIONALE CHARTA ÜBER DIE KONSERVIERUNG UND RESTAURIERUNG VON DENKMÄLERN UND ENSEMBLES

II. Internationaler Kongreß der Architekten und Techniker der Denkmalpflege, Venedig, 1964. Von ICOMOS beschlossen im Jahre 1965.

Als lebendige Zeugnisse jahrhundertalter Traditionen der Völker vermitteln die Denkmäler in der Gegenwart eine geistige Botschaft der Vergangenheit. Die Menschheit, die sich der universellen Geltung menschlicher Werte mehr und mehr bewußt wird, sieht in den Denkmälern ein gemeinsames Erbe und fühlt sich kommenden Generationen gegenüber für ihre Bewahrung gemeinsam verantwortlich. Sie hat die Verpflichtung, ihnen die Denkmäler im ganzen Reichtum ihrer Authentizität weiterzugeben.

Es ist daher wesentlich, daß die Grundsätze, die für die Konservierung und Restaurierung der Denkmäler maßgebend sein sollen, gemeinsam erarbeitet und auf internationaler Ebene formuliert werden, wobei jedes Land für die Anwendung im Rahmen seiner Kultur und seiner Tradition verantwortlich ist.

Indem sie diesen Grundprinzipien eine erste Form gab, hat die Charta von Athen von 1931 zur Entwicklung einer breiten internationalen Bewegung beigetragen, die insbesondere in nationalen Dokumenten, in den Aktivitäten von ICOM und UNESCO und in der Gründung des "Internationalen Studienzentrums für die Erhaltung und Restaurierung der Kulturgüter" Gestalt angenommen hat. Wachsendes Bewußtsein und kritische Haltung haben sich immer komplexeren und differenzierteren Problemen zugewandt; so scheint es an der Zeit, die Prinzipien jener Charta zu überprüfen, um sie zu vertiefen und in einem neuen Dokument auf eine breitere Basis zu stellen.

Daher hat der vom 25. - 31. Mai 1964 in Venedig versammelte II. Internationale Kongreß der Architekten und Techniker der Denkmalpflege den folgenden Text gebilligt:

DEFINITIONEN

Artikel 1

Der Denkmalbegriff umfaßt sowohl das einzelne Denkmal als auch das städtische oder ländliche Ensemble (Denkmalbereich), das von einer ihm eigentümlichen Kultur, einer bezeichnenden Entwicklung oder einem historischen Ereignis Zeugnis ablegt. Er bezieht sich nicht nur auf große künstlerische Schöpfungen, sondern auch auf bescheidene Werke, die im Lauf der Zeit eine kulturelle Bedeutung bekommen haben.

Artikel 2

Konservierung und Restaurierung der Denkmäler bilden eine Disziplin, welche sich aller Wissenschaften und Techniken bedient, die zur Erforschung und Erhaltung des kulturellen Erbes beitragen können.

ZIELSETZUNG

Artikel 3

Ziel der Konservierung und Restaurierung von Denkmälern ist ebenso

die Erhaltung des Kunstwerks wie die Bewahrung des geschichtlichen Zeugnisses.

ERHALTUNG

Artikel 4

Die Erhaltung der Denkmäler erfordert zunächst ihre dauernde Pflege.

Artikel 5

Die Erhaltung der Denkmäler wird immer begünstigt durch eine der Gesellschaft nützliche Funktion. Ein solcher Gebrauch ist daher wünschenswert, darf aber Struktur und Gestalt der Denkmäler nicht verändern. Nur innerhalb dieser Grenzen können durch die Entwicklung gesellschaftlicher Ansprüche und durch Nutzungsänderungen bedingte Eingriffe geplant und bewilligt werden.

Artikel 6

Zur Erhaltung eines Denkmals gehört die Bewahrung eines seinem Maßstab entsprechenden Rahmens. Wenn die überlieferte Umgebung noch vorhanden ist, muß sie erhalten werden, und es verbietet sich jede neue Baumaßnahme, jede Zerstörung, jede Umgestaltung, die das Zusammenwirken von Bauvolumen und Farbigkeit verändern könnte.

Artikel 7

Das Denkmal ist untrennbar mit der Geschichte verbunden, von der es Zeugnis ablegt, sowie mit der Umgebung, zu der es gehört. Demzufolge kann eine Translozierung des ganzen Denkmals oder eines Teiles nur dann geduldet werden, wenn dies zu seinem Schutz unbedingt erforderlich ist oder bedeutende nationale oder internationale Interessen dies rechtfertigen.

Artikel 8

Werke der Bildhauerei, der Malerei oder der dekorativen Ausstattung, die integraler Bestandteil eines Denkmals sind, dürfen von ihm nicht getrennt werden; es sei denn, diese Maßnahme ist die einzige Möglichkeit, deren Erhaltung zu sichern.

RESTAURIERUNG

Artikel 9

Die Restaurierung ist eine Maßnahme, die Ausnahmecharakter behalten sollte. Ihr Ziel ist es, die ästhetischen und historischen Werte des Denkmals zu bewahren und zu erschließen. Sie gründet sich auf die Respektierung des überlieferten Bestandes und auf authentische Dokumente. Sie findet dort ihre Grenze, wo die Hypothese beginnt. Wenn es aus ästhetischen oder technischen Gründen notwendig ist, etwas wiederherzustellen, von dem man nicht weiß, wie es ausgesehen hat, wird sich das ergänzende Werk von der bestehenden Komposition abheben und den Stempel unserer Zeit tragen. Zu einer Restaurierung gehören vorbereitende und begleitende archäologische, kunst- und geschichtswissenschaftliche Untersuchungen.

Artikel 10

Wenn sich die traditionellen Techniken als unzureichend erweisen, können zur Sicherung eines Denkmals alle modernen Konservierungs- und Konstruktionstechniken herangezogen werden, deren Wirksamkeit wissen-

schaftlich nachgewiesen und durch praktische Erfahrung erprobt ist.

Artikel 11

Die Beiträge aller Epochen zu einem Denkmal müssen respektiert werden: Stileinheit ist kein Restaurierungsziel. Wenn ein Werk verschiedene sich überlagernde Zustände aufweist, ist eine Aufdeckung verdeckter Zustände nur dann gerechtfertigt, wenn das zu Entfernende von geringer Bedeutung ist, wenn der aufzudeckende Bestand von hervorragendem historischen, wissenschaftlichen oder ästhetischen Wert ist, und wenn sein Erhaltungszustand die Maßnahme rechtfertigt. Das Urteil über den Wert der zur Diskussion stehenden Zustände und die Entscheidung darüber, was beseitigt werden darf, dürfen nicht allein von dem für das Projekt Verantwortlichen abhängen.

Artikel 12

Die Elemente, welche fehlende Teile ersetzen sollen, müssen sich dem Ganzen harmonisch einfügen und vom Originalbestand unterscheidbar sein, damit die Restaurierung den Wert des Denkmals als Kunst- und Geschichtsdokument nicht verfälscht.

Artikel 13

Hinzufügungen können nur geduldet werden, soweit sie alle interessanten Teile des Denkmals, seinen überlieferten Rahmen, die Ausgewogenheit seiner Komposition und sein Verhältnis zur Umgebung respektieren.

DENKMALBEREICHE

Artikel 14

Denkmalbereiche müssen Gegenstand besonderer Sorge sein, um ihre Integrität zu bewahren und zu sichern, daß sie saniert und in angemessener Weise präsentiert werden. Die Erhaltungs- und Restaurierungsarbeiten sind so durchzuführen, daß sie eine sinngemäße Anwendung der Grundsätze der vorstehenden Artikel darstellen.

AUSGRABUNGEN

Artikel 15

Ausgrabungen müssen dem wissenschaftlichen Standard entsprechen und gemäß der UNESCO-Empfehlung von 1956 durchgeführt werden, welche internationale Grundsätze für archäologische Ausgrabungen formuliert.

Erhaltung und Erschließung der Ausgrabungsstätten sowie die notwendigen Maßnahmen zum dauernden Schutz der Architekturelemente und Fundstücke sind zu gewährleisten. Außerdem muß alles getan werden, um das Verständnis für das ausgegrabene Denkmal zu erleichtern, ohne dessen Aussagewert zu verfälschen.

Jede Rekonstruktionsarbeit soll von vornherein ausgeschlossen sein; nur die Anastylose kann in Betracht gezogen werden, das heißt, das Wiederaussetzen vorhandener, jedoch aus dem Zusammenhang gelöster Bestandteile. Neue Integrationselemente müssen immer erkennbar sein und sollen sich auf das Minimum beschränken, das zur Erhaltung des Bestandes und zur Wiederherstellung des Formzusammenhangs notwendig ist.

DOKUMENTATION UND PUBLIKATION

Artikel 16

Alle Arbeiten der Konservierung, Restaurierung und archäologischen Ausgrabungen müssen immer von der Erstellung einer genauen Dokumentation in Form analytischer und kritischer Berichte, Zeichnungen und Photographien begleitet sein. Alle Arbeitsphasen sind hier zu verzeichnen: Freilegung, Bestandssicherung, Wiederherstellung und Integration sowie alle im Zuge der Arbeiten festgestellten technischen und formalen Elemente. Diese Dokumentation ist im Archiv einer öffentlichen Institution zu hinterlegen und der Wissenschaft zugänglich zu machen. Eine Veröffentlichung wird empfohlen.

Mitglieder der Redaktionskommission für die Internationale Charta über die Konservierung und Restaurierung von Denkmälern waren:

Piero Gazzola (Italien), Präsident; Raymond Lemaire (Belgien), Berichterstatter; José Bassegoda Nonell (Spanien); Luis Benavente (Portugal); Djurdje Boscovic (Jugoslawien); Hiroshi Daifuku (UNESCO); P. L. de Vrieze (Niederlande); Harald Langberg (Dänemark); Mario Metteucci (Italien); Jean Merlet (Frankreich); Carlos Flores Marini (Mexico); Roberto Pane (Italien); S.C.J. Pavel (Tschechoslowakei); Paul Philippot (ICCRDM); Victor Pimentel (Peru); Harold Plenderleith (ICCRDM); Deoclecio Redig de Campos (Vatikan); Jean Sonnier (Frankreich); François Sorlin (Frankreich); Eustathios Stikas (Griechenland); Gertrud Tripp (Österreich); Jan Zachwatowicz (Polen); Mustafa S. Zbiss (Tunesien).

Deutsche Übersetzung auf der Grundlage des französischen und englischen Originaltextes und vorhandener deutscher Fassungen durch: Ernst Bacher (Präsident des ICOMOS Nationalkomitees Österreich), Ludwig Deiters (Präsident des ICOMOS Nationalkomitees Deutsche Demokratische Republik), Michael Petzet (Präsident des ICOMOS Nationalkomitees Bundesrepublik Deutschland) und Alfred Wyss (Vizepräsident des ICOMOS Nationalkomitees Schweiz), Chorin, 14. April 1989.

The Venice Charter

*translated
in*

GREEK

GREC

ICOMOS National Committee using this version:

Greece/Grece

ΔΙΕΘΝΗΣ ΧΑΡΤΗΣ ΓΙΑ ΤΗΝ ΣΥΝΤΗΡΗΣΗ ΚΑΙ ΑΠΟΚΑΤΑΣΤΑΣΗ ΤΩΝ ΜΝΗΜΕΙΩΝ ΚΑΙ ΤΟΠΟΘΕΣΙΩΝ

2^ο Διεθνές Συνέδριο Αρχιτεκτόνων και Τεχνικών των Ιστορικών Μνημείων, Βενετία, 1964. Ο Χάρτης εγκρίθηκε από το ICOMOS το 1965.

Φορτισμένα με το πνευματικό μήνυμα του παρελθόντος, τα μνημειακά έργα των λαών στέκονται σήμερα σαν ζωντανές μαρτυρίες της μακρόχρονης παραδόσεώς τους. Η ανθρωπότητα, που αποκτά όλο και μεγαλύτερη συνείδηση της ενότητας των ανθρώπινων αξιών, τα θεωρεί σαν κοινή κληρονομιά. Απέναντι στις μελλοντικές γενιές νιώθει υπεύθυνη για την διάσωσή τους και έχει χρέος να τα παραδώσει σ'αυτές με όλο το πλούτο και την αυθεντικότητά τους.

Έχει λοιπόν πρωταρχική σημασία, οι αρχές που πρέπει να πρωτανεύουν στην συντήρηση και την αποκατάσταση των μνημείων, να προέρχονται από κοινή συμφωνία και να διαμορφώνονται πάνω σε οικουμενικό διάγραμμα, αφήνοντας ταυτόχρονα σε κάθε έθνος την φροντίδα να εξασφαλίσει την εφαρμογή τους μέσα στα πλαίσια του δικού του πολιτισμού και των δικών του παραδόσεων. Διατυπώνοντας για πρώτη φορά τις βασικές αυτές αρχές, ο Χάρτης των Αθηνών του 1931, συνέβαλε στην ανάπτυξη ενός εκτεταμένου διεθνούς κινήματος που πήρε συγκεκριμένη μορφή σε εθνικούς καταστατικούς χάρτες, στις δραστηριότητες του ICOM και της UNESCO, καθώς και στη δημιουργία από την τελευταία, του "Διεθνούς κέντρου μελετών για τη συντήρηση και την αποκατάσταση των πολιτιστικών αγαθών". Η ευαισθησία και το κριτικό πνεύμα στράφηκαν με τον καιρό σ' όλο και πιο πολύπλοκα και λεπτομερειακά προβλήματα. Φαίνεται πως ήρθε η στιγμή για την επανεξέταση των αρχών του Χάρτη, με τον σκοπό να δοθεί με μεγαλύτερο βάθος και εύρος στους στόχους του σ' ένα καινούριο καταστατικό

Ετσι, το δεύτερο Διεθνές Συνέδριο των Αρχιτεκτόνων και των Τεχνικών των Ιστορικών Μνημείων, που πραγματοποιήθηκε στην Βενετία στις 25 - 31 Μαΐου 1964, δέχθηκε το παρακάτω κείμενο :

ΟΡΙΣΜΟΙ

ΑΡΘΡΟ 1

Η έννοια ενός ιστορικού μνημείου δεν καλύπτει μόνο το μεμονωμένο αρχιτεκτονικό έργο αλλά και την αστική ή και την αγροτική τοποθεσία που μαρτυρεί ένα ιδιαίτερο πολιτισμό, μια ενδεικτική εξέλιξη ή ένα ιστορικό γεγονός. Αυτό ισχύει όχι μόνο για τις μεγάλες δημιουργίες αλλά και για τα ταπεινά έργα που με το καιρό απέκτησαν πολιτιστική σημασία.

ΑΡΘΡΟ 2

Η συντήρηση και η αποκατάσταση των μνημείων αποτελεί έναν επιστημονικό κλάδο ο οποίος πρέπει να αποτελείται στη συνεργασία όλων των επιστημών κι όλων των τεχνών που μπορούν να συνεισφέρουν στη μελέτη και στη διάσωση της μνημειακής κληρονομιάς.

ΑΡΘΡΟ 3

Η συντήρηση και η αποκατάσταση των μνημείων αποσκοπούν να τα διασώσουν τόσο σαν έργα τέχνης όσο και σαν ιστορικές μαρτυρίες.

ΣΥΝΤΗΡΗΣΗ

ΑΡΘΡΟ 4

Η συντήρηση των μνημείων έχει σαν πρωταρχική απαίτηση τη συνεχή και μόνιμη φροντίδα για τη διατήρησή τους.

ΑΡΘΡΟ 5

Η συντήρηση των μνημείων εννοείται πάντοτε από την καταλληλότητά τους να χρησιμοποιηθούν για κάποιο σκοπό ωφέλιμο στην κοινωνία μια τέτοια χρησιμοποίηση είναι βέβαια επιθυμητή, αλλά δεν πρέπει να αλλάζει τη διάρθρωση ή τη διακόσμηση των κτιρίων. Οι διαρρυθμίσεις που επιβάλλει η αλλαγή της λειτουργίας τους (από νέες χρήσεις) πρέπει να αντιμετωπίζονται και ενδεχομένως να επιτρέπονται μέσα σ' αυτά τα όρια.

ΑΡΘΡΟ 6

Η συντήρηση ενός μνημείου συνεπάγεται τη διατήρηση του άμεσου περιβάλλοντός του, στην κλίμακά του. Αν το παραδοσιακό πλαίσιο δεν έχει εξαφανιστεί, έχουμε καθήκον να το διατηρήσουμε αλλά και ταυτόχρονα να αποκλείσουμε κάθε προσθήκη, κάθε κατεδάφιση και κάθε αλλαγή που θα μπορούσε να αλλάξει τις σχέσεις των όγκων και των χρωμάτων.

ΑΡΘΡΟ 7

Το μνημείο είναι αναπόσπαστο από την ιστορική στιγμή που αντιπροσωπεύει και από τον χώρο όπου είναι τοποθετημένο. Επομένως η μετακίνηση του όλου ή τμήματος ενός μνημείου μπορεί να γίνει παραδεκτή μόνο αν επιβάλλεται από την ανάγκη διασώσεώς του, ή δικαιολογείται από λόγους μεγάλης εθνικής ή διεθνούς σημασίας.

ΑΡΘΡΟ 8

Τα γλυπτικά, ζωγραφικά ή διακοσμητικά στοιχεία, που είναι αναπόσπαστα δεμένα με το μνημείο, δεν μπορούν να διαχωρισθούν παρά μόνον αν το μέτρο είναι η μοναδική διέξοδος για να εξασφαλιστεί η διάσωσή τους.

ΑΠΟΚΑΤΑΣΤΑΣΗ ΚΑΙ ΑΝΑΣΤΗΛΩΣΗ

ΑΡΘΡΟ 9

Η διαδικασία της αποκατάστασης είναι μία επέμβαση υψηλής εξειδίκευσεως που επιβάλλεται να γίνεται κατ' εξαίρεση. Έχει σαν στόχο να διατηρήσει και να αποκαλύψει τις αισθητικές και ιστορικές αξίες του μνημείου και βασίζεται στον σεβασμό προς την αρχική του υπόσταση και τα αυθεντικά του στοιχεία. Σταματάει στο σημείο που αρχίζουν να υπάρχουν υποθέσεις. Πέρα από αυτό το σημείο, οποιαδήποτε εργασία που ενδεχομένως θα θεωρηθεί απαραίτητη για αισθητικούς ή τεχνικούς λόγους, θα πρέπει να διαχωρίζεται από την (αρχική) αρχιτεκτονική σύνθεση και να φέρνει τη σφραγίδα της εποχής μας. Σ' όλες τις περιπτώσεις η αρχαιολογική μελέτη θα προηγείται της αποκατάστασης και θα την ακολουθεί.

ΑΡΘΡΟ 10

Όταν οι παραδοσιακές τεχνικές αποδεικνύονται ανεπαρκείς, η στερέωση ενός μνημείου μπορεί να εξασφαλιστεί με την προσφυγή σ' όλες τις σύγχρονες τεχνικές συντηρήσεως και κατασκευές, που η αποτελεσματικότητά τους θα έχει αποδειχθεί από τα επιστημονικά δεδομένα και τις οποίες θα εγγυάται η πείρα της εφαρμογής τους.

ΑΡΘΡΟ 11

Οι αξιολογες προσθήκες όλων των εποχών στη σημερινή υπόσταση ενός μνημείου πρέπει να γίνουν σεβαστές, γιατί σκοπός της αποκατάστασής του δεν είναι η ενότητα του αρχικού του ρυθμού. Όταν ένα κτίριο φέρνει υπερκείμενες φάσεις διαφόρων εποχών, η επαναφορά στην αρχική του κατάσταση δεν δικαιολογείται παρά μόνο κατ' εξαίρεση. Αν, δηλαδή, τα στοιχεία που θα αφαιρεθούν έχουν πολύ μικρή σημασία και η σύνθεση που θα αποκαλυφθεί είναι μεγάλης ιστορικής, αρχαιολογικής ή αισθητικής αξίας κι ακόμη αν η κατάσταση της διατήρησής του μνημείου κριθεί αρκετά ικανοποιητική. Η κρίση σχετικά με την αξιολόγηση των μεταγενέστερων στοιχείων και η απόφαση για την απάλειψή τους, δεν θα πρέπει να εξαρτώνται μόνον από το άτομο που ανέλαβε τη μελέτη του έργου.

ΑΡΘΡΟ 12

Τα στοιχεία που προορίζονται να αντικαταστήσουν τμήματα του μνημείου που έχουν καταστραφεί, πρέπει να ενσωματώνονται αρμονικά στο σύνολο, αλλά και να διακρίνονται από τα αυθεντικά μέρη, έτσι ώστε να μην πλαστογραφούνται τα καλλιτεχνικά και ιστορικά τεκμήρια του κτιρίου.

ΑΡΘΡΟ 13

Οι προσθήκες δεν μπορεί να γίνουν ανεκτές παρά μόνον αν σέβονται όλα τα ενδιαφέροντα μέρη του κτιρίου, το παραδοσιακό του πλαίσιο, την ισορροπία της συνθέσεώς του και τις σχέσεις του με τον περιβάλλοντα χώρο.

ΜΝΗΜΕΙΑΚΑ ΣΥΝΟΛΑ

ΑΡΘΡΟ 14

Τα μνημειακά σύνολα πρέπει να γίνουν αντικείμενο ειδικών φροντίδων για να διασωθεί η ακεραιότητά τους και να εξασφαλιστεί η εξυγίανσή τους, η διαρρύθμιση και η αξιοποίησή τους. Οι εργασίες για τη συντήρηση και την αποκατάστασή τους, πρέπει να εμπνέονται από τις αρχές που διατυπώνονται στα προηγούμενα άρθρα.

ΑΝΑΣΚΑΦΕΣ

ΑΡΘΡΟ 15

Οι ανασκαφές πρέπει να γίνονται σύμφωνα με επιστημονικούς κανόνες και καθώς ορίζουν οι "συστάσεις για τους διεθνείς όρους που πρέπει να εφαρμόζονται στις αρχαιολογικές ανασκαφές" τις οποίες υιοθέτησε η UNESCO το 1956. Επιβάλλεται να γίνεται διευθέτηση των ερειπίων και να λαμβάνονται τα αναγκαία μέτρα για τη συντήρηση και τη μόνιμη προστασία των αρχιτεκτονικών στοιχείων και των ευρημάτων. Εξάλλου, θα είναι ευπρόσδεκτη κάθε πρωτοβουλία που θα διευκολύνει την κατανόηση του μνημείου χωρίς να παραμορφώνει τη σημασία του. Ωστόσο, κάθε εργασία ανακατασκευής θα πρέπει να αποκλείεται εκ των προτέρων. Μόνον η αναστήλωση μπορεί να αντιμετωπιστεί, δηλαδή η ανασύνθεση μελών που σώθηκαν αλλά έχουν μετακινηθεί. Οι συμπληρώσεις όμως θα είναι πάντα αναγνωρίσιμες και θα αντιπροσωπεύουν το ελάχιστο που απαιτείται για να εξασφαλισθούν οι συνθήκες συντηρήσεως του μνημείου και να αποκατασταθεί η μορφολογική του συνέχεια.

ΤΕΚΜΗΡΙΩΣΗ ΚΑΙ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΙΣ

ΑΡΘΡΟ 16

Οι εργασίες συντηρήσεως, αποκαταστάσεως και ανασκαφής θα πρέπει να βασίζονται σε εξακριβωμένα τεκμηρίωση, δηλαδή σε αναλυτικές και κριτικές εκδόσεις, εικονογραφημένες με σχέδια και φωτογραφίες. Όλες οι φάσεις των εργασιών για την απάλειψη νεώτερων στοιχείων, τη στερέωση, την ανασύνθεση και την ένταξη νέων (στοιχείων), καθώς και όλα τα τεχνικά και μορφολογικά στοιχεία που θα εξακριβώνονται κατά τη διάρκεια των εργασιών, θα πρέπει να καταγράφονται λεπτομερειακά. Αυτή η τεκμηρίωση θα κατατίθεται στα αρχεία ενός δημόσιου Ιδρύματος και θα είναι προσιτή στους ερευνητές. Συνιστάται η δημοσίευσή τους.

Μετάφραση στα ελληνικά : Ε. Φερεντίνου

The Venice Charter

*translated
in*

HEBREW

HEBREUX

ICOMOS National Committee using this version:

Israel

אמנה בינלאומית לשימור ושיקום אתרים - "אמנת ונציה 1964"

הקונגרס הבין לאומי ה- II של אדריכלים ומהנדסים של מונומנטים היסטוריים, ונציה, 1964.
מאומצת ע"י איקומוס ב - 1965

המונומנטים ההיסטוריים של דורות רבים, הנושאים את חותם העבר מהווים עדות מוחשית למטרות קדומות. בני האדם מודעים יותר ויותר לאחדות הערכים האנושיים וזואים במונומנטים מן העבר מורשת משותפת. קיימת הכרה באחריות המשותפת לשימורם למען הדורות הבאים ובחובה להורישם במלא עושר ובמירב האותנטיות שלהם.

חיוני להגיע להסכמה על בסיס בינלאומי, בכל הנוגע לעקרונות המנחים את השימור והשיקום של המבנים הקדומים, באופן כזה שכל ארץ תהיה אחראית ליישום תכניות השימור במסגרות התרבות והמסורת המיוחדים לה.

בבואה להנדיר עקרונות בסיסיים אלה לראשונה, תרמה אמנת אתונה מ- 1931 להתפתחותה של תנועה בינלאומית רבת היקף שזכתה לביטוי מעשי במסמכים לאומיים, בעבודות איקו"מ ואונסק"ו ובהקמת "המרכז הבינלאומי ללימוד השימור והשיקום של נכסי תרבות" (איקרו"ם). מודעות גוברת ולימוד מבוסס תרמו את תרומתם לנישא, שהפך מורכב ומגוון יותר ויותר. עתה הגיע הזמן לבחון מחדש את אמנת אתונה, ללמוד באופן יסודי את עקרונותיה ולהרחיב את היריעה בעזרת מסמך חדש. בהתאם לכך, "הקונגרס הבינלאומי השני של הארכיטקטים והטכנאים לשיקום אתרים היסטוריים", שהתכנס בוונציה בתאריכים 25-30 במאי 1964, אישר את המסמך שלהלן:

הגדרות:

סעיף 1.

המושג מונומנט היסטורי כולל לא רק את היצירה האדריכלית הבודדת, אלא גם מכלולים עירוניים וכפריים שבהם קיימת עדות לתרבות יחודית, התפתחות משמעותית או אירוע היסטורי. חדבר נוגע לא רק לעבודות אמנות גדולות אלא אף לעבודות צנועות ששרדו מן העבר, שהפכו בעלות ערך תרבותי מרבות הימים.

סעיף 2.

שימור ושיקום המונומנטים, חייב להעזר בכל המדעים והטכניקות שיש בכוחם לתרום ללימוד ולהבטחת המורשת האדריכלית.

מסרה:

סעיף 3.

הכוונה בשימור ושיקום מונומנטים היא לשמר אותם הן כעבודות אמנות והן כעדות היסטורית.

שימור:

סעיף 4.

חיוני לשימור מונומנטים - שיתחזקו באופן קבוע..

סעיף 5.

שימור המונומנטים יהיה תמיד קל יותר אם יעשה בהם שימוש למטרה כלשהי לתועלת הכלל. על כן, שימוש מעין זה רצוי ובלבד שלא יעשה שינוי בתכנית המבנה ובעיטוריו. רק במסגרת מגבלות אלה ניתן להתיר את ביצוע החתאמות הנדרשות מתוך שינוי היעוד.

סעיף 6.

שימור המונומנט פירושו לשמור על מסגרת שאינה חורגת מקנה המידה הקיים. במידה והמסגרת המסורתית קיימת, יש להקפיד על שימורה. אין להרשות בניה, הרס או שינויים שיחוללו תמורה ביחסי מסות וצבעים.

סעיף 7.

חמונומנט הוא חלק בלתי נפרד מן ההיסטוריה, לה הוא משמש עדות, כמו גם הסביבה בה הוא נמצא. אין לאפשר הזזת המבנה או חלקים ממנו למעט חרחקים בהם הדבר מתחייב כדי להבטיח את שלמותו, או כאשר הדבר מוצדק משיקולים לאומיים / בינלאומיים בעלי חשיבות ראשונה במעלה.

סעיף 8.

פסלים, ציורים או עיטורים המהווים חלק בלתי נפרד מהמונומנט מותר להסיר רק במקרה שאין דרך אחרת להבטיח את שימורם.

שיקום:

סעיף 9.

תהליך השיקום הוא פעולה הדורשת התמחות ברמה גבוהה. מטרתו לשמר ולחשוף את הערכים האסטטיים וההיסטוריים של המונומנט והוא מבוסס על כיבוד החומר המקורי והתיעוד האותנטי. על תהליך השיקום להפסק בנקודה בה מתחילות ההשערות, ובמקרה כזה, כל עבודה מחייבת, נוספת, תבוצע כך שניתן יהיה לתבחין בינה לבין המקור ועליה לשאת את חותם תקופתה. בכל מקרה, את עבודת השיקום יקדים וילווה מחקר ארכיאולוגי והיסטורי של המונומנט.

סעיף 10.

כאשר טכניקות מסורתיות אינן מספקות, ניתן להגיע ליצוב מוטומנט ע"י שימוש בכל טכניקות שימור ובניה מודרנית, אשר יעילותה הוכחה על ידי נתונים מדעים ונסיון.

סעיף 11.

יש לכבד את תרומתן של כל התקופות לבניית המונומנט, שכן אהיזדות הסגנון איננה מטרת השימור. כאשר המבנה כולל תוספות מונקופות שונות, חשיפת השכבות התחתונות יכולה להיות מוצדקת בנסיבות חריגות וכאשר החלקים המוסרים הם בעלי ענין פחות והחלקים הנחשפים הם בעלי חשיבות גדולה יותר מבחינה היסטורית, ארכיאולוגית או אסתטית. כל זאת במידה ומצב השתמרותם טוב דיו כדי להצדיק את הפעולה. הערכת חשיבות השרידיה וההחלטה מה ניתן להרוס, לא תעשה בשום מקרה רק על ידי היחיד האחראי על העבודה.

סעיף 12.

השלמת חלקים חסרים תעשה באופן שהם ישתלבו בצורה הרמונית עם המכלול, ועם זאת כצורה שניתן יהיה להבחין בינם לבין המקור, כך שהשיקום לא יטשטש את העדות האמנתית וההיסטורית.

סעיף 13.

אין להרשות תוספות בניה למעט כאשר הן אינן גורעות מחלקי הבוין המעניינים, המסגרת המסורתית שלו, שיווי המשקל בין חלקיו ויחסו לסביבה.

אתרים היסטוריים:

סעיף 14.

האתרים בהם מצוי המונומנט, דורשים התייחסות מיוחדת כדי לשמור על שלמותם וכדי להבטיח את ניקיונם והצגתם באופן מושך. עבודות השימור והשיקום הנעשות באתרים אלה, צריכות לקבל את השראתן מהעקרונות שהובאו לעיל.

חפירות:

סעיף 15.

יש לבצע חפירות עפ"י אמות מידה מזעיות ועל פי המלצות המנדירות עקרונית ביני"ל ליישום בחפירות ארכיאולוגיות שאומצו ע"י אונסק"ו ב- 1956.

יש לתחזק את השרידים ולנקוט באמצעים הנוצצים לשימור והגנה קבועים על החלקים האדריכליים והחפצים שנתגלו בחפירה. יתרה מזאת, יש לנקוט בכל האמצעים שיקלו על הבנת המונומנט וחיפתו מבלי לאבד את משמעותו. מראש יש לקבוע שאין לבצע כל עבודת שיחזור. ניתן להתיר רק אנסטילוזיס, דהיינו חיבורם מחדש של חלקים קיימים שהתפזרו.

החומרים בהם יעשה שימוש לצורך השלמת המבנים חייבים להיות ניתנים לזיהוי ויש להשתמש בהם בצורה המזערית, שתבטיח את שימור המונומנט והשבת צורתו המקורית.

פרסום:

סעיף 16.

כל עבודות השימור, השיקום והחפירות יעשו תוך תיעוד מדוקדק בצורת דו"חות אנליטיים, מלווים באיורים ותצלומים. יש להכליל בדו"ח כל שלב משלבי העבודה: פיננסי, יצוב, סידור מחדש והשלמות, כמו גם אלמנטים טכניים ואחרים שזוהו במהלך העבודה. את הדו"ח יש להפקיד בארכיון של מוסד ציבורי, באופן שיהיה נגיש לחוקרים. מומלץ שהדו"ח יפורסם.

(תרגום מהאנגלית: אדר גיורא סולר)

The Venice Charter

*translated
in*

HINDI

HINDÎ

ICOMOS National Committee using this version:

India/Inde

प्राचीन संस्मारकों एवं स्थलों के संरक्षण और जीर्णोद्धार का अंतर्राष्ट्रीय अधिकार-पत्र

1964 में वेनिस में आयोजित ऐतिहासिक स्मारकों पर वास्तुविदों एवं तकनिशियनों की दूसरी अंतर्राष्ट्रीय कांग्रेस

1.15 अतीत की स्मृतियों में डूबे हुए ऐतिहासिक स्मारक, जिनका निर्माण पीढ़ी-दर-पीढ़ी लोग करते चले आ रहे हैं, आज के वर्तमान के लिए जैसे कि वे अपनी प्राचीन परम्पराओं के एकमात्र जीवन्त साक्षी हैं। आज मानवसमाज में मानवीय मूल्यों की एकरूपता के प्रति अधिक से अधिक जागृति बढ़ी है और लोग यह समझने लगे हैं कि प्राचीन स्मारक हम सभी की साझी धरोहर हैं। यह भी स्वीकार किया जाने लगा है कि भावी पीढ़ियों के लिए उन्हें सुरक्षित रखना हम सभी का सम्मिलित उत्तरदायित्व है। हमारा यह कर्तव्य है कि हम उन्हें उनकी पूर्ण प्रामाणिक गरिमा एवं वैभव के साथ ही आगामी पीढ़ी को सौंपें।

आवश्यक ही नहीं यह अनिवार्य भी है कि प्राचीन इमारतों के परिक्षण एवं जीर्णोद्धार के मार्गदर्शी सिद्धान्त स्वीकार किये जाएं और उनका निर्धारण अंतर्राष्ट्रीय स्तर पर हो और यह उत्तरदायित्व हर देश का हो कि वह अपने देश की संस्कृति एवं परम्पराओं की मर्यादाओं के अनुरूप उस योजना को लागु करें।

परिभाषाएं

अनुच्छेद 1

एक ऐतिहासिक स्मारक की अवधारणा में केवल एक अकेली इमारत ही नहीं बल्कि वह शहरी और ग्रामीण समस्त परिवेश भी सम्मिलित है जिसमें किसी विशेष सभ्यता, किसी महत्त्वपूर्ण स्थिति या किसी ऐतिहासिक घटना के प्रमाण मौजूद रहते हैं। यह अवधारणा केवल महान कलाकृतियों पर ही लागु होती हो ऐसा नहीं है बल्कि पिछले युग में निर्मित उन निमृणों पर भी लागु होती है जो कुछ सीमा तक साधारण कहे जा सकते हैं और समय के साथ साथ जो सांस्कृतिक महत्व ग्रहण कर लेते हैं।

अनुच्छेद 2

स्मारकों के संरक्षण एवं जीर्णोद्धार के कार्य में उन सभी ज्ञान-विज्ञान और तकनीकों को उपयोग में लाया जाना आवश्यक है जिनके उपयोग से स्थापत्य धरोहर के अध्ययन और उसकी सुरक्षा में सहायता मिल सकती है।

अनुच्छेद 3

स्मारकों के संरक्षण और जीर्णोद्धार का अभिप्राय यह नहीं है कि उन्हें केवल कला की उत्तम कृतियों के रूप में सुरक्षित रखा जाय बल्कि यह भी है कि उन्हें ऐतिहासिक प्रमाण के रूप में भी सुरक्षित रखा जाय ।

संरक्षण

अनुच्छेद 4

स्मारकों के संरक्षण के लिए यह अनिवार्य है कि उनके रखरखाव की व्यवस्था स्थायी आधार पर हो ।

अनुच्छेद 5

यदि सामाजिक दृष्टि से किसी उपयोगी कार्य के लिए स्मारकों का इस्तेमाल होता रहे तो उनके संरक्षण में हमेशा सुविधा रहती है । इस रूप में उनका उपयोग होता रहना तो अच्छा है किन्तु उपयोग के कारण स्मारक के विन्यास के स्वरूप अथवा सजावट में कोई परिवर्तन नहीं आना चाहिए । उपयोग में परिवर्तन के कारण यदि को सुधार या फेरबदल हो वह इन्हीं सीमाओं में सुनियोजित ढंग से होना चाहिए और सभी उसकी अनुमति दी जानी चाहिए ।

अनुच्छेद 6

किसी स्मारक के संरक्षण का अर्थ है कि उस परिवेश का परिक्षण किया जाय जो कि अमुक प्रमाण की सीमाओं से बाहर न हो । जहाँ कहीं भी पारम्परिक परिवेश उपस्थित हो उसे उसी रूप में सुरक्षित रखा जाना अनिवार्य है । वहाँ इस तरह का कोई नया निर्माण, इमारत को गिराने का काम या इमारत में सुधार या फेरबदल की अनुमति नहीं दी जानी चाहिए जिसके परिणामस्वरूप उस इमारत के आकार के रूप एवं रंग में कोई परिवर्तन आता हो ।

अनुच्छेद 7

किसी भी स्मारक को उसके इतिहास से, जिसका वह साक्षी है और उस परिवेश से जिसमें वह मौजूद है, अलग करके नहीं देखा जा सकता । किसी पूरे के पूरे स्मारक या उसके किसी भाग को उसके स्थान से हटाने की अनुमति तब तक नहीं दी जा सकती जब तक कि स्वयं उस स्मारक की सुरक्षा की दृष्टि से अथवा किसी अत्यंत महत्त्वपूर्ण राष्ट्रीय अथवा अंतर्राष्ट्रीय हित में उसका अपने स्थान से हटाया जाना उचित न ठहराता हो ।

अनुच्छेद 8

उन मुर्तियों, चित्रों या साज-सजावट के काम को, जो किसी स्मारक के अभिन्न अंग हैं उसी स्थिति में उस स्मारक से हटाया जाना चाहिये जबकि यह समझा जाय कि उनका परिरक्षण सुनिश्चित करने का केवल इसके अतिरिक्त कोई और उपाय नहीं है।

जीर्णोद्धार

अनुच्छेद 9

जीर्णोद्धार का कार्य एक ऐसी प्रक्रिया है जिसके लिए बड़ी उच्च कोटि की विशेषज्ञता चाहिए। इसका उद्देश्य है स्मारक के सौन्दर्य और उसके ऐतिहासिक मूल्य का परिरक्षण और उसे प्रकाश में लाना और यह आवश्यक है कि जीर्णोद्धार मूल साज-सामान तथा प्रामाणिक दस्तावेजों के प्रति सम्मान की भावना को आधार बना कर हो। उस बिन्दु पर पहुँचकर जहाँ कल्पना या अनुमान का सहारा लेना पड़े जीर्णोद्धार का काम बन्द हो जाना आवश्यक है और ऐसी स्थिति में इतना ही नहीं, यदि कोई कार्य होना अपेक्षित है, जिसका होना अनिवार्य हो तो वह स्मारक के स्थापत्य की शैली की छाप भी रहनी चाहिये। जब भी जीर्णोद्धार का कार्य हो तो उस कार्य के पहले और उसके बाद में स्मारक के पुरातात्विक एवं ऐतिहासिक पक्षों का अध्ययन अवश्य ही होना चाहिए।

अनुच्छेद 10

जहाँ पारम्परिक तौर-तरीकों का इस्तेमाल ही काफी न हो, उस स्थिति में स्मारक के ढाँचे में मजबूती लाने की दृष्टि से संरक्षण और निर्माण-कार्य के लिए किसी भी ऐसी आधुनिक तकनीक (विधि) को प्रयोग में लाया जा सकता, वैज्ञानिक आंकड़ों के आधार पर जिसके बारे में यह प्रमाण मिल चुका हो कि प्रभावी होगी और अनुभव से जिसकी उपयोगिता सिद्ध हो चुकी हो।

अनुच्छेद 11

किसी स्मारक की/के इमारत/भवन में समय समय पर जो भी प्रामाणिक परिवर्तन/परिवर्द्धन हुए हों, सभी कालों में हुए उन परिवर्तन/परिवर्द्धनों की रक्षा होनी चाहिए चूँकि जीर्णोद्धार का लक्ष्य केवल यही नहीं है कि स्मारक की शैलीगत एकरूपता को बनाये रखा जाय। जब किसी इमारत/भवन में विभिन्न कालों के दौरान उसके विस्तार के लिए नये ढाँचे खड़े किये गये हों, तो उसकी अंतर्निहित स्थिति को प्रकाश में लाना केवल असाधारण परिस्थितियों में ही उचित माना जा सकता है और जबकि स्थिति ऐसी हो कि जिस भाग को हटाया जाय वह किसी तरह अधिक महत्व न हो तथा जिस साज-सामान को प्रकाश में लाया गया हो उसका ऐतिहासिक, पुरातात्विक या फिर सौन्दर्य की दृष्टि से अपना अत्याधिक मूल्य हो और उसके परिरक्षण की स्थिति

इतनी अच्छी हो जिसके आधार पर उसके अंतर्निहित स्वरूप को प्रकाश में लाने की कार्यवाही उचित ठहराती हो। कार्यवाही से प्रभावित होने वाले तत्वों का अपना क्या महत्व है, इसका मूल्यांकन और क्या कुछ नष्ट कर दिया जाना उचित रहेगा, यह निर्णय लेने का अधिकार उस एक अकेले व्यक्ति पर, जिसे कार्य को कराने का कार्यभार सौंपा गया है, नहीं छोड़ा जा सकता।

अनुच्छेद 12

यदि कोई भाग लापता है या गुम हो गये हैं तो उनके स्थान पर फिर से जो भी निर्माण हो वह इस ढंग से होना चाहिए कि वे भाग समूचे ढांचे के स्वरूप में मिलकर उसके ही अंग दिखाई दें किन्तु साथ ही यह भी आवश्यक है कि मूल ढांचे में उन्हें एकदम अलग पहचाना जा सके ताकि जीर्णोद्धार से स्मारक के कलात्मक या ऐतिहासिक प्रमाण का मिथ्या या बनावटी रूप सामने न आये।

अनुच्छेद 13

उन परिस्थितियों को छोड़कर, जबकि विस्तार या संवर्धन से इमारत के महत्वपूर्ण भागों, उसके पारम्परिक परिवेष्ट, उसके शेष निर्मित ढांचे तथा आसपास के परिवेष्ट से उसका जो भी सम्बन्ध है, उस सभी का महत्व कम न होता हो, इमारत में विस्तार करने या उसे बढ़ाने की अनुमति नहीं दी जा सकती।

ऐतिहासिक स्थल

अनुच्छेद 14

स्मारकों के स्थल वे स्थान हैं जिनके सम्बन्ध में विशेष सावधानी बरती जाने की आवश्यकता है ताकि उनके अखंड स्वरूप की रक्षा हो सके और यह सुनिश्चित हो सके कि उनके आसपास से सभी अनावश्यक वस्तुओं को हटाकर साफ कर दिया गया है ताकि वे देखने में सुदर्शन एवं सुन्दर लगे। इन स्थानों पर संरक्षण व जीर्णोद्धार का जो भी कार्य हो उस कार्य को करने के लिए पूर्वोक्त अनुच्छेदों में निर्धारित सिद्धान्तों से मार्गदर्शन लेना आवश्यक है।

उत्खनन - कार्य

अनुच्छेद 15

उत्खनन का कार्य विधि और मानकों तथा उस सिफारिश के अनुसार होना चाहिये जिसमें 1956 में संयुक्त राष्ट्र संघ शैक्षिक, वैज्ञानिक एवं सांस्कृतिक संगठन (यूनेस्को) द्वारा पूरातात्विक स्थलों के उत्खनन पर लागू होनेवाली अपनाई गई परिभाषा दी गई है।

खंडहरों का अनुरक्षण और रखरखाव होना चाहिये और उनके विशिष्ट वास्तुशिल्प तथा उत्खनन में प्राप्त वस्तुओं के स्थायी संरक्षण और सुरक्षा के लिए आवश्यक उपाय होना चाहिये। इतना ही नहीं, इस तरह का हर संभव उपाय अपनाया जाना चाहिये जिससे स्मारक को समझाने और इसमें निहित अर्थ को किसी भी रूप में विरूपित किये बिना उसे प्रकाश में लाने में सुविधा हो।

यह मानकर कि पहले भी ऐसा निर्माण हो चुका है, किसी भी तरह का पुनर्निर्माण का कार्य नहीं होना चाहिए। केवल ऐनास्टाइलोसिस अर्थात् वर्तमान किन्तु टूट कर अलग हो गये भागों को फिर से जोड़कर यथास्थान लगाने की अनुमति दी जा सकती है। उनको जोड़ने में इस्तेमाल होनेवाली सामग्री हर स्थिति में ऐसी होनी चाहिये कि उसे अलग पहचाना जा सके और इस सामग्री का कम से कम उपयोग होना चाहिये। इससे स्मारक के संरक्षण और इसके स्वरूप को पुनर्स्थापित करना सुनिश्चित हो सकेगा।

प्रकाशन

अनुच्छेद 16

परिरक्षण, जीर्णोद्धार और उत्खनन के सभी कार्यों के लिए उनका सही प्रलेखीकरण होना आवश्यक है और प्रलेखीकरण का यह कार्य इस तरह होना चाहिये कि उसके आधार पर विश्लेषणात्मक एवं समीक्षात्मक रिपोर्ट तैयार करना संभव हो सके। साथ ही उदाहरण के रूप में उनके नक्शे और फोटो भी दिये जाने चाहिये।

प्रलेखीकरण कार्य के दौरान अनावश्यक वस्तुओंको हटाकर की गई सफाई, इमारत की मजबूती, उसमें उलटफेर कर की व्यवस्था और चिनाई आदि कर उसे जोड़ने के काम के हर चरण का प्रलेखीकरण होना चाहिये, साथ ही इसमें इन कार्यों के दौरान जिन भी तकनीकी तथा अनौपचारिक तत्वोंका पता चले उन सभी को शामिल किया जाना आवश्यक है। यह रिकार्ड किसी सार्वजनिक संस्थान के अभिलेखागार में रखा जाना चाहिये तथा शोधकर्त्ताओंकी मांग पर उन्हें उपलब्ध रहना चाहिये। हमारी यह भी सिफारिश है कि यह रिपोर्ट प्रकाशित भी होनी चाहिये।

The Venice Charter

*translated
in*

HUNGARIAN

HONGROIS

ICOMOS National Committee using this version:

Hungary/Hongrie

NEMZETKÖZI KARTA A MŰEMLEKEK ÉS ÉPÍTÉSZETI EGYÜTTESEK KONZERVÁLÁSÁRA ÉS RESTAURÁLÁSÁRA

A múlt szellemi üzenetét hordozó monumentális alkotások a népek évszázados hagyományainak élő tanúi a jelenkor számára. Az emberiség - amelynek nap mint nap lelkiismereti kérdése az emberi értékek egysége - ezeket az alkotásokat közös örökségnek tekinti és egyetemlegesen felelősnek vallja magát védelmükért a jövő generációi előtt, amelyeknek a hitelességük teljes gazdagságában kell ezeket az emlékeket átadnia.

Ezért lényeges nemzetközi szinten közösen kialakítani és megfogalmazni azokat az általános alapelveket, amelyeknek a műemlékek konzerválását és restaurálását irányítaniuk kell, egyben minden nemzetre hagyva azt a feladatot, hogy alkalmazásukat saját kultúrájának hagyományai szerint, annak keretében biztosítsák.

Az 1931. évi Athéni Karta először öntötte formába ezeket az alapelveket és széles nemzetközi mozgalom fejlődését segítette elő. Ez kifejezésre jutott pl. nemzetközi dokumentumokban, az ICOM és az UNESCO tevékenységében és ez utóbbi által létrehozott, a kultúrjavak konzerválásának és restaurálásának tanulmányozására alakult Nemzetközi Központ megalakításában. A kritikai érzék és szellem azonban egyre finomodott és mind összetettebb és árnyaltabb problémákat tár fel úgy, hogy elérkezettnek látszik az idő a Karta elveinek felülvizsgálatára, illetve azok elmélyítésével és értelmük kibővítésével egy új dokumentum megfogalmazására.

Ennek következtében a műemlékvédelemmel foglalkozó építészek és szakemberek 1964. május 25. és 31-e között Velencében tartott II. Nemzetközi Konferenciáján a következő szöveget hagyta jóvá:

MEGHATÁROZÁSOK

1.

A műemlék fogalmán olyan önálló építészeti alkotásokat és városi vagy falusi együtteseket értünk, amelyek valamely sajátos kultúrának, jelentős fejlődésnek, vagy történelmi eseménynek tanúi. A műemlék fogalma nemcsak a nagy alkotásokra terjed ki, hanem azokra a szerény művekre is, amelyek az idő folyamán kulturális jelentőségre tettek szert.

2.

A műemlékek konzerválása és restaurálása olyan tevékenység, amely minden alkalmas tudományágat és gyakorlati eljárást felhasznál a műemléki örökség tanulmányozására és védelmére.

CÉL

3.

A műemlékek konzerválása és restaurálása éppúgy törekszik a művészeti alkotások, mint a történeti értékek védelmére.

KONZERVÁLÁS

4.

A műemlékek konzerválása elsősorban állandó karbantartásukat teszi szükségessé.

5.

A műemlékek konzerválását a társadalom számára való hasznos felhasználásuk mindig elősegíti: az ilyen felhasználás tehát kívánatos, de az nem változtathatja meg az épületek eredeti elrendezését és díszítését.

E határok között kell tehát elképzelni és megengedni a szokások és rendeltetések fejlődése által megkövetelt új kialakításokat.

6.

A műemlékek védelme kiterjed az arányainak megfelelő környezet védelmére is. Ha a hagyományos környezet megmaradt, ezt meg kell őrizni. Minden olyan új építkezést, bontást vagy átalakítást kerülni kell, ami megváltoztathatja a környezet tömegeinek és színeinek viszonyait.

7.

A műemlék elválaszthatatlan a történelemtől - amelynek tanúja - és a környezettől - amelyben áll. Ezért bármely műemléket vagy annak egyes részeit csak akkor szabad áthelyezni, ha azt a műemlék megmentése megköveteli, vagy valamilyen nagy nemzeti vagy nemzetközi érdek indokolttá teszi.

8.

Azok a szobrászati, festészeti részletek vagy díszítőelemek, amelyek a műemlék szerkesztési részei, nem távolíthatók el róla csak akkor, ha konzerválásuk biztosítására ez az egyetlen elfogadható lehetőség.

RESTAURÁLÁS

9.

A restaurálás az a művelet, amelynek meg kell őriznie a műemlék kivételes jellegét azáltal, hogy konzerválja és feltárja annak esztétikai és történeti értékét. A régi állapot és a hiteles dokumentumok tiszteletbentartására támaszkodik, de megáll ott, ahol a hipotézis kezdődik. Ami a feltevéseken alapuló beavatkozásokat illeti: az esztétikai vagy műszaki okból elkerülhetetlennek minősített mindennemű kiegészítés építészeti alkotásnak minősül, s mint ilyen, korunk jegyeit kell magán viselnie. A restaurálást mindig előzze meg és kísérelje végig a műemlék régészeti és történeti vizsgálata.

10.

Ha a hagyományos eljárások elégtelennek bizonyulnak, a műemlék megerősítésére minden olyan korszerű konzerválási és szerkezeti megoldást segítségül lehet hívni, amelyek hatékonyságát a tudományos adatok bebizonyították, és a gyakorlati kísérletek garantálják.

11.

A műemlék épületen minden építési kor hozzátétele tiszteletben tartandó, mivel a restaurálásnak nem célja, hogy stílusegységet érjen el.

Ha az épület több egymás feletti réteget hord magán, a korábbi állapot kiszabadítása csak kivételes esetben jogosult, azzal a feltétellel, hogy az eltávolított részek csekély értéket képviselnek, míg a felszínre hozott mű nagy történeti, régészeti vagy esztétikai értékű dokumentumot jelent, és állapotát konzerválva kielégítőnek ítélik. A kérdéses elemek értékének megítélése és a végrehajtandó eltávolítások elhatározása nem függhet egyedül a tervezőtől.

12.

A hiányzó részek kiegészítésére szolgáló hozzátételeknek harmónikusan kell az együttesbe illeszkedniük, meg kell azonban különböztetni azokat az eredeti részeketől, ne-hogy a restaurálás meghamisítsa a történeti és művészeti dokumentumot.

13.

A hozzátételek csak úgy engedhetők meg, ha tiszteletben tartják az épület valamennyi lényeges részét, annak hagyományos kereteit, kompozíciójának egyensúlyát és a környezetével való kapcsolatát.

MŰEMLEKI TELEPÜLÉSEK

14.

A műemléki értékű együtteseket külön gonddal kell kezelni, meg kell őrizni egységüket, gondoskodni kell felújításukról, rendezésükről és helyreállításukról. Az ilyen területen a konzerválási és helyreállítási munkákat az előző pontokban kifejtett elvek szerint kell végrehajtani.

ÁSATÁSOK

15.

Az ásatási munkákat a tudományos előírásoknak megfelelően, és az UNESCO által 1956-ban elfogadott „A régészeti feltárások nemzetközi irányelveinek meghatározására vonatkozó javaslat” szerint kell végezni.

A romok helyreállításáról, valamint az építészeti részletek és talált tárgyak szükséges mértékű állandó konzerválásáról és védelméről gondoskodni kell. A fentiekén kívül meg kell ragadni minden kezdeményezést, ami a feltárt emlék megértésének megkönnyítését célozza anélkül, hogy megváltoztatná annak értelmét. Minden rekonstrukciót azonban eleve ki kell zárni, és csak az anastylosis lehetőségét szabad előirányozni, vagyis a meglévő de szétesett részek újra összeállítását. A kiegészítő elemek mindig felismerhetők legyenek és csupán azt a minimumot tegyék ki, amennyi a műemlék megőrzésének és a formák teljessége visszaállításának szükséges feltétele.

PUBLIKÁCIÓ

16.

A konzerválási, restaurálási és ásatási munkák pontos dokumentáció összeállításával járnak együtt, amelyek kritikai és elemző beszámoló formájában, rajzokkal és fényképekkel illusztrálva készüljenek. Ebben a feltárási, megerősítési, újraösszeállítási és kiegészítési munkák minden fázisát, valamint a munkák során meghatározott szerkezeti és formai elemeket le kell rögzíteni.

Ezt a dokumentációt valamely közgyűjtemény archivumában kell elhelyezni és a kutatók rendelkezésére kell bocsátani. Ajánlatos a dokumentációk publikálása.

The Venice Charter

*translated
in*

ITALIAN

ITALIEN

ICOMOS National Committee using this version:

Italy/Italie

LA CARTA DI VENEZIA

Il Congresso Internazionale degli Architetti e dei Tecnici dei Monumenti Storici, Venezia, 1964. Adottata dall'ICOMOS nel 1965.

DEFINIZIONI

ARTICOLO 1

La nozione di monumento storico comprende tanto la creazione architettonica isolata quanto l'ambiente urbano o paesistico che costituisca la testimonianza di una civiltà particolare, di un'evoluzione significativa o di un avvenimento storico. Questa nozione si applica non solo alle grandi opere ma anche alle opere modeste che, con il tempo, abbiano acquistato un significato culturale.

ARTICOLO 2

La conservazione ed il restauro dei monumenti costituiscono una disciplina che si vale di tutte le scienze e di tutte le tecniche che possano contribuire allo studio ed alla salvaguardia del patrimonio monumentale.

SCOPO

ARTICOLO 3

La conservazione ed il restauro dei monumenti mirano a salvaguardare tanto l'opera d'arte che la testimonianza storica.

CONSERVAZIONE

ARTICOLO 4

La conservazione dei monumenti impone anzitutto una manutenzione sistemica.

ARTICOLO 5

La conservazione dei monumenti è sempre favorita dalla loro utilizzazione in funzioni utili alla società: una tale destinazione è augurabile, ma non deve alterare la distribuzione e l'aspetto dell'edificio. Gli adattamenti pretesi dall'evoluzione degli usi e dei costumi devono dunque essere contenuti entro questi limiti.

ARTICOLO 6

La conservazione di un monumento implica quella delle sue condizioni ambientali. Quando sussista un ambiente tradizionale, questo sarà conservato; verrà inoltre messa al bando qualsiasi nuova costruzione, distruzione ed utilizzazione che possa alterare i rapporti di volumi e colori.

ARTICOLO 7

Il monumento non può essere separato dalla storia della quale è testimone, né dall'ambiente in cui si trova. Lo spostamento di una parte o di tutto il monumento non può quindi essere accettato se non quando la sua salvaguardia lo esiga o quando ciò sia giustificato da causa di eccezionale interesse nazionale e internazionale.

ARTICOLO 8

Gli elementi di scultura, di pittura o di decorazione che sono parte integrante del monumento non possono essere separati da esso se non quando questo sia l'unico modo ad assicurare la loro conservazione.

RESTAURO

ARTICOLO 9

Il restauro è un processo che deve mantenere un carattere eccezionale. Il suo scopo è di conservare e di mettere in rilievo i valori formali e storici del monumento e si fonda sul rispetto della sostanza antica e delle documentazioni autentiche. Il restauro deve fermarsi dove ha inizio l'ipotesi: sul piano della ricostruzione congetturale qualsiasi lavoro di completamento, riconosciuto indispensabile per ragioni estetiche e tecniche, deve distinguersi per la progettazione architettonica e dovrà recare il segno della nostra epoca. Il restauro sarà sempre preceduto e accompagnato da uno studio archeologico e storico del monumento.

ARTICOLO 10

Quando le tecniche tradizionali si rivelino inadeguate, il consolidamento di un monumento può essere assicurato mediante l'ausilio di tutti i più moderni mezzi di struttura e di conservazione la cui efficienza sia stata dimostrata da dati scientifici e sia garantita dall'esperienza.

ARTICOLO 11

Nel restauro di un monumento sono da rispettare tutti i contributi che definiscono l'attuale configurazione di un monumento, a qualunque epoca appartenano, in quanto l'unità stilistica non è lo scopo di un restauro. Quando in un edificio si presentano parecchie strutture sovrapposte, la liberazione di una struttura di epoca anteriore non si giustifica che eccezionalmente e a condizione architettonica rimessa in luce costituisca una testimonianza di grande valore storico, archeologico o estetico, e che il suo stato di conservazione sia ritenuto soddisfacente. Il giudizio sul valore degli elementi in questione e la decisione circa le demolizioni da eseguirsi non possono dipendere dal solo autore del progetto.

ARTICOLO 12

Gli elementi destinati a sostituire le parti mancanti devono integrarsi armoniosamente nell'insieme, distinguendosi tuttavia dalle parti originali, affinché il restauro non falsifichi il monumento, e risultino rispettate, sia l'istanza estetica che quella storica.

ARTICOLO 13

Le aggiunte non possono essere tollerate se non rispettano tutte le parti interessanti dell'edificio, il suo ambiente tradizionale, l'equilibrio del suo complesso ed i rapporti con l'ambiente circostante.

SITI MONUMENTALI

ARTICOLO 14

Gli ambienti monumentali devono essere oggetto di speciali cure, al fine di salvaguardare la loro integrità ed assicurare il loro risanamento, la loro utilizzazione e valorizzazione. I lavori di conservazione e di restauro che vi sono eseguiti devono ispirarsi ai principi enunciati negli articoli precedenti.

SCAVI

ARTICOLO 15

I lavori di scavo sono da eseguire conformemente a norme scientifiche ed alla "Raccomandazione che definisce i principi internazionali da applicare in materia di scavi archeologici", adottata dall'UNESCO nel 1956.

Saranno assicurate l'utilizzazione delle rovine e le misure necessarie alla conservazione ed alla stabile protezione delle opere architettoniche e degli oggetti rinvenuti. Verranno inoltre prese tutte le iniziative che possano facilitare la comprensione del monumento messo in luce, senza mai snaturarne i significati. È da escludersi "a priori" qualsiasi lavoro di ricostruzione, mentre è da considerarsi accettabile solo l'anastilosi, cioè la ricomposizione di parti esistenti, ma smembrate.

Gli elementi di integrazione dovranno sempre essere riconoscibili, e limitati a quel minimo che sarà necessario a garantire la conservazione del monumento e ristabilire la continuità delle sue forme.

DOCUMENTAZIONE

ARTICOLO 16

I lavori di conservazione, di restauro e di scavo saranno sempre accompagnati da una rigorosa documentazione, con relazioni analitiche e critiche, illustrate da disegni e fotografie. Tutte le fasi dei lavori di liberazione, di consolidamento, di ricomposizione e di integrazione, come gli elementi tecnici e formali identificati nel corso dei lavori, vi saranno inclusi. Tale documentazione sarà depositata in pubblici archivi e verrà messa a disposizione degli studiosi. La sua pubblicazione è vivamente raccomandata.

The Venice Charter

*translated
in*

JAPANESE

JAPONAIS

ICOMOS National Committee using this version:

Japan/Japon

記念建造物および遺跡の保全と修復のための国際憲章

第二回歴史記念建造物関係建築家技術者国際会議（1964年ヴェネツィア）
1965年イコモス採択

幾世代もの人々が残した歴史的に重要な記念建造物は、過去からのメッセージを豊かに含んでおり、長期にわたる伝統の生きた証拠として現在に伝えられている。今日、人々はますます人間的な諸価値はひとつであると意識するようになり、古い記念建造物を人類共有の財産とみなすようになってきた。未来の世代のために、これらの記念建造物を守っていこうという共同の責任も認識されるようになった。こうした記念建造物の真正な価値を完全に守りながら後世に伝えていくことが、われわれの義務となっている。

そのため、古建築の保存と修復の指導原理を、国際的な基盤にもとづいて一致させ、文書で規定し、各国がそれぞれの独自の文化と伝統の枠内でこの方式を適用するという責任をとることが不可欠となった。

1931年のアテネ憲章は、こうした基本原理を初めて明確化することにより、広範な国際的運動に貢献し、各国の記録文書、イコム（ICOM）およびユネスコの事業、ユネスコによる「文化財の保存及び修復の研究のための国際センター」の設立などで具体化された。また、ますます複雑化し多様化してゆく諸問題に対し、より多くの注目と重要な研究が集中的になされてきた。いまや、アテネ憲章で述べられた原則を全面的に見直し、その展望を拡大して新しい文書に改めるため、同憲章を再検討すべき時が来た。

それゆえ、「第二回歴史的記念建造物に関する建築家・技術者国際会議」は、1964年 5月25日から31日までヴェネツィアで会合し、以下の文書を承認するに至った。

定 義

第一条

「歴史的記念建造物」には、単一の建築作品だけでなく、特定の文明、重要な発展、あるいは歴史的に重要な事件の証拠が見いだされる都市および田園の建築的環境も含まれる。「歴史的記念建造物」という考えは、偉大な芸術作品だけでなく、より地味な過去の建造物で時の経過とともに文化的な重要性を獲得したものにも適用される。

第二条

記念建造物の保全と修復にあたっては、その建築的遺産の研究と保護に役立つあらゆる科学的、技術的手段を動員すべきである。

目 的

第三条

記念建造物の保全と修復の目的は、それらを芸術作品として保護するのと同様に、歴史的な証拠として保護することである。

保 全

第四条

記念建造物の保全にあたっては、建造物を恒久的に維持することを基本的前提としなければならない。

第五条

記念建造物の保全は、建造物を社会的に有用な目的のために利用すれば、常に容易になる。それゆえ、そうした社会的活用は望ましいことであるが、建物の設計と装飾を変更してはならない。機能の変更によって必要となる改造を検討し、認可する場合も、こうした制約の範囲を逸脱してはならない。

第六条

記念建造物の保全とは、その建物と釣合いのとれている建築的環境を保存することである。伝統的な建築的環境が残っている場合は、それを保存すべきである。マッサ（量塊）や色彩の関係を変えてしまうような新しい構築、破壊、改造は許されない。

第七条

記念建造物は、それが証拠となっている歴史的事実や、それが建てられた建築的環境から切り離すことはできない。記念建造物の全体や一部分を移築することは、その建造物の保護のためにどうしても必要な場合、あるいは、きわめて重要な国家的、国際的利害が移築を正当化する場合にのみ許される。

第八条

記念建造物にとって不可欠の部分となっている彫刻、絵画、装飾の除去は、除去がそれらの保存を確実にする唯一の手段である場合にのみ認められる。

修復

第九条

修復は高度に専門的な作業である。修復の目的は、記念建造物の美的価値と歴史的価値を保存し、明示することであり、オリジナルな材料と確実な資料を尊重することに基づく。推測による修復を行ってはならない。さらに、推測による修復に際してどうしても必要な付加工事は、建築的構成から区別できるようにし、その部材に現代の後補を示すマークを記しておかなければならない。いかなる場合においても、修復前および修復工事の進行中に、必ずその歴史的建造物についての考古学のおよび歴史的な研究を行うべきである。

第十条

伝統的な技術が不適切であることが明らかな場合には、科学的なデータによってその有効性が示され、経験的にも立証されている近代的な保全、構築技術を用いて、記念建造物の補強をすることも許される。

第十一条

ある記念建造物に寄与したすべての時代の正当な貢献を尊重すべきである。様式の統一は修復の目的ではないからである。ある建物に異なった時代の工事が重複している場合、隠されている部分を露出することは、例外的な状況、および、除去される部分にほとんど重要性がなく、露出された部分が歴史的、考古学的、あるいは美的に価値が高く、その保存状況がそうした処置を正当化するのに十分なほど良好な場合にのみ正当化される。問題となっている要素の重要性の評価、およびどの部分を破壊するかは、工事の担当者だけに任せてはならない。

第十二条

欠損部分の補修は、それが全体と調和して一体となるように行わなければならないが、同時に、オリジナルな部分と区別できるようにしなければならない。これは、修復が芸術的あるいは歴史的証跡を誤り伝えることのないようにするためである。

第十三条

付加物は、それらが建物の興味深い部分、伝統的な建築的環境、建物の構成上の釣合い、周辺との関係等を損なわないことが明白な場合に限り認められる。

歴史的遺跡

第十四条

記念建造物の敷地については、その全体を保護した上、適切な方法で整備し公開することが確実にできるように、特に注意を払うべき対象である。そのような場所で行なわれる保全・修復の工事は、前記の各条に述べた原則が示唆するところに従わなければならない。

発掘

第十五条

発掘は、科学的な基準、および、ユネスコが1956年に採択した「考古学上の発掘に適用される国際的原則に関する勧告」に従って行わなければならない。

廃墟はそのまま維持し、建築的な特色および発見された物品の恒久的保全、保護に必要な処

置を講じなければならない。さらに、その記念建造物の理解を容易にし、その意味を歪めることなく明示するために、あらゆる処置を講じなければならない。

しかし、復原工事はいっさい理屈抜きに排除しておくべきである。ただアナスタイローシス、すなわち、現地に残っているが、ばらばらになっている部材を組み立てることだけは許される。組立に用いた補足材料は常に見分けられるようにし、補足材料の使用は、記念建造物の保全とその形態の復旧を保証できる程度の最小限度にとどめるべきである。

公 表

第十六条

すべての保存、修復、発掘の作業は、必ず図面、写真を入れた分析的で批判的な報告書の形で正確に記録しておかなければならない。

記録には、除去、補強、再配列などの作業のすべての段階のほか、作業中に確認された技術的特色、形態的特色も含めるべきである。こうした報告書は、公共機関の記録保存所に備えておき、研究者が閲覧できるようにすべきである。記録は公刊することが望ましい。

この「記念建造物の保全と修復のための国際憲章」の起草に参加した人々は以下の通りである。

ピエーロ・ガッツォーラ氏 (イタリア) 議 長
レイモン・ルメール氏 (ベルギー) 書記長
ホセ・バッセゴダ・ノネール氏 (スペイン)
ルイーシ・ベナヴェンテ氏 (ポルトガル)
ジュールジェ・ボスコヴィッチ氏 (ユーゴスラヴィア)
ヒロシ・ダイフク氏 (ユネスコ)
P. L. デ・ヴリーゼ氏 (オランダ)
ハラル・ラングベルグ氏 (デンマーク)
マリーオ・マッテウッチ氏 (イタリア)
ジャン・メルレー氏 (フランス)
カールロス・フローレス・マリーニ氏 (メキシコ)
ロベルト・パーネ氏 (イタリア)
S. C. J. パヴェル氏 (チェコスロヴァキア)
ポール・フィリポー氏 (文化財保存修復研究国際センター)
ヴィクトル・ピメンテル氏 (ペルー)
ハロルド・プレNDERリース氏 (文化財保存修復研究国際センター)
ディオクレチーオ・レディック・カンボス氏 (ヴァチカン)
ジャン・ソンニエー氏 (フランス)
フランソワ・ソルラン氏 (フランス)
エウスタティオス・スティカス氏 (ギリシア)
ゲルトルート・トリップ女史 (オーストリア)
ヤン・ザクアトヴィッチ氏 (ポーランド)
ムスタファ・S・ズビス氏 (チュニジア)

The Venice Charter

*translated
in*

LITHUANIAN

LITHUANIEN

ICOMOS National Committee using this version:

Lithuania/Lithuanie

TARPATAUTINĖ PAMINKLŲ IR JŲ KOMPLEKSŲ KONSERVAVIMO IR RESTAURAVIMO CHARTIJA

Istorijos paminklai, bylojantys praeitį, šiandien yra gyvas amžiais kurtų tradicijų liudininkas. Žmonija vis aiškiau suvokia, kad jos sukurtos vertybės yra bendros, ir pripažįsta bendrą atsakomybę už kultūros palikimo išsaugojimą būsimoms kartoms. Mūsų pareiga perduoti joms tas vertybes visiškai autentiškas.

Todėl labai svarbu suformuluoti ir priimti tarptautinius senovinių pastatų apsaugos principus, kuriuos kiekviena šalis galėtų taikyti, atsižvelgdama į savo kultūrą ir tradicijas.

Atėnų chartija, 1931 metais pirmą kartą suformulavusi pagrindinius principus, davė pradžią plačiam tarptautiniam judėjimui: buvo išleisti nacionaliniai dokumentai, veikė ICOM bei UNESCO, kuri įsteigė Tarptautinį kultūros vertybių tyrimo, apsaugos ir restauravimo centrą. Kadangi pradėjo kilti vis sudėtingesni ir įvairesni problemų, atėjo laikas kruopščiai peržūrėti chartijos teiginius ir praplėsti juos naujame dokumente.

Tuo tikslu Antrasis tarptautinis istorijos paminklų architektų ir technikos specialistų kongresas, susirinkęs Venecijoje 1964 metų gegužės 25-31 dienomis, priėmė šį tekstą:

APIBRĖŽIMAI

1 STRAIPSNIS

Istorijos paminklo sąvoka apima ne tik pavienį architektūros kūrinį, bet ir miesto ar kaimo kompleksus, kuriose randami tam tikros civilizacijos, jos evoliucijos ar istorinio įvykio pėdsakai. Toks apibrėžimas galioja ne tik didžiosioms vertybėms, kurie laikui bėgant įgyja kultūrinę vertę.

2 STRAIPSNIS

Paminklų konservavime ir restauravime reikia naudotis visais mokslo ir technikos pasiekimais, kurie gali padėti išsaugoti architektūrinį palikimą.

TIKSLAS

3 STRAIPSNIS

Paminklų konservavimo ir restauravimo tikslas yra išsaugoti juos ne tik kaip meno kūrinius, bet ir kaip istorijos liudininkus.

KONSERVAVIMAS

4 STRAIPSNIS

Paminklų konservavimo esmė yra jų autentiškumo išsaugojimas.

5 STRAIPSNIS

Paminklų konservavimą visada palengvina jų panaudojimas visuomenei naudingais tikslais. Toks panaudojimas pageidautinas, tačiau dėl jo neturi būti keičiamas pastato išlanavimas ar dekoras. Tik tokia sąlyga gali būti pakeista paminklo funkcija.

6 STRAIPSNIS

Konservuojamas ne tik paminklas, bet ir jo aplinka. Jeigu išlikusi tradicinė aplinka, ji turi būti išsaugota. Neleistina jokia nauja statyba, nugriovimas ar perdirbimas, kurie pakeistų masių santykius ir spalvų derinius.

7 STRAIPSNIS

Paminklas nęatskiriamas nuo istotijos, kurios liudininkas jis yra, ir nuo aplinkos, kuri jį supa. Paminklo arba jo dalies perkęlimas neleistinas, išskyrus tokius atvejus, kai tai galima pateisinti paminklo išsaugojimo sumetimais arba nepaprastos svarbos nacionaliniais ar tarptautiniais interesais.

8 STRAIPSNIS

Skulptęras, tapybą ar dekorą, kurie yra sudętinę paminklo dalis, galima atskirti nuo jo tik tada, kai vien atskyrus įmanoma juos išaugoti.

RESTAURAVIMAS

9 STRAIPSNIS

Restauravimas - tai specifiška operacija, kurios tikslas yra išsaugoti ir atskleisti paminklo estetinę bei istorinę vertę; tai turi bęti pagrįsta natęrine medžiaga ir autentiškais dokumentais. Restauravimas turi baigtis, kai prasideda hipotezės; visa, kas daroma nuo to momento, ypač kai neišvengiamai reikalingas papildymas, turi išsiskirti iš architektęros kompozicijos ir turęti šiuolaikiškus bruožus. Bet kuriuo atveju prieš ir po restauravimo turi bęti atliekami archeologiniai ir istoriniai paminklo tyrimai.

10 STRAIPSNIS

Kai nepakanka tradicinęs technikos, paminklą galima sustiprinti, naudojant naujausią konservavimo ir statybos techniką, kurios efektyvumas įrodytas mokslisškai ir praktisškai.

11 STRAIPSNIS

Reikšmingas kiekvienos epochos palikimas pastate turi bęti gerbiamas, nes stiliaus vienybę nėra restauravimo tikslas. Kai paminkle yra keleto jo vystymosi stadijų antsluoksniai, ankstesnęs struktęros atidengimas pateisinamas tik susidarius ypatingoms aplinkybęms ir tada, kai pašalinamasis sluoksnis nevertingas, o atidengiamoji dalis yra didelęs istorinęs, archeologinęs ar estetinęs vertės ir jos bęklę pakankamai gera tokiam atidengimui pateisinti. Atleikantis tyrimus asmuo negali pats vienas nustatyti rastę elementę vertės ir daryti išvadę apie tai, ką galima nugrauti.

12 STRAIPSNIS

Nauji elementai, krais pakeičiamos trękstamos paminklo dalys, turi harmoningai įsileiti į visumą ir tuo pačiu metu skirtis nuo originalo, kad restauravimas neklastotę meninęs ir istorinęs tiesos.

13 STRAIPSNIS

Pristatinęti leistina tik tokiu atveju, jeigu neuždengiamos vertingos pastato dalys, nepažeidžiama tradicinę aplinka, kompozicinę pusiausvyrą, paminklo ir supančios aplinkos santykis.

PAMINKLŲ KOMPLEKSAI

14 STRAIPSNIS

Paminklę kompleksams reikalinga specifiška globa; jos tikslas - išsaugoti kompleksę visumą ir juos tinkamu būdu eksponuoti. Kompleksę konservavimo ir restauravimo darbuose reikia vadovautis principais, išdęstytais ankstesniuose straipsniuose.

KASINĖJIMAI

15 STRAIPSNIS

Kasinęjimai turbi bęti atliekami pagal mokslinius standartus ir rekomendacijas, kuriomis remaintis nustatyti tarptautiniai archeologinię kasinęmę pincipai, priimti UNESCO 1956 m.

Griuvésiai turbi būti prižiūrimi ir daromi žygiai architektūros detalėms, atkastiems objectams lonservuoti ir apsaugoti. Be to, turi būti imamasi priemonių paminklui taip eksponuoti, kad jis būtų geriau suprantamas ir jokiū būdu nebūtų iškreipiama jo esmė.

Aprioriškai turi būti atsisakyta bet kokių rekonstravimo darbų. Leistinas tik dalimis išlikusio paminklo surinkimas (integravimas) į visumą (anastylosis). Integravimui naudojama medžiaga turi pastebimai skirtis ir jos gali būti tik tiek, kiek būtinai reikia paminklui užkonservuoti ir jo formai atstatyti (tik išlikusių dalių).

PUBLIKAVIMAS

16 STRAIPSNIS

Visi konservavimo, restauravimo ar kasinėjimų darbai turi būti užfiksuoti tiksloje dokumentacijoje - analitinėse ir kritinėse ataskaitose, iliustruotose brėžiniais ir noutraukomis.

Joje turi atsispindėti visos atidengimo stadijos, techninės bei organizacinės darbų ypatybės. Dokumentacija turi būti perduodama į viešus archyvus, kad būtū prieinama tyrimams. Rekomenduojama dokumentacija publikuoti

(Pasirašyta Tarptautinės paminklų ir jų kompleksų konservavimo ir restauravimo chartijos Redakcinės komisijos 23 narių iš 19 šalių).

The Venice Charter

*translated
in*

PORTUGUESE

PORTUGAIS

ICOMOS National Committee using this version:

Brasil/Bresil

CARTA INTERNACIONAL SOBRE A CONSERVAÇÃO E A RESTAURAÇÃO DOS MONUMENTOS E SÍTIOS

II Congresso Internacional de arquitetos e Técnicos de Monumentos Históricos, Veneza, 1964, atuação do ICOMOS em 1965.

Portadores da mensagem espiritual do passado, as obras monumentais de todos os povos permanecem, nos tempo presente, o testemunho vivo de suas tradições seculares. A humanidade que, a cada dia mais, toma consciência da unidade dos valores humanos e os considera como patrimônio comum, assume solidariamente a responsabilidade de preservá-los, e transmitir toda sua riqueza e autenticidade às gerações futuras.

É, portanto, essencial que os princípios que regulamentam a conservação dos monumentos sejam discutidos em conjunto, e formulados a partir de um plano internacional. A cada nação caberá o cuidado de assegurar o seu cumprimento, contexto específico de sua cultura e de suas tradições.

A Carta de Atenas de 1931, primeira regulamentação desses princípios fundamentais, muito contribuiu para o desenvolvimento de ampla ação internacional, traduzida em documentos nacionais, na atuação do Icom e da Unesco, e na criação, por esse organismo, do Centro Internacional de Estudos para conservação e restauro de bens culturais.

A observação sensível e crítica de problemas complexos, cada vez mais diferenciados, assinala o momento de reexaminar a carta, a fim de aprofundar e ampliar seus fundamentos, redigindo um novo documento.

Como consequência, o II Congresso Internacional de Arquitetos e Técnicos de Monumentos Históricos, reunido em Veneza, de 25 a 31 de maio de 1964, aprovou o texto seguinte:

DEFINIÇÕES

Art. 1 - A noção de monumento histórico compreende, além da obra arquitetônica em si, os sítios urbanos e rurais, testemunhos de uma civilização determinada de uma evolução significativa, e de fato histórico. Compreende as grandes criações, e também as obras modestas, que, através do tempo, adquirem valor cultural significativo.

Art. 2 - A conservação e a restauração de monumentos constituem disciplina que apela para todas as ciências e todas as técnicas, que possam contribuir para o estudo e salvaguarda do patrimônio monumental.

FINALIDADE

Art. 3 - A conservação e a restauração de monumentos visam a salvaguardar tanto a obra de arte, quanto o testemunho histórico.

CONSERVAÇÃO

Art. 4 - a conservação de monumentos exige, em primeiro lugar, sua permanente manutenção.

Art. 5 - A conservação dos monumentos será sempre favorecida, quando se atribuir aos mesmos destinação de utilidade social.

Essa utilização, porém, não pode alterar a ordem dos elementos decorativos dos edifícios. Dentro desses limites, cumpre conceituar e autorizar as reformas, que a evolução dos usos e costumes estejam a exigir.

Art. 6 - A conservação do monumento implica a de sua área envoltória. Quando o quadro tradicional subsiste, ele deve ser conservado, sendo proscritas as construções, demolições ou reformas que alterem suas relações de volume e colorido.

Art. 7 - O monumento é inseparável do ambiente em que se situa e do qual é testemunho histórico.

A remoção total ou parcial de um monumento do sítio original para outro local não pode ser tolerada, salvo se sua conservação assim o exigir, ou se razões de grande interesse nacional ou internacional a justificarem.

Art. 8 - Os elementos decorativos de escultura e de pintura, que fazem parte integrante de um monumento, não podem ser retirados, a não ser como única medida possível de garantir sua conservação.

RESTAURAÇÃO

Art. 9 - A restauração, uma operação que deve manter caráter excepcional, tem por finalidade conservar e relevar os valores estéticos e históricos do monumento, fundamentado-se no respeito à substância antiga e na autenticidade dos documentos. Deve deter-se onde começa a hipótese, e no plano das reconstituições conjunturais, trabalho complementar, considerado indispensável por razões estéticas ou técnicas, devese destacar da composição arquitetônica, levando consigo a marca de nosso tempo.

A restauração sempre será precedida e acompanhada de estudo arqueológico e histórico do monumento.

Art. 10 - Quando as técnicas tradicionais se relevarem inadequadas, a consolidação de um monumento será assegurada, com o recurso de todas as técnicas modernas de conservação e de construção, cuja eficácia tenha comprovação científica e garantia firmada pela experiência.

Art. 11 - Os acréscimos à construção de um monumento são macras respeitáveis de todas as épocas, e devem permanecer, uma vez que a unidade do estilo não constitui a meta final da restauração. Quando em um edifício vários acréscimos se superpõem, o resgate de um estágio subjacente não se justifica, senão excepcionalmente, e, sob a condição de que os elementos retirados não sejam representativos, a composição descoberta deve constituir testemunho de grande valor histórico, arqueológico ou estético, e seu estado de conservação considerado suficiente. O julgamento sobre o valor dos elementos em questão e a decisão das eliminações o operar não poderão depender somente do autor do projeto.

The Venice Charter

*translated
in*

ROMANIAN

ROUMAIN

ICOMOS National Committee using this version:

Romania/Roumanie

CARTA INTERNAȚIONALĂ PRIVIND CONSERVAREA ȘI RESTAURAREA MONUMENTELOR ISTORICE

Al doilea Congres Internațional al Arhitecților și Tehnicienilor

din domeniul monumentelor istorice, Veneția 1964. Adoptată de ICOMOS în 1965.

Purtătoare a unui mesaj spiritual al trecutului, operele monumentale ale popoarelor rămân, în zilele noastre, mărturia vie a tradițiilor lor seculare. Umanitatea, care pe zi ce trece devine tot mai conștientă de unitatea valorilor umane, le consideră patrimoniu comun și se socotește solidar responsabilă de salvarea lor față de generațiile viitoare. Ea are datoria de a le transmite urmașilor cu toată bogata lor autenticitate.

Este deci esențial ca principiile conducătoare ale conservării și restaurării monumentelor să fie trasate în comun și formulate pe plan internațional, lăsând totuși fiecărei națiuni grija de a asigura aplicarea lor în cadrul propriei culturi și conform tradițiilor proprii.

Dând o primă formă acestor principii fundamentale, Carta de la Atena din anul 1931 a contribuit la dezvoltarea unei vaste mișcări internaționale, care s-a tradus, mai ales, prin documente naționale, prin activitatea UNESCO-ului și prin crearea de către acesta din urmă a Centrului Internațional de Studii pentru conservarea și restaurarea bunurilor culturale. Sensibilitatea și spiritul critic se îndreaptă spre probleme din ce în ce mai complexe și mai nuanțate; pare să fi venit momentul ca principiile Cartei să fie revizuite în vederea adâncirii lor și lărgirii eficienței lor într-un nou document.

În consecință, al II-lea Congres Internațional al arhitecților și tehnicienilor de monumente istorice - întrunit la Veneția între 25 și 31 mai 1964 -, a aprobat următorul text:

DEFINIȚII

ARTICOLUL 1

Noțiunea de monument istoric cuprinde atât creația arhitecturală izolată cât și așezarea urbană sau rurală care aduce mărturia unei civilizații anumite, a unei evoluții semnificative sau a unui eveniment istoric. Ea se extinde nu numai asupra marilor creații ci și asupra operelor modeste care au căpătat cu trecerea timpului o semnificație culturală.

ARTICOLUL 2

Conservarea și restaurarea monumentelor constituie o disciplină care face apel la toate științele și la toate mijloacele tehnice putând contribui la studiul și salvarea patrimoniului monumental.

SCOP

ARTICOLUL 3

Conservarea și restaurarea monumentelor are ca scop atât salvarea operei de artă cât și aceea a mărturiei istorice.

CONSERVARE

ARTICOLUL 4

Conservarea monumentelor impune în primul rînd permanenta lor întreținere.

ARTICOLUL 5

Conservarea monumentelor este întotdeauna favorizată de afectarea lor unei funcții utile societății; o astfel de folosință este deci de dorit, cu condiția însă de a nu schimba ordonanța sau decorația edificiilor. Deci, în aceste limite trebuie să concepem și să autorizăm amenajările impuse de evoluția cerințelor vieții de toate zilele.

ARTICOLUL 6

Conservarea unui monument implică și pe aceea a cadrului corespunzător. Cînd cadrul tradițional mai există, acela trebuie conservat și orice construcție nouă, orice distrugere și orice amenajare ce ar putea altera raporturile de volum și culoare trebuie interzise.

ARTICOLUL 7

Monumentul este inseparabil legat atât de epoca istorică a cărei mărturie este, cât și de cadrul ce-l înconjoară. În consecință mutarea unei părți sau a întregului monument nu poate fi permisă decît în cazul cînd salvarea monumentului impune această mutare, sau cînd motive de interes național sau internațional o justifică.

ARTICOLUL 8

Elementele de sculptură, de pictură sau de decorație ce fac parte integrantă din monument nu pot fi separate decît în cazul cînd aceasta este singura cale de a le asigura conservarea.

RESTAURARE

ARTICOLUL 9

Restaurarea este o operație ce trebuie să aibă îndeobște un caracter excepțional. Ea are ca scop conservarea și punerea în evidență a valorii estetice și istorice a monumentului și se bazează pe respectul rămășițelor trecutului și pe documentele autentice. Ea se oprește acolo unde începe ipoteza; dincolo de aceasta orice lucrare de completare considerată indispensabilă va fi înțeleasă ca o compoziție arhitecturală și va trebui să poarte pecetea epocii noastre.

ARTICOLUL 10

Cînd mijloacele tehnice tradiționale se dovedesc inadecvate, consolidarea unui monument poate fi asigurată făcîndu-se apel la toate mijloacele tehnice moderne de conservare și de construcție a căror eficacitate va fi fost

demonstrată prin date științifice și garantate de experiență.

ARTICOLUL 11

Contribuțiile valabile ale diverselor epoci la ridicarea unui monument trebuie să fie respectate, scopul unei restaurări nefiind unitatea de stil. Când un edificiu comportă mai multe etape de construcție suprapuse, degajarea unor elemente ascunse nu se justifică decât în mod exceptional și cu condiția ca cele îndepărtate să nu prezinte decât un interes minor, iar lucrarea scoasă la lumină să constituie o mărturie de înaltă valoare istorică, arheologică sau estetică și ca starea ei de conservare să fie socotită satisfăcătoare. Aprecierea valorii elementelor în cauză și hotărîrea în ce privește eliminările ce ar trebui efectuate, nu pot depinde exclusiv de proiectant.

ARTICOLUL 12

Elementele destinate a înlocui părțile lipsă trebuie să se integreze armonios ansamblului, deosebindu-se totuși de părțile originale pentru ca restaurarea să nu falsifice documentul de artă și de istorie.

ARTICOLUL 13

Adăugările nu pot fi tolerate decât în măsura în care ele respectă toate părțile interesante ale edificiului, cadrul său tradițional, echilibrul compoziției și legătura monumentului cu peisajul înconjurător.

CENTRE MONUMENTALE (ansambluri istorice constituite)

ARTICOLUL 14

Ansamblurile monumentale trebuie să facă obiectul unei griji speciale pentru a le salva integritatea și pentru a le asigura întreținerea, amenajarea și punerea lor în valoare.

Lucrările de conservare și restaurare a acestora trebuie să se inspire din principiile enunțate în articolele precedente.

SĂPĂTURILE ARHEOLOGICE

ARTICOLUL 15

Săpăturile arheologice trebuie să se efectueze conform unor norme științifice și "Recomandări definind principiile internaționale ce trebuie aplicate în săpăturile arheologice" adoptată de UNESCO în 1956. Se va asigura amenajarea ruinelor și se vor lua măsurile necesare pentru conservarea și protecția permanentă a elementelor arhitecturale și a obiectelor descoperite.

În afară de aceasta, vor fi luate toate măsurile avînd ca scop o mai ușoară înțelegere a monumentului și scoaterea sa la lumină, fără însă a-i denatura în nici un caz semnificația. Orice lucrare de reconstrucție va trebui totuși exclusiv a priori, numai anastiloza ar putea fi acceptată, adică recompunerea părților existente dar dezmembrate. Elementele integrate vor trebui să fie întotdeauna ușor de recunoscut și vor reprezenta minimum necesar asigurării condițiilor de conservare și de restabilire a unei continuități a

formelor monumentului.

PUBLICITATE

ARTICOLUL 16

Lucrările de conservare, de restaurare, precum și săpăturile vor trebui să fie întotdeauna însoțite de o documentație precisă, sub formă de rapoarte analitice și critice, însoțite de desene și fotografii. Toate fazele de degajare, de consolidare, de recompunere și integrare, cât și elementele tehnice și arhitecturale identificate în cursul lucrărilor, vor fi consemnate în această documentație.

Întreaga documentație va fi depusă la arhiva unei instituții publice de specialitate și pusă la dispoziția cercetătorilor; se recomandă publicarea ei.

The Venice Charter

*translated
in*

RUSSIAN

RUSSE

ICOMOS National Committee using this version:

Russia/Russie

МЕЖДУНАРОДНАЯ ХАРТИЯ ПО КОНСЕРВАЦИИ И РЕСТАВРАЦИИ ПАМЯТНИКОВ И ДОСТОПРИМЕЧАТЕЛЬНЫХ МЕСТ

II Международный конгресс архитекторов и технических специалистов по историческим памятникам, Венеция, 1964 год. Принята ИКОМОСом в 1965 году.

Монументальные произведения, несущие духовные послания прошлого, остаются в современной жизни живыми свидетелями вековых традиций народов. Человечество с каждым днем все более осознает общечеловеческую ценность памятников, рассматривает их как общее наследие и перед лицом будущих поколений признает совместную ответственность за их сохранность. Оно считает себя обязанным передать поколениям памятники во всем богатстве их подлинности.

Отсюда с очевидностью следует, что принципы, которыми необходимо руководствоваться при консервации и реставрации памятников, должны быть определены совместными усилиями и сформулированы в международном плане с учетом того, что каждая нация сама будет следить за их использованием в рамках собственной культуры и традиций.

Определяя впервые эти фундаментальные принципы, Афинская хартия 1931 г. способствовала развитию широкого международного движения, которое, в частности, нашло отражение в национальных документах, в деятельности ИКОМа и ЮНЕСКО, а также в создании последней организацией Международного центра исследований в области консервации и реставрации культурных ценностей. В настоящее время в связи с возникновением целого ряда сложных и разнообразных проблем появилась необходимость пересмотреть принципы упомянутой хартии, расширить их и усилить их значение в новом документе.

Учитывая все вышеизложенное, II Международный конгресс архитекторов и технических специалистов по историческим памятникам, проходивший в Венеции с 25 по 31 мая 1964 г., принял следующий текст:

ОПРЕДЕЛЕНИЯ

СТАТЬЯ 1

Понятие исторического памятника включает в себя как отдельное архитектурное произведение, так и городскую или сельскую среду, носящие характерные признаки определенной цивилизации, особого пути развития или исторического события. Оно распространяется не только на выдающиеся памятники, но также на более скромные памятники, приобретающие с течением времени значительную культурную ценность.

СТАТЬЯ 2

Консервация и реставрация памятников составляет такую дисциплину, которая взаимодействует со всеми отраслями науки и техники, способствующими изучению и сохранению монументального наследия.

ЦЕЛЬ

СТАТЬЯ 3

Консервация и реставрация памятников имеют целью сохранение памятников как произведений искусства и как свидетелей истории.

КОНСЕРВАЦИЯ

СТАТЬЯ 4

Консервация памятников предполагает прежде всего постоянство ухода за ними.

СТАТЬЯ 5

Консервация памятников всегда облегчается возможностью их использования на благо общества; такое использование желательно, но при условии сохранения архитектурной целостности и декора зданий. Только в этих рамках можно разрешать и предпринимать работу по приспособлению, необходимость которой вызвана новыми требованиями современной жизни.

СТАТЬЯ 6

Консервация памятника предполагает сохранение его окружения. Если традиционное окружение существует, его не следует нарушать. Всякое новое строительство, разрушение и переделки, которые могли бы изменить взаимосвязь объемов и цветовую гамму, недопустимы.

СТАТЬЯ 7

Памятник неотделим от истории, свидетелем которой он является, и от окружающей среды, где он расположен. Следовательно, перемещение всего памятника или его части не должно допускаться. Перемещение возможно в том случае, если это необходимо для сохранения памятника или может быть оправдано высшими национальными или международными интересами.

СТАТЬЯ 8

Скульптурные, живописные или декоративные элементы, являющиеся неотъемлемой частью памятника, могут быть отделены от него только в том случае, если единственно эта мера может обеспечить их сохранность.

РЕСТАВРАЦИЯ

СТАТЬЯ 9

Реставрация должна являться исключительной мерой. Ее цель - сохранение и выявление эстетических и исторических ценностей памятника. Она

основывается на уважении исторической сущности и подлинности документов. Реставрация прекращается там, где начинается гипотеза; что же касается предположительного восстановления, то любая работа по дополнению, соотнесенная необходимой по эстетическим или техническим причинам, должна отличаться от архитектурной композиции и нести на себе печать нашего времени. Археологические и исторические исследования памятника должны всегда предшествовать и сопровождать реставрационные работы.

СТАТЬЯ 10

В случае, если традиционная техника окажется непригодной, укрепление памятника может быть обеспечено при помощи современной технологии консервации и строительства, эффективность которых подтверждена научными данными и гарантирована опытом.

СТАТЬЯ 11

Наслоения разных эпох, привнесенные в архитектуру памятника, должны быть сохранены, поскольку единство стиля не является целью реставрации. Если здание несет на себе отпечатки многих культурных пластов, выявление более раннего пласта является исключительной мерой и может быть произведено при условии, если удаленные элементы не представляют интереса, если композиция после этого свидетельствует о высокой исторической, археологической или эстетической ценности, если состояние сохранности раскрываемого памятника признано удовлетворительным. Суждение о ценности таких элементов и решение о возможности их устранения не могут зависеть единственно от автора проекта.

СТАТЬЯ 12

Элементы, предназначенные для замены недостающих фрагментов, должны гармонично вписываться в целое и вместе с тем так отличаться от подлинных, чтобы реставрация не фальсифицировала историческую и художественную документальность памятника.

СТАТЬЯ 13

Дополнения могут быть допустимы только в том случае, если они оставляют нетронутыми все примечательные части здания, его традиционное окружение, равновесие композиции и взаимосвязь с окружающей средой.

ИСТОРИЧЕСКИЕ ДОСТОПРИМЕЧАТЕЛЬНЫЕ МЕСТА

СТАТЬЯ 14

Исторические достопримечательные места должны быть объектом особой заботы, необходимой для сохранения их целостности и обеспечения благоустройства, приспособления и улучшения их использования. Проведение работ по консервации и реставрации должно быть обусловлено принципами, изложенными выше.

РАСКОПКИ

СТАТЬЯ 15

Раскопки должны производиться с соблюдением научных норм и в соответствии с "Рекомендациями, определяющими международные принципы проведения археологических раскопок", принятыми ЮНЕСКО в 1956 г.

Должно быть обеспечено укрепление руин и приняты меры, необходимые для консервации и постоянной защиты архитектурных элементов и обнаруженных в ходе раскопок предметов. Кроме этого, должны быть предприняты меры для облегчения понимания значимости памятника, выявленного в результате раскопок, не искажая при этом его смысла.

Всякая реконструкция должна быть исключена изначально, можно допустить лишь анастилос, т.е. возвращение на свои места сохранившихся, но разрозненных фрагментов. Введенные элементы всегда должны быть распознаваемы и представлять собой минимум, необходимый для обеспечения условий консервации памятника и восстановления единства форм.

ДОКУМЕНТАЦИЯ И ПУБЛИКАЦИИ

СТАТЬЯ 16

Работы по консервации, реставрации и раскопкам должны всегда сопровождаться составлением точной документации, представленной в виде аналитических и критических отчетов, снабженных рисунками и фотографиями. В них должны быть отражены все этапы работ по раскрытию, укреплению, перекомпоновке и включению, а также технические и формальные средства, выявленные во время этих работ. Эта документация будет передана в архивы общественной организации и представлена в распоряжение исследователей. Рекомендуются публикации этих документов.

В работе комиссии по составлению "Международной хартии по консервации и реставрации памятников и достопримечательных мест" приняли участие:

Пьеро Гаццола (Италия), председатель
Раймон Лемэр (Бельгия), докладчик
Хосе Бассегода Нонель (Испания)
Луис Бенавенте (Португалия)
Джордже Боскович (Югославия)
Хироши Дайфуку (ЮНЕСКО)
П. де Вриез (Нидерланды)
Харальд Ландберг (Дания)
Марно Маттеуччи (Италия)
Жан Мерле (Франция)
Карлос Флорес Марини (Мексика)

Роберто Пане (Италия)
Якуб Павел (Чехословакия)
Поль Филиппо (Международный центр исследований в области
консервации и реставрации культурных ценностей)
Виктор Пиментель (Перу)
Харольд Плендерлейт (Международный центр исследований в области
консервации и реставрации культурных ценностей)
Деоклецио Редиг де Кампос (Ватикан)
Жан Сонье (Франция)
Франсуа Сорлан (Франция)
Гертруд Трипп (Австрия)
Ян Захватович (Польша)
Мустафа Збисс (Тунис)

The Venice Charter

*translated
in*

SINHALESE

CINGHALAIS

ICOMOS National Committee using this version:

Sri Lanka

ස්මාරක සහ ස්ථාන සංරක්ෂණය කිරීම සහ ප්‍රතිසංස්කරණය

කිරීම සම්බන්ධයෙන් වන අන්තර්ජාතික ප්‍රකාශ පත්‍රය.

මිනිස් සත්‍යතාවයේ අතින් පණිවිඩයක් රැගෙන ඔවුන්ගේ පෞරාණික සම්ප්‍රදායන් මේ යැයි සිතුව දක්වන සාධක වශයෙන් ඓතිහාසික ස්මාරක අද දක්වාත් ශේෂව තිබේ. මානව චරිතාකම්වල ඒකීයතාවය ගැන වඩ වඩා සැලකිලිමත් වීමට නැඹුරු වන මිනිසුන් පැරණි ස්මාරක පොදු උරුමයක් සේ සැලකීමට පටන් ගෙන ඇත. ඒවා අනාගත පරම්පරාව වෙතුවත් සර්වත්‍ර පොදු වගකීමක් බවට පත්ව ඇත. එබැවින් අප, මුල් පරිපූර්ණ ස්වරූපයෙන්ම ඒවා අනාගතයට දැනට කළයුතු වේ.

පැරණි ගොඩනැගිලි ආරක්ෂා කිරීමේ සහ ප්‍රතිසංස්කරණය කිරීමේ මාර්ගෝපදේශක මූලධර්ම අන්තර්ජාතික පදනමක් මත සකස් විය යුතු අතර සැලැස්ම ක්‍රියාත්මක කිරීමේදී ඒ ඒ රටවල සංස්කෘතියට සහ සම්ප්‍රදායන්ට එරෙහි නොවන පරිදි යොදා ගැනීමේ වගකීම ඒ ඒ රටවල් සතු වේ.

ප්‍රථම වතාවට මෙම පදනම මූලධර්ම විග්‍රහ කිරීම මගින් 1931 අනන්‍ය අධිකාරී පත්‍රය අන්තර්ජාතිකව මෙම ව්‍යාපාරය වර්ධනය වීමට මග පාදන ලදී. මෙමගින් ජාතික ලේඛනවල ජාත්‍යන්තර කොන්‍යාගාර ආයතනය සහ යුනෙස්කෝ වැඩ කටයුතු වල සහ යුනෙස්කෝව මගින් පිහිට වූ සංස්කෘතික වස්තූන් ආරක්ෂා කිරීම සහ නගරු කිරීම පිළිබඳ අන්තර්ජාතික අධ්‍යයන මධ්‍යස්ථානයෙහි ස්ථාපිත ස්වරූපයක් ඇති කරවන ලදී. තිරතුරුවම සංකීර්ණව සහ විවිධව පැන නැගිලි ගැටළු පිළිබඳ අවබෝධයක් සහ විවිධාකාරීව විමසීමක් වර්ධනය වෙමින් පවත්නා හෙයින් මෙම අධිකාරී පත්‍රය තව දැක්වියකින් විමර්ශනයට ලක් කොට එහි මූලධර්ම වඩාත් පුළුල් ක්‍ෂේත්‍රයකට හසුවන පරිදි තව ලේඛනයක් සැකසීමේ අවශ්‍යතාවය දැන් පැහැදිලිව ඇත.

1964 මැයි 25 සිට 31 දක්වා වැනිසියේ පැවැත් වූ ඓතිහාසික ස්මාරක පිළිබඳ වාස්තු විද්‍යාඥයින්ගේ සහ කාර්මික ශිල්පීන්ගේ 11 වන ජාත්‍යන්තර සම්මේලනය මගින් පහත දැක්වෙන නිර්දේශයන් අනුමත කරන ලදී.

අර්ථකථන

1 සටහන

ඓතිහාසික ස්මාරකය යන සංකල්පයෙන් තනි වාස්තු විද්‍යාත්මක වැඩක් පමණක් අදහස් නොවේ. නාගරික හෝ ගම්බද පරිසරයක පිහිටි යම් විශේෂ සහස්තවයක සාක්ෂි දරන, ඓතිහාසික සිද්ධිමත හෝ කැපී පෙනෙන සංවර්ධනයක ලක්ෂණ සහිත නිමැවුමක් ද මෙයට අයත් විය යුතුය. කාලයාගේ ඇවෑමෙන් සංස්කෘතික වැදගත්කමක් ලබන ඉදි කිරීම් ද මෙතුළට ගැනේ. මේ අනුව උසස් ගණයේ කලා නිමාන පමණක් ඓතිහාසික ස්මාරක සංකල්පයට ගනුයුතුය යන අදහස බැහැර කළයුතු වේ.

2 සටහන

වාස්තු විද්‍යාත්මක උරුමයන් ආරක්ෂා කිරීමට සහ අධ්‍යයනය කිරීමට උපකාරී වන සියලුම විද්‍යාවන් සහ ශිල්පීය ක්‍රම ස්මාරක නගරු කිරීමේදී සහ ප්‍රතිසංස්කරණය කිරීමේදී උපයෝගී කරගත යුතුය.

3 සටහන

ස්මාරක නගරු කිරීමේ සහ ප්‍රතිසංස්කරණය කිරීමේ අභිප්‍රාය ඒවා කලා නිමාන වශයෙන් පමණක් නොව ඓතිහාසික සාධක වශයෙන්ද සුරැකීම විය යුතුය.

සංරක්ෂණය කිරීම

4 සටහන

ස්මාරක නගරු කිරීමේදී ඒවා ස්ථාපිතව තවත්කු කිරීමද අත්‍යවශ්‍යයෙන්ම කළයුතුය.

5 සටහන

සමාජමය වශයෙන් වැඩිදුරු අරමුණක පිහිටා කටයුතු කිරීමේදී ස්මාරක නගරු කිරීම සැමවිටම පහසු වේ. එහෙත් මෙහිදී මුල් ස්වරූපය හෝ අලංකාර සැරසිලි කිසිත් වෙනස් නොකළ යුතුය. මෙම සීමාවන් තුළ පිහිටා පමණක් යම් යම් වෙනස්කම් වලට ඉඩ දිය හැක.

6 සටහන

ස්මාරකයක් නගරු කිරීම යන්නෙන් අදහස් කෙරෙන්නේ මුල් මිමි වෙනස් නොවූ පිහිටීමක් ආරක්ෂා කිරීමයි. යම් නූතන මුල් පිහිටීම ආරක්ෂා වී පවතී නම් එය එසේම තිබෙන්නට හැරිය යුතුය. ස්කන්ධයේ සහ වර්ණයේ සම්බන්ධතාවයට පටහැනිව යන කුමන හෝ එක් කිරීමක්, වෙනස් කිරීමක්, කඩා බිඳ දැමීමක් නොකළ යුතුය.

7 සටහන

ස්මාරකයක් පිහිටා ඇති වටපිටාවට සහ එය සාක්ෂි දරන ඉතිහාසයට නොවෙනස්ව බැඳී පවතී. ස්මාරකය කොටසක් වශයෙන් හෝ සම්පූර්ණව ඉවත් කිරීමට කිසිදේකුත් ඉඩ නොදිය යුතුය. එහෙත් ස්මාරකයේම ආරක්ෂාවට එවැනිනක් නොවැළැක්විය හැකිවම ඉල්ලා සිටියහොත් සහ එම ක්‍රියාවලිය ජාතිකව හෝ අන්තර් ජාතිකව මහත්පෙර වැදගත් බවට සාධාරණීකරණය වුවහොත් පමණක් අනුමත කළ හැක.

8 සටහන

ස්මාරකයක අඛණ්ඩ කොටස් වන කැටයම්, චිත්‍ර හෝ අලංකාර සැරසිලි ඒවායේ ආරක්ෂාව සඳහා පමණක් නොවන්නට ඉවත් කිරීමට කිසිදේකුත් ඉඩ නොතැබිය යුතුය.

ප්‍රතිසංස්කරණය

9 සටහන

ප්‍රතිසංස්කරණ ක්‍රියාවලිය අවශ්‍යයෙන්ම විශේෂඥ දැනුමකින් කළ යුතු දෙයකි. එහි අරමුණ වනුයේ ඓතිහාසික ස්මාරකයේ සංරක්ෂණයක් සහ සංරක්ෂණය ගුණාංග රැක ගැනීමත්, එළිදරව් කිරීමත් ය. මූලිකම යොදාගත් ද්‍රව්‍ය සහ සත්‍ය ලිපි ලේඛනාදියට ගරු කරන පදනමක පිහිටා මෙම වැඩ කටයුතු නිම කළ යුතුය. සෑක කටයුතු තැනැතිදී වැඩය නැවැත්විය යුතුය. එහෙත් අත්‍යවශ්‍යයෙන්ම අතිරේක වැඩ මගින් කටයුතු නිම කිරීමට සිදුවන විට එම වැඩ මුල් වාස්තු විද්‍යාත්මක ලක්ෂණ වලින් වෙන්ව කැපී පෙනෙන යේ සමකාලීන මූලාශ්‍ර කැබිය යුතුය. ස්මාරකය ඓතිහාසිකව සහ පුරාවිද්‍යාත්මකව අධ්‍යයනය කිරීමෙන් අනතුරුව පමණක් ප්‍රතිසංස්කරණ වැඩ ඇරඹිය යුතුය.

10 සටහන

ස්මාරකය යථාවත් කිරීමට සම්ප්‍රදායානුකූල ගිල්පවුම පමණක් නොසැලකෙන බැව් ඒත්තු ගැඹුණු හොත් තහවුරු කිරීමේ සහ ඉදි කිරීමේ සම්ප්‍රදාය විද්‍යාත්මක දත්තයන්ගෙන් සහ අත්දැකීම් තුළින් මප්ප වී ඇති කුමන හෝ තව ගිල්ප ක්‍රමයක් යොදා ගත හැක.

11 සටහන

ස්මාරක ඉදි කිරීමේදී ආධාර කරගත් සෑම කාලපරිච්ඡේදයක්ම පිළිබිඹු කරන පිළිගත හැකි සාධක සියල්ලම ආරක්ෂා කරගත යුතුය. මේ අනුව ප්‍රතිසංස්කරණයේ පරමාර්ථය රටාවේ ඒකීයත්වය නොවන බැව් වටහා ගත යුතුය. එක් එක් කාලපරිච්ඡේද තුළදී ස්මාරකය නැවත නැවත ඉදි කිරීම් කර ඇත්නම් ඒ ඒ කාලපරිච්ඡේදවල ලක්ෂණ කැපී පෙනෙන පරිදි යට වී ඇති තට්ටු ආදිය පෙනෙන පරිදි ප්‍රතිසංස්කරණය කළ යුතුය. පැරණි කාල සීමාවන්ට අයත් කොටස් පෙතිමට සැලැස්වීමේදී යම් යම් පසුකාලීන ඉදි කිරීම් කොටස් ඉවත් කිරීමට සිදුවුවද එමගින් ස්මාරකය ඓතිහාසික සහ සංරක්ෂණයක් වටාතාකමක් දරන්නේ එම වෙනස් කැපී පෙනීමෙන් නිසා එවැනි ඉවත් කිරීම්, පුරාවිද්‍යාත්මකව වැදගත් ලක්ෂණ එළිදරව් කරන්නේ නම්, සුදු කොට නැතිව හැක. ඉවත් කරන කොටසට වඩා ඓතිහාසික පුරාවිද්‍යාත්මක සහ සංරක්ෂණයක් සාධක සහ ගුණාංග එළි දක්වන කොටසෙන් නොපෙනේ නම් මෙබඳු කොටස් ඉවත් කිරීම කිසි විටෙක අනුමත නොකළ යුතුය. මුල් ද්‍රව්‍යයන්ගේ වැදගත්කම තක්සේරු කිරීමේදී සහ විනාශ කළ යුතු දෑ තීරණය කිරීමේදී, ප්‍රතිසංස්කරණය කෙරෙන එක් පුද්ගලයෙකුගේ පමණක් අදහස් අනුව කටයුතු නොකිරීමට වග බලාගත යුතුය.

12 සටහන

අස්ථාන ගත වූ යම් දෙයක් වෙනුවට ආදේශකයක් යොදන විට එය ස්කන්ධයට මනාව ගැලපෙන එකක් බවට වග බලාගත යුතු අතර, පැරණි ද්‍රව්‍යයන්ගෙන් ආදේශකය වෙන් කොට හඳුනා ගැනීමටද ඉඩ තැබිය යුතුය. මෙමගින් ස්මාරකයේ ඓතිහාසික හෝ කලාත්මක සාධක කිසි විටෙක ව්‍යාජව පෙන්වීම නොකෙරෙනවා ඇත.

13 සටහන

ගොඩනැගිල්ලේ වැදගත් කොටස් නොවැදගත් යේ පෙනෙන පරිදි හෝ ස්මාරකයේ සම්ප්‍රදායානුකූල පෙනුමට හානිවන හෝ එහි සංයුතියේ කුලයට බලපාන හෝ එය පිහිටි වට පිටාවට අයෝග්‍ය වන හෝ කිසිම එකතු කිරීමකට ඉඩ නොතැබිය යුතුය.

ඓතිහාසික ස්ථාන

14 සටහන

ස්මාරක පිහිටි භූමි විශේෂ අවධානයකින් රැක බලා ගත යුතුතැන් ය. ඒවායේ අඛණ්ඩ ඒකීයත්වය සහතික කරමින් ස්ථාන පිරිසිදුව තබාගත යුතුය. ඉහත සටහන්වල දැක් වූ මූලධර්ම මත පිහිටා මෙහි සංරක්ෂණය සහ ප්‍රතිසංස්කරණ වැඩ කළ යුතුය.

කැණීම්

15 සටහන

1956 දී යුනෙස්කෝව මගින් පිළියෙල කළ පුරාවිද්‍යාත්මක කැණීම්වලදී උපයෝගී කර ගන්නා ජාත්‍යන්තර මූලධර්ම සහ ඒවා විග්‍රහ කරමින් කළ නිර්දේශ අනුව යමින් විද්‍යාත්මක මට්ටමකින් කැණීම් කටයුතු කළයුතුය. නටබුන්වල වාස්තු විද්‍යාත්මක ලක්ෂණ ආරක්ෂා වන පරිදි ස්ථාවරව සංරක්ෂණය කොට තබන්නු කළයුතුය. හමුවන වස්තූන්ද එලෙස සුරැකෙන පරිදි පියවර ගත යුතුය. ස්මාරකය කුමක්ද යන්න පහසුවෙන් වටහා ගැනීමට සහ එහි අරමුණ කුමක්ද යන්න එළි දැක්වීමට ගතහැකි සෑම ක්‍රියා මාගීයක්ම ගතයුතුය.

නැවත ඉදිකිරීම් කටයුතු වෙනුවට, පවතින එහෙත් වෙන් වෙන් වූ කොටස් එක්කැන් කිරීම කළහැක. ස්මාරකයේ ඒකාග්‍රතාවය සුරැකීමට යොදා ගන්නා ද්‍රව්‍ය සෑමවිටම හඳුනා ගත හැකි වියයුතුය. එමෙන්ම ස්මාරකය යථා තත්ත්වයට පත්වීමත් තහවුරු කිරීමත් සහතික වන පරිදි ඒ ද්‍රව්‍ය යොදා ගත යුතු වේ.

ප්‍රකාශන

16 සටහන

ජායාරූප සහ සිතියම් සහිත විග්‍රහාත්මක සහ විචාරාත්මක වාතීා ස්වරූපයෙන් සෑම තහවුරු කිරීමක්ම, ප්‍රතිසංස්කරණය කිරීමක්ම හෝ කැණීමක්ම විධිමත්ව ලේඛනගත කළයුතුය.

එළිපෙනෙළි කිරීමේ, ඒකාබද්ධ කිරීමේ, නැවත සකස් කිරීමේ සහ අඛණ්ඩව පිහිටුවීමේදී මෙන්ම වැඩ කරගෙන යන අතරතුරේදී හඳුනාගනු ලබන සම්ප්‍රදායානුකූල සහ ශිල්පීය ලක්ෂණ සෑම පියවරකදීම මෙම ලේඛනවල ඇතුළත් කළයුතුය. මෙම ලේඛන රජයේ ලේඛනාරක්ෂක ආයතනයක තබා මෙම කටයුතු ගැන උනන්දුවක් දක්වන පර්යේෂකයන්හට විමර්ශනය කිරීමට ඉඩ සැලසිය යුතුය. වාර්තා මුද්‍රණයෙන් ප්‍රකාශයට පැමිණවීමද නිර්දේශ කරනු ලැබේ.

ස්මාරක සංරක්ෂණය හා ප්‍රතිසංස්කරණය පිළිබඳ ජාත්‍යන්තර අධිකාරී

පත්‍රය පිළියෙල කිරීමේ කටයුතුවල පහත සඳහන් අය නියැලුණි.

- පියර් ගට්සොලා මහතා (ඉතාලිය) සභාපති
- රේමන්ඩ් ලැමියෙර් මහතා (බෙල්ජියම්)
- ජෝ බියේගොඩා-නොහෙල් (ස්පාඤ්ඤය)
- ලුයිස් බනවෙන්නේ මහතා (පෘතුගාලය)
- ඩියුර්ජි බොස්කොවික් මහතා (යුගොස්ලාවියාව)
- හොරෝෂ් දයිලුකු මහතා (යුනෙස්කෝ)
- පී.එල්. දවිට්ස් මහතා (නෙදර්ලන්තය)
- හැරල්ඩ් ලැංශ්බර්ග් (ඩෙන්මාර්කය)
- මාරියෝ මට්ටෙව්වි මහතා (ඉතාලිය)
- ජීන් මෙරලෙට් (ප්‍රංශය)
- කාර්ලොස් ෆ්ලොරෙස් මාර්ගි (මෙක්සිකෝ)
- රොබෙර්තෝ ජේන් (ඉතාලිය)
- එන්.සී.ජේ. පවෙල් මහතා (වෙකොස්ලොවුකියාව)
- පෝල් පිල්පොට් මහතා (ඉක්‍රොම් ආයතනය)
- වික්ටර් පිමෙන්තෙල් මහතා (පීරු)
- හැරල්ඩ් ප්ලෙන්දර්ලෙයින් මහතා (ඉක්‍රොම් ආයතනය)
- ඩෙඩක්ලියෝ රෙට්ග් ද කාම්පස් (වතිකානුව)
- ජීන් යොගියේ මහතා (ප්‍රංශය)
- ජර්ජන්කොයිස් යොර්ලින් (ප්‍රංශය)
- එයුන්ත නියොස් ස්ට්‍රිකාස් (ශ්‍රීසිය)
- ගර්මුඩ් ට්‍රිප් මහත්මිය (ම්ස්ට්‍රියාව)
- යාන් සව්වටොවිස් (පෝලන්තය)
- මුස්තාපා එන් ස්ට්‍රිස් (ටියුනීසිය)

The Venice Charter

*translated
in*

SPANISH

ESPAGNOL

ICOMOS National Committees using this version:

Chile/Chili
Costa Rica
Dominican Rep./Rep. Dominicaine
Ecuador/Equateur
Guatemala
Mexico/Mexique
Spain/Espagne

CARTA INTERNACIONAL PARA LA CONSERVACION Y RESTAURACION DE LOS MONUMENTOS Y DE LOS SITIOS

Ile Congreso Internacional de Arquitectos y Técnicos de Monumentos Históricos, Venecia, 1964. Adoptadas por l'ICOMOS en 1965.

Portadoras de un mensaje esperitual del passado, las obras monumentales de cada pueblo son actualmente el testimonio vivo de sus tradiciones seculares. La humanidad, que cada día toma conciencia de la unidad de los valores humanos, las considera como un patrimonio común, y pensando en las generaciones futuras, se reconoce solidariamente responsable de su concervación. Ella aspira a transmitir las con toda la riqueza de su autenticidad.

Así pues, es esencial que los principios que deben presidir la conservación y la restauración de los monumentos, sean elaborados en común y formulados en un plano internacional aunque se deje siempre a cada nación el cuidado de asegurar su aplicación dentro del cuadro de su propia cultura y de sus tradiciones.

Al dar una expresión inicial a estos principios fundamentales, la Cartade Atenas de 1931 ha contribuido al desarrollo de un vasto movimiento internacional, que se ha traducido principalmente en varios documentos nacionales, en la actividad del ICOM y de la UNESCO, y en la creación a través de esta última, del Centro internacional de estudios para la conservación y restauración de los bienes culturales. La sensibilidad y el espíritu crítico se han dirigido hacia problemas siempre mas complejos y mas ricos en matices y parece llegado ahora el momento de volver a examinar los principios de la Carta a fin de profundizarlos y dotarlos de mayor alcance, en un nuevo documento.

En consecuencia el Ile Congresso Internacional de Arquitectos y Technicos de Monumentos Históricos, reunido en Venecia del 25 al 31 de Mayo de 1964, ha aprobado el texto siguiente:

DEFINICIONES

ARTÍCULO 1

La noción de monumento comprende la creación arquitectónica aislada así como también el sitio urbano o rural que nos ofrece el testimonio de una civilización particular ,de una fase representativa de la evolución o progreso, o de un suceso histórico. Se refiere no sólo a las grandes creaciones sino igualmente a las obras maestras que han adquirido con el tiempo un significado cultural.

ARTÍCULO 2

La conservación y la restauración de los monumentos constituye una disciplina que reclama la colaboración con todas las ciencias y con todas las técnicas que pueden contribuir a estudio y a la protección del patrimonio monumental.

ARTÍCULO 3

La conservación y la restauración de los monumentos tiene como fin salvaguardar tanto la obra de arte como el testimonio histórico.

CONSERVACION

ARTÍCULO 4

La conservación de los monumentos impone en primer lugar un cuidado permanente de los mismos.

ARTÍCULO 5

La conservación de los monumentos se beneficia siempre con la dedicación de estos a una función útil a la sociedad; esta dedicación es pues deseable pero no puede ni debe alterar la disposición o el decoro de los edificios. Dentro de estos límites se deben concebir y autorizar todos los arreglos exigidos por la evolución de los usos y las costumbres.

ARTÍCULO 6

La conservación de un monumento en su conjunto implica la de un esquema a su escala. Cuando el esquema tradicional subsiste, este será conservado, y toda construcción nueva, toda destrucción y todo arreglo que pudieran alterar las relaciones de volumen y color deben prohibirse.

ARTÍCULO 7

El monumento es inseparable de la historia de la cual es testigo, y también del medio en el cual está situado. El desplazamiento de todo o parte de un monumento no puede ser pues tolerado sino en el caso en que la conservación del mismo lo exija o bien cuando razones de un gran interés nacional o internacional lo justifiquen.

ARTÍCULO 8

Los elementos de escultura, pintura o decoración que forman parte integrante de un monumento, no podrán ser separados del mismo más que cuando esta medida sea la única susceptible de asegurar su conservación.

RESTAURACION

ARTÍCULO 9

La restauración es una operación que debe tener un carácter excepcional. Tiene como fin conservar y relevar los valores estéticos e históricos de un monumento y se fundamenta en el respeto hacia los elementos antiguos y las partes auténticas. Se detiene en el momento en que comienza la hipótesis; más allá todo complemento reconocido como indispensable, se destacará de la composición arquitectónica y llevará el sello de nuestro tiempo. La restauración estará siempre precedida y acompañada por un estudio arqueológico e histórico del monumento.

ARTÍCULO 10

Cuando las técnicas tradicionales se revelan inadecuadas, la consolidación de un monumento puede asegurarse apelando a otras técnicas más modernas de conservación y construcción cuya eficacia haya sido demostrada científicamente y garantizada por la experiencia.

ARTÍCULO 11

Las aportaciones de todas las épocas patentes en la edificación de un monumento, deben ser respetadas, dado que la unidad de estilo no es el fin que se pretende alcanzar en el curso de una restauración.

Cuando un edificio ofrezca varias etapas de construcción superpuestas, la supresión de una de estas etapas subyacentes, no se justifica sino excepcionalmente y a condición de que los elementos eliminados ofrezcan poco interés, que la composición más moderna constituya un testimonio de gran valor histórico, arqueológico o estético, y que se considere suficiente su estado de conservación. El juicio sobre el valor de los elementos en cuestión y la decisión sobre las eliminaciones que se llevarán a cabo, no pueden depender tan solo del autor del proyecto.

ARTÍCULO 12

Los elementos destinados a reemplazar las partes que faltan deben integrarse armónicamente en el conjunto, pero distinguiéndose a su vez de las partes originales a fin de que la restauración no falsifique el documento de arte y de historia.

ARTÍCULO 13

Los agregados no pueden ser tolerados si no respetan todas las partes interesantes del edificio, su esquema tradicional, el equilibrio de su composición y sus relaciones con el medio ambiente.

SITIOS MONUMENTALES

ARTÍCULO 14

Los sitios monumentales deben ser objeto de cuidados especiales a fin de salvaguardar su integridad y asegurar su saneamiento, su arreglo y su valorización. Los trabajos de restauración y conservación que en ellos se efectuen deben inspirarse en los principios enunciados en los artículos precedentes.

EXAVACIONES

ARTÍCULO 15

Los trabajos de exavaciones deben efectuarse conforme a unas normas científicas y a la "Recomendación definidora de los principios internacionales que deben ser aplicados en materia de excavaciones arqueológicas", adoptadas por la UNESCO en 1956.

El arreglo de las ruinas y las medidas necesarias para la concervación y protección permanente de los elementos arquitectónicos y de los objetos descubiertos deberán tomarse con el fin de facilitar la comprensión del monumento puesto al día, sin desnaturalizar nunca su significado.

Todo trabajo de reconstrucción deberá excluirse a priori; tan sólo la "anastylosis" o recomposición de las partes existentes pero desembradas, puede tenerse en cuenta. Los elementos de integración se reconocerán siempre y representarán el mínimo necesario para asegurar las condiciones de conservación de un monumento y restablecer la continuidad de sus formas.

PUBLICACION

ARTÍCULO 16

Los trabajos de conservación, de restauración y de excavación estarán siempre acompañados por una documentación precisa constituída por informes analíticos y críticas ilustradas con dibujos y fotografías. Todas las fases de los trabajos de, reparación, consolidación, recomposición, e integración, así como los elementos técnicos y formales identificados a lo largo de los trabajos deberán ser consignados. Esta documentación se depositará en los archivos de un organismo público y estará a disposición de los investigadores; se recomienda igualmente su publicación.

The Venice Charter

*translated
in*

SWEDISH

SUEDOIS

ICOMOS National Committee using this version:

Sweden/Suède

*Venedigdokumentet
1964*

om bevarandearbete

*Svenska Nationalkommittén av ICOMOS
Riksantikvarieämbetet
Stockholm 1990*

Förord

ICOMOS General Assembly i Lausanne 6-11 oktober 1990 kommer att särskilt uppmärksamma Venice Charter eller Venedigdokumentet från 1964 om bevarande och restaurering av minnesmärken och områden av historiskt intresse. Det har därför varit ett önskemål att dokumentet skall finnas översatt till så många språk som möjligt.

Föreliggande svenska översättning har utarbetats och kommenterats av en grupp bestående av Karin Andersson, Börje Blomé, Birgitta Hoberg, Christian Laine och Hans Matell.

Under arbetets gång har språkexperter och professionella översättare konsulterats. Den slutliga versionen har sammanställts av Börje Blomé och Hans Matell.

Föreliggande översättning ligger mycket nära de ursprungliga texterna på italienska och franska.

Stockholm i september 1990

Margareta Biörnstad

VENEDIGDOKUMENTET

av år 1964

Internationell överenskommelse för bevarande och restaurering av minnesmärken och områden av historiskt intresse.

De historiska minnesmärkena förmedlar ett andligt budskap från gången tid. Uppförda av människor under många generationer är de levande vittnesbörd i vår tid om månghundraåriga traditioner. Mänskligheten som för var dag blir allt mer medveten om samstämmigheten hos de mänskliga värdena, inser sitt ansvar för deras bevarande inför kommande generationer och känner sin plikt att överföra detta arv i dess fullständiga äkthet.

Det är väsentligt att de principer som tillämpas vid bevarande och restaurering av de historiska minnesmärkena bestäms på förhand och formuleras på internationell nivå, dock att varje land beaktar den egna kulturen och de egna traditionerna.

Genom att för första gången formulera dessa grundläggande principer bidrog Athen-dokumentet av år 1931 till omfattande internationell verksamhet, som tog konkret form i nationella dokument, i ICOMs och UNESCOs arbete samt i den sistnämnda organisationens inrättande av det internationella centret för studier av konservering och restaurering av kulturarvet. Medvetet och kritiskt har man arbetat vidare med dessa problem, som efterhand blivit allt mer sammanfattande och skiftande. Tiden är nu inne att på nytt granska dokumentets principer i avsikt att fördjupa dem och att utöka deras räckvidd genom ett nytt dokument.

I överensstämmelse härmed har den 2:a internationella kongressen för arkitekter och tekniker inom kulturminnesvården i Venedig den 25-31 maj 1964 antagit följande text:

Definitioner

Artikel 1. Med begreppet "historiskt minnesmärke" avses såväl enskilda arkitektoniska verk som sådan stads- och landsbygdsmiljö som bär vittnesbörd om en speciell kultur, en särskilt utveckling eller en historisk händelse. Begreppet avser inte bara märkliga verk utan också mer oansenliga, som med tiden fått kulturell betydelse.

Artikel 2. Konservering och restaurering av historiska minnesmärken är ett expertområde, där all vetenskaplig och teknisk fackkunskap måste utnyttjas för utforskning och bevarande av kulturarvet.

Målsättning

Artikel 3. Syftet med konservering och restaurering är att bevara såväl konstverket som det historiska vittnesbördet.

Bevarande

Artikel 4. Bevarande av historiska minnesmärken kräver framför allt ett kontinuerligt underhåll.

Artikel 5. Bevarande av historiska minnesmärken underlättas alltid, om de kan användas till något allmännyttigt ändamål. En sådan användning är därför önskvärd inom vissa bestämda gränser. Endast på villkor att byggnadens arkitektoniska och konstnärliga gestaltning bibehålles oförändrad bör man planera eller tillåta åtgärder för att anpassa byggnaden till nya eller ändrade funktioner.

Artikel 6. Bevarandet av ett historiskt minnesmärke innefattar omgivningens tillstånd. Om den stöder sig på gammal hävd bör den bevaras. Inga nybyggnader, rivningar eller ändringar som innebär förändring av volymsförhållanden och färgsammanhang får tillåtas.

Artikel 7. Ett historiskt minnesmärke är oskiljbart från den historia det vittnar om och den miljö vari det befinner sig. Flyttning - helt eller delvis - av ett minnesmärke kan därför endast tillåtas om det är nödvändigt för att bevara minnesmärket eller om det föreligger ett utomordentligt stort nationellt eller internationellt intresse för ett sådant förfarande.

Artikel 8. Skulpturer, målningar eller andra dekorativa element, som är integrerade delar av en historisk byggnad, får endast avlägsnas om detta är det enda sättet att bevara dem.

Restaurering

Artikel 9. Restaurering är en verksamhet, som bör vidmakthålla en speciell karaktär. Dess syfte är att bevara och uttolka ett minnesmärkes formmässiga och historiska värden. Den grundas på respekt för äldre material och autentisk dokumentation. Där antaganden tar vid skall restaureringen avbrytas. Vid en rekonstruktion av hypotetisk karaktär måste varje kompletteringsarbete, som bedömes outhärligt av estetiska eller tekniska skäl, urskilja sig från det arkitektoniska förslaget och bära vår tids prägel. Restaureringen måste alltid föregås och följas av ett arkeologiskt och historiskt studium av minnesmärket.

Artikel 10. I de fall traditionell teknik visar sig otillräcklig, kan säkerställandet av ett minnesmärke ske med hjälp av sådana nutida konstruktions- och konserveringsmetoder som har visat sig vara ändamålsenliga på både vetenskapliga och erfarenhetsmässiga grunder.

Artikel 11. Vid restaurering av ett historiskt minnesmärke måste alla tillskott av värde respekteras oberoende av deras ålder, eftersom stilenhetlighet i sig inte är något eftersträfvansvärt mål. När skikt från flera olika tidsperioder finns bevarade i ett och samma byggnadsverk kan man blott undantagsvis rättfärdiga att underliggande lager frilägges. Detta bör endast ske, om det som tas bort är av ringa intresse, och det som kommer i dagen är av stort historiskt, arkeologiskt eller estetiskt värde samt bedömes vara i tillräckligt gott skick. Utvärderingen av sådana beståndsdelar samt beslutet om vad som kan avlägsnas, får inte bero av en enda projektansvarig.

Artikel 12. Komplettering av saknade beståndsdelar måste ansluta sig harmoniskt till helheten men samtidigt gå att skilja från autentiska äldre delar, så att restaureringen inte förfalskar minnesmärkets konstnärliga och historiska vittnesbörd.

Artikel 13. Kompletteringar kan tillåtas endast om de respekterar alla värdefulla delar av byggnadsverket, dess hävdvunna helhetsgestaltning, balansen i kompositionen och förhållandet till omgivningen.

Historiska områden

Artikel 14. Historiska områden bör ägnas särskild omvårdnad i avsikt att värna om deras inståndsättning, användbarhet och värden. Arbetet med bevarande och restaurering inom sådana områden bör ske från de principer som angivits i de föregående artiklarna.

Arkeologiska utgrävningar

Artikel 15. Arkeologiska utgrävningar bör utföras enligt vetenskapliga normer och den rekommendation om internationella principer för arkeologiska utgrävningar som antogs av UNESCO 1956.

Ruiner skall underhållas och nödvändiga åtgärder vidtas för att fortlöpande säkra bevarande och skydd av såväl byggnadslämningar som lösfynd. Dessutom bör man på allt sätt underlätta förståelsen av det framgrävda minnesmärket utan att dess innebörd förvanskas.

Allt rekonstruktionsarbete måste a priori uteslutas. Endast anastylosis, dvs insamling och återmontering av befintliga men utspridda eller bortbrutna delar, kan tillåtas. Nyttillfört material måste alltid vara urskiljbart och begränsat till det minsta möjliga, som är nödvändigt för att bevara minnesmärket och återskapa dessa formsammanhang.

Dokumentation

Artikel 16. Konserveringsarbeten, restaureringar och arkeologiska utgrävningar skall alltid åtföljas av en noggrann dokumentation i analytisk och kritisk form, illustrerad med ritningar och fotografier. Varje fas i arbetet, som medför att något friläggs, säkras, återuppbyggs eller tillfogas, liksom alla tekniska enskildheter och formelement, som påträffas under arbetet, skall dokumenteras. Dokumentationen skall tillföras ett offentligt arkiv och vara tillgänglig för forskare; dess publicering rekommenderas.

Följande personer deltog i arbetsgruppen för att skriva den internationella överenskommelsen för bevarande och restaurering av minnesmärken och områden av historiskt intresse:

Piero Gazzola (Italien), ordförande

Raymond Lemaire (Belgien), sekreterare

José Bassegoda-Nonell (Spanien)

Luis Benavente (Portugal)

Djurdje Boskovic (Jugoslavien)

Hiroshi Daifuku (UNESCO)

P.L. de Vrieze (Holland)

Harald Langberg (Danmark)

Mario Matteucci (Italien)

Jean Merlet (Frankrike)

Carlos Flores Marini (Mexiko)

Roberto Pane (Italien)

S.C.J. Pavel (Tjeckoslovakien)

Paul Philippot (Internationella centret för studier av konservering och restaurering av kulturarvet)

Vicor Pimentel (Peru)

Harold Plenderleith (Internationella centret för studier av konservering och restaurering av kulturarvet)

Deoclecio Redig de Campos (Vatikanen)

Jean Sonner (Frankrike)

Francois Sorlin (Frankrike)

Eustathios Stikas (Grekland)

Gertrud Tripp (Österrike)

Jan Zachwatovicz (Polen)

Mustafa S. Zbiss (Tunisien)

The Venice Charter

*translated
in*

THAI

THAI

ICOMOS National Committee using this version:

Thailand/Thailande

กฎบัตรสากลแห่งเมืองเวนิซ
ว่าด้วยการสงวนรักษาและบูรณะอนุสรณ์สถานและแหล่งที่ตั้ง

(International Charter for the Conservation and Restoration
of Monuments and Sites)

อนุสรณ์สถานประวัติศาสตร์ที่ตกทอดกันมาหลายชั่วคนนั้น มีเรื่องในอดีตประจวบกับ บรรดา
อนุสรณ์สถานที่ยังเหลือจนถึงปัจจุบันนั้น ก็เป็นพยานหลักฐานของจารีตประเพณีที่มีหลายยุคหลายสมัย เมื่อ
มนุษยชาติเพิ่มความสำคัญในความเป็นอันหนึ่งอันเดียวกันของคุณค่ามนุษย์ และถือว่าอนุสรณ์สถานเหล่านั้น
คือมรดกร่วมกัน จึงเป็นที่ยอมรับกันว่าจะต้องมีความรับผิดชอบร่วมกันในการป้องกันมรดกดังกล่าวไว้เพื่อ
ลูกหลานในอนาคต ฉะนั้น จึงเป็นหน้าที่ของเราที่จะสืบทอดต่อไปให้ลูกหลานซึ่งความอุดมอย่างเต็มที่ของ
ความเป็นของแท้

จำเป็นที่จะต้องตกลงกันในหลักที่เป็นแนวทางในการสงวนรักษาและบูรณะโบราณสถานและ
กำหนดไว้ให้เป็นมาตรฐานสากลโดยแต่ละประเทศต้องรับผิดชอบในการนำไปประยุกต์ใช้ให้อยู่ในกรอบ
วัฒนธรรมและจารีตประเพณีของตน

ด้วยการกำหนดหลักเกณฑ์ที่มีมูลฐานนี้เป็นครั้งแรก กฎบัตรเฮนส์ปี พ.ศ. 2474 (ค.ศ. 1931)
ได้ช่วยพัฒนาความเคลื่อนไหวระหว่างชาติให้แผ่กว้างออกไป ซึ่งได้ก่อรูปขึ้นเป็นเอกสารแห่งชาติ และก่อ
ให้เกิดงานของสหภาพนิเวศวิทยาระหว่างชาติและองค์การศึกษาระหว่างชาติ ต่อมาองค์การหลังนี้ได้ก่อตั้ง
ศูนย์ระหว่างชาติเพื่อการศึกษา เรื่องการสงวนรักษาและบูรณะสมบัติทางวัฒนธรรมขึ้น ความสำคัญและการ
ศึกษาวิเคราะห์มากขึ้นนำไปสู่ปัญหาที่เกิดขึ้นซับซ้อน และผันแปรมากขึ้นอย่างไม่ขาดสาย จึงถึงเวลาแล้วที่
จะพิจารณาตรวจสอบกฎบัตรกันใหม่ เพื่อที่จะได้ศึกษาหลักเกณฑ์ที่เกี่ยวข้องโดยตลอด และขยายขอบเขต
ออกไปในเอกสารฉบับใหม่

ฉะนั้น ในการประชุมสภาระหว่างชาติแห่งสถาปนิก และเจ้าหน้าที่เทคนิคด้านอนุสรณ์สถาน
ประวัติศาสตร์ครั้งที่ 2 ณ นครเวนิซ ระหว่างวันที่ 25-31 พฤษภาคม 2507 (ค.ศ. 1964) ที่ประชุม
ได้ลงมติเห็นชอบในข้อความต่อไปนี้

คำจำกัดความ

มาตรา 1 ความหมายของอนุสรณ์สถาน และแหล่งประวัติศาสตร์นั้น มีครอบคลุมแต่งาน
ก่อสร้างทางสถาปัตยกรรมอย่างเค็ชวเท่านั้น แต่ยังมีหมายถึงสถานที่ตั้งของเมืองหรือชนบท ซึ่งพบพยาน
หลักฐานของอารยธรรมอย่างหนึ่งอย่างใดเป็นพิเศษ และหลักฐานของความเจริญก้าวหน้าที่สำคัญ หรือ
ของเหตุการณ์ทางประวัติศาสตร์ ความหมายนี้ไม่แต่นำมาใช้กับงานศิลปะที่ยิ่งใหญ่เท่านั้น แต่ยังใช้กับ
ผลงานกรรมดาสำคัญในอดีตที่มีความสำคัญทางวัฒนธรรมขึ้นเมื่อกาลเวลาล่วงเลยไปอีกด้วย

มาตรา 2 การสงวนรักษาและบูรณะอนุสรณ์สถาน จะต้องอาศัยวิทยาการและเทคโนโลยีที่ก้าวหน้าซึ่งอาจช่วยในการวินิจฉัยศึกษาและคุ้มครองมรดกทางสถาปัตยกรรมได้

ความมุ่งหมาย

มาตรา 3 ความมุ่งหมายในการสงวนรักษา และบูรณะอนุสรณ์สถานก็เพื่อการรักษาทั้งในฐานะที่เป็นงานศิลปะ และเป็นหลักฐานทางประวัติศาสตร์

การสงวนรักษา

มาตรา 4 การสงวนรักษาอนุสรณ์สถานนั้น จำเป็นต้องปฏิบัติให้เป็นงานที่ถาวร

มาตรา 5 การสงวนรักษาอนุสรณ์สถานมักจะทำให้ง่ายสะดวก โดยนำอนุสรณ์สถานมาใช้เพื่อจุดประสงค์ที่จะให้เป็นประโยชน์ทางด้านสังคมบางประการ แม้ประโยชน์ดังกล่าวจะเป็นที่ปรารถนา แต่จะต้องไม่มีการเปลี่ยนแปลงแบบรูป หรือเปลี่ยนแปลงเครื่องตกแต่งเมื่อจำเป็นจะต้องดัดแปลงเพราะมีการเปลี่ยนแปลงการใช้ประโยชน์ก็น่าจะอนุญาตให้ทำได้ หากได้ปฏิบัติภายในข้อจำกัดเหล่านี้

มาตรา 6 การสงวนรักษาอนุสรณ์สถานหมายถึงการสงวนรักษาสิ่งแวดล้อมของเดิมไว้ซึ่งไม่เกินสัดส่วน หากเป็นสิ่งแวดล้อมที่สืบต่อตามจารีตประเพณีก็ต้องคงไว้ จักต้องไม่อนุญาตให้มีการสร้างชั้นใหม่ การรื้อถอน การดัดแปลง ซึ่งอาจทำให้ความสัมพันธ์ระหว่างส่วนรวมและสันนิษฐานไป

มาตรา 7 อนุสรณ์สถานนั้นไม่สามารถแยกออกจากประวัติศาสตร์ ซึ่งมีอนุสรณ์สถานนี้เป็นพยานอยู่ หรือแยกจากสิ่งแวดล้อมที่อนุสรณ์สถานตั้งอยู่ การเคลื่อนย้ายอนุสรณ์สถานไปทั้งหมด หรือเพียงบางส่วนนั้นอนุญาตให้ทำไม่ได้ ยกเว้นในกรณีที่จำเป็น ทำเพื่อการคุ้มครองป้องกันอนุสรณ์สถานนั้น หรือมีเหตุผลที่ต้องทำเพื่อประโยชน์อันสำคัญยิ่งในระดับชาติ หรือนานาชาติ

มาตรา 8 บรรดาชิ้นประติมากรรม จิตรกรรม หรือมณฑปศิลปะ ซึ่งเป็นส่วนประกอบสำคัญของอนุสรณ์สถาน การเคลื่อนย้ายออกจากพื้นที่อนุสรณ์สถานนั้น ควรจะทำได้ในกรณีเดียว คือนำไปบูรณะซ่อมแซมหรือสงวนรักษาหากพิจารณาเห็นว่า เป็นเพียงวิธีเดียวที่จะสงวนรักษาสิ่งเหล่านี้ไว้ได้อย่างแน่นอน

การบูรณะ

มาตรา 9 กรรมวิธีการบูรณะเป็นงานที่จะต้องการความชำนาญอย่างสูงในการปฏิบัติ จุดมุ่งหมายก็ เพื่อสงวนรักษาและแสดงให้เห็นคุณค่าทางสุนทรีย์ และทางประวัติศาสตร์ของอนุสรณ์สถาน โดยยึดถือวัตถุดั้งเดิมและเอกสารอื่นเชื่อถือได้เป็นหลักการบูรณะนั้นจะต้องยึดลง ณ จุดที่จะต้องเริ่มใช้ และในกรณีงานบูรณะที่ทำพิเศษออกไปโดยไม่จำเป็นนั้นจะต้องให้แตกต่างเห็นได้ชัดจากองค์ประกอบสถาปัตยกรรม และให้มีเครื่องหมายประทับแจ้งเวลาที่บูรณะ ในการบูรณะไม่ว่าจะในกรณีใดก็ตาม สิ่งที่จะต้องมาก่อนและติดตามภายหลังด้วยคือ การศึกษาอนุสรณ์สถานทั้งในแง่โบราณคดี และประวัติศาสตร์

มาตรา 10 เมื่อเห็นว่าเทคนิคที่เคยใช้ปฏิบัติสืบกันมานั้น ไม่เหมาะสมในการบูรณะอนุสรณ์สถานเพื่อให้มั่นคง ย่อมให้เทคนิคสมัยใหม่วิธีหนึ่งวิธีใด เข้าช่วยในการสงวนรักษา และการสร้างได้ หากประสิทธิภาพของวิธีนั้น ๆ มีข้อมูลทางวิทยาศาสตร์ยืนยัน และพิสูจน์แล้วด้วยโดยประสบการณ์

มาตรา 11 จักต้องยึดถือเคารพสิ่งที่ช่วยให้ทราบแบบก่อสร้างทุก ๆ สมัย ของอนุสรณ์สถานนั้น ๆ เพราะเอกภาพของแบบก่อสร้างมิใช่จุดมุ่งหมายของการบูรณะ เมื่ออาคารแห่งใดรวมงานสมัยต่าง ๆ สร้างขึ้นทับกันไว้ การที่เพชโชให้เห็นสิ่งก่อสร้างที่อยู่ชั้นล่างย่อมทำได้เฉพาะกรณีพิเศษเท่านั้น และเมื่อสิ่งที่เคลื่อนย้ายออกมีคุณค่าน้อย และวัตถุที่เคยให้ทราบมีคุณค่ายิ่งในโบราณคดี และทางสุนทรีย์ และสภาพของการสงวนรักษาดีพอที่จะทำเช่นนั้นได้ การประเมินคุณค่าความสำคัญของส่วนประกอบที่เกี่ยวข้อง และการตัดสินใจว่าสิ่งใดอาจจะถูกทำลายนั้น จะมอบให้บุคคลผู้รับผิดชอบงานนั้นแต่ผู้เดียวไม่ได้

มาตรา 12 การสร้างแทนส่วนที่ขาดหายไปนั้นจะต้องครบบริบูรณ์ กลมกลืนเข้ากับส่วนใหญ่ทั้งหมด แต่ในขณะเดียวกัน จะต้องมองเห็นได้ชัดเจนว่า ต่างจากของเดิม เพื่อการบูรณะนั้นจะได้ไม่เป็นปลอมหลักฐานทางศิลปกรรมหรือทางประวัติศาสตร์

มาตรา 13 ไม่อนุญาตให้มีการต่อเติม นอกเสียจากการต่อเติมนั้นไม่ก่อให้เกิดความเสียหายแก่ส่วนที่น่าสนใจของอาคาร สิ่งแวดล้อมที่ทำสืบกันมา บริเวณสมดุลขององค์ประกอบและความสัมพันธ์ของสิ่งแวดล้อม

The Venice Charter

*translated
in*

TURKISH

TURC

ICOMOS National Committee using this version:

Turkey/Turquie

VENEDİK TÜZÜĞÜ

" Tarihi Anıtların ve Yerleşmelerin Korunması ve Onarımı için Uluslararası Tüzük"

İkinci Uluslararası Tarihi Anıtlar Mimar ve Teknisyenleri Kongresi- 25-31 Mayıs 1964

İnsan kuşaklarının tarihi anıtları, geçmişten bir bilgi taşıyarak günümüze eski geleneklerin yaşayan tanıkları olarak gelmektedir. İnsanlar, insani değerlerin bütünlüğünde gittikçe daha çok bilinçlenmekte ve eski anıtları ortak miras saymaktadır. Onları gelecek kuşaklara sağ salim ulaştırmak sorumluluğu iyice anlaşılmuştur. Orjinal zenginliklerine zarar vermeden onları bizden sonrakilere geçirmek görevimizdir. Eski yapıların korunması ve onarımıyla ilgili ilkeler üzerinde karara varmak ve bunları uluslararası bir temele yerleştirmek şarttır. Böylece her ülke, kendi kültür ve gelenekleri çerçevesinde bu planı uygulamak sorumluluğunu yüklenecektir.

1931 Atina Tüzüğü ilk defa bu temel ilkeleri tanımlayarak, ulusal belgelerle, ICOM ve UNESCO'nun faaliyetlerinde ve UNESCO tarafından kültür değerlerinin korunması ve onarımı çalışmaları için uluslararası bir merkezin kurulmasında somut şeklini alan, bu tüzük uluslararası geniş bir hareketin gelişmesine yardım etmiştir. Böylece sürekli olarak daha karışık ve çeşitli olmaya başlayan meselelerin çözülmesi için artan bir dikkat ile eleştireci çalışma uygulanmaya başlanmıştır. Artık bu tüzüğü, içindeki ilkeleri iyice gözden geçirmek ve yeni bir belge halinde sınırlarını genişletmek için yeni baştan incelemek zamanı gelmiştir.

Bunu gözönünde tutarak, Tarihi Anıtlarla ilgili Mimar ve Teknisyenlerin İkinci Uluslararası Kongresi 1964 yılının 25 ile 31 Mayıs günleri arasında Venedik'te toplanmış ve aşağıdaki metni kabul etmiştir:

Tanımlar

MADDE 1- Tarihi anıt kavramı sadece bir mimari eseri içine almaz, bunun yanında belli bir uygarlığın, önemli bir gelişmenin, tarihi bir olayın tanıklığını yapan kentsel ya da kırsal bir yerleşmeyi de kapsar. Bu kavram yalnız büyük sanat eserlerini değil, ayrıca zamanın geçmesiyle kültürel anlam kazanmış daha basit eserleri de içine alır.

MADDE 2- Anıtların korunması ve onarımı için, mimari mirasın incelenmesine ve korunmasına yardımcı olabilecek bütün bilim ve tekniklerden yararlanmalıdır.

Amaç

MADDE 3- Anıtların korunmasında ve onarılmasındaki amaç, onları bir sanat eseri olduğu kadar bir tarihi belge olarak da korumaktır.

Koruma

MADDE 4- Anıtların korunmasındaki temel tutum, korumanın kalıcı olması, devamlılığının sağlanmasıdır.

MADDE 5- Anıtların korunması, her zaman onları herhangi bir yararlı toplumsal amaç için kullanmakla kolaylaştırılabilir. Bunun için bu çeşit bir kullanma arzu edilir, fakat bu nedenle planı ya da süslemesi değiştirilmemelidir. Ancak bu sınırlar içinde fonksiyon değişikliğinin gerektiği değişiklikler tasarlanabilir ve buna izin verilebilir.

MADDE 6- Anıtın korunması, ölçeği dışına taşmamak şartıyla çevresinin de bakımı içine alınmalıdır. Eğer geleneksel ortam varsa, olduğu gibi bırakılmalıdır. Kütle ve renk ilişkilerini değiştirecek hiçbir yeni eklentiye, yok etmeye, ya da değiştirmeye izin verilmemelidir.

MADDE 7- Bir anıt tanıklık ettiği tarihin ve içinde bulunduğu ortamın ayrılmaz bir parçasıdır. Anıtın tümünün ya da bir parçasının başka bir yere taşınmasına-anıtın korunması bunu gerektirdiği ya da çok önemli ulusal ya da uluslararası çıkarların bulunduğu haller dışında izin verilmemelidir.

MADDE 8- Anıtın tamamlayıcı parçaları olan heykel, resim ya da süsleme unsurları, ancak bunları korumanın başka çaresi yoksa yerlerinden kaldırılabilir.

Onarım

MADDE 9- Onarım uzmanlık gerektiren bir iştir. Amacı, anıtın estetik ve tarihi değerini korumak ve ortaya çıkarmaktır. Onarım, kendine temel olarak aldığı orijinal malzeme ile güvenilir belgelere saygıyla bağlıdır. Varsayımların başladığı yerde onarım durmalıdır; yapılması gerekli herhangi bir eklemenin mimari kompozisyondan farklı anlaşılabilmesi ve günün damgasını taşımalıdır. Herhangi bir onarım işine başlamadan önce ve bittikten sonra, anıtın arkeolojik ve tarihi incelemesi yapılmalıdır.

MADDE 10- Geleneksel tekniklerin yetersiz kaldığı yerlerde, koruma ve inşaa için bilimsel verilerle etkenliği gösterilmiş ve deneylerle saptanmış herhangi modern bir teknik kullanılarak anıt sağlanabilir.

MADDE 11- Anıta maledilmiş farklı devirlerin geçerli katkıları saygı görmelidir; zira onarım amacı "stil birliği" değildir. Bir anıt üstüste çeşitli devirlerin izlerini taşıyorsa, en alttaki durumu açığa çıkarmak ancak bazı özel hallerde - yok edilen malzemenin önemi azsa, açığa çıkarılan malzeme büyük tarihi, arkeolojik ya da estetik değer taşıyorsa ve korunma durumu böyle bir davranışı gerekli gösterecek kadar iyi ise - haklı çıkarılabilir. İlgili unsurların önemini değerlendirilmesi ile ilgili yargı ve neyin yok edileceği üzerinde karar vermek, sadece bu işi üzerine almış kimseye bırakılamaz.

MADDE 12- Eksik kısımların tamamlanması, bütünüyle uyumlu bir şekilde bağdaştırılmalıdır; fakat onarımın, aynı zamanda artistik ve tarihi tanıklığı yanlış bir şekilde yansıtmaması için, orijinalden ayırdelebilecek bir şekilde yapılması gereklidir.

MADDE 13- Eklemelere ancak, yapının ilgi çekici bölümlerine, geleneksel konumuna, kompozisyonun dengesine ve çevresiyle olan bağlantısına zarar gelmediği hallerde izin verilebilir.

Tarihi Yerler

MADDE 14- Anıtların buldukları yerler, bütünlüğün korunması, temizlenip uygun bir şekilde ortaya konması için özel bir dikkat gerektirir. Böyle yerlerde yapılacak koruma ve onarım işlerinde daha önceki maddelerde açıklanan ilkelerden esinlenmelidir.

Kazılar

MADDE 15- Kazılar, 1956 yılında UNESCO tarafından kabul edilmiş arkeolojik kazılarda uygulanması istenilen uluslararası ilkeleri tanımlayan kararlara ve bilimsel standartlara uygun olarak yapılmalıdır.

Yıkıntılar korunmalı, mimari unsurların ve buluntuların sürekli olarak korunması için gerekli tedbirler alınmalıdır. Bundan başka, anıtın anlaşılmasını kolaylaştıracak ve anlamını hiç bozmadan açığa çıkartacak her çareye baş vurulmalıdır.

Bütün yeniden inşa işlemlerinden peşinen(a priori) vazgeçilmelidir. Yalnız anastylosis'e, yani mevcut fakat birbirinden ayrılmış parçaların bir araya getirilmesine izin verilebilir. Birleştirmekte kullanılan madde her zaman ayırdedilebilecek bir nitelikte olmalı ve bu anıtın korunmasını sağlamak ve eski haline getirmek için mümkün olduğu kadar az kullanılmalıdır.

Yayın

MADDE 16- Bütün koruma, onarım ve kazı işlerinde her zaman çizim ve fotoğraflarla açıklık kazanmış çözüm getirici ve eleştirici raporlar şeklinde kesin belgeler hazırlanmalıdır.

Temizlemenin, sağlamlaştırmanın, yeniden düzenlemenin ve birleştirmenin her safhası-iş sırasında ortaya çıkan, tanımlanmış biçimsel ve teknik özellikler gözönünde tutularak-raporda gösterilmelidir. Bu belgeler bir resmi kurumun arşivine konmalı ve araştırmacılar bundan yararlanabilmelidir. Bu raporların yayınlanması tavsiye edilir.

NOTLAR

- (1) Koruma, "Conservation" ve onarım "Restoration" karşılığında kullanılmıştır.
- (2)Venedik Tüzüğü, 5805 sayılı özel kanun ile kendisine verilen yetkilere uygun olarak Gayrimenkul Eski Eserler ve Anıtlar Yüksek kurulunun 24 Eylül 1967 tarih ve 3674 sayılı kararı ile kabul edilmiştir.

The Venice Charter

*translated
in*

UKRAINIAN

UKRAINIEN

ICOMOS National Committee using this version:

Ukraine

МІЖНАРОДНА ХАРТІЯ ЩОДО ЗБЕРІГАННЯ І РЕСТАВРАЦІЇ МОНУМЕНТАЛЬНИХ ПАМ'ЯТОК ТА МІСЦЬ ЇХНЬОГО ЗОСЕРЕДЖЕННЯ

Другий Міжнародний Конгрес архітекторів та технічних фахівців в галузі монументальних пам'яток історії, Венеція, 1964. Прийнято ICOMOS у 1965 році.

Передавачі духовного заповіту минувшини - монументальні творіння народів - відіграють у сучасному житті роль живих свідків багатовікових традицій. Людство, з кожним днем дедалі більш усвідомлюючи єдність своїх цінностей, розглядає їх як спільну спадщину і солідарно визнає свою відповідальність перед наступними генераціями за її охорону та свій обов'язок передати їм цю спадщину в усім багатстві її автентичності.

Саме тому необхідно, щоб на міжнародному рівні було спільно визначено і сформульовано провідні принципи щодо зберігання і реставрації монументальних пам'яток, надаючи при цьому кожній країні можливість дбати про втілення цих принципів в межах власної культури та власних традицій.

ВИЗНАЧЕННЯ

СТАТТЯ 1

Під поняттям монументальної пам'ятки історії розуміють як окремі архітектурні твори, так само й місця їхнього зосередження в міському чи сільському довкіллі, що містять свідчення певної цивілізації, певної фази значного еволюційного процесу або певної історичної події. Це поняття розповсюджується не тільки на видатні твори, але й на скромні творіння, які з часом набули культурної значущості.

СТАТТЯ 2

Зберігання і реставрація монументальних пам'яток складають дисципліну, що звертається до всіх галузей науки та техніки, які можуть сприяти вивченню та охороні монументальної спадщини.

МЕТА

СТАТТЯ 3

Зберігання і реставрація монументальних пам'яток спрямовані на охорону їх не тільки як творів мистецтва, а й як свідчень історії.

ЗБЕРІГАННЯ

СТАТТЯ 4

Зберігання монументальних пам'яток вимагає насамперед постійного догляду за ними.

СТАТТЯ 5

Суспільнокорисні функції монументальних пам'яток завжди сприяють їхньому зберіганню; подібне призначення, отже, вважається бажаним, але при цьому не можна змінювати ані планування, ані декору будівель. Виходячи саме з цих обмежень, слід передбачити і дозволяти такі зміни, що їх потребує еволюція функцій та звичаїв.

СТАТТЯ 6

Зберігання монументальних пам'яток передбачає й зберігання обрамлення, що не порушує масштабу монументальної пам'ятки. Якщо існує традиційне обрамлення, воно зберігається, а все нове будівництво, всі знесення та всі перетворення, які могли б змінити співвідношення об'ємів та кольорів, забороняються.

СТАТТЯ 7

Монументальну пам'ятку не можна відділити від історії, свідком якої вона є, та від середовища, в якому вона розташована. Отже, переміщення монументальної пам'ятки цілком або частково можна допускати лише у тих випадках, коли цього вимагає охорона монументальної пам'ятки або коли це виправдано міркуваннями значних національних інтересів чи інтересів міжнародного співтовариства.

СТАТТЯ 8

Скульптурні, малярські або декоративні елементи, що становлять невід'ємну частину монументальної пам'ятки, не можна відділяти від неї, за винятком тих випадків, коли цей захід є єдиним засобом забезпечити зберігання згаданих елементів.

РЕСТАВРАЦІЯ

СТАТТЯ 9

Реставрація є заходом, характер якого відзначається специфічними особливостями. Метою реставрації є збереження та унаочнення естетичних й історичних цінностей монументальної пам'ятки, а ґрунтується вона на шанобливому підході до старовинної субстанції та автентичних документів. Вона закінчується тоді, коли починається гіпотеза; щодо таких гіпотетичних відтворень наздогод, то вся робота по доповненню, необхідність якої визнано з естетичних чи технічних міркувань, має вирізнятися в архітектурній композиції і носити відбиток нашого часу. Археологічні та історичні дослідження монументальної пам'ятки завжди передують реставрації і супроводять її.

СТАТТЯ 10

У тих випадках, коли виявляється, що традиційна техніка не підходить, укріплення монументальної пам'ятки може бути здійснено за допомогою будь-якої сучасної техніки зберігання та будівництва, чия ефективність доведено науковими даними і гарантовано практичним досвідом.

СТАТТЯ 11

Слід шанувати гідні внески всіх епох у створення монументальної пам'ятки, бо осягнення єдності стилю не є метою реставрації. Якщо будівля містить кілька нашарувань з різних епох, розкриття якогось нижчого шару є виправданим лише в надзвичайних випадках та при умові, що елементи, які усуваються, малоцікаві, що композиція, яка постає при цьому, становить вельми цінне історичне, археологічне або естетичне свідчення, яке збереглося, як вважається, у задовільному стані. Оцінка згаданих елементів та рішення про їхнє усунення не можуть залежати лише від автора задуму.

СТАТТЯ 12

Елементи, якими мають замінятися втрачені частини, повинні гармонійно включатися в загальну композицію, в той же час відрізняючись від оригінальних частин, аби реставрація не призвела до фальсифікації документа мистецтва та історії.

СТАТТЯ 13

Доповнення не є припустимі, якщо при цьому належним чином не враховуються усі цікаві частини будівлі, її традиційне обрамлення, рівновага композиції та зв'язки з навколишнім середовищем.

МІСЦЯ ЗОСЕРЕДЖЕННЯ МОНУМЕНТАЛЬНИХ ПАМ'ЯТОК

СТАТТЯ 14

Місця зосередження монументальних пам'яток мають становити предмет особливого піклування з метою охорони їхньої цілісності і забезпечення їхнього санірування, упорядження та повернення їхніх достоїнств. Здійснюючи зберігання і реставрацію цих місць, належить керуватися принципами, викладеними у попередніх статтях.

РОЗКОПКИ

СТАТТЯ 15

Розкопки повинні здійснюватись згідно з науковими нормами та за "Рекомендацією, яка визначає застосування міжнародних принципів щодо археологічних розкопок", прийнятою UNESCO у 1956 році.

Слід забезпечувати підтримання упорядкованого стану руїн, а також необхідні заходи щодо зберігання та постійного захисту архітектурних елементів й виявлених предметів. Крім того, слід здійснювати всі заходи, які сприяли б розумінню сутності розкритої монументальної пам'ятки, не перекручуючи при цьому її змісту.

Проте будь-які відтворення треба виключити а ргіогі, залишаючи єдину можливість вдатися до анастілозу, тобто відтворення композиції з існуючих, але розчленованих частин. Сполучні елементи повинні завжди розпізнаватися та становити мінімум, необхідний для забезпечення умов зберігання монументальної пам'ятки і відтворення зв'язності її форм.

ДОКУМЕНТУВАННЯ ТА ПУБЛІКАЦІЯ

СТАТТЯ 16

Роботи, що виконуються у зв'язку зі зберіганням, реставрацією та розкопками, завжди повинні супроводжуватись складанням докладної документації у вигляді аналітичних та науковознавчих звітів, ілюстрованих малюнками та фотографіями. Там же повинні бути зафіксовані всі етапи робіт по розкриттю, укріпленню, відтворенню композиції та сполученню її елементів, а також технічні та художні елементи, ототоженні в ході робіт. Ця документація має зберігатися в архіві певної державної установи і надаватися у розпорядження дослідників; рекомендовано її публікацію.

Міжнародну Хартію щодо зберігання і реставрації монументальних пам'яток підготувала комісія у складі:

П'єро Гаццола (Італія), Голова
Раймон Лемер (Бельгія), Доповідач
Х.Бассегода Нонель (Іспанія)
Луїш Бенавенте (Португалія)
Джордже Боскович (Югославія)
Хіросі Дайфуку (UNESCO)
П.Л. Де Врієзе (Нідерланди)
Харальд Лангберг (Данія)
Маріо Маттеуччі (Італія)
Жан Мерле (Франція)
Карлос Флорес Маріні (Мексик)
Роберто Пане (Італія)
Якуб Павел (Чехословаччина)

Поль Філіппо (Міжнародний Центр з вивчення питань зберігання та реставрації культурного надбання)
Віктор Піменталь (Перу)
Харольд Плендерлейт (Міжнародний Центр з вивчення питань зберігання та реставрації культурного надбання)
Деоклечо Редіг де Кампос (Ватікан)
Жан Соньє (Франція)
Франсуа Сорлен (Франція)
Еустакос Стікас (Греція)
Гертруда Тріпп (Австрія)
Ян Захватович (Польща)
Мустафа С. Збісс (Туніс)

List of Specific Charters (national doctrines)*

List de chartes nationales*

Australia/Australie

Burra Charter

Brasil/Brésil

Carta de Pétropolis (centros historicos)

Canada

1. Appleton Charter (French and English version)
2. Deschaumbault Declaration

Costa Rica

Carta Internacional para proteccion de las ciudades historicas

Denmark/Danemark

Firenze Charter in Danish (from: Danish periodocal "Landskab" 5/6 1993)

Dominican Republic/République Dominicaine

1. Normas de Quito 1967
2. Resolucion de Santo Domingo 1974

Ecuador/Equateur

1. Coloquino de Quito PNUD/UNESCO 1977
2. Ley de Patrimonio Culturale
3. Declaratoria de Quito el Directorio del Instituto Nacional de Patrimonio Cultural
4. Hacia la Conservation y responsibilidad cultural en el diseno arquibano de la América Latina de hoy.
5. Concervacion del Patrimonio Urbano arquitectura sul medio ambiente y su trascendencia social.
Wilson Herdoiza

Germany/Allemagne

Gründsätze der Denkmalpflege/Principles of Monument Conservation/Principes de la Conservation des Monuments Historiques. ICOMOS/Germany, München 1992

Articles translated in three languages: German, English and French

- A. Venice Charter 1964, *Principles of Monument Conservation*
- B. Florence Charter 1981, *Int. Charter for the Conservation and restoration on Monuments and Sites*

- C. Washington Charter 1987, *Charter for the Conservation of Historic Towns and Urban Areas*
- D. Charter of Lausanne 1989, *Charter for the Protection and Management of the Archaeological Heritage*

Guatemala

- 1. Artículos del 57 al 65 de la Constitución Política de la República, de Guatemala Conservación
- 2. La Defensa Jurídica del Patrimonio Cultural, Alfonso Rene Ortiz Sobalvarro, 1994
- 3. Legislación Protectora de los Bienes Culturales de Guatemala. Luis Luján Muñoz, 1994

The important articles from this book are:

- A. Decreto 425 sobre Protección, Conservación de los Monumentos, objetos Arqueológicos e Históricos. p.47-52.
- B. Ley Protectora de la Ciudad de Antigua Guatemala. p. 65-95.
- C. Reglamento del funcionamiento del Parque Nacional Tikal, Acuerdo Gubernativo de fecha 2 de septiembre de 1957, y Acuerdo Gubernativo de fecha 19 de noviembre de 1973. p. 113-124.
- D. Decreto No. 426 de la protección Textil Indígena. 127-133.
- E. Decreto No. 17-68 de la Creación del Archivo General de Centroamérica. 135-145.

Italy/Italie

- 1. La Dichiarazione de Roma 1982
- 2. Il Corpus delle modifiche del concordato lateranese 1929 (1992)
- 3. La Carta della destinazione d'uso degli antichi edifici ecclesiastici 1987

New Zealand/Nouvelle Zélande

Venice Charter oriented to local needs and circumstances (Bilingual English/Maori)

Russia/Russie

- 1. The law of the USSR on the protection and use of the monuments of history and culture.
- 2. Regulations for the protection and use of the monuments of history and culture.
- 3. The instructions for inventory, preservation, maintenance, use and restoration of the monuments of history and culture.
- 4. The instructions for the right of archaeological research and excavation, given by the Institute of Architecture of the USSR Academy of Science, Moscow 1984.

Tunisia/Tunisie

- 1. Code Tunesien en arabe, pour la protection du Patrimoine Archéologique, Historique et des Arts traditionels
- 2. Convention Internationale pour la sauvegarde des centres historiques

USA

- 1. The Secretary of Interior's Standard for Rehabilitation and guidelines for Rehabilitating Historic Buildings
- 2. The Secretary of Interior's Standards for Rehabilitation & Illustrated guidelines for Rehabilitating Historic Buildings
- 3. Article in Historic Preservation Forum: 'A preservation charter for the historic towns and areas of the US', Committee on Historic Towns, US/ICOMOS.

* A complete list of the complementary charters is inserted in chapter X.

* Une liste complète des chartes complémentaires a été insérés au chapitre X.

Fotókész anyagról a nyomdai kivitelezést végezte:
9522022 AKAPRINT Kft. F. v.: Dr. Héczey Lászlóné

